

SOMMAIRE

Éditorial par Guy Martinière	1
--	---

FRONTIERES

Réflexions hétérodoxes sur la transition au Brésil par Francisco de Oliveira.	5
Vous avez dit Indien ? L'État et les critères d'indianité en Colombie et au Brésil par Christian Gros	29

DOSSIER

Sandino avant le Sandinisme (1895-1926) par Pierre Vayssière.	51
Problèmes stratégiques et politiques de la frontière Nord du Nicaragua par Michel Foucher	69
Notes sur la coopération européenne avec l'Amérique centrale par Georges Estievenart	90
États-Unis – Nicaragua : le choix des armes par Daniel Van Eeuwen	96
L'État nation et l'État de guerre en Amérique centrale. Hypothèses pour une recherche par Alain Joxe	115

INFORMATION SCIENTIFIQUE ET COOPÉRATION

Sommaire détaillé de la rubrique	129
Les institutions de recherche et l'Amérique latine	131
Manifestations scientifiques.	141
Dialogues.	150
Lectures	158

© Cahiers des Amériques Latines et les auteurs - 1985

publié avec le concours du CNRS, de l'Université PARIS III,
du Ministère de la Recherche et de la Technologie

EDITORIAL

En 1968, Pierre Monbeig présentait le premier numéro de la nouvelle revue *Cahiers des Amériques latines* en soulignant qu'une lacune venait d'être comblée : il existait désormais en France un périodique exclusivement consacré à l'Amérique latine. De 1968 à 1984, trente numéros ont été publiés. Les deux dernières livraisons ont été consacrées aux « États généraux de la recherche et de l'enseignement sur l'Amérique latine en France » et à « Bolivar ». On peut donc considérer qu'en France, le *latino-américanisme* a pignon sur rue.

Il est de l'ordre naturel des choses de poursuivre une œuvre entreprise et de l'adapter aux nouvelles conditions de travail des chercheurs comme aux besoins d'un nouveau public. Aujourd'hui, dans notre pays, plus de 800 spécialistes en Sciences de l'homme et de la société affirment leur intérêt pour une meilleure connaissance de cette aire culturelle.

Depuis 1954, près de 5 000 thèses et mémoires ont été soutenus sur l'Amérique latine. Le temps n'est plus où une pléiade de pionniers des universités françaises s'attachait à découvrir les leçons du laboratoire latino-américain ; le temps n'est plus où leurs héritiers s'efforçaient d'organiser les premières et véritables recherches. La coopération avec nos collègues latino-américains est à l'ordre du jour. L'animation d'une revue scientifique sur l'Amérique latine doit correspondre à ces nouveaux critères.

Le lecteur jugera sur pièce l'efficacité de cette nouvelle série. Construite autour de trois rubriques, *Frontières*, *Dossier* et *Information scientifique et coopération*, elle a pour ambition de mieux faire connaître les Amériques latines et de montrer l'utilité des Sciences sociales dans la recherche des réalités complexes de tout un continent. Certes, le *latino-américanisme* est devenu plus qu'une simple juxtaposition de disciplines, plus qu'une addition de ces mêmes disciplines. Il s'est développé — fortement — hors de France, en Europe — y compris dans les Pays socialistes, aux États-Unis, au Japon..., — alors que les chercheurs latino-américains ont dépassé les frontières de la *latino-américanisation* des Sciences sociales. Entreprendre actuellement des recherches en Sciences sociales avec nos collègues latino-américains signifie aussi ouvrir l'Amérique latine aux enjeux technologiques et culturels d'un monde en pleine mutation.

Puissent à leur mesure, les *Cahiers des Amériques latines* refléter de telles préoccupations et traduire concrètement, le message des latino-américanistes français.

Guy Martinière

FRONTIERES

RÉFLEXIONS HÉTÉRODOXES
SUR LA TRANSITION AU BRÉSIL

par Francisco de Oliveira

VOUS AVEZ DIT INDIEN ?
L'ÉTAT ET LES CRITERES D'INDIANITÉ
EN COLOMBIE ET AU BRÉSIL

par Christian Gros

RÉFLEXIONS HÉTÉRODOXES SUR LA TRANSITION AU BRÉSIL

Francisco de Oliveira*

Ce texte, revu et mis à jour, a fait l'objet d'une communication présentée lors d'un séminaire sur «les alternatives du développement économique et social en Argentine, au Brésil, au Chili et en Uruguay», organisé conjointement par le «Centro de investigaciones economicas» (CINVE) d'Uruguay et le CEBRAP, les 26-28 octobre 1984 à Montevideo. Une première version de ce texte a été l'objet de la Conférence inaugurale de la huitième réunion annuelle de l'«Associação nacional de Pós-Graduação e Pesquisa em ciencias sociais» (ANPOCS) tenue en octobre 1984 à Aguas de Sao Paulo (Brésil).

LA CRISE ÉCONOMIQUE : CRISE CYCLIQUE OU «GRANDE CRISE» ?

Est-il utile d'énumérer les chiffres révélant la gravité et l'approfondissement de la crise qui s'abat aujourd'hui sur l'économie brésilienne ? Aucun chiffre, si élevé et si précis soit-il, ne parviendrait à décrire une situation aussi dramatique. Peut-être même, obtiendrait-on l'effet contraire : l'avalanche de chiffres pourrait banaliser, voire désacraliser la crise. Une telle présentation ressemblerait à une messe célébrée dans une langue trop usuelle pour garder le mystère qui émane de la langue latine : en portugais le «Deus esta ja con vosco» a, sans aucun doute, moins de force que le «Dominus vobiscum».

On ne cesse pourtant de répéter que cette crise est la plus grande crise économique que le Brésil contemporain ait connue. Mais bizarrement, les diagnostics et les pronostics émis, au lieu d'accentuer son aspect exceptionnel, la considèrent comme cyclique et, par conséquent, susceptible d'être surmontée grâce à des médecines de politiques économiques moins orthodoxes que celles du F.M.I. et donc plus autonomes. Les procédés élaborés pour sortir de cette crise sont parfois d'une telle ingénuité qu'ils donnent l'impression que le Brésil est entré dans la crise par simple hasard ou méprise. Le discours tenu en 1984 par l'opposition au régime militaire, qui aurait dû avoir, par sa force et sa qualité, un retentissement dans la démocratisation du régime, n'a mis l'accent que sur l'incapacité pagaïlleuse du groupe dirigeant (au moins aurait-il fallu dire des groupes

* Économiste, chercheur au «Centro brasileiro de análise e planejamento» (CEBRAP) de Sao Paulo et professeur à l'Université catholique de Sao Paulo.

dirigeants, puisque ceux-ci se sont renouvelés au cours de la longue période postérieure à 1964) à conduire la politique économique, comme si c'était à dessein que ces derniers avaient choisi le chemin de la crise. Sur ce point, il faudrait d'ailleurs ajouter un certain « malgré eux », puisqu'aucun groupe, représentant légitime ou usurpateur, attaché aux grands intérêts du capitalisme au Brésil, n'utiliserait une politique contraire à ses intérêts. Des voix d'une certaine opposition obtuse, s'élevant aussi bien des milieux scientifiques que politiques, rejettent la thèse d'une corrélation entre l'autoritarisme et la croissance économique du « miracle brésilien ». Ils ont peur d'en arriver à la terrible conclusion selon laquelle la démocratie serait invivable au Brésil, étant donné qu'elle ne pourrait promouvoir un développement économique comparable à celui atteint par l'autoritarisme. Si cette corrélation est fautive, la tendance suicidaire du régime qui utilise la crise comme méthode pour diriger une économie complexe l'est également.

Souvent même, la hâte de sortir de la crise, en fréquentant — noblesse oblige — l'opposition, a empêché de souligner ses aspects salutaires. Cela aurait pu ainsi annoncer les limites du régime ; cela aurait pu aussi révéler que, si le régime ne parvenait plus à gérer la crise comme il le fit longtemps avec succès, la cause était à rechercher dans la gravité des secteurs touchés. Ce type de discours fait perdre le sens même du terme de « crise » : la crise, par elle-même, ouvre un éventail d'alternatives ; en son absence, ces alternatives ne seraient ni perçues, ni souhaitées, ni possibles. Répétons la fameuse phrase de Marx : « tout crise révèle l'anatomie du système ».

Par exemple, la course poursuite des salaires et des prix dans un contexte hyper-inflationniste indique clairement que de grands secteurs de la société, aussi bien du côté de la masse des salariés que du côté de la bourgeoisie, n'acceptent plus, respectivement, ni le « blocage des salaires » ni le contrôle des prix. Au demeurant disposaient-ils de mécanismes sociaux et politiques efficaces pour s'opposer aux « ukases » de la politique officielle ? Ce phénomène inquiète d'ailleurs particulièrement les économistes. Il montre également combien le régime autoritaire avait perdu l'autonomie qu'il avait imposée aux intérêts spécifiques des classes sociales. Il montre enfin, a contrario, à l'encontre même du « pessimisme génétique » des économistes initiés à l'Économie Politique des pays fondateurs, combien l'ouverture, par l'existence politique de ces intérêts, du chemin qui mènerait aux solutions d'anti-crise, plus valables et conséquentes que le « diktat » autoritaire, doit tenir compte de l'existence politique même de ces intérêts.

L'accent n'est donc jamais mis sur le caractère de « grande crise », de « tournant historique », de « fin de cycle », que cette crise signifie dans l'histoire du Brésil. Les raisons en sont complexes : la crise a permis l'accès de l'opposition au pouvoir et le ralentissement de la conduite critique de la production scientifique, notamment dans l'économie politique. De tels phénomènes révèlent bien la victoire du conservatisme sur

le plan politique comme sur le plan intellectuel. Pourtant nombreux sont ceux qui font la différence entre une « crise cyclique » et une « grande crise ». On peut dire que la caractéristique principale d'une « grande crise » est celle de mettre à l'épreuve les éléments de régulation ; dans la crise actuelle, la régulation met au pied du mur les pratiques keynesiennes, ce qui ne veut pas dire que certains éléments de cette politique ne continuent pas d'être efficaces, comme le démontre, à sa mesure, la politique reaganienne. Il est inutile de répéter que cette « grande crise » n'est pas seulement nationale — il s'agit, bien sûr, en vérité d'une crise mondiale, puisque même les pays socialistes sont atteints. Compte tenu de l'importance des interactions mutuelles croissantes entre les deux systèmes, les éléments de la crise se transmettent entre les deux grandes parties d'un système mondial. Ainsi, l'ouverture de la Chine ou les investissements réalisés en commun pour la construction du gazoduc soviétique en Europe occidentale, apparaissent par exemple, comme des signes de la crise mondiale.

La nouveauté de cette crise et les conséquences du caractère international de l'économie brésilienne se trouvent dans l'orientation prise par les mouvements des grands ensembles économiques. Cette orientation est identique à celle qui intervient dans les autres économies. En d'autres termes, dans la crise des années trente, la réaction de l'économie brésilienne fut asymétrique par rapport à ce qui survenait dans les pays centraux de l'époque. Il en découla l'impulsion définitive de l'industrialisation. Aujourd'hui, un tel phénomène ne se reproduit pas : la crise se présente et s'installe au Brésil en tant que récession et dépression. Le sort de l'économie brésilienne, en dépit des marges de manœuvre qui demeurent, ne sera pas indépendant du destin de l'ensemble du système capitaliste. En outre, un pays qui a la plus forte dette extérieure du monde capitaliste ne peut se considérer comme un pays pauvre : n'est-il pas plutôt un partenaire puissant dans les règles du jeu mondial ?

Sous certains aspects, la question de la dette extérieure se trouve analysée par un nouveau « nationalisme » comme une question de simple comptabilité : avoir des dettes signifie être débiteur. Les relations entretenues par l'économie brésilienne contemporaine avec l'ensemble du système capitaliste sont beaucoup plus complexes que celles fondées sur les règles du débit et du crédit des comptes. Même l'augmentation des exportations, qui représente actuellement l'unique moteur de l'économie est insuffisante pour payer la dette. Tant que le système monétaire et financier international ne se régularisera pas, les conditions requises pour assurer la masse financière nécessaire à la formation et à l'accumulation de capitaux ne parviendront pas à un montant suffisant pour mettre l'économie en mouvement de reprise.

Par ailleurs, si la reprise du cycle de croissance de l'accumulation était abandonnée, livrée uniquement au mouvement des exportations, l'économie souffrirait probablement de fortes secousses. Pour être compétitifs, les secteurs attachés à l'exportation auront à peine le temps de s'adapter

technologiquement à la troisième révolution industrielle que, déjà, les ressources financières globales se trouveront absorbées avant tout investissement productif nouveau, laissant à découvert les autres secteurs de l'industrie nationale. Les taux de croissance des secteurs attachés à l'exportation, comme ceux liés au marché intérieur et qui concernent, par exemple l'informatique, ne feront que masquer un vaste processus de gaspillage et de pertes de capitaux. Le niveau du coefficient des investissements sur le produit national devra s'élever beaucoup pour obtenir un produit en dernière analyse proportionnellement moindre. En langage keynésien-cépalien, la relation capital-produit augmentera et la relation produit-capital baissera. Dans cette situation, le processus de concentration du revenu et l'augmentation des inégalités ont de fortes chances de se perpétuer. Si ces éventualités concernaient uniquement et «techniquement» l'économie, peut-être serait-il possible de laisser aux seuls économistes la tâche de jongler avec les hypothèses ? En fait, l'enjeu est la viabilité même de la démocratie au Brésil. Or, c'est précisément la démocratie qui affronte aujourd'hui une épreuve décisive.

I. EXISTE-T-IL DES ISSUES «ÉCONOMIQUES» A UNE «GRANDE CRISE» ?

Dans l'histoire du capitalisme, on constate qu'une «grande crise» n'a jamais été surmontée «économiquement», c'est-à-dire, en restaurant le cycle de l'accumulation selon les modèles mêmes qui la régulent. De telles solutions ne sont valables que pour surmonter les crises cycliques. Sortir d'une «grande crise», implique des reformulations profondes de l'appareil institutionnel, de la société et de l'État. Cela implique aussi, fréquemment, l'entrée en action d'innovations technologiques et/ou des nouveaux modèles d'organisation du travail – aspect d'ailleurs souvent négligé ! – conduisant à de profonds changements dans les relations sociales à l'intérieur du capitalisme. En somme, cela implique un changement dans les équilibres de régulation du système capitaliste, ou bien l'apparition d'une nouvelle société.

Le meilleur exemple a été donné par la manière dont la «grande crise» des années trente a été surmontée : la progressive construction d'un état de Consommation sous l'égide des politiques keynésiennes, apportant ce que l'on nomme aujourd'hui la «régulation monopoliste», est symptomatique à cet égard.

Les principaux aspects de l'ère nouvelle furent caractérisés par l'entrée en scène, définitive, de la production de masse pour la consommation. Elle accoupla la domination du Fordisme/Taylorisme dans l'organisation du travail à des innovations technologiques importantes. Le changement dans les relations entre capital et travail entraîna une profonde transformation des relations salariales qui, à leur tour, soutinrent une forte demande satisfaite par une production de masse. L'apparition et l'énorme augmentation des dépenses publiques conduisirent aussi à redéfinir la

politique de relations salariales que renforça une certaine «déprivatisation» de l'État, conduisant à une poussée démocratique exceptionnelle au sein des relations entre l'État et la société civile.

Dans le cas brésilien d'aujourd'hui, on constate à la fois l'impuissance à proposer des issues «économiques» à la crise et l'on ne cesse de souligner de façon litanique que la solution de la crise est «politique». Alors, quelle est donc cette issue «politique»? Bien des questions sont posées, mais peu de réponses existent. Tout au plus, a-t-on indiqué que l'issue de la crise exigerait un changement institutionnel afin de permettre l'accès au Pouvoir exécutif, estimant qu'un tel changement serait suffisant en soi pour transformer aussi bien les relations entre le Pouvoir exécutif et les autres pouvoirs constitutionnellement prévus, que les relations avec l'ensemble de la société civile. Certes, une des issues de la crise requiert incontestablement la légitimité du pouvoir. Grâce à l'appui populaire indispensable, il sera ainsi possible d'être mieux armé pour réaliser les profondes réformes dont le pays a besoin. Mais le sens de ces réformes est plutôt superficiel. Il suffit de voir comment en 1984, l'opposition, dans l'impossibilité d'apporter un changement dans le choix du Président de la République par le moyen des élections directes, s'est engagée allègrement dans le nouveau mode d'élection du Président grâce au jeu du Collège électoral. Preuve de réalisme? Sans doute, mais preuve aussi que les formes directes et indirectes possèdent elles-mêmes différentes radicalités. Il ne s'agit pas de revenir sur la discussion byzantine à propos de la constitution bâtarde de ce Collège électoral; une société — répétons le vieux refrain — a les dirigeants qu'elle mérite. On comprend la qualité des nouvelles forces politiques les plus actives au Brésil, aujourd'hui, en mesurant à quel point la forme des élections directes apparaissait à leurs yeux trop radicales.

Mais l'économie brésilienne actuelle est bien trop complexe pour que l'on puisse croire à des issues faciles. Surtout, elle est trop complexe pour imaginer qu'une simple reprise du cycle de la prospérité des années du «miracle brésilien» résoudra les immenses problèmes hérités de l'histoire la plus lointaine ou de quelques années du «miracle». Autrement dit, estimer de façon «cyclique» une «grande crise» que l'on pense surmonter politiquement signifie, dans le meilleur des cas, reproduire les effets sociaux du modèle économique «pervers», et approfondir les énormes inégalités sociales. Est-il possible d'entreprendre un essai sérieux de construction démocratique sur un terrain aussi mouvant?

La caractéristique la plus marquante de l'économie brésilienne contemporaine n'est, en aucune manière, celle d'une économie sous-développée jugulée par le capitalisme international. La pensée simpliste qui consiste à croire qu'il existe des espaces à combler, des secteurs et des branches d'industrie à développer, oublie que l'économie brésilienne *sui generis* est déjà une économie de régulation monopoliste, conséquence de la profonde modification de la division sociale du travail liée à son insertion dans les circuits internationaux du capital. Penser en coefficients

d'ouverture du commerce extérieur, maintenus relativement bas au cours des quarante dernières années, comme à un signe d'autonomie de l'économie brésilienne, est, tout au plus, de la naïveté.

Travaillée et charpentée par tous les signes de la régulation monopoliste, l'économie brésilienne ne parvient pas à produire le changement des relations sociales à l'intérieur même du système capitaliste. Tel est bien la marque spécifique de la régulation keynésienne. Utiliser les fonds publics pour assurer la reproduction du capital en l'absence de fonds publics dans la régulation du marché du travail et dans la reproduction de la force du travail, constitue l'apanage d'un état de malaise. Il ne s'agit pas tant de cette « industrialisation entravée » dont parle Fernando Fajnzylber, mais plutôt d'un état de bien-être entravé. Pour le dépasser, il convient de procéder à la mise en œuvre d'un ensemble de réformes sociales et institutionnelles encadrant la « nouvelle économie », ce qui constitue, en somme, l'issue non-économique à la « grande crise ».

II. LE PROGRES SOCIAL : MOINS QU'UNE DETTE A ACQUITTER, PLUS QU'UNE ISSUE « ÉCONOMIQUE »

Une issue « non-économique » pour sortir de la « grande crise » — si l'on ne tient pas à répéter les caractéristiques du « miracle » — requiert donc un grand progrès social. Mais ce progrès ne se présente pas seulement comme l'acquittement d'une dette antérieure de l'histoire du Brésil. Les générations populaires qui vécurent avant le « miracle » approchent de leur fin de façon précoce, entraînées par la biologie sociale héritée du sous-développement ; les générations contemporaines du « miracle » ne connaîtront pas un destin meilleur. Le progrès social, au Brésil, ne parviendra donc pas à s'acquitter des dettes contractées ; tout au plus, il pourra être la justification historique de tant de talents et d'espoirs des « découvreurs », à la passerelle mégalomane du « Brésil, Puissance mondiale ».

Le domaine social a établi avec le domaine économique une relation négative. Le point de vue adopté le plus fréquemment en Sciences sociales, particulièrement en économie — et qui se transmet aux projets de l'action politique —, subordonne le social à l'économique ; il ne parvient pas à comprendre la relation de négation dialectique qui existe entre les deux domaines. Autrement dit, le social apparaît, bien plus que l'économique, comme le terrain privilégié de la lutte des classes. De ce point de vue, on peut comprendre la question du problème social comme la négation du problème économique. Une telle approche modifie considérablement le champ des controverses stériles identifiant le progrès social au réformisme. Une conception productiviste des relations sociales de production met l'accent sur les modifications des contrats de travail, seules capables de permettre le changement dans les relations sociales de production. Le social est né d'abord sous la forme d'assistance ou de charité de notre Sainte Mère l'Église. Avec le capitalisme, c'est tout autre chose.

La charité ne s'inscrit pas dans les propres relations de production : elle est l'utilisation des «restes du banquet» des riches pour adoucir l'existence des pauvres... Si l'on considère les *dépenses publiques*, on constate qu'elles font partie de la relation sociale de production en la modifiant. C'est la *métamorphose* de l'excédent, de la plus-value ou du profit. Dans la société brésilienne, le social existe en tant que charité, même publique. Or, au cours des vingt dernières années, on a assisté à une régression de cette charité : la «privatisation» du domaine social a entraîné dans la pratique le retour de la détermination à la charité par le domaine économique. La privatisation de la médecine, le développement de l'enseignement privé, le principe du profit comme moteur de la production des biens publics pour les entreprises d'État, plongent leurs racines dans ce domaine social «économique» amplifiant toute recherche de changement réel, loin d'en constituer sa négation.

Heureusement, pendant les dures années de lutte contre le régime, l'opposition dénonça fréquemment cette perversion du social : la perspective est aujourd'hui différente. Du candidat indirect des oppositions au candidat direct du régime, — espèce de profasciste bien plus chanceux que Plinio Salgado —, en passant par les entrepreneurs, les intellectuels de droite et de gauche, on se place dans la perspective d'une reprise de la croissance économique comme priorité absolue et indiscutable, en écartant, si possible, les tares du «miracle».

Par reprise de la croissance, il est clair qu'il faudrait entendre une économie brésilienne ayant suffisamment d'autonomie, interne et externe, pour faire ce que bon lui semble. Une sorte d'orgueil «*démodé*», en somme. La première illusion a trait à la soi-disante autonomie externe. La deuxième vient du fait que l'autonomie interne, s'expriment pieds et poings liés à la dépendance externe, est à peine efficace dans le cadre des régimes autoritaires. En d'autres termes, dans les conditions concrètes de «privatisation» du social, de «l'économisation» du social, de la négation du social, l'autonomie interne devient un puissant moteur qui renforce la dépendance externe. Si les multinationales préfèrent systématiquement le Brésil aux autres nations latino-américaines, cette préférence est due à un dynamisme qui se nourrit au dépens du social. L'accroissement de la production atteint par l'économie brésilienne au cours des vingt dernières années a pour conséquence la diminution du social.

Une croissance économique *exceptionnelle* a marqué deux périodes récentes de l'histoire du Brésil : l'ère Kubistchek et celle du «miracle brésilien». Durant la première période, il n'y eut aucun progrès social remarquable ; dans le domaine politique, on nota les premiers signes d'usure et de dépérissement des formes représentatives, au travers de deux rapports des conseils créés par décret par le Président de la République, retirant au Congrès national des décisions de la plus haute importance pour l'économie du pays. Aucune catégorie de travailleurs ne parvint jamais à être représentée dans ces Conseils qui préfigureront, dans certains cas, quelques-unes des formes prises postérieurement par le

régime autoritaire. Durant la seconde période, celle du «miracle», le recul du social fut net : les droits des travailleurs, garantis de longue date, furent supprimés, ainsi que la stabilité de l'emploi ; la répression s'est abattue sur les droits civils ; l'État, plus que jamais, malgré l'énorme autonomie dont il jouissait — signe par «excellence» de son caractère d'exception —, chercha à être l'image du «comité exécutif de la bourgeoisie» ; le social fut «privatisé», au même titre que l'éducation et la médecine furent placées dans le domaine des activités lucratives ; les services publics essentiels furent reconvertis et *réduits* suivant les désirs des entreprises. De telles mesures furent considérées par les niais comme une forme de modernisation.

Cette brève description devrait servir d'avertissement : une croissance économique exceptionnelle ne peut être le signe d'un progrès social ; bien au contraire, dans les conditions concrètes du capitalisme contemporain, elle repose souvent sur le refus des conquêtes sociales — voir la crise de Welfare State et les solutions reaganiennes — uniquement possibles dans des formes d'État d'exception, lesquelles à leur tour mettent en mouvement les mécanismes économiques strictu sensu. On met déjà en doute cette corrélation, de peur de la voir correspondre à l'axiome qui assure que «tout État d'exception stimule l'économie». Invertissons les termes : il est plus logique de penser que, dans les conditions concrètes du capitalisme oligopolistique, toute activité exceptionnelle de l'économie crée des potentialités de développement d'un État d'exception. Dialectique dont le «feedback» n'attend presque rien : aussitôt l'État d'exception, — «camisole de force» pour les autres classes sociales et pour la représentation de leurs intérêts, — donne un stimulant à la croissance exceptionnelle ; tous deux se renforcent mutuellement, en un cercle vicieux et putréfiable qui, même de courte durée, a éliminé de la scène au moins deux générations.

Le progrès social signifie inscrire les conquêtes et les améliorations publiques dans la relation sociale de production. Il n'est pas la représentation d'une assistance charitable ; il n'est pas non plus, bien qu'il passe obligatoirement par celles-ci et se matérialise en elles, le fait de s'occuper uniquement des carences multipliées à l'infini, que produit et accroît la croissance économique exceptionnelle. Avant tout, le sens le plus profond du progrès social est celui de créer une culture politique qui soit la négation de l'anti-culture politique caractéristique de la société de masse. Ainsi, son propos est de placer les carences sur le terrain des droits en les retirant du domaine des «réclamations» et des «revendications». C'est en cela qu'il diffère profondément du populisme et implique surtout de profiter des contradictions de la démocratie. Si l'existence et le fonctionnement d'un État démocratique supposent nécessairement un élargissement du domaine étatique pour inclure les intérêts des non-propriétaires — selon les expériences historiques des plus solides démocraties occidentales, ces intérêts sont contraires à ceux du monde économique et appartiennent au domaine social. Le progrès social n'est pas seulement le

moyen d'acquitter une dette, mais bien plus encore, celui de trouver une issue à la « grande crise ». Il est l'élément déterminant pour créer une nouvelle société à partir de laquelle s'établiront les projets qui ouvriront la voie à une issue de la « grande crise ». Ce sera donc un changement important dans la relation salariale, un rejet de la « privatisation » du social et de la dépolitisation de l'économie, une redéfinition du domaine public et une nouvelle structure représentative exprimant les articulations des intérêts à l'intérieur du domaine public afin de parvenir à un statut constitutionnel allant au-delà de la vieille représentation d'intérêts de la démocratie bourgeoise, en fait celle des propriétaires. Tout cela peut découler d'une structure institutionnelle établissant des règles démocratiques *dans la course aux fonds publics*, maillon essentiel, aussi bien à l'égard du financement de la reproduction du capital qu'à celui du financement du domaine social. Pour cela, il faudra imaginer l'institution d'un pacte sur les « incertitudes prévisibles », mais en dépassant bien l'État de malaise, afin d'ouvrir la brèche qui provoquera sur l'État de bien-être ; l'État de malaise n'aura que transformé l'accès aux fonds publics en foire d'empoigne corporatiste.

Le progrès social est indispensable pour la formation et la consolidation du « pathos » et de l'« ethos » démocratique au Brésil. S'il est vrai que le régime autoritaire brésilien est entré en agonie, qu'il lui manque aujourd'hui les mécanismes et les bases de soutien social, il serait ingénu de croire que *ceci arrive* parce que les nouvelles forces sociales et politiques aspirent à la démocratie dans l'abstraction. Tout progrès démocratique est instable, non seulement parce que les « faucons » se chargent de lui décocher, à la première occasion, tous les coups bas possibles, mais aussi parce que le fossé des inégalités économiques et sociales, créées par l'industrialisation et amplifiées par le rapport « régime autoritaire plus croissance économique », est immense. Ce rapport empêche la naissance d'une culture politique dans laquelle les mêmes termes désigneraient concrètement les mêmes valeurs, et mettrait ainsi toute domination en échec. Le terme de démocratie n'est pas seulement compris différemment par les diverses strates et classes sociales — ce qui est le propre de toute démocratie — mais la différence est encore plus grande : il s'agit d'un discours et d'une pratique *globalisante* et non d'un discours et d'une pratique *pluralisante*.

Dans le fatras du Brésil contemporain, le discours et la pratique globalisantes signifient domination par exclusion et non pas domination sur le terrain des luttes. Si l'on part du discours sociologique que l'on appelle « périphérique », ce qui, en vérité, signifie « exclu », jusqu'à l'avènement des mouvements sociaux en passant par la poussée des nouvelles classes moyennes considérées comme un nouveau centre dans le Brésil moderne, et même en allant jusqu'aux nouvelles classes bourgeoises empreintes de modernité pour qui le refus de l'État d'exception n'est pas synonyme d'aspiration démocratique mais plutôt — soupçonne-t-on — d'implantation d'un projet politique conservateur, on s'aperçoit que le milieu cultu-

rel dans lequel se meut la politique est peu propice à la stabilité démocratique.

III. POLITIQUE ET SOCIÉTÉ DE MASSE DANS LE BRÉSIL CONTEMPORAIN

On affirme souvent que la société brésilienne actuelle est une société de masse en raison du volume et des proportions atteints par les nouveaux groupes et classes se reconnaissant dans la production d'un million d'automobiles, dans la présence d'énormes super et hyper-marchés dans les grandes, moyennes et petites villes ainsi que dans la place prise par les médias (7 à 8 chaînes de télévision à Sao Paulo et à Rio et un nombre légèrement moins important dans les autres capitales, avec, en outre, un vaste et complexe réseau de sous-stations et de relais qui atteint n'importe quelle ville de l'intérieur). Dans l'État de Sao Paulo, le tirage de l'ensemble des grands journaux quotidiens atteint entre 700 000 et 1 million d'exemplaires, avec un public de 3 à 4 millions de lecteurs. Les Éditions de *Platao* tirent jusqu'à 200 000 exemplaires et celles des *Primeiros Passos* de 50 000 à 100 000 exemplaires. Cette réalité du Brésil est toute contraire à l'image que l'on s'en fait ; le cliché est toujours celui d'un pays d'analphabètes. Ne sommes-nous pas en présence d'un véritable nouveau monde ? Tel est le paradoxe : si on ne peut assurer que les exemplaires vendus des Éditions de *Platao* soient réellement lus, ou servent de décor sur les étagères des salons « kitch » des nouveaux riches de Villa Carrao à l'est de Sao Paulo, il est sûr que la collection *Primeiros Passos* représente bien un fait incontournable : chaque génération est obligée de faire ses premiers pas dans le domaine politico-culturel, et l'accélération du temps historique se précise. Mais il n'y a, à véritablement parler, ni d'héritage ni de transmission culturelle dans la société de masse. Et les 200 000 exemplaires des Éditions de *Platao*, même sans être lus, resteront en attente d'un « roi-philosophe » qui viendra rassembler ce qui était éparpillé.

La société de masse est bien davantage. Avant tout, elle est la *régulation keynésienne sans droits sociaux*. Prenons, par exemple, la régulation du salaire d'un « boia-fria » dans la grande agriculture du Centre Sud. Dans son cas, la référence au salaire minimum ne découle pas uniquement de conquêtes sociales du travailleur rural ; elle provient d'un élément de régulation introduit dans le mouvement de la projection du capital industriel sur l'agriculture pour établir une équation ou un calcul économique, à partir duquel le financement des biens de capital pour l'agriculture rompt la structure de l'agriculture vivrière. C'est donc, de ce point de vue, un élément introduit par l'État pour régulariser aussi bien la compétition entre capitaux dans l'agriculture que les relations du financement public et privé avec chaque entreprise agricole en particulier. Quelques secteurs de travailleurs utilisent ce changement pour faire valoir le salaire obtenu : mais cela n'a rien à voir, et de loin, avec une relation en-

tre salaires et productivité, comme avec la constitution d'un marché de masse appuyé sur cette dernière relation. La même remarque peut s'appliquer à l'institution du FUNRURAL.

Ainsi, il apparaît que la société de masse au Brésil se voit constituée à travers une relation non négative entre l'économique et le social. Autrement dit, une conquête sociale ne restreint pas l'espace du domaine économique, mais au contraire l'élargit. Cette relation sans négativité constitue une forme politique qui englobe à son tour le comportement de l'économie et du secteur social : la première s'impose comme constructrice d'une société à laquelle le second se trouve strictement subordonné. En prenant le cas des entreprises d'État, l'expérience de ces deux dernières décennies démontre que la forme d'entreprise adoptée n'était pas précisément une forme gestionnaire efficace, mais bien au contraire, une inversion radicale du rôle des entreprises d'État joué par le capitalisme brésilien : la poursuite du profit comme fin en soi. Tout cela produit politiquement une culture des affaires publiques qui intervient dans les relations entre la fin et les moyens : le résultat final de l'activité de l'entreprise d'État est déterminé par les moyens qu'elle utilise, comprenant en cela la forme dans laquelle elle est administrée. Le résultat est déterminé par les moyens employés.

Mais l'accent culturel par excellence mis pour comprendre les problèmes de la société de masse concerne surtout l'impact des médias de télévision, c'est-à-dire le produit « brésilien » élaboré par ces médias, symbolisé par les « tele novelas » du Groupe Globo. Au-delà de l'hymne « national », que véhicule un tel feuilleton de télévision, on peut, à la rigueur, y retrouver des traces de « malufisme » social : les personnages qui appartiennent aux classes dominées n'expriment aucun objectif concernant les problèmes de leur propre classe mais plutôt le désir de monter dans l'échelle sociale par piston ou par sympathie, ou de subir à défaut leur écrasement volontaire, imposé par les membres des classes sociales dominantes.

En somme, le feuilleton de télévision traduit la négation de l'identité sociale.

Ce mouvement de négation de l'identité sociale a une résonance particulière très complexe, héritée des atavismes de la constitution originelle de la société brésilienne. On sait combien l'esclavage et la marchandise « esclave » — une non-personne, une « chose » — étaient les piliers de cette société ancestrale, avant de voir prédominer la longue période de l'oligarchie avec sa structure de relations sociales composées de compérage, de parenté et de patrimonialisme. La lente métamorphose de ces oligarchies se transformant en bourgeoisie, puis la naissance des fonctionnaires de l'État, et enfin, l'explosion des classes moyennes modifièrent cette structure sociale mais reproduisirent bien des compromis. Ces classes moyennes issues de diverses origines — cauchemar permanent des chercheurs en sciences sociales et politiques désireux de parvenir à établir une classification —, appelées « moyennes » parce qu'elles se trouvent à mi-chemin

entre la bourgeoisie et le prolétariat, se définissent comme *centralistes*. Il s'agit d'un *centralisme social*.

Dans une société en expansion, la croissance des classes moyennes est inévitable et inhérente aux phases d'organisation du capitalisme. A l'encontre des prévisions ingénûment «marxistes orthodoxes» sur la division sociale du travail dans le capitalisme contemporain — en excluant seulement Bernstein, d'où son titre de «renégat», et, plus récemment, la découverte gramscienne qui sera à l'origine de l'eurocommunisme —, les classes moyennes n'en sont pas moins parvenues à exister et à croître. Réutilisant un vieux théorème marxiste, il se révèle que au fur et à mesure que le travail manuel s'intellectualise, ces classes ne constituent pas un «ersatz» de la classe ouvrière mais sont bel et bien la conséquence inévitable des rapports toujours plus étroits existants entre la science, la technique et le processus de production et de travail.

La période autoritaire a exacerbé ce centralisme social des classes moyennes. S'opposant aussi bien aux intérêts de la bourgeoisie — du fait de la «substitution» de la représentation bourgeoise par l'État autoritaire, et de l'avènement des «lobbies» spécifiques des groupes d'intérêts des entrepreneurs — qu'à ceux du prolétariat dans la répression et la «pacification» du mouvement syndical, le processus de métamorphose du centralisme social des classes moyennes vers un *centralisme politique* s'est accéléré pendant la période autoritaire. Or, un tel centralisme était de trop, tant à l'intérieur de l'appareil de l'État — les technocraties mal-aimées — que dans la société civile dans la mesure où les classes moyennes étaient victimes de leur sous-représentation et de l'incohérence de leurs discours. Les intellectuels de l'opposition en sont l'image exemplaire. Dire que leur discours était de trop n'est pas faire un opération arithmétique mais apparaît comme le résultat de la présence des classes moyennes à l'intérieur de la division technique du travail et de leur rôle de «ventriloque». Qui s'exprime au sein des appareils d'État ? Qui utilise les moyens de communication ?

Ainsi, une certaine forme de corporatisme émergea des classes moyennes et devint la conséquence de ce «ventriloquisme». Les innombrables associations de cadres techniques, les grandes associations scientifiques, comme la SBPC, l'ANPEC, l'ANPOCS, l'ABA, sont l'expression des intérêts propres de ces cadres techniques et du «ventriloquisme» vers lequel furent poussées ces associations à la fois en raison de la répression qui s'abattit sur le mouvement ouvrier et sur les diverses fractions dominées, et du fait de la «substitution» par l'État autoritaire de la représentation de la bourgeoisie.

En dépit de la répression menée contre les intellectuels, on assista, à l'encontre des prévisions naïves, à une extraordinaire croissance des activités technico-scientifiques, inexorablement développées par la croissance économique. Dans le même ordre d'idées, le raisonnement qui veut établir une corrélation entre la production intellectuelle et la liberté, ou qui estime la production intellectuelle comme «factotum» du bien com-

mun, ne résiste pas à la démonstration historique et souffre du vice de l'idéologie propre aux intellectuels : la relation entre production intellectuelle, société et État est beaucoup plus complexe que ne tendrait à représenter une banale glorification.

Aussi, les thèmes de la controverse et du discours politiques engagés contre l'État ces dix dernières années se préciseront dans le débat sur les centrales nucléaires conduit sous une forme scientifique et critique par les physiciens. Ces thèmes se préciseront aussi dans le débat sur le modèle économique grâce à un discours sur la science économique engagée par les économistes, dans le débat sur l'État d'exception par un discours de nature politico-juridique, dans un débat sur le double phénomène de concentration et d'exclusion sociale généré par la croissance par un discours de nature sociologique, dans le débat sur la dégradation du milieu naturel par un discours écologique et dans le débat sur la question indigène par un discours anthropologique. Les exemples ne manquent pas. Aucun de ces débats n'a été engagé par la bourgeoisie, sauf depuis ces deux dernières années, et même alors, la bourgeoisie fit sienne les critiques des économistes lorsque le « miracle brésilien » commença à dépérir. Aucun de ces débats ne fut conduit non plus par le mouvement ouvrier qui s'éveilla aux manifestations concernant les revendications de salaires sous l'impulsion des métallurgistes de Sao Bernardo do Campo à partir de 1979. L'ironie de l'histoire et de la métamorphose qu'elle opère est venue du fait que le mouvement ouvrier, dirigé à partir de Sao Bernardo, n'agissait initialement que dans une perspective strictement économique, anti-politique, voire « réformiste », selon le jargon utilisé par la gauche ; il se termina finalement par la création d'une centrale des travailleurs et celle d'un Parti des Travailleurs.

Toutefois, il ne s'agit pas de minimiser la valeur des discours et des débats conduits par les classes moyennes, surtout en connaissant les conditions difficiles dans lesquelles ils se sont déroulés, et en sachant combien il en a coûté aux personnes et aux institutions scientifiques, techniques et universitaires. Notre but est de chercher à évaluer, à comprendre jusqu'où de telles oppositions, situées à l'intérieur de la relation « classes moyennes contre État », peuvent techniquement aller dans le sens d'une démocratisation, même si elles ne signifient pas pure démocratisation des rapports entre l'État et la Société civile. Croissance exceptionnelle et État d'exception n'excluent pas, bien au contraire, la création de conditions pour que se développe une opposition « technique » des classes moyennes à l'intérieur de l'État autoritaire. Les fascismes et les totalitarismes l'ont déjà prouvé ; actuellement, l'expérience des « dissidents » en Union Soviétique, le confirme.

Nous souhaitons seulement attirer l'attention sur le fait que la période autoritaire génère une sorte de « culture politique » exclusive où l'on retrouve, dans les discours des classes moyennes, cette culture qui s'affermi par l'exclusion des autres classes et surtout par l'exclusion de celles qui sont liées aux grandes masses populaires. La conséquence de cette

exclusion amène à considérer obligatoirement le discours des classes moyennes comme un « discours général » puisqu'il intègre l'identité des autres secteurs sociaux et, notamment, l'anti-culture des masses. En suivant les traces de Walter Benjamin, on peut dire que le culte des medias est devenu une politique en soi ; leur production fonctionne comme moyen de dissolution de l'identité de l'« œuvre d'art politique » (identité sociale et politique des classes sociales). Par conséquent, le discours global que transmettent les classes moyennes annule la spécificité de toute autre classe, laissant flotter dans l'air une homogénéité qui voile tout conflit.

IV. LA TRANSITION POLITIQUE AU BRÉSIL

Les questions posées prennent dès lors un aspect dramatique exceptionnel dans la période historique que traverse actuellement le Brésil. Car, de l'ensemble des questions naît, par symbiose, la perspective d'une transition de l'État d'exception autoritaire vers un État démocratique. La somme des intérêts contradictoires rassemblés de force par le régime autoritaire brise finalement son étreinte. Il serait pourtant naïf de penser à nouveau que l'on se trouve en présence d'une « restauration » de la démocratie. Non seulement parce que le Brésil n'a connu une expérience démocratique que pendant 19 ans dans toute son histoire et encore en incluant la période de ce régime manipulateur des masses que fut le populisme ! Mais parce que les conditions dans lesquelles les forces sociales et politiques déchirent leur camisole sont parfaitement inégales. Cette inégalité n'est pas seulement une inégalité qui existe au sein même des différentes classes ; elle provient surtout du long processus qui les a portées et se trouve consubstantielle à la société des masses, ou des medias politiques, dont le point névralgique est la négation de l'identité sociale.

Certes, d'autres sociétés capitalistes ont déjà expérimenté de semblables transitions. L'expérience espagnole est sans doute celle qui se rapproche le plus de l'expérience brésilienne : la transition du franquisme vers un État démocratique sous les bons auspices du fameux Pacte de la Moncloa fascine aujourd'hui le Brésil. Dans les deux cas, l'avènement d'un régime post-autoritaire est dû surtout au développement économique mis en œuvre par des régimes autoritaires, qui transformant radicalement les structures économiques et sociales du pays, apportent des changements dans les bases qui les soutenaient. En d'autres termes, la transition se réalise en Espagne et au Brésil parce que ces deux pays n'ont pas, et de loin, de société stagnante.

Cependant toute comparaison s'arrête là. Il convient d'écarter les ressemblances avec d'autres pays latino-américains, surtout avec l'Argentine et l'Uruguay. Dans le cas de l'Argentine, nous sommes en présence d'une « rupture démocratique », non pas d'une transition négociée, et le principal élément de rupture a été la défaite militaire. Dans le cas de l'Uruguay, le processus de transition est négocié — comme au Brésil —

mais le poids de la stagnation économique et la conservation des «anciennes» forces politiques et sociales font que la société uruguayenne repose aujourd'hui sur les mêmes bases qu'hier.

Toutefois, par rapport à l'Espagne, la transition brésilienne présente des caractéristiques propres. Le processus de transition se réalise au sein même de la crise économique. Or celle-ci, analysée dans la perspective d'une «grande crise», a fortement contribué à annuler, tout au moins conjonctuellement, les timides processus de différenciation qui concernent le profil des groupes et des classes sociales et leurs intérêts qui s'esquissaient à l'intérieur de la société. La contradiction est claire entre les raisons du grand désir de changement du régime et la formule utilisée — transition négociée —, qui couvre d'un voile pudique les diverses perspectives dirigées vers une grande alliance politique escamotant ces processus de différenciation favorisés par les forces conservatrices.

Tel est bien le nœud gordien du problème : le processus de transition, bien que non dirigé *par* les Forces Armées, ne se réalise ni *contre* elles ni *sans* elles. Cela réduit, certes les possibilités d'une continuité historique de la tutelle militaire mais n'empêche pas moins, par le jeu des vétos, la participation des partis communistes et la forme d'élections directes pour la Présidence de la République, de crainte de voir une avalanche de candidats «indirigeables» comme Brizola.

La caractéristique de la transition négociée répond donc à la survivance des réminiscences du régime autoritaire. Au demeurant, est-ce seulement des réminiscences car l'union de l'Alliance Démocratique au principal parti de l'opposition, le Parti du mouvement démocratique brésilien (PMDB), ne constitue-t-elle pas un des pôles de la vie politique actuelle du Brésil ?

Le régime militaire, on le sait, fut la négation de la propre représentation des intérêts des bourgeoisies brésiennes, nationales et internationales, ce qui ne signifie pas du tout son annulation, bien au contraire, mais plutôt son ampliation. Cette caractéristique de la transition négociée en pleine crise économique correspond, dès lors, à un degré élevé de conservatisme qui se dégage d'ailleurs du nouveau régime et qui gagne chaque jour davantage de terrain comme le montre le programme et la composition du gouvernement constitué par le Président Tancredo Neves.

Une question s'impose donc : pourquoi le contenu de la transition est-il si conservateur ?

Car il s'agit bien d'une nouveauté dans la politique «démocratique» brésilienne qui n'a connu, depuis la seconde guerre mondiale, que des orientations politiques contrôlées par les forces «latu sensu» progressistes, au demeurant soutenues, dans certains cas même par une base populaire. A l'époque de Vargas et de Kubistchek, lors de la création de l'industrialisation, les programmes politiques proclamaient et conciliaient en même temps les intérêts de la bourgeoisie et les intérêts populaires. Même sous le régime autoritaire, l'intention d'«ouverture» a été imprégnée par la poussée des revendications «progressistes» : l'amnistie, la recon-

naissance du droit de grève, le démantèlement des organes de répression, le changement du modèle économique, en somme, tous ces thèmes ont servi à tracer la mobilisation des oppositions contre l'État d'exception.

Il convient de reconnaître, en premier lieu, combien le poids des intérêts de la bourgeoisie est lourd. Conséquence de cinq décennies d'intense industrialisation, la masse des intérêts de la bourgeoisie reflète bien la place et le rôle que joue l'économie brésilienne dans l'ensemble de l'économie capitaliste mondiale. Ce n'est pas un hasard si ce poids ne s'exprime pas politiquement, *dans la conjoncture actuelle*, au moment où les bourgeois se *désolidarisent du régime autoritaire* en raison de son caractère imprévisible, et surtout, à cause de sa totale incapacité de *prévision*. Cette carence est insupportable au maintien et au développement des intérêts bourgeois, aujourd'hui concentrés dans des secteurs hautement sophistiqués.

En second lieu, le poids de la bourgeoisie n'est pas seulement important par sa masse mais par son articulation. Il s'écarte des solutions simplistes du type «internationalisation» à n'importe quel prix ou «nationalisation» démodée. Ironiquement, la transition représente la victoire simultanée et convergente des deux principales forces de l'expansion capitaliste du Brésil de ces quarante dernières années qui, en certaines occasions, sont apparues comme des blocs opposés : les forces «nationalistes» qui transformèrent l'État en levier de l'expansion d'un capitalisme retardataire, et les forces «internationales» qui voyaient dans l'ouverture au capital extérieur, l'unique voie de modernisation d'un capitalisme «ouvert» mais tout aussi retardataire dans sa conception. Après avoir suivi, alternativement, les allées du pouvoir pendant ces quarante dernières années, ces deux forces d'orientation se rencontrent aujourd'hui dans une symbiose qui n'est rien d'autre que l'expression d'une *économie nationale*, la huitième du monde capitaliste, dont le développement financier et technologique est exclusivement dépendant des relations internationales. La loi récente sur l'informatique constitue un bon exemple de ce phénomène : la protection du marché dans les secteurs de la mini et de la micro informatique, est bien assurée pour huit ans au profit de l'industrie nationale mais le pouvoir exécutif a opposé son veto au développement du Fond d'investissement en technologie et a empêché aussi la promulgation des articles démocratisant l'accès des citoyens aux banques de données publiques et privées ; de même, il s'est opposé à la création d'une commission paritaire composée de représentant du patronat et des salariés dont le but était de discipliner les effets d'une «robotisation sauvage» sur le marché du travail.

Cette convergence entre «nationalisme» et «internationalisme» dont les conflits, à l'époque du régime autoritaire, se cristallisaient entre les tendances «castellita» et «dure» de l'Armée, efface aujourd'hui de la vie politique l'un des fondements les plus assurés de l'histoire de ces quarante dernières années : l'anti-impérialisme. En fait, cet anti-impérialisme n'était que la face cachée d'une prétention nationale et bourgeoise à uti-

liser l'État comme levier de l'expansion. Pourtant, la tactique bourgeoise et la stratégie de gauche se rencontraient dans la thématique «anti-impérialiste» conférant un caractère «progressiste» à cette tendance nationale bourgeoise. Outre la disparition de l'anti-impérialisme comme facteur de la vie politique, l'attention portée aux problèmes agraires connaît la même évolution : la solution à ces problèmes ne passait-elle pas, avant 1964, par les mots d'ordre de «réforme agraire» ?

La politique économique du régime autoritaire avait effacé de l'ordre du jour la question de la réforme agraire en s'attachant à industrialiser l'agriculture, résolvant ainsi, dans le sens des intérêts spécifiques de la bourgeoisie agraire, le dilemme du «latifundio, véritable entrave à l'expansion du marché interne». Le premier gouvernement autoritaire avait certes, pour sa part, essayé de mettre en œuvre plusieurs moyens de substitution pour surmonter le problème de la réforme agraire, mais il avait fini par être pris dans ce dilemme finalement résolu — non pas dans l'intérêt des paysans, — mais au fur et à mesure que le capital industriel entreprit d'investir dans le domaine agricole. Aussi les derniers gouvernements du régime autoritaire se sont-ils fortement engagés dans la voie de la distribution des terres, en Amazonie, à une échelle que n'importe quel gouvernement populiste antérieur n'aurait pu imaginer. Dès lors, une nouvelle fois, la preuve était faite qu'une revendication tactique bourgeoise s'appuyant sur une stratégie progressiste, rencontrait le point limite de rupture puisque la question de la réforme agraire ne pouvait être que retirée des préoccupations politiques ou maintenue dans la seule perspective d'effets rhétoriques. Aujourd'hui, même pour le prolétariat et les classes moyennes urbaines, le vieux dilemme du «latifundio synonyme de l'entrave à l'expansion du marché interne» n'a pratiquement plus de signification.

Le centralisme politique des classes moyennes s'intègre aussi dans le programme conservateur. Il apparaît à travers l'expression de leurs revendications spécifiques transformées en discours général. Il est de mode de reconsidérer la croissance économique car les salaires des classes moyennes ont été fortement atteints pendant les quatre dernières années. Cette révision est analysée non à la lumière des difficultés de la récession du cycle économique mais en fonction du pacte bureaucratique ayant fixé les salaires de ces classes. Comme le principal garant de ce pacte — l'État d'exception — n'existe plus, elles protestent. De fait cette fonction de ventriloquisme des classes moyennes a été exacerbée à tel point qu'elles ne revendiquent plus en faveur des autres classes, mais seulement pour elles-mêmes. Elles tendent ainsi à se séparer de l'immense majorité de la population, aussi bien dans le domaine de la répartition du revenu que par rapport à l'exercice de leur fonction centrale au sein de la vie politique véhiculant un discours conservateur. Et ce discours apparaît d'autant plus nettement conservateur que l'insignifiance des anciens mots d'ordre, brandis simultanément par la bourgeoisie «progressiste», par les secteurs de l'intelligentsia et par quelques partis de gauche, trans-

paraît sous le harnais de l'expansion économique, conduite et provoquée par le régime autoritaire. Sur la scène politique de la transition, ces forces ressemblent désormais à un trépied d'expressions politiques constituant une des nouveautés de l'histoire politique nationale. Des composantes du régime autoritaire, rebelles à la direction plus ou moins cohérente du Palais comme à l'assaut « malufiste » se fixent sur des orientations tardivement baptisées libérales : Aureliano Chaves, Olavo Setubal, Abilio Diniz, Marco Maciel, Antonio Erminio de Morais en sont les figures représentatives. Elles constituent une sorte de « bourgeoisie civilisée » proposant un projet politique propre, désireuse de se démarquer de l'État d'exception dans la mesure où celui-ci n'est plus à même d'assumer en prévisions ce qu'il leur enlevait en termes de représentation. Elles constituent un bloc politique dans lequel se trouvent rassemblés des partisans de l'alliance avec les capitaux étrangers et des entrepreneurs nationaux, style Erminio de Morais ; elles ont tendance à avoir un comportement politique de centre-droit, entourant le pouvoir d'un cordon sanitaire destiné à empêcher l'accession des autres groupes bourgeois de type Maluf à la charge suprême. Elles se comportent comme un oligopole qui barre l'entrée des concurrents. Mais elles bénéficient du concours des classes moyennes comme centre social et dans la gestion de l'État afin d'atteindre cet objectif.

A côté, un autre bloc bourgeois se profile dès à présent aux franges du régime autoritaire agonisant, dirigé à l'occasion par l'ancien ministre Delfim Netto. L'identité politique de ce bloc est moins nettement définie. Il se constitue dans la mesure où il s'oppose au premier bloc ; mais, dans ce cas, opposition ne signifie pas exclusion et devient un poids supplémentaire dans la balance. Ce bloc constitue une sorte de contre-pouvoir à celui qui est entré dans la composition du nouveau régime. Sa fonction est de promouvoir l'alternance. Du point de vue idéologique, les contours de ces deux blocs sont bien diffus. Cependant, il est clair qu'ils se déterminent en termes favorables à la bourgeoisie : se trouvant en dehors du cercle le plus étroit du pouvoir, ils agissent comme opposition afin d'éviter que l'alternance ne se fasse pas uniquement entre leur adversaire libéral et les forces du centre, en l'occurrence, le PMDB. Ils ne cherchent pas à fonder un « parti » au sens traditionnel du terme, mais des « lobbies ». Même dans cette perspective, ils se sentent attirés par la récupération des dépouilles du Parti démocratique et social, le PDS, dès que le proto-fasciste Paulo Maluf sera enterré. Il est tout à fait possible que nombre de multinationales se reconnaissent dans ce bloc. Mais il ne s'agit pas d'y voir exclusivement les « internationalistes » du capital « à outrance ».

Le Parti du mouvement démocratique brésilien se place au centre, puisque sa force émane du centralisme social et politique des classes moyennes. Son discours révèle totalement les ambiguïtés, les polyvalences et les fragilités du discours global. Parti-synthèse dans la mesure où sa composition même découle de la dialectique du centralisme des classes moyennes, éloignées du centre ouvrier, il est donc incapable de donner

un sens aux revendications qui s'expriment de part et d'autre de la classe ouvrière dans la structure sociale et politique de la Nation. Les revendications des grands mouvements sociaux indéfinis et émergents qui sont l'apanage de la société de masses ne sont pas assumés.

Ce trépied est donc composé d'un ensemble de forces politiques qui va de la droite, au centre politique proprement dit, en passant par le centre droit selon la terminologie traditionnelle. Cependant, ces blocs traduisent les expressions politiques d'une explosion urbaine, ce qui constitue une importante différence dans la perspective de l'histoire politique du Brésil: ils sont le contraire de l'ancien PSD d'extraction rurale et oligarchique, de l'UDN ultra libérale et du PTB placé sous la tutelle du charisme varguiste. Ce sont bien des expressions politiques nouvelles, car aucune d'entre elles n'a de lien charismatique avec les masses. Elles révèlent, chacune à leur manière, la nouvelle société et ses forces hégémoniques, reflets des intenses transformations de ces vingt dernières années. Les partis ou les pseudo-partis de droite et du centre-droit se structurent par le haut selon un processus spécifique à l'alternance bourgeoise à l'intérieur du pacte d'État. Le PMDB se structure par le centre : son destin et sa fonction sont de représenter les classes moyennes, ce qui se réalise surtout au niveau de la gestion de l'appareil de l'État. Mais cette représentation se nourrit aussi du «ventriloquisme», car le PMDB a aussi pour fonction de médiatiser les revendications populaires diffuses dans la société des masses sans identité sociale. Ironie de l'histoire, ce parti doit se comporter comme un parti léniniste : dans son désir de mêler ses intérêts à ceux qui sont continuellement fragmentés dans le milieu politique de la société de masses, il est obligé de rechercher une fusion «appareil d'État et appareil des partis», sans quoi la possibilité de cette double représentation risque de n'être que conjoncturelle et est menacée de dissolution. Dès lors, on assiste à une nouvelle construction politico-historique : le PMDB adopte une pratique «léniniste» pour mieux devenir un parti social-démocrate clientélisé.

L'aspect conservateur du processus de transition politique est donc donné par tout cet ensemble. Les forces de gauche lui sont profondément subordonnées. Les partis communistes, encore clandestins, travaillent à l'ombre du PMDB, et ne cherchent pas à paraître menaçants, car, tactiquement, ils n'aspirent qu'à retrouver leur légalité. Aussi dédaignent-ils tout objectif stratégique qui ne soit pas conforme à leur rhétorique classique. La gauche dite indépendante du PMDB est noyée dans l'ensemble du parti, même si elle contribue, en vérité, à lui donner le profil idéologique d'un parti cherchant à refléter le centralisme social des classes moyennes. A l'intérieur du PMDB, son rôle diffère peu de celui que nous avons signalé.

Le Parti des Travailleurs entre dans cette conjoncture traversé par une crise profonde. Né du nouveau syndicalisme dont l'avènement (ou le succès) est dû à une suite de négociations et d'accords que le vieux jargon de la gauche appelle «réformiste», il souffre aujourd'hui des effets de

l'arrivée du centralisme social des classes moyennes au premier plan de la vie politique. Pris entre ces tenailles, il cultive une phraséologie révolutionnaire, qui l'éloigne des milieux susceptibles de constituer sa base sociale créant ainsi un déphasage notable entre son message politique et les milieux sociaux qui lui étaient acquis. Sa meilleure chance d'avenir semble être dans la cohésion retrouvée du mouvement syndical qui lui a donné son originalité profonde et son dynamisme, grâce à la Centrale unique des Travailleurs. En d'autres termes, sa chance est de devenir effectivement la projection politique d'une partie du mouvement syndical. Son destin historique est de suivre les règles d'un parti social-démocrate *semblable* aux partis européens, surtout si les liens qui l'animent avec le mouvement syndical s'approfondissent en profitant d'une gauche militante et active qui le rapproche du socialisme. Or, cet élément et cet horizon étaient complètement étrangers à sa base syndicale initiale née de l'autoritarisme et de la dissociation entre le projet ouvrier et le projet socialiste. Ses liens avec les mouvements sociaux grâce à la médiation décisive de l'Église catholique, tendent à s'espacer en raison des rôles joués par le PMDB et par PDT comme médiateurs entre les gouvernements — les gouvernements des États comme le gouvernement fédéral — et les mouvements populaires.

Sous la direction de Lionel Brizola, le Parti Démocratique Travailleuse (PDT), prend de plus en plus clairement une option socialiste. Cette orientation n'a pas l'apparence d'une forme classique, c'est-à-dire qu'elle ne résulte pas d'une base syndicale et ouvrière. Il ne peut plus se contenter d'assumer l'héritage varguiste pendant les vingt années d'autoritarisme aussi bien à l'occasion de la rupture entre le régime et les syndicats qu'en raison de l'avènement des classes moyennes et du nouveau syndicalisme pauliste. Son avenir sera intimement lié au succès de l'expérience du gouvernement de l'État de Rio de Janeiro, où l'absence d'une base ouvrière militante et le caractère tertiaire de la cité-État que constituent Rio de Janeiro et ses alentours de la Baixada Fluminense, donnent la primauté à l'expression des mouvements sociaux. Il convient de noter à ce propos combien le paupérisme croissant est un facteur déterminant du «pathos» politique de Rio. En raison de ces caractéristiques, l'éventuelle coagulation de ces mouvements sociaux en pleine émergence dépend strictement d'un lien avec l'appareil d'État. Il s'agit d'une sorte de redéfinition du populisme qui ne se présente plus cette fois comme une alliance inter-classes, mais comme une forme de coagulation des mouvements sociaux des «pauvres» dans un parti *incrusté* dans l'État. La différence spécifique entre le PDT et le PMDB, c'est-à-dire entre un populisme redéfini et une social-démocratie clientéliste, tient surtout au fait que cette dernière est une sorte de parti d'État dynamisé par sa base composée de classes moyennes, agent technique par excellence de l'appareil d'État, et donc par définition médiatrice des relations de cette base sociale : sa structure — en excusant la ressemblance des mots qui cache une énorme différence sociale — est plutôt celle d'un parti de «lobbies» de la pauvreté, incrusté

dans l'État mais ne fusionnant jamais avec lui.

L'ensemble des forces situées à gauche du trépied «centre-centre droit-droite» n'est donc pas dépourvu d'importance. Une division politique du travail s'esquisse entre le PT, le PDT et la gauche des classes moyennes du PMDB. La nouvelle conjoncture placera ces forces en position contradictoire, tout d'abord parce que l'une des plus importantes d'entre elles, la gauche des classes moyennes du PMDB, devra mener de front à l'intérieur de la formation gouvernementale les charges de la participation au gouvernement et les avantages de la médiation des revendications populaires qu'elle essaiera de contrôler ; ensuite parce que s'engagera une lutte sans répit entre ces formations pour la conquête et le contrôle des bases populaires. Mais il peut résulter aussi de l'ensemble de ces pressions et contradictions, un renforcement conjoint des positions populaires dépendant de l'accent progressiste impulsé aux événements de la vie politique.

Cette issue dépendra de la mise en œuvre d'une stratégie politique mobilisatrice, c'est-à-dire, des formes d'action diverses entreprises par les différents secteurs mentionnés, ce qui implique une stratégie composée de pressions et de mesures tactiques concrètes. Il ne manque pas de mots d'ordre suffisamment généraux ou de programmes stratégiques hors de portée et du regard des organisations politiques, syndicales, populaires, susceptibles d'être proclamés aujourd'hui.

Aucune société ne sort indemne des puissants processus de changements semblables à ceux que la société brésilienne a expérimentés. Même le socialisme, pris comme référence, comme tension entre l'utopie et la réalité, n'a guère de chance d'apparaître à l'ordre du jour du calendrier politique, puisque, au-delà même de l'impasse dans laquelle «le socialisme réel» a été conduit, les formes, les pratiques, les possibilités, la culture politique socialiste, ne font guère partie de l'expérience quotidienne des classes dominées au Brésil. Il ne s'agit pas ici de résurgence de la vieille version léniniste selon laquelle la «conscience vient de l'extérieur» mais du fait que l'anti-culture, politique de la société de masses, n'est pas traitée comme thème contemporain. L'anti-culture politique de la société de masses génère un code spécifique dans lequel la possibilité de dépasser le cadre institutionnel n'est pas un phénomène propre à la lutte de classes en démocratie. La formule la plus radicale par laquelle une partie des classes dominées a exprimé cette «intransponibilité» se traduit dans la forme «basiste», qui consiste en un refus de la politique, et, par conséquent, de l'intervention. Elle représente, en réalité, une victoire de la politique médiatisée et une victoire de la pensée et de la pratique conservatrices. L'écart entre le «basisme» et le socialisme est aussi important que celui que Marx a relevé dans sa polémique avec les populistes russes.

Seules, les questions sur les droits sociaux peuvent constituer la base d'un objectif progressiste dans le débat politique. C'est en établissant un nouveau droit social, en déprivatisant l'État et ses institutions, en donnant un contenu et une forme publique aux services sociaux publics, en impul-

sant de nouvelles formes de représentation d'intérêts à l'intérieur du domaine public, en imposant des limites au profit et à l'exploitation, en rétablissant la relation de négativité, d'antagonisme, entre le social et l'économique, en décentralisant radicalement la forme de la propriété privée, en donnant les moyens d'établir une culture politique, dans le cadre démocratique, qu'on rendra plausible et possible la problématique de la domination. Sans cela, la démocratie restera confinée à l'alternance des blocs bourgeois ou dans les limites de la querelle entre les classes moyennes et l'État ; elle ne s'affirmera pas comme une nouvelle culture politique, ouverte aux incertitudes et aux contradictions.

Article traduit par le rédaction de la revue

BIBLIOGRAPHIE SOMMAIRE

01. Cardoso, Fernando Henrique e Serra, José — «As desventuras da dialética da dependência», *Estudos CEBRAP*, Sao Paulo, (23) : 33-80 jan. 1979.
02. Anglietta, Michel — *Régulation et crises du capitalisme. L'expérience des États-Unis*. Nouvelle édition augmentée. Paris, Calmann-Lévy, 1982.
03. Boyer, Robert — *Origine, originalité de la crise actuelle : une comparaison avec les années trente*, Paris, CEPREMAP, nov. 1981, ronéotypé.
04. Fajnzylber, Fernando — *La industrializacion trunca de América Latina*, Mexico, Nueva Imagen, 1983.
05. Giannotti, José Arthur — *Trabalho e reflexao. Ensaio para uma dialética de socialibilidade*, Sao Paulo, Brasiliense, 1983.
06. Evers, Tilman — «De costas para o Estado, longe do Parlamento», *Novos Estudos CEBRAP*, Sao Paulo, 2(1) : 25-39, abr. 1983.
07. Schwarz, Roberto — As idéias fora do lugar. *Estudos CEBRAP*, Sao Paulo, (3) : 149-161, jan. 1973.
08. Oliveira, Francisco de — *Classe e identidade de classe em Salvador : à procura do elo perdido*, Sao Paulo, CEBRAP, 1983 (mimeo).
09. Benjamin, Walter — «A obra de arte na época de sua reprodutibilidade técnica», In : Adorno et al ii — *Teoria da cultura de massa*, introdução, comentários e seleção de Luiz Costa Lima. 2e éd., Rio de Janeiro, Paz e Terra, 1978.
10. Lopes, Juarez Rubens Brandao — «Desenvolve-me controlando-me ou eute controlo desenvolvendo-me», *Novos Estudos CEBRAP*, Sao Paulo (10), out. 1984.
11. Labini, Paolo Sylos — *Oligopolio e progresso técnico*, Rio de Janeiro, Forense Universitaria ; Sao Paulo, Ed. da Universidade de Sao Paulo, 1980.
12. Przeworski, Adam — «Ama a incertez e seras democratico», *Novos Estudos CEBRAP*, Sao Paulo, (9), julho 1984.

RÉSUMÉ

Francisco de Oliveira : «Réflexions hétérodoxes sur la *transition* au Brésil».

Francisco de Oliveira cherche à mieux comprendre la nature exacte de la *transition* politique que connaît le Brésil aujourd'hui. Cette transition n'est pas seulement le passage d'un régime autoritaire à un régime démocratique. Elle a lieu dans un contexte de crise économique profonde que l'auteur se refuse à identifier à une simple crise cyclique, une crise d'ajustement du système. Cette transition se situe aussi à un moment où la structure sociale brésilienne se trouve profondément modifiée, conséquence de l'industrialisation et de l'explosion urbaine de ces vingt dernières années. Les différents discours politiques dès lors exprimés par les représentants des différentes classes sociales et des principaux partis politiques, trahissent l'expression d'intérêts divergents dissimulés derrière une unanimité de façade vantant les mérites de la transition. L'auteur s'efforce de montrer les failles d'un tel consensus ; il brosse plusieurs scénarios susceptibles de traduire la véritable dynamique politique de cette transition et ses risques d'éclatement. Le rôle des intellectuels et le jeu des classes moyennes sont en particulier au centre de l'ancienne et de la nouvelle vie politique.

Francisco de Oliveira : «Reflexiones heterodoxas sobre la *transicion* en Brasil».

Francisco de Oliveira intenta comprender la naturaleza exacta de la *transicion* politica que se realiza hoy en dia en Brasil. Esta transicion no consiste solamente en el paso del régimen autoritario al régimen democrático. Este acontecimiento se produce dentro de un contexto de crisis economica profunda, que el autor no considera como mera crisis ciclica : crisis de reajuste del sistema. Esta transicion ocurre también en el momento en que la estructura brasilena se halla profundamente modificada como consecuencia de la industrializacion y la explosion urbana de los ultimos veinte anos. Los diferentes discursos politicos que pronuncian los representantes de las diferentes clases sociales y de los principales partidos politicos revelan, a pesar de los elogios unanimes a la transicion, intereses disimulados y divergentes. El autor trata de demostrar las fallas de tal «consensus» ; bosqueja varios argumentos susceptibles de traducir la verdadera dinamica politica que se da en esta transicion y los riesgos de explosion social. Se analiza el papel de los intelectuales y el juego de las clases medias que se hallan particularmente en el centro de la antigua y de la nueva vida politica del Brasil.

Francisco de Oliveira : «Reflexões heterodoxas sobre a *transição* no Brasil».

Francisco de Oliveira procura compreender a natureza exata da *transição* política pela qual atravessa, atualmente, o Brasil. Esta transição não é apenas a passagem de um regime autoritário a um regime democrático. Ela se dá num contexto de profunda crise econômica, que o autor recusa a identificar à uma simples crise cíclica, uma crise de ajustamento do sistema. Esta transição se realiza, também, em um momento em que a estrutura social brasileira encontra-se profundamente modificada, em consequência da industrialização e da explosão urbana dos últimos vinte anos. Os diferentes discursos políticos, expressos pelos representantes das diferentes classes sociais e dos principais partidos políticos, traem a existência de interesses divergentes, dissimulados atrás de uma unanimidade de fachada, exaltando os méritos da transição. O autor esforça-se em mostrar as brechas de tal consenso ; levanta argumentos suscetíveis de traduzir a verdadeira dinâmica política desta transição e seus riscos de explosão. O papel dos intelectuais e das classes médias estão, de forma particular, no centro da antiga e da nova vida política.

Francisco de Oliveira : «Unrthodox reflexions on the *transition* in Brazil.»

Francisco de Oliveira seeks to obtain a better understanding of the exact nature of the political *transition* taking place in Brazil today. This transition is not simply the development from an authoritarian regime to a democracy. It is taking place in the context of profound economic crisis that the author refuses to treat as simply cyclic, as a crisis simply resulting from an adjustment of the economic system. This transition is taking place in conjunction with a profound modification of the social structure in Brazil, the consequence of industrialisation and the explosion of the urbanism of the last twenty years. The different political opinions which from that period have been expressed by the representatives of the different social classes and the major political parties. They are diverging interests hidden behind a facade of unanimity proudly claiming the merits of the transition. The author tries hard to show the cracks in this facade of consensus. He depicts several scenarios which could expose the true political dynamism involved in this transition and the danger of it losing control. The role of intellectuals and if the middle classes is particularly important both for the old and the new political order.

VOUS AVEZ DIT INDIEN ? L'ÉTAT ET LES CRITÈRES D'INDIANITÉ EN COLOMBIE ET AU BRÉSIL

Christian Gros*

«Si Dieu a créé ce monde-ci pour que nous puissions tous, les humains, en profiter, il est normal que nous ayons tous droit à ces ressources. Mais avant de réclamer nos droits, nous les indigènes, nous devons d'abord nous organiser comme indigènes, originaires de nos propres terres. Aussi, en analysant l'échec de nos ancêtres, nous nous sommes aperçus que nous n'avons avancé qu'à pas lents. Nous avons constaté que les luttes menées par nos ancêtres ont été faites de manière isolée, les unes d'un côté, les autres de l'autre, sans lien aucun. Jamais nos ancêtres ne se sont unis pour faire respecter leurs droits naturels qui étaient nôtres alors. C'est pourquoi, aujourd'hui, nous sommes en train de tout reprendre».

Déclaration d'un délégué Arhuaca (2)

Que signifie être désigné ou se désigner comme «indien» ? Sommes-nous, dans le cas des communautés andines, devant des populations qui doivent d'abord être considérées comme «indiennes» ou «paysannes» ? Quel est l'enjeu de ce qui pourrait apparaître, vu d'ici, comme un exercice un peu formel, un jeu d'intellectuel en mal de définition ou... d'adversaire avec qui polémiquer, mais qui, là-bas sur le terrain, est pris très au sérieux par une population n'ayant que faire des exercices académiques des «*Doctores*» de la ville ou de l'étranger.

Pablo Gonzales Casanova dans un livre désormais classique se débarrasse en quelque sorte du problème de la définition de l'indien (envisagé sous l'angle de sa marginalité) en disant — caricaturons un peu — : «finalement, l'indien est celui qui, au Mexique, se nourrit de galettes de maïs, marche pieds nus, ne va pas à l'école, et parle une langue différente de l'espagnol.» (3)

Mais pourquoi vouloir ramener l'«indianité» d'une population à quelques attributs (définis en termes positifs ou négatifs), repérés une fois pour toutes, de telle sorte que leur disparition ou transformation entraîneraient ipso facto, la disparition de l'indien et sa transformation en «paysan», ou «prolétaire», ou petit bourgeois ou «marginal» des villes et des campagnes ? A la suite de quelques autres, ne serait-il pas plus pertinent de ne considérer l'Indien que comme l'élément d'une rela-

* Sociologue, membre de l'équipe de recherche sur les sociétés indiennes paysannes d'Amérique latine (ERSIPAL), IHEAL-CREDAL, Paris. (1)

tion ? Et de même qu'il n'y aurait pas de « classe sociale » en soi, prise isolément, mais dans une opposition à une autre classe, le tout formant un ensemble, ou si l'on veut une « structure », qui donnerait son sens aux parties, n'y aurait-il alors d'« Indien » que par rapport au non indien, au « blanc » (ladino, criollo, mestizo, etc.), et dans son opposition à lui ?

Un éventuel processus d'acculturation ou de déculturation pourrait alors se produire, dans certains cas jusqu'à la perte de l'identité ethnique, sans que ceci se traduise nécessairement par le passage de l'indien au « blanc » (ou au métis, peu importe). On observerait seulement le passage, selon l'expression de Darcy Ribeiro, de l'indien « ethnique » à l'indien « générique », élément constitutif d'un système d'opposition à peine transformé.

Mais encore faudrait-il déterminer avec quelques précisions le principe qui se trouve au centre de cette opposition, lui donne sens et vient aussi la reproduire. A moins que pour résoudre notre problème, on choisisse une définition plus simple, et en apparence plus efficace, qui consisterait à dire que, pour qu'une population, une communauté, voire un individu (mais dans ce dernier cas, l'individu est généralement défini par son appartenance à un groupe) soit indien, il suffit qu'en toute relativité sociale, il se définisse et soit défini comme « indien » dans la société en question ? Mais voilà : si une population peut se définir comme « indienne », sans que cette qualité ne lui soit reconnue par l'« autre », que signifie alors cette étrange insistance à se vouloir indien dans une société qui vous en dénie le titre, fait de ce qualificatif une injure, et qui a toujours dominé, humilié et exploité « ses » indiens ? Dès lors, que signifie de la part de l'« autre » (propriétaires fonciers, pouvoirs publics, etc.) ce non moins étrange refus de reconnaître une telle identité, alors que l'on est d'habitude si prompt à qualifier d'indien tout paysan ?

La réponse à de telles questions n'est pas évidente. Il convient de la rechercher au sein même du mouvement qui oppose les deux parties. Trois exemples aideront à comprendre. Deux sont tirés de la réalité colombienne ; le troisième est choisi dans l'actualité brésilienne. Du parallèle ainsi tracé, une certaine assise sera donnée aux remarques formulées. Dans le premier cas, un problème d'identité posé permettra de déboucher sur la question des droits. Une communauté paysanne qui semble depuis longtemps avoir perdu ses « critères extérieurs d'indianité » se revendique comme indienne devant un État qui se refuse à lui accorder ce titre. Est remis en question le droit à la terre, à l'auto-organisation, à la dignité et au respect. Vieille lutte indienne pour des droits que certains considéreront comme naturels, mais que l'on ne peut jamais considérer comme des droits définitivement acquis.

Le deuxième cas intéressera à cette mobilisation qui, à une toute autre échelle, apparaît et s'étend dans la Colombie des années 1970. Des communautés s'organisent pour défendre des droits ; elles sont conduites à revendiquer le maintien et l'application d'une loi presque centenaire. Cette lutte civique pour des droits ouvre le chemin de l'identité. Car sur

quoi se fondent ces droits sinon sur l'affirmation renouvelée d'une identité, que certains, maintenant, voudraient bien nier ? Le cas du Brésil fournira une ultime démonstration. On y verra se jouer le même chassé-croisé entre la Loi et les droits, entre l'État et le mouvement social. Et les critères d'«indianité», d'une manière beaucoup plus brutale qu'en Colombie, apparaîtront pour ce qu'ils sont dans leur principe, le lieu même de la contradiction fondatrice de l'«indien» par rapport au «blanc».

LA COLOMBIE : LE CAS DE YAGUARA

En 1963, dans la Colombie du Front National, l'INCORA (Institut Colombien de la Réforme Agraire) envoie des fonctionnaires enquêter dans le département du Tolima près de la petite ville de Chaparral. (4)

Là, dans une région appelée Yaguara, sur 3 500 hectares, se trouve une population paysanne (150 familles), qui se dit «indienne», et prétend se gouverner en conséquence à l'aide d'un *Cabildo*. (5) Cette population ne parle qu'espagnol, et, par son aspect extérieur, ne semble guère différente des populations paysannes qu'il est possible de rencontrer dans bien des endroits du pays.

Le gouvernement s'intéresse à la région pour trois motifs essentiels. D'une part, l'existence d'un conflit violent dont l'origine remonte au siècle dernier, opposant la population de Yaguara à une famille de propriétaires fonciers de Chaparral. Le désaccord concerne une vaste étendue de terres particulièrement favorables à l'élevage, situées au plein centre de la réserve. Les terres ont été louées, en 1845, pour un temps limité, mais les héritiers du locataire les vendront frauduleusement, et depuis lors une guerilla juridique oppose la communauté aux successifs «propriétaires», tous faisant partie des familles blanches de Chaparral. Aussi, cette terre est-elle occupée par les Yaguarenos qui refusent de l'évacuer. Mais le gouvernement se préoccupe plus encore de l'histoire récente de cette région. La guerre civile connue en Colombie sous le nom de «Violence» y a fait rage, et la population de gré ou de force, a été entraînée dans le maquis, participant plus ou moins activement aux guerillas communistes ou libérales. A l'heure de la visite, on parle beaucoup des «républiques indépendantes», zones d'auto-défense organisées par le Parti Communiste dans les montagnes avoisinantes. La population de Yaguara vient tout juste de regagner ses terres, de reconstruire ses maisons (et d'envahir la propriété contestée...). Il convient d'agir afin que la pacification de la région soit totale : un des objectifs de l'INCORA est précisément d'intervenir prioritairement dans les régions de ce type. Enfin, le gouvernement, par la Réforme Agraire de 1961 (loi 131), entend aussi moderniser les campagnes, en favorisant notamment la dissolution des *resguardos* indigènes existant encore dans le pays. Tel est le cas de Yaguara, où, depuis plus d'un siècle, la communauté lutte avec obstination pour conserver le bénéfice d'une réserve créée en 1621, qui aurait été, au dire du gouvernement, dissoute le 16 mars 1832 en application des lois

républicaines de 1821.

Il appartiendra aux fonctionnaires du gouvernement de se prononcer sur la propriété des terres et de trancher ainsi le conflit ; il leur appartiendra aussi, en œuvrant dans le sens prévu par la loi de réforme agraire, de proposer les moyens d'une pacification durable de la région. Mais tout cela supposera d'abord, de leur part, une prise de position face au prétendu caractère «indien» des habitants de Yaguara. Cette population peut-elle être considérée comme formant une *parcialidad* ? A-t-elle droit à se gouverner à l'aide d'un *Cabildo* ? Le territoire de la communauté peut-il être reconnu comme constituant un *Resguardo* ? (6) Pour répondre à ces questions, il leur faudra faire un peu d'histoire, remuer de vieux papiers, considérer de nombreux jugements, et aussi, mener une enquête auprès de la population de Yaguara. Car, pour eux, il ne suffira pas que les membres de cette communauté aient éventuellement une origine indienne, et que, dans le passé, ils aient été reconnus comme tels ; il leur faudra déterminer si, aujourd'hui encore, ils peuvent être catalogués ainsi...

Du rapport fourni par la commission, on retiendra que les enquêteurs, après avoir retracé minutieusement l'histoire mouvementée de cette population (participation à plusieurs soulèvements à l'époque coloniale et républicaine), tranchent en faveur de son origine indienne. Il s'agit bien des légitimes descendants des farouches indiens Pijaos qui s'opposèrent longtemps avec succès aux Espagnols, et qui recevront, par la suite, du Roi d'Espagne, un titre collectif reconnaissant leurs droits sur une terre formant le Grand *Resguardo* d'Ortega, Chaparral et Coyaïma (dont Yaguara fait partie). Mais, ajoute la commission d'enquête, cette population ne peut plus prétendre à être toujours considérée comme indienne par ses caractéristiques culturelles. Si leur origine est incontestable, de telle sorte que «prédominant parmi eux — avec quelques variantes — les caractéristiques anthropologiques qui lui sont attachées», elle a perdu l'usage de sa langue indienne au fur et à mesure qu'elle adoptait les coutumes hispaniques. Et surtout : «Les continuelles vicissitudes que les indigènes ont subies en raison de l'ingérence des intérêts étrangers des «hacendados» riches des agglomérations voisines, réveilla en eux le désir de connaître et de comprendre mieux les lois promulguées par la République au bénéfice des Indiens, ce qui les poussa peu à peu à améliorer leur niveau intellectuel malgré leur condition de paysan. Cette évolution eût un tel effet chez eux qu'ils en viennent aujourd'hui à considérer d'extrême importance le fait de voir leurs fils aller à l'école et, dans la mesure du possible, poursuivre leurs études...» (7)

De plus, les auteurs remarquent que même l'assimilation des coutumes et de la langue espagnole est arrivée aujourd'hui «à tel extrême que sa position intellectuelle est supérieure à celle du paysan type de Colombie, ne se rencontrant dans aucune autre communauté indigène, si on excepte les groupes qui ont dû vivre au contact des grandes agglomérations». (8) Finalement, ils concluent : «l'insistance avec laquelle ils défendent leur

statut d'Indien ne correspond pas, en vérité, à l'idée que nous nous faisons de l'indigène (inculte, délaissé, démuné et incapable de défendre et de connaître ses droits) ; cette insistance obéit plutôt au désir de profiter des garanties que les lois offrent aux indigènes qui ne se sont pas encore intégrés à la civilisation, d'où la cause de la méconnaissance de la dissolution qui fut donnée au «resguardo» et la prétention de continuer à se gouverner au moyen des Cabildos». (9) D'où la sentence : «Puisqu'il s'agit de paysans issus d'un lointain passé indigène chez qui le processus d'endoculturation apporte un modèle achevé en rapport avec la culture et la société colombiennes, les lois sur les «resguardos» indigènes et les communautés de tout autre genre, ne les protègent plus. Comme nous l'avons noté antérieurement, la position sociale et le niveau culturel de ces paysans sont nettement supérieurs à ceux des autres paysans colombiens». (10)

En quelque sorte, l'État, par la voix de ses fonctionnaires, dit aux comuneros de Yaguara et d'ailleurs : «Attention, si vous essayez de vous instruire, de vous développer culturellement et d'être capable de comprendre et d'utiliser à votre profit les lois que j'édicte à votre égard, alors je ne vous considère plus comme indien, je vous retire le bénéfice de ces lois : terres collectives et protégées, administration autonome par *Cabildo*, etc. ; par contre, si vous restez abrutis (*bruto*), misérables, illettrés, alors je veux bien vous reconnaître le bénéfice d'une législation particulière, mais pas question de chercher à la connaître et à l'utiliser !». Inversement, la population indienne semble dire à ses fils : «Si vous voulez garder la terre de vos ancêtres ou la récupérer et vous gouverner vous-même à l'aide de *Cabildo*, alors il faut rester indien mais aller aussi à l'école des blancs et devenir plus malin qu'eux, en quelque sorte plus «blancs» qu'eux. Alors, vous pourrez les gagner sur leur propre terrain, les prendre au piège de leurs propres lois...».

Combien de fois, travaillant en 1976 dans cette région, n'ai-je pas entendu les dirigeants indigènes de Yaguara et d'ailleurs (ils avaient créé à l'époque une fédération des *Cabildos* au sud du Tolima, couvrant un territoire correspondant à l'ancien *Resguardo* d'Ortega, Chaparral et Coyaïma) (11) remarquer avec ironie : «Quand nous travaillons pour les blancs ou allons chez les commerçants à la ville, ceux-ci nous traitent d'indiens avec mépris, et en profitent pour nous exploiter un peu plus. Mais quand nous leur disons que justement, parce que nous sommes indiens, ils doivent nous rendre nos terres, et quand ils nous voient nous organiser comme tels, alors ils disent que nous parlons l'espagnol, que nous allons à l'école, que nous sommes aussi blancs qu'eux, et que notre organisation est subversive...»

Arrêtons-là le récit de cette anecdote qui mériterait pourtant un long développement.

L'important est de voir l'État s'arroger le droit de définir qui est «indien» et qui ne l'est pas, et sur la base de quelle argumentation il en décide ; d'observer aussi que derrière cet exercice apparemment formel se

cachent, en fait, des enjeux bien réels, capables de nourrir un mouvement revendicatif qui apparaîtra sur une toute autre échelle dans le pays, une dizaine d'années plus tard.

LE CONSEIL RÉGIONAL DES INDIENS DE CAUCA (CRIC) ET LA LOI 89 DE 1890

Le 20 février 1971, à quelques centaines de kilomètres de Yaguara, de l'autre côté de la Sierra centrale, s'est tenue une grande assemblée dans le municipio de Toribio (Cauca) réunissant pour la première fois de nombreux responsables indiens Guambiano et Paez, provenant de différentes communautés de la région (13). La création d'une organisation régionale à caractère pluri-ethnique, le Conseil régional des Indiens du Cauca (CRIC) est décidée. Un programme en six points est voté, reprenant tous les grands thèmes agités un demi-siècle auparavant (13) : la lutte pour la terre, contre la pratique du travail gratuit (*terraje*) et pour la reconstruction des *Resguardos* en constitue le fondement.

Quelques six mois plus tard, une seconde assemblée est organisée dans le *Resguardo* de Tacueyo, le 6 septembre 1971.

La comparaison entre le programme de février et celui, définitif, établi en septembre est fort instructive. Si le thème principal est toujours la récupération des terres et la reconstruction des cabildos, une évolution significative de la position du mouvement face à la législation indienne est perceptible. La première plate-forme s'élevait contre le contenu ouvertement discriminatoire et raciste de la loi 89 de 1890, colonne vertébrale de la législation indigéniste du pays. Cette dernière ne traite-t-elle pas des Indiens comme des êtres primitifs, au mieux «sauvages en voie de civilisation», individus dans tous les cas psychologiquement immatures, donc assimilables à des mineurs, et dont le comportement irrationnel s'oppose à celui des blancs (qui encore aujourd'hui, par opposition aux Indiens, se qualifient souvent en Colombie de «*racionales*»). Cette loi devait donc être révisée «puisque nous sommes Colombiens et citoyens de la République» (Point numéro 3), et la population indienne demandait à être associée à cette révision «car nous-mêmes sommes les seuls aptes à connaître nos problèmes et leurs solutions». (Point numéro 4). Jusqu'ici rien que de très normal pour une assemblée constituée de leaders indiens, souvent jeunes, mais ayant déjà derrière eux une solide expérience et dont certains – le cas de Yaguara l'a montré pour le Tolima – ont même un bagage scolaire non négligeable. On remarquera seulement que la réforme de la loi 89 de 1890 se présente bien, lors de la réunion constitutive de l'organisation, comme un des enjeux du mouvement ; c'est alors l'élément visible d'une revendication «identitaire» complexe, soucieuse d'en terminer avec ce qui peut exister d'une culture de domination inscrite jusqu'au cœur des lois de la République, et qui, ici, passe par l'expression d'une citoyenneté s'inscrivant délibérément dans un contexte national et républicain. En clair, «nous sommes Indiens et fiers de

l'être, nous nous organisons comme tels, et réclamons la terre à laquelle nous avons droit en tant qu'Indien, c'est-à-dire habitant originaire du pays, etc. Mais nous sommes aussi des êtres de raison, égaux des blancs, donc des citoyens à part entière et Colombien de droit. Aussi nous refusons toute discrimination, à commencer par celle inscrite dans la principale loi qui nous concerne».

Il n'en reste pas moins que, six mois plus tard, le discours va sensiblement se transformer : il ne s'agit plus que de «faire connaître les lois sur les indigènes et d'exiger leur juste application». (14) Disparaît aussi toute revendication de citoyenneté. Le mouvement est au contraire à une défense de l'histoire, de la langue et des coutumes indiennes. Que s'est-il donc passé qui puisse justifier maintenant cette défense «tous azimuts» d'une législation dont la dimension raciste est pourtant clairement perçue ? Un examen attentif de ce que représente la loi 89 de 1890 pour la population indienne doit permettre de répondre à cette question.

Deux ans après la signature du Concordat (1887) qui vient de donner à l'Église la haute main sur le système éducatif, et autorité sur les terres de missions (64% environ du territoire national), le gouvernement de Rafael Nunez décrète la loi 89 de 1890 «qui détermine la manière par laquelle les sauvages qui s'intègrent à la civilisation doivent se gouverner». Au terme de la loi, il existera désormais trois catégories juridiques d'Indiens qui, comme sujets de droit, seront redevables de dispositions spéciales à l'intérieur de la législation générale de la nation :

- 1 – les Indiens sauvages
- 2 – ceux en processus de réduction à la vie civilisée,
- 3 – ceux déjà civilisés, organisés en *parcialidad* et vivant en *resguardos* ou réserves.

Pour les deux premières catégories, l'État, en vertu du Concordat, délèguera sa souveraineté à l'Église. Cette dernière aura pour mission d'assurer l'incorporation progressive de la population sauvage à la nation. Pour la troisième, concernant une population que l'on qualifierait aujourd'hui de paysanne, la loi prévoit aussi un statut dérogatoire, qui est fondamental, car, de cette dérogation au droit commun, va naître toute une série de droits particuliers, de dispositions spéciales venant régir la vie des communautés et leur rapport à la terre. Ces droits, le CRIC et, à sa suite, les autres organisations indiennes qui vont sur une base régionale se constituer aux quatre coins du pays, auront tôt fait de les considérer comme fondamentaux.

Ainsi, la loi 89 de 1890 établit entre autres pour les indigènes membres de *resguardos* ou de réserves, un strict régime de protection sur les terres. Celles-ci ne peuvent ni être vendues ni hypothéquées. Toutes les transactions ayant pu avoir lieu dans le passé sont donc illégales et frappées de nullité. Les terres, frauduleusement aliénées, doivent donc retourner dans les communautés. La loi reconnaît par ailleurs les *cabildos* comme des entités administratives, représentantes légales des *parcialidades* vis-à-vis de l'extérieur et ayant pleine autorité sur l'affectation des

terres. Les *Cabildos* ont aussi pouvoir en matière de police interne... L'enjeu n'est pas mince pour un mouvement qui mène la lutte pour la terre, part à la reconquête des *resguardos* et a pour stratégie de s'appuyer sur l'institution traditionnelle des *cabildos*. A côté d'autres formes de lutte, beaucoup plus directes et parfois violentes, la loi 89 se présente comme l'arme juridique sur laquelle appuyer son action, base solide qui permet de comprendre l'ampleur du succès obtenu par le CRIC les années suivantes (des milliers d'hectares récupérés), à une époque où le mouvement paysan dans le pays se heurte à la volonté du gouvernement de mettre un point final à la réforme agraire et aux invasions de terre.

Certes, tout n'est pas également positif dans ce texte de loi. Mais «les communautés indigènes savent bien que ces classifications et appellations en sauvages et semi-sauvages ou en civilisés, ainsi qu'en parvenus à maturité psychologique ou en immatures, les discriminent et les dépouillent de leur propre avoir culturel ; mais ils savent aussi que ce sont là des armes avec lesquelles ils peuvent se défendre et éviter ainsi que des injustices ne soient commises, et même parvenir à régler les conflits dans lesquels ils se voient jetés. A cet effet, ces normes ont été utilisées avec succès en de nombreuses occasions». (15)

Au fur et à mesure que le mouvement prend de l'ampleur, et que les premiers succès viennent confirmer l'efficacité de la stratégie retenue, tout un arsenal juridique (il existe près de 400 dispositions, lois, décrets-lois, résolutions etc...) complexe et contradictoire, fruit des circonstances et de l'opportunisme des différents gouvernements, sera redécouvert et mis à profit, chaque fois qu'il peut servir les intérêts du mouvement. Ainsi, par exemple, la résolution du 15 octobre 1928 permet à la population indienne d'échapper au service militaire et vient l'exempter de tout impôt national...

Fin 1979, dans certaines régions du pays, et surtout dans le Cauca, la situation est telle qu'il existe réellement, sur le terrain, une situation de «double pouvoir» d'autant plus solide qu'elle tire une bonne partie de sa force et légitimité de l'existence de cette solide plateforme juridique. Le gouvernement, qui a clairement perçu le danger et voit divers Conseils suivre l'exemple du CRIC, propose alors un projet de loi prévoyant un renforcement de son administration indigéniste. Celle-ci aurait des moyens accrus d'intervention dans les communautés et pourrait désormais exercer un contrôle étroit sur les associations de diverses natures qui mènent des activités parmi les indigènes. Ce projet de loi établit surtout un nouveau Statut National Indigène sous prétexte d'actualiser la Loi 89 de 1890 donnant faculté à l'administration pour «certifier l'existence de chaque communauté indigène, de son autorité traditionnelle et des individus qui exercent cette dignité, ainsi que de reconnaître, de suspendre ou d'annuler la personne juridique des communautés indigènes, des groupements, des associations, des fédérations... qui développent des activités en rapport avec les indigènes». (art. 3 numéro 5a).

En clair, ceci veut dire que l'État se donne le droit de «déterminer et

établir quand et comment les communautés indigènes acquièrent leur existence ; quelles sont leurs autorités traditionnelles ; comment doivent-elles faire pour obtenir leur personne juridique, et, dans quelles circonstances, l'État peut les suspendre ou les annuler». (16) En fin de compte, comme il n'existe, aux yeux de la loi, d'«Indiens» que dans un rapport reconnu à la terre et à une communauté, décider comme ce fut déjà son intention pour Yaguara, qui est «indien» et qui ne l'est pas, qui a des droits spécifiques comme tel et qui n'en a pas, lui appartient. Si on ajoute à cela que le Statut National Indigène laisse planer un doute sur la propriété juridique des réserves territoriales indiennes pour lesquelles on ne reconnaît aux communautés qui les habitent qu'une «présomption de propriété» (art. 11), on comprendra que sitôt connu, le projet de loi se soit heurté à l'hostilité déclarée des principales organisations indiennes du pays. Le CRIC, au travers de sa presse, de ses militants et avec l'aide d'organisations de soutien, entreprend un efficace travail d'information destiné à défendre la Loi 89. L'intérêt qu'elle représente sera expliqué aux différentes communautés, et le statut indigène vigoureusement dénoncé. Au bout d'un an, le gouvernement sera contraint de retirer son projet. La lutte contre le Statut National Indigène aura même un effet pervers dont il se serait probablement passé : elle va accélérer un processus de prise de conscience et le rapprochement des différentes organisations indiennes qui, pour la première fois peut-être, vont trouver là l'occasion de dépasser leurs particularismes. La très forte hétérogénéité des situations locales, tant au niveau des populations elles-mêmes que des Conseils qui les représentent, perdra de son importance devant ce qui apparaît alors comme un enjeu clair et précis pour l'ensemble des communautés, qu'elles soient de la «sierra» ou de la «selva». A vrai dire, la bataille menée autour du projet de loi permettra à un mouvement indien de se structurer au niveau national en jouant en quelque sorte le rôle de catalyseur. Trois ans plus tard, à Bosa près de Bogota, plus de 1 500 délégués venus de tout le pays vont approuver la création d'une nouvelle organisation, l'ONIC (Organisation Nationale des Indiens de Colombie) dont le rôle sera d'assurer une liaison entre les différents Conseils régionaux. L'ONIC travaillera pour que les principes fixés par la Loi 89 de 1890 soient appliqués et que ses bénéfices soient étendus à toutes les communautés indiennes du pays et pas seulement à celles qui vivent dans les anciennes régions de *resguardos*...

LES CRITERES D'INDIANITÉ AU BRÉSIL

Le cas du Brésil se différencie de celui de la Colombie de bien des manières. L'héritage colonial est différent et, avec lui, la tradition juridique. La population indienne, soit 200 000 personnes environ (0,2% de la population du pays), est nettement plus minoritaire qu'en Colombie (2% dans le cas colombien). Par ses structures sociales, ses modes de produire, et sa relation à la société dominante, la situation brésilienne ressort beau-

coup moins du type «indien paysan» que l'on rencontre en Colombie dans la région des basses terres, où la population indienne entretient avec la société dominante une relation que l'on pourrait qualifier de «frontière». Enfin, à partir de 1964, le Brésil a connu un gouvernement militaire particulier : si la force des militaires est très grande en Colombie où l'état de siège est plutôt la règle, ce pays a su maintenir un gouvernement démocratiquement élu. Toutefois, il existe entre ces deux pays de nombreuses similitudes. Dans les deux cas, le problème de la terre est au centre des préoccupations des sociétés indiennes, et le lieu des plus fortes contradictions avec la société dominante (17). Le Brésil, comme la Colombie, dispose d'une administration indigéniste — la FUNAI (Fondation Nationale de l'Indien, créée en 1968 après la dissolution du Service de Protection des Indiens — S.P.I. — (1911-1967). Cette administration est chargée de conduire la politique de l'État en matière indienne et d'exercer une tutelle juridique sur les communautés. Dans les deux cas encore, il existe un cadre juridique particulier, venant définir la situation de droit sur la population indigène et le Brésil par exemple a, comme la Colombie, signé la Convention de Genève. Enfin, pour le Brésil aussi, «le fait marquant des dernières années est la constitution, contre les envahisseurs de leurs terres, contre l'administration brésilienne et en particulier contre l'organe de tutelle et sa politique, la FUNAI, d'une série de mouvements indiens qui esquissent dans leur lutte contre un ennemi commun une conscience collective et le fondement de leur identité» (18). Ce mouvement va mener, autour de la Loi et des droits indigènes, un combat qui ressemble étrangement à celui que l'on a pu observer dans le cas de la Colombie.

En 1973, les militaires au pouvoir promulguent la loi 6001 connue sous le nom de «Statut de l'Indien». Cette loi est promulguée à une époque où le Brésil s'est engagé avec le Plan d'Intégration Nationale (PIN) dans ce qui devait être la grande aventure amazonienne ; elle constitue, aux yeux des militaires, une condition de réalisation de cette aventure. Avec le Statut, il devient désormais possible, pour des raisons de sécurité nationale, de déplacer autoritairement les populations indiennes dont le territoire se trouve sur le trajet des grandes routes et des zones de colonisation dirigée... Mais le décret 6001, à l'instar de la Loi 89 de 1890, contient aussi un ensemble de dispositions qui, en dépit de leurs caractères clairement discriminatoires — ici encore les indiens sont traités en mineurs —, va jouer un rôle positif pour les communautés indigènes. Car, comme le signale Bruce Albert : «Les indiens sont, au Brésil, légalement assimilés à des mineurs sous tutelle de l'État fédéral. La contrepartie paradoxale de «cette capacité relative» juridique réside en ce qu'elle confère un statut légal assez précis aux droits territoriaux collectifs inaliénables des ethnies amérindiennes, qu'elle fait l'obligation à l'État d'en être le garant et, finalement, qu'elle donne aux Indiens le bénéfice d'une relative immunité judiciaire». (19)

On comprend, dès lors, que les organisations indiennes et pro-indien-

nes qui se mettent en place progressivement au milieu des années 1970, s'intéressent de près au Statut, au point de faire de la « mise en pratique effective de ce code juridique à la fois imposé et transgressé par la société nationale, le fondement et le ferment des luttes indiennes au Brésil » (20).

En 1978, à l'époque où le ministre de l'Intérieur colombien aspire à créer son propre « Statut indigène », la FUNAI présente pour des raisons très voisines un nouveau projet de décret dit « d'émancipation des Indiens ». « Ce projet, sous des dehors « progressistes » (levée du statut de mineur et de la tutelle de l'État pour tout groupe considéré comme « intégré » qui en ferait collectivement la demande à la majorité de ses membres), visait en fait, selon Patrick Menget, à supprimer les droits territoriaux collectifs de la plupart des Indiens..., et à les mettre ainsi, une fois devenus titulaires de lots individuels, à la merci de toutes les pressions et manipulations des grands propriétaires fonciers et des colons qui convoitent leurs terres » (21). Grâce à une forte campagne contre ce projet menée dans le pays et sur le plan international, celui-ci sera finalement abandonné.

En 1981, alors que les organisations indiennes se sont considérablement renforcées, la FUNAI revient à la charge en proposant une nouvelle formule permettant une émancipation *d'office* de tout Indien de plus de 21 ans, dès l'instant où celui-ci parlerait le portugais, connaîtrait la « problématique nationale », et exercerait un emploi (soit, très exactement la situation de la plupart des leaders indigènes qui mènent la lutte pour défendre les droits de leurs communautés). Émancipé, ceci veut dire perte définitive de la qualité d'Indien, fin de la protection de la tutelle et exposition aux rigueurs de la loi sur la sécurité nationale. Ceci veut dire encore perte des droits individuels sur les terres collectives et mise à l'écart forcée de la communauté. Les personnes ayant fait l'objet d'une mesure d'émancipation pourraient même être interdites de séjour en territoire indien et n'auraient plus le droit de parler au nom de leur peuple, ni de le représenter à l'extérieur. « Acceptables comme pupilles que l'on traite avec une condescendance enjouée et fraternelle, les Indiens deviennent insupportables pour les autorités de la FUNAI quand ils revendiquent leurs droits constitutionnels comme des égaux » (22)... Malheur à l'Indien qui sort de sa réserve (au double sens du terme), essaie de comprendre la problématique nationale et agit en conséquence !

Parallèlement, et sans se laisser apparemment intimider par la campagne déclenchée contre ce nouveau projet, la FUNAI se lance en 1981 dans la mise au point de « critères d'indianité » ou « d'intégration », sensés lui permettre de déterminer scientifiquement qui « est » indien, et qui ne l'« est pas » (23). Grâce à de tels critères, elle pourrait désormais, dans le cas de conflits opposants des communautés indiennes à des populations voisines qui convoitent leurs terres et contestent pour cela leur qualité d'indiens, trancher « objectivement » en faveur d'une des deux parties. Bruce Albert commente ainsi cette nouvelle politique : « N'ayant pu convaincre les communautés indigènes des bienfaits de l'émancipation, ni

atteindre leurs représentants, la FUNAI commençait ainsi à jeter les bases d'une nouvelle restriction de l'applicabilité de la tutelle destinée à briser définitivement la légitimité légaliste des revendications territoriales amérindiennes par une mesure simple et radicale : la négation juridique de l'indianité de 80% des Indiens du Brésil qui se trouvent en contact permanent avec la société nationale». En effet, suivant cette démarche nouvelle, ce ne serait plus seulement des individus qui pourraient être émancipés, *mais des communautés entières*, dès l'instant où l'on jugerait, d'après ces critères, qu'elles sont «intégrées» à la communauté nationale, et qu'elles n'ont plus droit de ce fait à la garantie par l'État des droits territoriaux collectifs reconnus par la constitution du Brésil et garantis par le fameux statut de l'Indien.

On comprendra mieux la nature de l'entreprise dans laquelle s'est engagée la FUNAI, si on signale que celle-ci prétend s'abriter derrière la caution d'une communauté scientifique selon laquelle l'Indien serait porteur de «caractéristiques biologiques, psychologiques et culturelles indésirables» (sic !). Cette «communauté scientifique» propose, parmi un ensemble hétéroclite et plutôt ahurissant de supposés critères, la présence d'indicateurs biologiques, hémotypologiques, connus au Brésil sous le nom de «critères de sang», capables de déterminer si un individu — ou un groupe — alors qu'il revendique son appartenance ethnique, peut scientifiquement, «objectivement», être considéré comme indien (c'est-à-dire *racialement* indien), ou si, ayant fait l'objet d'un quelconque métissage, il s'est transformé de «silvicole» en «homo brasiliensis» ! Ajoutons que, au cas où la prise de sang démontrerait la pureté raciale, l'individu (ou le groupe) devrait encore, grâce à d'autres critères d'«indianité», démontrer qu'il ne s'est pas métissé culturellement, auquel cas..., lui ou sa communauté serait, (comme on a voulu le faire pour Yaguara avec des moyens moins «scientifiques») déclaré assimilée à la nation... (24)

Depuis lors, on sait que ce qui pouvait passer pour la menace de quelques fonctionnaires irresponsables et téléguidés de la FUNAI, est devenu une réalité de sa politique. A plusieurs reprises, la Fondation nationale de l'Indien est venue opposer à des anthropologues brésiliens, assesseurs juridiques de communautés indiennes (cas des tribus Tingui et Xacriaba), la non démonstration «scientifique» de l'indianité des groupes qu'ils défendaient (25). Aujourd'hui, Bruce Albert nous apprend «que, sur la base des indicateurs d'indianité, la FUNAI venait de déclarer «éteinte» la communauté Tupinikin et ses terres morcelées en lots individuels : les Tupinikin luttent depuis plusieurs années contre l'invasion de leur territoire par la grande compagnie Aracruz Celulose S.A.»... (26)

DES DROITS INDIGENES FACE A LA LOI ET A L'ÉTAT

Les cas retenus, montrent que, si les conflits viennent d'abord opposer les communautés indiennes à des acteurs locaux, très vite l'État fait irruption sur la scène au point de se convertir en interlocuteur privilégié

du mouvement indien. De nombreuses raisons expliquent un tel phénomène. D'abord, suivant une logique propre aux États modernes, l'État colombien ou brésilien, a étendu, d'année en année, la sphère de ses activités, et le type de ses interventions. Présent sur l'ensemble du territoire, il ne pourra rencontrer qu'un nouvel acteur, le mouvement indien. Ensuite, la nature même de la lutte menée par la population indienne veut que, pour la réalisation des objectifs poursuivis, il soit fait à un moment ou à un autre appel à l'État. Un État à la fois juge et partie. N'est-il pas celui qui peut «donner» la terre, reconnaître des droits, établir une réserve, expulser des colons (ou les protéger), apporter un certain nombre de services, et aussi celui qui peut faire jouer son appareil judiciaire, envoyer ses forces de répression (police et armée), laisser s'organiser les forces hostiles à la population indienne, et décider lui-même d'une politique administrative et réglementaire en contradiction avec les principes défendus par le mouvement ? Enfin, en s'engageant dans une lutte juridique, en choisissant de porter la bataille sur le terrain du droit, c'est tout naturellement à l'État que l'on s'adresse, ou que l'on s'affronte : l'État, sommé de faire appliquer la loi ou de la modifier, mais qui peut aussi décider unilatéralement de la transformer...

L'État, interlocuteur privilégié. Ceci pose une question sur la nature des mobilisations indiennes, leurs forces contestataires, leur capacité à sauvegarder leur autonomie. N'y a-t-il pas, dans ce jeu, danger d'hétéronomie vis-à-vis d'un pouvoir à forte capacité de contrôle et de récupération ? Un tel risque est réel. Mais ce serait oublier que les grandes luttes sociales, dont le monde contemporain a été le théâtre, ont d'abord été des luttes démocratiques, visant à faire reconnaître et respecter des droits, et que, si la démocratie se gagne sur le terrain, elle trouve sa nécessaire sanction au niveau du droit. Ce serait oublier aussi que la lutte menée sur le plan juridique ne constitue qu'un mode d'intervention, une forme d'action à côté d'autres. Le tout étant orienté vers un objectif d'autonomie sans cesse réaffirmé. Or, c'est parce qu'il existe en Colombie ou au Brésil des dispositions légales qui reconnaissent le principe de cette autonomie (à commencer par l'accès à la terre), que l'on s'intéresse tant à la loi et que l'on demande son application. Par ailleurs, l'insistance avec laquelle on revendique l'application de la loi ne suppose pas davantage que l'on fasse d'elle et du droit un quelconque fétiche. Le CRIC, par exemple, soupçonné par une gauche sectaire et bornée de «déviation légaliste», expliquera ainsi dans un texte largement diffusé pourquoi il s'est lancé dans la bataille juridique : «En approfondissant davantage la Loi 89 sur les indigènes, le CRIC découvrit les articles qui déclarent que les terres de «resguardos» sont «imprescriptibles», c'est-à-dire qu'elles ne peuvent être vendues ni achetées, et dans le cas où elles auraient été vendues ou achetées, ces tractations seraient nulles à l'égard de la Loi. Cette loi allait permettre de réclamer avec insistance les droits aux «parcialidades» sur les terres qui leur avaient été dérobées. La plupart des indigènes ne connaissait pas ces lois. Le CRIC en pénétrant dans les «resguardos» les

fît connaître, et de nombreux «Cabildos» commencèrent à chercher les titres de propriété de leur «parcialidad» et ainsi reconstituer l'histoire de leurs «resguardos», cherchant l'aide des anciens qui connaissaient cette histoire». (27) Mais, ajoute le texte et c'est là une précision d'importance : «Mais non pas pour créer des procès. Il ne s'agissait pas de mener une lutte de paperasseries, mais plutôt de faire reconnaître les droits que la Loi même reconnaissait.» (28).

Le commentaire se termine ainsi : «Il était important, en ce moment, d'utiliser la Loi 89 pour inciter les communautés à réclamer leurs droits. Bien plus important, certes, que de demander l'abolition de la «minorité d'âge» des indigènes inscrite uniquement sur le papier».

Remarquons l'insistance avec laquelle il est fait appel à la notion de «Droits», appelés ailleurs Droits naturels des Communautés ou de la Population Indienne. D'un côté, il y a la loi, celle des «Blancs», celle qui est écrite sur le papier, et ne gouverne aussi bien souvent que sur le papier, et de l'autre il existe des Droits, imprescriptibles, ceux-là : ceux de la population indienne (droits à la terre, à la «culture», à l'organisation), et ceux-ci existent qu'ils soient ou non inscrits dans la Loi. Il se trouve, et c'est là une bonne surprise, que dans le cas particulier des *resguardos* «même la loi les reconnaît»... ! Mais il ne semble pas pour autant qu'il y ait un rapport nécessaire, un lien direct, entre le domaine de la Loi et celui des Droits : de nombreux droits indigènes ne figurent pas dans la Loi, et inversement de nombreuses dispositions de la Loi sont très clairement en contradiction avec les «Droits Naturels des Communautés Indiennes». La Loi semble donc se présenter dans un rapport d'extériorité au Droit. C'est la loi des «autres», l'instrument historique d'une domination. Au fil des prises de positions, on ne se privera pas de rappeler que la Loi trouve son origine dans le coup de force de la conquête, — même si ce fut pour en calmer les excès, introduire un ordre dans la violence —, et de désigner quels sont ceux qui aujourd'hui profitent de cet héritage et savent l'utiliser quand bon leur semble et au mieux de leurs intérêts. L'existence d'une Loi, pas plus que celle d'un État, ne semble convaincre totalement les indigènes de l'existence d'un État de Droit. Voilà qui devrait suffire pour écarter tout danger d'une position trop étroitement légaliste..., et de fait la relation à la loi apparaît ici comme très instrumentale. On UTILISE la Loi pour faire connaître des droits, on la combat quand elle les nie.

«Ils disent que la Loi qu'ils ont établie est faite pour protéger les minorités nationales ; et afin de la rendre effective, on intensifie leur intégration à la civilisation, mais, de fait, cette fameuse civilisation mène à la pure destruction de notre société»... (29) «Mais nous, les indigènes, nous nous sommes quelque peu réveillés. Nous savons à présent que les «terratenientes» et les oligarchies ont créé des lois, les écritures notariales, les administrations et les polices pour faire de nous des esclaves et nous maintenir dans l'ignorance. Parce que cela ne leur convient pas de nous voir libres. Nous savons aussi que nous avons des droits sur les terres :

parce que nous avons été les premiers à naître sur elles, et non pas les «terratenientes» blancs, et aussi, parce que nous les travaillons depuis nos ancêtres.» (30) «Ainsi, un droit différent à celui des écritures et de l'argent prend forme : le droit à la terre du fait qu'elle a appartenu à nos ancêtres qui la travaillaient sans titre de propriété et vivaient d'elle en accord avec les besoins de la communauté. Le droit de ceux qui travaillaient la terre... La lutte pour la récupération des terres qui a été menée depuis lors a retiré, dans la réalité, le droit des «Terratenientes», et bien que l'INCORA soit intervenue à la fin dans de nombreux cas, elle ne peut empêcher que le droit de la Communauté qui a lutté s'affirme. Cet échec de la Loi du «Terrateniente» est le résultat de cette lutte, même.» (31)

Ce montage de trois citations tirées de la presse indienne illustre ce qui paraît être une conception très profondément inscrite au sein de la conscience indienne, ou si l'on veut de la culture indigène — culture dans laquelle, faut-il le dire, la relation aux «Blancs» occupe une place centrale —, et que le mouvement social dévoile et précise. Mais le mouvement social ne fait pas que cela, et son travail n'est pas qu'idéologique. L'affirmation des droits apparaît inséparable de la lutte menée pour les faire reconnaître, et cette dernière n'aura de chance d'aboutir que si le mouvement se dote d'une organisation «indienne», capable d'unir les différentes communautés. Droits, lutte, organisation, tel est le triangle d'or du mouvement indien. Et c'est bien de la cohérence de cet ensemble que le mouvement tire sa force.

Ceci dit, en même temps que le mouvement indien prend ses distances avec ce que représente la Loi pour mieux affirmer ses propres droits, il mène un combat à l'intérieur de la Loi. Le fait qu'il ne reconnaisse aucun caractère universel à la Loi, aucune transcendance, — elle est trop manifestement contingente, historiquement et socialement déterminée —, ne l'amène pas aux positions maximalistes, adoptées par certains courants indianistes. Peut-être pour des raisons tactiques, mais aussi parce qu'il est l'expression des multiples luttes menées au sein de la société par les communautés, dans un pays où elles sont ultra-minoritaires, une organisation comme le CRIC prend bien soin d'affirmer que la lutte qu'il mène pour les droits n'est pas subversive, n'est pas orientée contre l'État de Droit. Ne s'agit-il pas de faire passer le droit dans la loi ? Dans un État qui se dit de Droit ?

CONCLUSION

«A partir du moment où les droits de l'homme sont posés comme ultime référence, le droit établi est voué au questionnement. Il fait toujours plus question, à mesure que des volontés collectives ou, si l'on préfère, que des agents sociaux porteurs de revendications nouvelles mobilisent une force en opposition à celle qui tend à contenir les effets des droits reconnus. Or là où le droit est en question, la société, entendons l'ordre établi, est en question. Si efficaces soient les moyens dont dispose une classe pour exploiter à son profit et dénier aux autres les garanties du droit, ou ceux dont dispose le pouvoir pour subordonner l'administration de la justice ou assujettir les lois aux impératifs de la domination, des moyens restent exposés à une opposition de droit.» (32) Cette analyse empruntée à Claude Lefort paraît applicable aux cas colombien et brésilien dans la mesure où la représentation que se fait la population indienne d'elle-même (la population qui se mobilise) ne la situe pas hors société, dans un ailleurs dans lequel voudraient l'enfermer les idéologues de l'indianisme. Étant effectivement dans la société, et c'est à ce titre d'ailleurs que l'Indien est ou devrait être reconnu comme sujet de droit, elle participe de ses contradictions et souffre d'une forme particulière d'aliénation — la pire de toutes peut-être —, mais qui n'est pas suffisante pour empêcher l'essor d'un mouvement social dont la force semble être à la mesure de l'enjeu. Il est significatif que, si le mouvement indien parle bien du lieu où il se situe — celui des droits de la population indienne, et contre les formes de discrimination, domination et exploitation dont elle est l'objet —, il prend soin de relier constamment sa lutte avec celle menée par d'autres secteurs des masses populaires (tel est son propre langage), c'est-à-dire avec d'autres parties prenantes de la société. Et il le fait pour des raisons qui vont bien au-delà de la simple nécessité de passer des alliances, et ramènent à la question des droits.

Pour illustrer ce propos, prenons ce qui est pour l'instant la revendication centrale du mouvement : le droit à la terre. Ce droit apparaît, comme doublement légitime. Il se fonde sur le droit à la terre entendue comme territoire d'une population originaire du lieu (naturel de l'endroit) — il s'agit bien ici d'un droit spécifiquement «indien» — et le droit à la terre pour une population qui la travaille (et cela depuis toujours). Il s'agit alors du droit des travailleurs sur leurs moyens de production et de ces travailleurs particuliers que sont les paysans (*campesinos*) (33). C'est pourquoi la lutte menée pour une reconnaissance des droits «indigènes» n'est pas séparable, aux yeux des dirigeants indiens, d'une lutte plus générale pour l'affirmation de droits de type démocratique, droits de l'homme et pas seulement droits des «Indiens».

Dans cette perspective, sur la base d'une reconnaissance de l'espace politique défini par une structure politique qui n'est pas remise en question, se formulera une revendication de citoyenneté. Cette revendication apparaîtra non pas contradictoire avec l'affirmation d'une in-

dianité, d'une «différence», mais complémentaire et nécessaire à la pleine expression de cette dernière. Cette citoyenneté trouvera sa définition en termes de droits et de libertés civiques ; elle rendra légitime la défense de ces derniers au travers de mouvement sociaux et d'organisations comme les conseils indiens ; elle réclamera une participation directe de la population indienne aux décisions venant définir ses conditions de vie. Demander le «droit de cité» pour une population qui, plus que toute autre se considère comme originaire (native) du lieu, quoi de plus normal ? Demander que la loi reconnaisse le droit qu'a cette catégorie de citoyens à vivre selon ses propres lois, voilà ce qui signifie la reconnaissance d'un ordre juridique supérieur (imparfait, présentement entaché d'injustice, mais nécessaire), prenant en charge l'ensemble des citoyens, et ce que conteste en même temps la forme suivant laquelle, à l'heure actuelle, s'organisent les relations entre deux catégories de citoyens, appelés les uns «indiens» ou «indigènes», et les autres «citoyens normaux de la République», c'est-à-dire «blancs» ou «métis».

Face à un mouvement de cette nature, la tentation peut être, pour l'État, de disqualifier de telles revendications, les déclarer nulles et non avenues, non point en adoptant une doctrine qui reviendrait à nier tous droits particuliers pour les populations indiennes, — position difficilement défendable aujourd'hui en Amérique latine — mais par une argumentation contestant le caractère indigène de la population. Cependant, une telle attitude trouvera vite ses limites quand l'État doit affronter non pas une communauté isolée mais un mouvement de l'ampleur de celui qui va prendre forme dans les années 1970. Il peut alors essayer de biaiser en se donnant des armes juridiques nouvelles lui permettant de s'immiscer dans la vie des communautés. Il peut aussi, en se réservant le droit d'attribuer ou non la personnalité juridique à une communauté ou à une organisation, se donner celui de reconnaître ou non l'existence de droit de tels ensembles, et le caractère «indien» des populations qui les constituent. Ces tentatives n'auront, pour résultat que d'accélérer un processus de prise de conscience des enjeux se cachant derrière une affirmation de sa propre indianité, et d'accroître une opposition au pouvoir fondée sur le droit.

NOTES

(1) Une première version de cet article a fait l'objet d'un document de travail ronéoté de l'ERSIPAL, Paris IHEAL, 1983, numéro 30, 76 p., publié sous le même titre.

(2) Cf. Nuestra lucha es tu Cucha, ANUC, secretaria de indigenas, Medellin, pp. 20-21.

(3) Cf. Pablo Gonzales Casanova, *La démocratie au Mexique*, Paris, Anthropos, 1969.

(4) Cf. N. Sandoval et J. Santacruz, «Estudio de la Parcialidad Indígena de Yaguara», (lima). *Estudio jurídico, económico, social y de orden público*, Bogota, D.E., 1961.

Gloria Gaitan de Valencia, *La parcialidad Indígena de Yaguara (Chaparral Tolima, Estudio jurídico, económico, social y de orden público*, Bogota, D.E., 1961.

(5) *Cabildo* : organisme élu dont la fonction traditionnelle est de répartir la terre au sein du *resguardo* et de trancher les conflits qui peuvent surgir dans son utilisation. Le Cabildo représente la communauté (Parcialidad) dans ses relations avec l'extérieur.

- (6) *Parcialidad* : unité administrative et territoriale datant de l'époque coloniale qui délimite le resguardo ou réserve indienne.
Resguardo : réserve indienne, régie par la Loi 89 de 1890. Sa terre est inaliénable.
- (7) Cf. N. Sandoval, op. cit. pp. 8-9.
- (8) Ibidem pp. 8-9.
- (9) Ibidem pp. 8-9.
- (10) Ibidem pp. 8-9.
- (11) Cette organisation qui deviendra par la suite le CRIT (Conseil Régional des Indiens de Tolima).
- (12) Pour plus de détails, en ce qui concerne l'histoire du CRIT et son organisation, cf. notre document de travail publié dans le cadre de l'ERSIPAL et notre contribution : « Une organisation indienne en lutte pour la terre : le conseil régional indigène du Cauca » in *Indianité, ethnocide, indigénisme en Amérique latine*, Toulouse, Éd. du C.N.R.S., 1982.
- (13) Ibidem.
- (14) Cf. aussi « Como nos organizamos », *Cartilla del CRIC*, numéro 2, Popayan, août 1974.
- (15) *Ier Congreso Indígena Nacional. Conclusiones y Documentos*, O.N.I.C., 1982, pp. 82-83, Bogota.
- (16) Cf. Adolfo Triana : « El Estatuto Indígena o la nueva encomienda Bonapartista », in « Indígenas y represión en Colombia », *Controversia*, numéro 79, CINEP, p. 37.
- (17) Bruce Albert : « Yanomami-Kaingang : la question des terres indiennes au Brésil » in *Indianité, Ethnocide, Indigénisme en Amérique latine*, o.c.
- (18) Cf. Patrick Menget, « Réflexion sur le droit et l'existence des communautés indigènes au Brésil » in *Indianité, Ethnocide et Indigénismes en Amérique latine*, ibidem, p. 123.
- (19) Bruce Albert, o.c.
- (20) Ibidem.
- (21) Ibidem.
- (22) Patrick Menget, op. cit., p. 128.
- (23) Cf. dossier « Brésil, critère d'indianité », disponible au siège de *Survival International France*, 28 rue Saint-Guillaume, 75007 Paris.
- (24) Cf. *Survival International France, Rapport annuel 1982*, Paris 1983. Cette lettre recevra l'appui de signatures comme celles de C. Levi-Strauss, M. Lwoff, A. Kastler, M. Leiris, etc...
- (25) Cf. dossier *Survival International France*, o.c., notamment la lettre de João Carlo Nobre de Veiga, Président de la FUNAI à Clovis Antunes Carneiro de Albuquerque. Cf. aussi Manuela Carneiro da Cunha, « Criteria of Indian Identity, or Lessons in Anthropology » in *Floha de São Paulo*, Brazil, 12 janvier 1981.
- (26) Bruce Albert, o.c.
- (27) Cf. « Como nos organizamos », op. cit. pp. 8 et 9.
- (28) Souligné dans le texte.
- (29) Cf. *Nuestra lucha es tu lucha*, ANUC, *Secreteria de indigenas*, Medellin, 1973, p. 6.
- (30) Cf. *Nuestra lucha es tu clucha*, o. c., p. 10.
- (31) Cf. *Como nos organizamos*, o. c., p. 5.
- (32) Claude Lefort, *L'Intervention démocratique*, p. 67, Paris, Fayard, 1981.
- (33) A noter que si les organisations indiennes comme le CRIC, le CRIT, le CRIVA, etc., affirment leur appui aux luttes menées par les petits paysans et colons, elles se trouvent aussi en contradiction avec les colons — grands et petits — qui envahissent leurs terres. Face à ces derniers — soutenus parfois par l'ANUC — qui revendiquent le droit à la terre « pour ceux qui la travaillent », on opposera le droit inaliénable des communautés indigènes à disposer de *resguardos*.

Articles parus en Colombie et utilisés dans ce texte

- Victor Daniel Bonnilla, «Que Política buscan los indígenas» in *Enfoques Colombianos*, Temas latino-americanas, Bogota, número 11, 1978.
- Victor Daniel Bonnilla, «Experiencias de Investigación-educación en comunidades paeces» in *Civilización*, número 1, CADAL, Mexico, 1983.
- Juan Friede, «El indio en lucha por la tierra», Bogota, *Ed. La Chispa*, 1972.
- Antonio Garcia, «Legislación indigenista y política del Estado» in *Enfoques Colombianos*, Bogota, número 11, 1978.
- Myriam Jimeno y Adolfo Triana, «La cuestión indígena y el Estado» in *Enfoques Colombianos*, Bogota, número 11, 1978.
- Adolfo Triana Antorveza, «La teoría del Estado y la cuestión indígena» in *Estudios rurales latino-americanos*, vol. 2, número 3, sept-oct. 1979.
- Consuelo Uribe Mallarino, *Diagnostico sobre la población indígena en Colombia*, Departamento Nacional de Planeación, Bogota (s. d.).
- Adolfo Triana Antorveza, «El Estatuto indígena o la nueva encomienda bonapartista» in *Indígenas y represión en Colombia. Controversia*, Editorial CINEP, 1978.
- Micronoticias Antropológicas, M. 66, julio-agosto 1980, Bogota. El proyecto de ley).

RÉSUMÉ

Christian Gros : «Vous avez dit indien ? L'État et les critères d'indianité en Colombie et au Brésil ?»

Que signifie, en Amérique latine, être indien, aujourd'hui ? Cette Amérique conquise a été, on le sait, dépossédée de ses terres et de sa culture. Les théologiens de la conquête s'étaient même enquis de savoir s'il restait quelques droits à ces hommes. Ces dernières années, les résurgences de l'indianité s'affirment avec force des Andes au Nord du continent. La «protection» des Indiens n'est plus seulement une sorte de droit minimum destiné à sauvegarder des populations entières des excès de la conquête et de la civilisation. A partir de trois études de cas, en Colombie et au Brésil, Christian Gros montre combien le «réveil indien» peut donner une nouvelle dimension à de tels droits préservés de la conquête et, pourquoi pas ?, contribuer à modifier certaines règles du jeu imposées jusqu'alors par la Civilisation.

Christian Gros : «? Habeis dicho Indio ? El Estado y los criterios de indianidad en Colombia y en Brasil».

? Qué significado tiene hoy en América latina el hecho de ser indio ? Se conoce bien como fué conquistada esa América desposeída de sus tierras y de su cultura. Hasta los teólogos que integraron la conquista se preguntaron si estos hombres tenían algunos derechos. En el curso de estos últimos años, las resurgencias de las corrientes de la indianidad se han ido reforzando desde los Andes hasta el norte del continente. «Proteger» a los indios ya no es un mero derecho destinado a salvaguardar pueblos enteros de los excesos que acarrear la conquista y la civilización. A partir

de tres estudios de casos en Colombia y en Brasil, Christian Gros demuestra como el «despertar indio» puede dar una nueva dimension a esos derechos preservados de la conquista, y ¿ por qué no ? contribuir al cambio de ciertas reglas del juego impuestas hasta hoy por la Civilizacion.

Christian Gros : «Você disse indio ? O Estado e os critérios de indianidade na Colômbia e no Brasil».

O que significa, hoje, na América Latina, ser indio ? Esta América conquistada foi, é sabido, despossuida de suas terras e de sua cultura. Os «teólogos» da conquista chegaram mesmo a se interrogar se restara alguns direitos a estes homens. Nestes ultimos anos, a indianidade ressurgue e se afirma com força dos Andes ao norte do continente. A «proteção» dos indios nao é apenas uma espécie de dirrito minimo destinado à salvarguardar populações inteiras dos excessos da conquista e da civilização. A partir de três estudos de caso, na Colômbia e no Brasil, Christian Gros mostra o quanto o «despertar do indianidade» pode dar nova dimensao aos direitos que foram preservados apesar da conquista e — por que nao ? — contribuir a modificar certas regras do jogo impostas até agora pela civilização.

Christian Gros : «You said Indian ? What it means to be Indian in Columbian and in Brazil».

What does it mean to be Indian in Latin America today ? As we know, South America has been colonialised, dispossessed of its land and culture. The theologians of the conquest even sought to find out wether these men had any rights at all. These las years, there is a forceful resurgence of «indianess» from the Andes to the north of the continent. The «protection» of the Indians is not only a type minimum law aimed at the protection of whole populations from the excess of the conquest and of civilisation. On the basis of three cases studies ? In Columbia and in Brazil Christian Gros shows how the «Indian revival» can give a new dimension to those systems of law unaffected by the conquest and, indeed how it can contribute to modify certain conventions imposed up until now by the influence of civilisation.

DOSSIER

SANDINO AVANT LE SANDINISME (1895-1926)

par Pierre Vayssière

PROBLEMES STRATÉGIQUES ET POLITIQUES
DE LA FRONTIÈRE NORD DU NICARAGUA

par Michel Foucher

NOTES SUR LA COOPÉRATION EUROPÉENNE
AVEC L'AMÉRIQUE CENTRALE

par Georges Estievenart

ÉTATS-UNIS – NICARAGUA : LE CHOIX DES ARMES

par Daniel Van Eeuwen

L'ÉTAT NATION ET L'ÉTAT DE GUERRE
EN AMÉRIQUE CENTRALE.
HYPOTHESES POUR UNE RECHERCHE

par Alain Joxe

DOSSIER

MYTHISTOIRE, GÉOPOLITIQUE ET GÉOSTRATÉGIE : LE NICARAGUA ET L'AMÉRIQUE CENTRALE

Présenter dans le premier numéro de la nouvelle série de cette revue universitaire un dossier sur «le Nicaragua et l'Amérique centrale» montre à quel point la recherche latino-américaniste en France sait être présente dans l'actualité. Certes, la réalisation de tels travaux n'implique pas que Cahiers des Amériques latines soit une revue politique. D'autres revues de ce type existent en France, dont certaines ont une réputation justement méritée. Mais l'imbrication souvent étroite qui existe entre les sciences de l'homme et de la société et les questions que la société se pose à elle-même montre, à travers cet exemple, la preuve de sa fécondité.

La constitution de ce dossier trouve son origine dans le colloque «Sandino» organisé conjointement à Paris les 4 et 5 mai 1984 par l'Institut des Hautes Études de l'Amérique latine (IHEAL) et l'Institut d'étude de développement économique et social (IEDES). Depuis un an, la situation a évolué. Les auteurs des articles réunis ci-dessous ont largement tenu compte de cette évolution. De fait, la situation de crise que connaissait l'Amérique centrale s'est exacerbée. En dépit de différents efforts entrepris par la voie diplomatique, sous l'impulsion des pays signataires de l'accord de Contadora comme des pays européens récemment renforcés par l'activité médiatrice de l'Espagne et du Portugal, les tensions politiques se sont accrues. Si, dans cette partie du continent latino-américain, la voie des armes n'est pas encore la solution ultime, la décision prise par les États-Unis d'entreprendre un blocus économique et commercial du Nicaragua a fait récemment monter d'un cran le chemin d'une escalade que d'aucuns aspirent à ne pas voir se généraliser.

Puisse un tel dossier, établi par des chercheurs et spécialistes, aider les décideurs et le public à comprendre les raisons d'une telle situation en Amérique centrale, et contribuer ainsi à peser sur son évolution.

SANDINO AVANT LE SANDINISME (1895-1926)

Pierre Vayssière*

Le trait de génie des révolutionnaires nicaraguayens, de Carlos Fonseca Amador en particulier, n'a-t-il pas été de récupérer, à partir des années 1973, l'image du patriote Sandino pour en faire l'étendard de leur cause contre le dictateur Somoza ? D'innombrables proclamations du Front Sandiniste, mais aussi la littérature de type hagiographique produite après 1979 tendent à laisser supposer que la révolte armée du jeune Sandino se serait imposée à lui comme un impératif catégorique. Sur ce point, Humberto Ortega Saavedra n'hésite pas à écrire : « Dès le commencement de la guerre (civile) de 1926, Sandino était porteur dans son être profond (« en esencia ») d'une disposition (« actitud ») anti-impérialiste. » (1) A l'image de ces respectables vies de saints laïques, patriotes martyrs, hommes d'État intègres, visionnaires de causes perdues, le sacrifice de Sandino ne devrait pas être livré à la froide analyse de l'histoire politique : exemple vivant du militantisme absolu, le héros ne peut susciter que l'admiration des foules, comme le plus parfait modèle d'un sacrifice délibérément consenti. C'est ainsi qu'E. Cardenal et P.J. Chamorro écrivent : « Sandino signifie plus un symbole qu'un individu... Nous ne le considérons pas comme un personnage historique ; il a dépassé l'histoire. » (2)

Cette affirmation surprendra sans doute la corporation des historiens qui ne peuvent se satisfaire de la contemplation d'une image : Sandino n'a pas toujours été ce révolutionnaire en armes des estampes du Département de Propagande. Son engagement politique est relativement tardif, puisque c'est seulement à l'âge de trente et un ans, soit seulement huit ans avant sa mort, qu'il « naît à la vie active de la politique. » (3) Cet engagement était aussi imprévisible pour Sandino lui-même qui avoue : « Je n'avais jamais imaginé que j'en arriverais à assumer, au nom du peuple nicaraguayen, mon attitude actuelle... » (4)

Pour essayer de comprendre cette conversion tardive à la politique, il nous a paru utile de remonter le temps et d'examiner cette période de l'enfance et de l'adolescence qui semblent décisives pour rendre compte et de la personnalité du « caudillo » et de son engagement face au problème nicaraguayen.

* Historien, Université de Toulouse Le Mirail et Groupe de recherches sur l'Amérique (GRAL)

I. LA PREMIERE ENFANCE, OU LA RELATION A LA MERE.

Les biographes du héros nicaraguayen ont négligé cette période-clé, à cause, sans doute, de la rareté de la documentation, mais aussi pour des raisons idéologiques évidentes. C'est ainsi que des historiens soviétiques n'hésitent pas à gommer les traits jugés humiliants de la petite enfance du personnage (sa bâtardise, la misère matérielle et psychologique de sa mère) pour n'en retenir que les conditions sociales, assurément lamentables. (5) Même un Gregorio Selser présenté par la très officielle Société d'Édition «Nueva Nicaragua» comme «le spécialiste célèbre de la vie et de l'œuvre d'A.C. Sandino» cherche à euphémiser les effets de la bâtardise du personnage : «Le poète Salomon de la Selva dit qu'il était fils naturel — ce qui au Nicaragua ne constitue pas une humiliation, parce que nous ne sommes pas des Nordiques.» (6)

Pour essayer de comprendre cette période obscure de la vie du jeune Augusto, nous sommes condamnés à nous appuyer sur quelques travaux contradictoires, (7) et à gloser sur les trop rares lettres, ou fragments d'interviews, dans lesquels Sandino se livre à des confidences dont le ton de sincérité s'impose à l'évidence.

«Je suis né dans un petit village du Département de Masaya, le 18 mai 1895.» Cette mise au point de l'intéressé lui-même est confirmée par la publication — récente — de l'acte de naissance officiel, contresigné par le responsable du Registre Civil. (8) Ce document lève une incertitude quant à la date exacte : 19 mai 1893 pour Carleton Beals ; 1894, sans autres précisions pour José Roman. (9) Ce flou doit-il être attribué à la négligence de journalistes, ou, plus vraisemblablement à une volonté d'occultation de l'illégitimité, dans un souci bien compréhensible des sandinistes, de donner une meilleure image de la naissance du rédempteur de la patrie ? La seconde hypothèse est renforcée par l'absence de recherches sérieuses sur le jeune Sandino et par la polémique récente autour de l'ouvrage de José Roman, suspecté d'être un ennemi de la Révolution pour avoir insisté sur les aspects trop humains du héros national. Et, pourtant, ce journaliste affirme avoir reçu de Sandino lui-même «des détails très intimes sur sa vie privée» et en avoir pris note «de manière minutieuse et détaillée», alors qu'il se trouvait, en ce 28 février 1933, dans l'hacienda «El Embocadero», au cours d'une tournée à travers les montagnes ségovianes. (10)

Que nous révèle ce texte ?

Même si le guérillero est un homme suffisamment honnête pour ne pas renier ses origines, il ne peut s'empêcher d'en euphémiser l'expression : «Ma mère s'appelle Margerita Calderon ; elle était employée dans une propriété de mon père. Je suis donc, mon cher Roman, un fils de l'amour — ou, si, l'on s'en tient aux conventions sociales, un bâtard.» (11) A d'autres moments, Augusto Sandino s'efforcera d'occultier jusqu'au nom de sa mère, en transformant l'initiale du nom de famille, Calderon en celle d'un second prénom, César, qui ne figure nullement sur l'acte offi-

ciel de naissance. (12) Durant son combat, le résistant est resté très discret sur ses origines maternelles. Les contacts avec sa mère restent épisodiques, alors que ses liens paternels sont plus fréquents et presque officialisés. À travers une lettre adressée à sa fiancée, en juillet 1921, on devine qu'il a revu sa mère pendant quelques heures, après un an d'absence. Plus tard, en octobre 1928, il demande à sa femme, Blanca Arauz, «d'embrasser sa mère et sa sœur,» (13) sans doute sa demi-sœur née d'une autre union illégitime de Margarita Calderon dont Edelberto Torres souligne sans équivoque la vie agitée. (14)

Ces écrits révèlent, on le voit, peu de choses sur la relation fondamentale ; mais cette pudeur même qui n'exclut pas, tant s'en faut, l'amour filial, laisse entrevoir chez le jeune Augusto un malaise qui ne se dissipera jamais. Comme tant d'autres enfants privés d'un milieu familial «normal», notamment d'une image maternelle satisfaisante, Sandino aura toute sa vie «mal à sa mère». (15)

Les troubles psychologiques du jeune Sandino se laissent entrevoir à travers quelques fragments autobiographiques glanés ici et là. Dans cette période-clé où le développement moteur, la personnalité et le caractère se construisent, Augusto Nicolas subit de plein fouet et le déséquilibre affectif du foyer maternel et la misère sociale d'un milieu défavorisé.

Jusqu'à l'âge de neuf ans, il est élevé, si l'on peut dire, par une «mère célibataire», mais rarement esseulée ; pourtant, les images des hommes de passage dans ce «foyer» ne semblent pas avoir fortement marqué le jeune Augusto qui, à l'âge de neuf ans, et pendant deux années sera recueilli, plus qu'élevé, pas sa grand-mère maternelle. Ainsi, jusqu'au stade de la pré-adolescence et de l'orage pubertaire, l'enfant n'aura intériorisé aucune image stable d'un père, image pourtant essentielle lors de la phase de la résolution œdipienne qui suppose l'identification à un modèle masculin. En l'absence d'un père ou d'un substitut approprié, on connaît les risques d'une fixation exagérée à l'élément maternel (et Sandino montrera une forte adhésion initiale à sa mère «naturelle», aux femmes en général, et, plus tard, à l'image de la «mère-patrie» dont on peut se demander, avec toutes les réserves d'usage si elle n'a pas joué, pour lui un rôle de substitut maternel symbolique). Moment décisif, en effet, pour la formation de la personnalité que cette période de la vie où «l'adulte qui va naître de cet enfant ne lui appartient pas encore, de la même manière que l'enfant appartient à sa famille et au milieu socio-culturel qui, involontairement, le façonne.» (16)

Jusqu'à onze ans, Augusto Sandino vit à côté de sa mère, sans voir jamais son père ; à partir de douze ans — et jusqu'à son départ définitif de Niquinihomo —, il s'installe au foyer de son père, cette fois-ci complètement séparé de sa mère naturelle. Cette coupure radicale dans la vie du jeune Sandino ne semble pas avoir attiré l'attention des biographes qui se contentent d'évoquer en quelques phrases seulement la phase maternelle de leur héros.

Si l'on s'en tient aux faits narrés par Sandino lui-même, on peut déjà

souligner l'extrême misère psychologique et morale du jeune Augusto Calderon que sa mère, ouvrière agricole, devait abandonner des journées entières sur une natte inconfortable du misérable «ranchito», offert aux piqures des poux, des puces ou des cafards. Dès qu'il atteint l'âge de quatre à cinq ans, l'enfant accompagne sa mère dans les champs de café, de maïs ou de blé pour participer, avec ses moyens, à la cueillette. S'il ignore l'école du village, il subit la dure école de la vie, apprenant tout jeune à voler dans les plantations pour apporter un peu de nourriture à la maison. «Mal vêtu, et plus encore, mal nourri, c'est ainsi que j'ai grandi, ou peut-être est-ce pour cela que je n'ai pas grandi.» (17)

Jusqu'à neuf ans, Augusto Nicolas avait vécu en symbiose totale avec sa mère. A cette époque de latence où le surmoi se construit aux dépens de l'égoïsme puéril, l'enfant avait constitué pour sa mère le substitut à la fois symbolique et réel du mari absent. De cette période trouble, la mémoire de Sandino adulte a retenu quelques éléments, révélateurs de la dépendance de la mère par rapport à l'enfant : «J'ai appris à marcher sous les caféiers où j'aidais ma mère à remplir la corbeille et à gagner quelques sous...» «Il m'est arrivé très souvent de sortir la nuit pour aller voler, afin de ne pas la (sa mère) laisser mourir de faim...». «Dans cette période de ma tendre enfance, j'avais l'obligation de subvenir aux besoins de ma mère...» (18) Dans l'inconscient du jeune Sandino, l'image d'une mère-victime de la société, mais aussi des hommes, avait dû s'insinuer assez tôt. Face au journaliste qui semble avoir mérité sa confiance, il évoque avec pudeur, mais de manière non équivoque, certains problèmes intimes, découlant de la vie sexuelle de sa mère : «Il faut prendre en considération que ma mère accouchait fréquemment»..., et dans la promiscuité de l'étroite cabane, l'enfant avait eu, plus d'une fois, l'occasion d'observer les rapports généralement dramatisés de la «scène primitive», avec tous les fantasmes pénibles d'agression du «mari de passage» contre la mère... Toujours sur ce registre Augusto évoque l'événement (il préfère dire «détail») qui l'a marqué à jamais :

«Je travaillais avec ma mère dans une propriété du maire du village — où mon père était juge. Ma mère avait perçu une avance de quelques pesos, mais comme quelqu'un d'autre lui avait fait une meilleure offre, elle décida d'accepter, afin de régler plus rapidement ses dettes. (19) Craignant de perdre son avance, le maire donna l'ordre (au père de Sandino) d'emprisonner ma mère. C'est ainsi qu'on nous mit en prison. La souffrance morale et le mauvais traitement déclenchèrent chez ma mère un avortement et une hémorragie presque mortelles... Et j'étais seul à l'assister dans cette froide prison du peuple. A neuf ans, je découvrais des secrets biologiques jusque-là ignorés... Les pleurs et l'état dramatique de ma mère provoquèrent mon indignation. Allongé à côté d'elle déjà endormie sur le sol sanguinolent, je me mis à penser à mille horreurs et à mille vengeances féroces, tout en me rendant compte de mon impuissance... Voilà ma première philosophie enfantine...» (19 bis)

Pourra-t-on jamais apprécier ce que représentent «l'indignation» et le

«désir de vengeance» d'un enfant de neuf ans ? Quoi qu'il en soit, ce texte, s'il est bien la transcription fidèle d'une confidence, nous semble capital, dans la mesure où il confirme l'importance chez Sandino de l'image d'une «mère-victime» qu'il faut venger. Exploitée socialement par les gens en place, propriétaires terriens, autorités civiles, exploitée sexuellement par ses amants qui lui laissent en charge la misère physique (avec l'avortement, le jeune Augusto découvre l'hémorragie et le sang de sa mère), mais aussi la souffrance affective, ballottée d'un homme à l'autre, dépendante aussi dans sa survie de l'habileté de son fils, Margarita Calderon donne ainsi au jeune enfant l'image d'une immense injustice qui, à travers elle, l'atteint directement. Nous avons peut-être là une clé pour la compréhension du Sandino adulte.

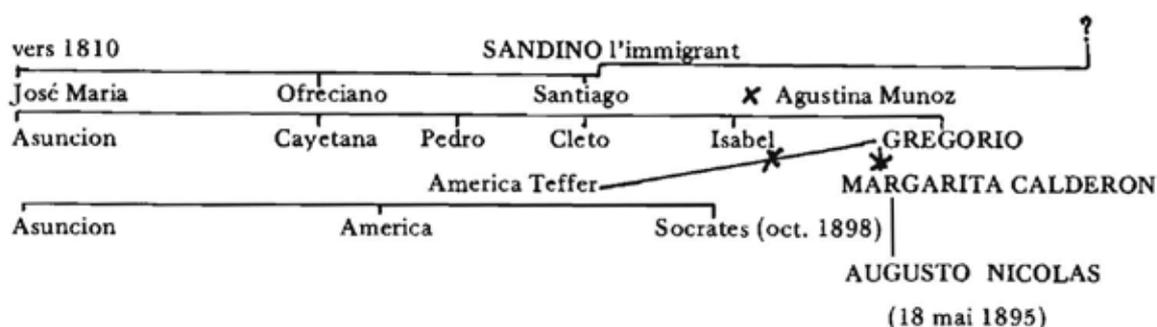
A neuf ans, s'opère la coupure, apparemment radicale, du lien affectif qui le liait encore à sa mère biologique. Margarita Calderon accepte d'aller vivre avec un homme, loin du village, à Grenade, mais le jeune Augusto refuse de la suivre. Acte qui témoigne doublement, et de la précocité de l'enfant, de son esprit d'indépendance (c'est lui qui décide de ne pas l'accompagner) et de l'immaturation de la mère qui abandonne un fils déjà orphelin pour suivre un amant. Il faudrait pouvoir expliquer ce premier rejet maternel, paradoxal par rapport à la relation précédente : amour filial déçu, jalousie de type œdipien à l'égard du «concurrent», dévalorisation de l'image maternelle chez un enfant mûri trop vite ? Une analyse psychanalytique pourrait peut-être élucider cette décision radicale par laquelle le fils semble «renoncer à la mère» qu'il a, jusqu'à présent, assumée. Premier acte de rupture spectaculaire que Sandino reproduira à plusieurs reprises dans d'autres circonstances ; volonté toujours un peu théâtrale de rupture et de mutation, recherche d'apaisement, fuite devant un sentiment d'échec...

A neuf ans, le voici véritablement orphelin, mais avec, toujours, cette volonté d'agir et de se battre ; s'il va vivre chez sa grand-mère maternelle, ce n'est pas parce que celle-ci accepte de le recueillir mais parce qu'il en a décidé ainsi ! (20) Substitut imparfait de la mère, la vieille femme «est des plus pauvres et travaille où elle peut». De son caractère, il ne dit rien; c'est donc qu'il n'en a rien retenu, ni en bien ni en mal. Pour l'enfant, le «ranchito» n'est qu'un abri provisoire qui offre un gîte fruste et une chiche nourriture. Pour lui, cette période se ramène à deux ans de solitude et de rumination mentale, sans qu'il baisse, pour autant, les bras : «Ma mère, au loin, avec une ribambelle de gosses, et mon père, marié avec une femme qui ne voulait même pas me voir... Dans mon raisonnement d'enfant, mais déjà sentimental, je pensais que la vie ne valait pas la peine d'être vécue... J'aurais pu être un vagabond, un criminel, et j'ai décidé de devenir quelqu'un...» (21)

II - L'ADOLESCENCE ET LA RELATION AU PERE.

A onze ans, Augusto Nicolas est recueilli par son père, Gregorio Sandino : tournant décisif pour un jeune garçon qui commence à rechercher dans un homme mûr un modèle d'identification. Jusqu'à la fin de sa vie, Augusto aura d'excellentes relations avec son géniteur, sans jamais exprimer la moindre amertume pour avoir été abandonné. Plus d'une fois, il exprime sa fierté d'appartenir à la lignée des Sandino, « qui occupe, et depuis fort longtemps, le premier rang dans l'histoire sociale (du village) de Niquinnihomo. » L'ancêtre nicaraguayen de la famille s'était installé dans la région sans doute vers 1810 ; en 1840, un de ses fils, Santiago, avait épousé une indienne, Agustina Munoz ; de leur union prolifique six enfants étaient nés, dont Gregorio, le père du révolutionnaire.

Esquisse de l'arbre généalogique d'Augusto Cesar Sandino



D'après : Maldito país, o.c. pp. 35-36.

Qui était ce Gregorio Sandino ?

Socialement, on peut le décrire comme un métis aisé. A soixante quatre ans, « il est encore l'homme le plus riche du village »... « Il avait hérité, confie Augusto à José Roman, de quelque argent, de terres de café et de maisons: » Deux ans avant la naissance d'Augusto, il avait arrondi son bien par son mariage avec une petite bourgeoise de province, dona America Teffer. Gregorio semble avoir été toujours attentif aux affaires et à l'argent ; c'est lui qui inculquera à Augusto le sens du commerce, et, de façon plus globale, celui des responsabilités en affaires : si l'on en croit une réponse d'Augusto à son père à propos d'une dette ancienne contractée auprès d'un certain Don Florencio, on ne badinait, chez les Sandino, ni avec l'argent ni, surtout, avec la réputation de la famille (22). Toute sa vie, le révolutionnaire gardera le sens du travail, de l'épargne et de l'honnêteté. Sur ce dernier point, Carleton Beals livre une observation significative : en mars 1928, Sandino met son point d'honneur à lui rappeler cette ligne de conduite. « On ne pourra jamais dire que Sandino se soit emparé de ce qui ne lui appartient pas en bien propre... Je n'ai jamais touché un seul centime qui ne fût mien. » (23)

Petit-fils d'immigrant espagnol et fils d'indienne, don Gregorio avait hérité des caractères phénotypiques du «ladino» (métis) : «petit et fort», il laisse apparaître, si l'on peut en juger par une photo jaunie de 1915, un visage pénétré de sérieux et de sérénité. (24)

Mais la personnalité du père d'Augusto reste difficilement pénétrable, vu l'absence d'information. Par son attitude à l'égard du fils naturel, Gregorio nous apparaît sensible et faible à la fois. Certes, comme tous les coqs de village déjà casés, il n'hésite pas à abandonner la jeune paysanne qu'il a engrossée, mais c'est pourtant lui qui ira faire la déclaration officielle de la naissance auprès de l'Officier Civil (et, dans ce petit village, une telle démarche pouvait signifier une reconnaissance implicite de l'enfant). Plus tard, c'est de manière spontanée, et sous l'effet d'un choc émotionnel profond, qu'il accepte de recueillir son fils à la maison. L'épisode a été raconté par Sandino lui-même : «Un jour, mort de faim et en guenilles, j'ai rencontré par hasard mon père dans la rue... Je me suis agrippé à lui, je l'ai interpellé en pleurs, mais avec énergie : «Dites-moi, Monsieur ! Suis-je bien réellement votre fils» Et mon père répondit : «Oui, fils, je suis bien ton père...» Les larmes lui jaillirent des yeux. Il me prit dans ses bras, m'embrassa avec force et longtemps... Et il m'emmena dans sa maison...» (25) Scène émouvante, digne des meilleurs feuilletons populaires du XIXe siècle qui éveille l'image d'un homme torturé et sensible essayant par une décision spectaculaire de rattraper «la faute irréparable»... Comment ne pas imaginer aussi que le père ait été intensément séduit pas l'aplomb et la dignité de cet enfant prématurément mûri qui le met en face de ses responsabilités ?...

Bien que sensible, Gregorio révèle aussi un caractère assez faible, subissant l'ascendant de son épouse que la même photo jaunie nous révèle comme une femme dominatrice (assise à côté de son époux, elle tient sa main repliée sur le bras de celui-ci en signe évident de possession). América Teffer semble avoir exercé une influence durable auprès de son mari; si elle accepte Augusto dans son foyer, c'est comme une tolérance, et presque à son corps défendant : «Ma marâtre me traitait plus mal qu'un domestique : malgré les sollicitations de Socrates — le demi-frère —, elle ne m'autorisa jamais à manger à la table familiale, me reléguant à la cuisine avec les domestiques.» (26) Pendant les huit années passées sous le toit familial, les relations avec la belle-mère ne semblent pas avoir été très bonnes, et c'est d'ailleurs à la suite d'un reproche formulé par celle-ci qu'Augusto fit une première fugue dans l'année 1916. Beaucoup plus tard, les relations entre ces deux êtres s'étaient nettement améliorées, mais sans jamais devenir excellentes. En 1930, à une époque où le nom de Sandino est déjà légendaire, Augusto adressa à sa marâtre une lettre depuis Mérida. Avec beaucoup de diplomatie, il y évoque des questions d'argent et des problèmes de famille. Il s'emploie aussi à faire vibrer la corde patriotique. Mais le ton général du message reste froid et respectueux. (27)

Autre caractéristique de la personnalité du père : sa filiation au parti

libéral. Dans un pays politiquement coupé en deux, où l'on naît libéral ou conservateur, le clan Sandino revendiquait son appartenance à la souche libérale. Augusto lui-même rappellera souvent cet héritage familial, et son discours révolutionnaire restera fidèlement marqué de références précises à la religion politique de son père...

Recueilli à l'âge de onze ans dans le foyer paternel, le jeune Augusto y restera jusqu'à l'âge de vingt ans : période importante qui lui permet de se socialiser progressivement tout en affirmant sa personnalité. Il se met à fréquenter plus ou moins régulièrement l'école du village, mais sans beaucoup d'intérêt : il préfère l'école buissonnière, passant de longues journées à jouer à la guerre — partout présente autour de lui — avec son demi-frère, Socrates. «J'étais alors un très mauvais élève... mon ignorance était proverbiale dans toute l'école...» Mais un peu plus tard, sous l'effet d'un choc émotionnel déclenché par une moquerie à son égard, il se met brutalement au travail : «Je me consacrais aux études avec une application obstinée et par amour-propre ; en peu de temps, j'étais devenu l'un des élèves les plus appliqués...» (28)

Vers treize ans, son père l'envoie dans un collège secondaire de Grenade où il semble n'être resté que deux à trois ans. (29) Sans doute y-a-t-il reçu quelques rudiments de calcul, utiles pour ses futures activités commerciales. Mais, dans l'ensemble, son niveau scolaire semble être assez sommaire lorsqu'il abandonne définitivement l'institution : les premières lettres que nous possédons de lui, écrites à vingt-six ans, laissent échapper, malgré la vivacité d'esprit et la légèreté naturelle d'un style parlé, quelques fautes d'orthographe et de syntaxe, autant de lacunes qui finiront par disparaître avec une pratique assidue de la lecture. Le passage à l'école n'a apparemment pas marqué profondément l'enfant Calderon-Sandino ; dans ses confidences à José Roman, il n'exprime aucun souvenir sentimental ou nostalgique lié à l'école ; même l'histoire nationale n'occupe qu'une place secondaire — si l'on excepte quelques dates symboliques associées à son combat — dans ses écrits ou dans ses confidences à des journalistes.

Dès son plus jeune âge, le jeune Augusto avait dû consacrer, comme beaucoup d'enfants pauvres, une grande partie de son temps aux travaux domestiques. Comme l'observe l'historien E. Torres, «c'était un employé de plus dans la propriété de son père... très tôt, il se rendit utile par son dynamisme, ses qualités physiques, son intelligence...» (30) Par sa vivacité et son intelligence, il se rend vite indispensable : «A mesure que je grandissais, j'aidais mon père dans la gestion de ses affaires... Grâce à mon appui, il parvint à contrôler le commerce des haricots de toute la région, et doubler bientôt son capital...» Cette habileté dans le commerce est confirmée par une autre confidence : «Encore enfant, j'ai contrôlé un capital de 15 à 20 000 dollars...» (31) Bientôt, il met sur pied une affaire personnelle de commerce de grains qui, à force d'énergie et d'habileté, finit par prospérer : «Je commerçais avec les villages environnants, avec Managua et Grenade. Mon petit capital allait en augmentant. En outre,

les personnes avec lesquelles je traitais me faisaient rapidement confiance.»

Cette activité avait été interrompue à l'âge de seize ans, après une violente altercation avec sa marâtre ; toujours très hostile, celle-ci lui aurait reproché sur un ton très brutal l'achat inconsidéré d'un chapeau (acquis, selon ses dires, avec son propre argent) : pendant près d'une année, il abandonne le foyer d'adoption pour s'enfuir vers le Sud ; pendant quatre mois, il travailla et «économisa» dans une «hacienda», avant de gagner San Juan del Sur, sur la frontière avec le Costa Rica. De là, il s'embarqua sur plusieurs navires comme mécanicien improvisé, découvrant plusieurs pays de la Més-Amérique.

Le séjour chez son père a représenté pour Augusto une réelle possibilité d'insertion familiale ; garçon sensible, il recherche, et semble trouver autour de lui, la chaleur de l'amitié ; à l'exception de sa belle-mère, froide et distante, les membres du clan familial semblent avoir été séduits par sa sensibilité, sa fraîcheur, sa disponibilité. Très vite, il s'impose par son talent et sa vivacité, et son demi-frère Socrates subit son ascendant, aussi bien à l'école que dans la vie familiale : c'est au «fils de l'amour» et non au fils légitime que le père finit par confier la gestion de ses propres affaires.

Mais le temps de l'adolescence et du passage à l'âge adulte ne se déroule pas sans orages. Dans les souvenirs qu'il confiera plus tard à José Roman, Augusto Sandino s'attarde avec complaisance sur ses premières amours : «Pour moi, ce fut terrible. L'amour me posséda corps et âme, m'obsédant jusqu'à la folie. (Elle) me faisait rêver et m'apportait la joie, le plaisir et la souffrance... Mon amour pour elle était un trésor que je n'aurais jamais confié à personne... Je l'aimais profondément, en secret, de manière platonique.» (32) A trente huit ans, il s'attendrit encore sur le souvenir d'une première passion, Mercedes Sandino, une cousine du côté paternel à laquelle il restera longtemps fidèle : en 1920, au moment de son départ inattendu du village, il devait l'épouser. En 1921 et 1922, il lui envoie de son exil amer des lettres tendres et naïves qui trahissent un attachement encore réel ; en 1926, au moment de son retour définitif au pays, il espère encore après six ans de séparation, pouvoir l'épouser. (33)

Mais, dans ce pays latin, la passion platonique pour une jeune cousine portant le nom de son père, ne supposait peut-être pas une fidélité absolue. Une certaine rumeur publique l'accusait de courtiser, en même temps — et à un mois de son futur mariage — une jeune veuve, sœur d'un certain Dagoberto Rivas, avec lequel il entretenait jusque-là «de bonnes relations d'amitié et de commerce.» Naturellement, il s'en défendait avec indignation, mais, comme dans toute société conventionnelle où les rapports amoureux restaient très codés, de tels ragots conduisaient à déconsidérer la femme et à remettre en cause l'honneur de l'homme soupçonné de donner, en même temps, deux fois sa parole. Le frère de la dame offensée en tira ombrage : il le provoqua par des propos injurieux en

pleine messe dominicale ; alors, sans réfléchir (et l'on retrouve ici le passionné), Augusto sortit son pistolet au moment de l'élévation ! — blesant l'offenseur à la cuisse. Scandale à la mesure du lieu et du moment sacrés ; affolement rétrospectif pour les conséquences possibles de cet acte : il n'en fallait pas plus pour qu'Augusto se résolût à la fuite, à quelques jours seulement de son mariage. Cet épisode dramatique et son issue vont marquer à jamais le futur révolutionnaire ; après avoir essayé de jouer le jeu social par l'école, par le travail et par le mariage, le voici qui échoue si près du but. Désormais condamné à l'exil ou à la prison, il ne peut plus rêver d'une insertion « normale » au sein du microcosme de Niquinihomo. Dès cette époque — nous sommes en 1920 —, il devient un marginal, et il le restera toute sa vie.

III - L'ERRANCE.

Pendant plus de six ans, si l'on excepte un bref retour clandestin en juillet 1921 (34), Augusto Calderon Sandino vit hors du Nicaragua ; exil volontaire, mais tourmenté qui le transforme moralement et l'éveille politiquement. Les témoignages directs sur cette longue période d'absence sont très rares : Sergio Ramirez n'a pu retrouver de lui que trois lettres, écrites dans les deux premières années, l'une à son père et les deux autres à sa fiancée, Maria Mercedes Sandino.

Après son départ précipité de Niquinihomo et un bref séjour à Bluefields, sur la Côte Atlantique, Augusto se dirige vers le Nord, passe la frontière et s'installe au Honduras pendant près de trois années. Il travaille au lieu-dit « La Ceiba-Dutuville » dans des plantations et une usine de raffinage de sucre, la « Montecristo », propriétés de l'« Honduras Sugar and Distilling Cy ». Premier contact difficile avec l'administration yankee : employé comme chef de patrouille d'une unité de réparations des chemins et des baraquements de la société, il y aurait subi une vexation humiliante de la part d'un ingénieur nord-américain. (35)

De la centrale sucrière de Montecristo, Augusto expédie à son père en 1922 une lettre empreinte de nostalgie ; l'exilé volontaire s'y présente comme prisonnier d'un monde malsain et corrompu. Sa condition matérielle y est décrite comme précaire et il y exprime le désir de fuir, au plus vite, vers un monde plus « civilisé » :

« Certes, on gagne ici beaucoup d'argent, mais ce ne sont que soupirs et larmes... La vie qu'on y mène est tout-à-fait bohème, le climat y est mauvais, les maladies fréquentes, et les passions excessives empêchent qu'on y fasse de l'argent... (36) Sans argent, on n'obtient rien du tout... Ils se comptent par milliers ceux qui voudraient retourner chez eux... Mais c'est sans espoir car ils gaspillent les centaines de dollars qu'ils gagnent. Cette vie-là ne vaut rien pour un homme qui cherche à se distinguer ». Et il signe : « Votre infatigable, mais malchanceux Augusto. » (37)

Mais, si la vie du travailleur émigré est difficile et triste, elle est aussi très enrichissante au niveau de l'expérience personnelle. Dans une autre

lettre adressée à «Marita» Sandino, sa fiancée lointaine et muette, il confie : «Cette période a été pour moi une année d'innombrables aventures ; ni toi ni ceux qui ne s'y sont pas lancés ne peuvent comprendre combien est rude la route de l'aventure. Il ne faut pas prendre ce mot d'aventurier dans le mauvais sens, car quiconque, sous la pression des circonstances, peut être obligé de le devenir. Mais tu dois comprendre que celui qui s'est lancé sur de tels chemins est quatre fois plus fort que celui qui, vivant dans l'opulence, tel un petit oiseau fragile, n'a jamais quitté son nid.. »(38)

Derrière le ton légèrement supérieur à l'égard de la tendre cousine qu'il s'efforce de séduire, Sandino exprime aussi la réalité brutale de l'exil qui semble l'avoir endurci. Sa condition de travailleur émigré dans une société yankee, la précarité des conditions de vie dans un pays difficile, où l'argent est toute la mesure des rapports sociaux, l'ont incontestablement mûri. Le contact avec une autre terre et d'autres compagnons d'infortune venus d'horizons différents lui ont également ouvert l'esprit : il se sent désormais «quatre fois plus homme», différent du jeune homme violent et inexpérimenté qu'il avait été jusqu'alors.

Dans le courant de l'année 1923, il réussit à quitter le Honduras pour le Guatemala, après «une affaire de jupons» (39). Le prétexte est vraisemblable car, pour un garçon sensible et délicat, l'ambiance de lupanar des baraquements de la plantation ne devait guère convenir ; il n'est pas impossible qu'après trois ans de séparation et de solitude, Augusto se soit lancé avec fougue dans une aventure sentimentale qui ne pourrait être qu'un prétexte puisqu'un an auparavant, il avait clairement exprimé à son père sa détermination de fuir au plus tôt : «J'ai réussi à rassembler quelques sous avec le rêve de pouvoir partir vers des terres plus civilisées... Je fais tout pour partir le plus rapidement possible.» (40)

Au Guatemala, il ne restera que quelques mois, d'abord à Puerto-Barrios, port bananier de la Mer des Antilles, puis à Quiriga, centre de l'antique culture maya, et, pour l'heure, siège d'une importante bananeraie de la «United Fruit Cy», où il est, à nouveau, embauché comme machiniste. (41) Nous ne savons rien de ce séjour qui, en tout état de cause, devait beaucoup ressembler au précédent par les conditions de travail et l'absence de toute perspective. Aussi, dès la fin de 1923, quitte-t-il le Guatemala, et, poursuivant son errance, remonte vers le Mexique où il va s'installer pour deux années. Faut-il rappeler que la Révolution mexicaine, bien que normalisée depuis quelques années, ne cessait d'attirer sur elle tous les projecteurs de l'actualité ? Déjà, lors de sa fugue d'adolescent, Augusto avait eu, par deux fois, l'occasion de s'arrêter en terre mexicaine au moment de l'explosion agrariste ; sans doute avait-il gardé des souvenirs plus ou moins embellis de cette épopée...

Au Mexique, il poursuit sa vie vagabonde ; en deux ans, il change plusieurs fois d'activité et de lieu de séjour : d'abord mineur dans le Durango et le Hidalgo, il passe par Mexico D.F. où il travaille un temps dans un atelier, avant de repartir vers le Golfe où il est recruté pendant deux mois par une maison de commerce de Veracruz ; il finit par s'installer plus au

Nord, près de Tampico, à «Cerro Azul», propriété d'une autre société nord-américaine, la «Huasteca Petroleum Cy» (42). Il y exerce des talents divers : magasinier, ouvrier de forage, mécanicien-tourneur (43). Il finit par devenir gérant grossiste d'une station d'essence, ce qui lui permet, après des années de «vache maigre», de recommencer à gagner de l'argent : «Grâce à mon sens de l'épargne et à mon genre de vie simple, j'avais réussi à économiser une bonne somme d'argent, avec laquelle je pensais retourner (au Nicaragua) pour y épouser ma cousine Mercedes et monter une affaire à Managua.» (44)

Bien qu'il ne s'exprime guère sur ce point, Sandino n'a pas pu ne pas être marqué par son séjour mexicain. Agé de près de trente ans, intelligent et curieux, il s'informe en lisant les journaux ; il a dû aussi rencontrer sur ses lieux de travail des militants syndicalistes ou anarchistes, nombreux dans cette région pétrolière. Le Mexique du milieu des années «vingt» reste encore un pays fascinant où l'«institutionnalisation» de la Révolution n'exclut pas un certain prolongement des idées de changement social et de nationalisme. En fait, le Mexique des années «vingt» est un lieu de fermentation idéologique où les idées et les mouvements sociaux se croisent, s'opposent ou se compénètrent : libéralisme bourgeois, progressisme modéré, anarcho-syndicalisme d'inspiration socialiste, nationalisme économique, yankeephobie (après l'invasion des «marines» à Veracruz, en 1914, et à la frontière du Rio Grande en 1918). Le Mexique offrait tout cela au regard curieux du jeune Sandino. Le Ministre de l'Instruction Publique, José Vasconcelos, avait pu écrire que le Mexique révolutionnaire avait été «l'emporium pédagogique de l'Amérique latine» — comme Cuba le sera dans les années «soixante». Le contraste entre l'agitation sociale et politique du pays d'accueil et l'immobilisme du Nicaragua ne pouvait que choquer Augusto Sandino...

Or, voici qu'au milieu de l'année 1926, il décide brutalement de retourner au pays. A ce retour précipité, l'historiographie officielle du mouvement sandiniste donne une explication de type patriotique en rappelant une anecdote «exemplaire» : un compagnon mexicain de Sandino aurait injurié l'honneur national en clamant bien haut, sous l'effet de la boisson, que tous les Nicaraguayens étaient des «traîtres à leur patrie» («vende-patria»). Cette affront aurait agi comme un détonateur sur l'esprit passionné de Sandino : «Cette phrase m'a travaillé toute la nuit.. Si une telle accusation m'était faite, c'est que j'étais, à l'égal des autres Nicaraguayens, coupable d'un manque de patriotisme.» (45)

Sans pour autant contester le fait, rapporté par Sandino lui-même, on est en droit de se demander si cet épisode a bien été la seule motivation du retour. Il semble utile de le replacer dans un contexte plus global où interfèrent plusieurs éléments comme le début de la guerre civile au Nicaragua entre Conservateurs et Libéraux, mais aussi la psychologie déroutante de notre personnage.

Au Nicaragua, les événements s'étaient précipités depuis l'année précédente. Après l'arrivée au pouvoir, en janvier 1925 du tandem de coalition,

Carlos Solorzano, président conservateur, et Juan Bautista Sacasa, vice-président libéral, les troupes d'occupation nord-américaines, stationnées depuis quinze ans au Nicaragua, avaient abandonné le pays quelques mois plus tard. Mais dès septembre, un autre Conservateur, Emiliano Chamorro, manœuvra pour obtenir la démission de Solorzano et se fit élire par un parlement fantoche. Ce coup d'État sans violence avait aussi abouti à l'élimination du Vice-Président, ce qui déclencha une révolte armée d'un autre leader du parti libéral, un certain Beltran Sandoval. Les premiers épisodes de cette rébellion, qui éclate au début du mois de mai sur la côte atlantique, sont naturellement repris par la presse mexicaine. C'est alors qu'à la lecture de ces nouvelles, Augusto Sandino exprime à ses compagnons de travail son intention de retourner au pays pour se battre en faveur de son parti dont il souligne la lutte anti-impérialiste. Mais celle-ci n'était pas sans ambiguïté.

Anti-impérialiste, le parti libéral l'était seulement dans la mesure où les Nord-Américains appuyaient le parti adverse, présenté comme le parti de l'étranger. Pendant toute la durée de la « guerre constitutionnaliste » (mai 1926 - mai 1927), les Libéraux s'opposèrent effectivement aux Conservateurs, mais la position officielle de Washington était loin d'être simple. Certes, au niveau des apparences, le Gouvernement nord-américain semblait condamner le recours à la violence des Libéraux : « préoccupé de la défense de la vie et des intérêts nord-américains au Nicaragua », il avait, au départ, fait pression contre les Libéraux en envoyant une force navale au port de Bluefields, proclamée « zone neutre ». Mais, très vite, on se rendit compte que Washington souhaitait, au fond, la victoire des forces libérales susceptibles de mieux garantir, à long terme, les intérêts nord-américains dans le pays. Par ailleurs, l'image du « caudillo » n'était pas très bonne à l'ambassade américaine, qui commença à intriguer contre lui. (46)

Certes, par manque d'information, Augusto Sandino ne pouvait alors deviner tout le jeu diplomatique yankee dans cette phase initiale de la guerre civile. Mais il aurait pu se rendre compte assez rapidement que le caractère « anti-impérialiste » du combat libéral n'était pas très évident : les leaders du parti se battaient, d'abord, pour renverser Chamorro et redonner le pouvoir au Vice-Président Sacasa. Par ailleurs, ils ne protestèrent jamais contre la présence militaire yankee le long des deux côtés du pays ou contre celle de hauts fonctionnaires de l'administration nord-américaine dans les douanes.

On peut donc supposer qu'à ce moment de sa vie, Sandino n'a qu'une vision très lointaine de la politique : sa décision de revenir au Nicaragua ne s'appuie pas sur une analyse approfondie de la situation générale, et, en particulier, de la position réelle des forces en présence par rapport à l'« impérialisme américain ». On a plutôt l'impression que sa décision est le fruit d'un « coup de tête » où le « patriotisme de parti » a pu jouer un grand rôle.

Mais, encore une fois, cette explication ne nous semble pas suffisante.

N'oublions pas qu'Augusto vient de passer près de six ans à l'extérieur du Nicaragua. De son aveu, il était alors «malade de nostalgie». (47) Peut-être, recherchait-il inconsciemment un prétexte pour retourner au pays. Ne dit-il pas lui-même qu'il «partit sans idée précise, sans raison déterminée, attiré par une force magnétique, aveugle et irrésistible» ? (48) Certains ont commenté cette phrase dans le sens patriotique : «la» force magnétique ne serait pas autre chose que le nationalisme viscéral du futur guérillero... Mais rien ne nous interdit de penser qu'il pourrait s'agir aussi d'un «mal du pays», mélancolique et obsédant.

D'ailleurs son itinéraire suggère bien qu'il n'avait guère d'intention belliqueuse. Dès son départ, soit moins de quinze jours après le déclenchement de la guerre civile, il affiche l'intention de revenir à Niquinohomo, son village natal. «Le quinze mai, je débarquai à Veracruz. De là, je partis en train pour le Guatemala, puis je passai au Salvador et au Nicaragua. Je me dirigeai vers mon village lorsqu'un ami m'en dissuada en m'apprenant que Dagoberto Rivas (l'homme qu'il avait blessé, en 1920, dans l'église) était maire du village et partisan du Conservateur Chamorro... Je décidai donc de rester dans la ville de Leon...» (49)

Si ce témoignage est authentique, il confirme bien qu'à son retour au pays natal, Sandino n'avait aucun projet révolutionnaire bien précis. S'il avait voulu se battre, il ne serait pas rentré par le Salvador, mais par le Honduras et la Côte atlantique (son itinéraire de départ !) où avait justement éclaté la «révolution constitutionnaliste»...

A Leon, il se met à la recherche de travail et, bientôt, rencontre un groupe d'ouvriers en chômage qui se préparaient à partir pour les mines de San Albino où ils espéraient trouver de l'embauche. Il se joint à eux, et, sur place, réussit à se faire employer comme magasinier. Nous sommes au début du mois de juillet 1926, et la guerre civile a éclaté depuis deux mois... C'est seulement en octobre de la même année qu'il se met à la tête d'une colonne de quelques dizaines d'ouvriers, au service de la Révolution libérale...

La biographie est un art bien difficile, et même aléatoire, dans la mesure où il s'agit de combiner les conditions générales d'une époque et les facteurs propres à une personnalité. S'agissant de Sandino, le risque d'erreur est aggravé par la médiocre information dont nous disposons sur cette époque capitale de l'enfance et de l'adolescence. Si l'on veut s'en tenir aux faits avérés, on retiendra la pauvreté matérielle et psychologique du côté de la mère, le statut social et le niveau culturel plus élevés de la famille paternelle, le milieu politique libéral auquel Sandino a été mêlé par son père. Si son instruction scolaire a été faible, son expérience personnelle s'est considérablement enrichie pendant son long exil...

Mais remarquons bien que tous ces facteurs combinés ne suffisent pas à rendre compte de la vocation finale de Sandino. D'autres éléments que nous maîtrisons mal devraient aussi être pris en considération, comme l'effet psychologique de sa bâtardise sur sa personnalité, ou son carac-

rière profondément sensible, intuitif, imprévisible. Il faut, à ce propos, rappeler la mémorable soirée de mai 1926 où l'accusation de « traître à la patrie », adressée à tous les Nicaraguayens, a, chez lui, un retentissement psychologique. On peut se demander si, à ce moment-là, l'image de la patrie humiliée (version du discours libéral) ne s'est pas substituée à celle de sa mère déshonorée :

« J'ai pensé que si l'on avait attaqué l'honneur de ma mère, j'aurais pu alléger ma conscience en invoquant la force du destin ; mais en m'appelant « traître à la patrie », on m'accusait de manquer d'amour pour mon pays... » (*Maldito país*, p. 49). Ainsi, c'est Sandino lui-même qui nous invite à esquisser un parallèle entre l'amour filial et l'amour patriotique : c'est une ardente obligation de défendre l'honneur de la patrie, alors qu'on n'est pas obligé de le faire quand il s'agit de l'honneur maternel, car on ne choisit pas sa mère : c'est le destin qui vous l'impose... Dans le cas si particulier d'un bâtard, la référence à la « force du destin », à la fatalité de la naissance prend tout son poids. Serait-il si hasardeux d'émettre une hypothèse en guise de conclusion ? Face à la réalité triviale de sa naissance illégitime, Augusto Calderon Sandino, aurait préféré, par un acte volontaire, « choisir » l'amour ô combien pur et désintéressé, de la mère-patrie. Mais, en 1926, le processus de transfert n'est qu'une première révélation qui ne fera que s'accroître au fil des années.

NOTES

(1) *50 años de lucha sandinista*, Managua, 1979, p. 23.

(2) Dans *La Prensa* de Managua du 25.11.1979.

(3) « El regreso a Nicaragua », in Sergio Ramirez. *El pensamiento vivo de Sandino*. Managua, 1983, p. 98.

(4) idem, p. 97.

(5) Les historiens Nicolas Leonoi et Semion Gonianski passent sous silence la naissance illégitime du jeune Augusto, alors qu'ils rappellent la profession du père « éleveur et planteur de café ». In *Nicaragua : glorioso camino a la victoria, Estudios de Científicos Soviéticos*, Académie des Sciences de l'URSS, 1981, pp. 43 sq.

(6) *El pequeño Ejército loco*, M., 1983, p. 152.

(7) On peut citer : Antología Bibliográfica. *Sandino : el Rebelde de América*, Éd. Monimbo, 1979, 2e éd., 208 p. Edelberto Torres. *Sandino y sus pares*, Éd. Nueva Nicaragua, 1983, 810 p. José Roman. *Maldito país*, 1979 (1933), 200 p. Gregorio Selser. *El pequeño Ejército loco*, Nueva Nicaragua, 1983, 414 p. et *Sandino, General de Hombre libres*. Cuba, 1968, tome I.

(8) In Edelberto Torres, o.c., 1983, p. 23.

(9) Le premier l'a interviewé en 1927, le second en 1933. Voir : *Banana Gold*, 1982 (1933), o.c., p. 82 et *Maldito país*, 1979 (1933), o.c., p. 36.

(10) *Maldito país*, o.c., p. 35.

(11) Id. ibid., p. 36.

(12) Son père l'avait ainsi déclaré : « Augusto Nicolas, fils naturel de Margerita Calderon », in Ed. Torres, o.c., 1983, p. 23.

(13) Sergio Ramirez. *El pensamiento vivo*, o.c., pp. 89 et 236.

(14) « La mère, dans sa détresse, vivait avec des maris de passage qui se contentaient de marquer leur présence par un enfant de plus ». In *Sandino y sus pares*, o.c., 1983, p. 14.

- (15) Cf. l'ouvrage de Michel Lemay *J'ai mal à ma mère*, Fleurus, 1979. Ce psychiatre examine dans cet ouvrage les séquelles des carences affectives de la première enfance.
- (16) Alain Rideau, «La psychologie de l'enfant», in *La psychologie de A à Z*, Paris, 1971, p. 219.
- (17) *Maldito país*, o.c., p. 36.
- (18) *Maldito país*, o.c., pp. 36-37.
- (19) On retrouve dans cette description le vieux système de l'engagement de travail «engancho» contre une avance de salaire. Ce contrat, souvent écrit, conduisait le souscripteur à s'engager indéfiniment avec le même propriétaire, dans l'incapacité qu'il était à rembourser les avances...
- (19 bis) *Maldito país*, o.c., p. 38.
- (20) *Maldito país*, o.c., p. 39.
- (21) *Maldito país*, o.c., p. 39.
- (22) Sergio Ramirez. *El pensamiento vivo*, o.c., 1983, p. 91.
- (23) D'après *Soberania*, janvier-février 1984, p. 15.
- (24) Sergio Ramirez. *El muchacho de Niquinihomo*, Managua, Departamento de Propaganda, 1981, p. 20.
- (25) *Maldito país*, o.c., p. 39.
- (26) Id., p. 41.
- (27) In Sergio Ramirez, *El pensamiento vivo de Sandino*, o.c., p. 358-60.
- (28) *Maldito país*, o.c., p. 40.
- (29) Semion Gonionski évoque seulement — sans donner sa source — le moment où son père le retire de l'école de Grenade... afin d'aider la famille au travail. In *Estudios de Cientificos Sovieticos : Nicaragua : glorioso camino a la Victoria*. Acad. des Sciences de l'URSS, 1981, pp. 56 sq.
- (30) *Sandino y sus pares*, o.c., pp. 16-17.
- (31) *Maldito país*, o.c., p. 40 et C. Beals, in *Soberania*, janv.-fév. 1984, p. 15.
- (32) *Maldito país*, o.c., pp. 40-41.
- (33) Sergio Ramirez, *Sandino*, o.c., 1983, pp. 87/89 et 93/95. José Roman, *Maldito país*, o.c., p. 48.
- (34) Une seule nuit, Augusto est revenu à Niquinihomo pour saluer sa mère, son père, son ami Fernando, mais surtout pour essayer de rassurer sa fiancée, choquée par la tragédie de l'année précédente. Il a vainement essayé de la rencontrer pour lui expliquer sa version des faits, et dans la lettre qu'il lui adresse, il lui fait part de sa tristesse d'incompris mais aussi de la chaleur de ses sentiments. In Sergio Ramirez, o.c., pp. 87-89.
- (35) L'incident a été rapporté par un certain David Barboza, compagnon de travail de Sandino à la Ceiba. In Edelberto Torres, o.c., p. 27.
- (36) En contraste, Augusto s'est toujours plu à souligner ses qualités «naturelles» de travail, d'honnêteté et de moralité. Dans cette même lettre de 1922, il condamne implicitement «la vie bohème» des ouvriers, «livrés à leurs passions désordonnées» et dénonce «les innombrables gargotes et tripots» de la Ceiba. (In Sergio Ramirez, o.c., p. 93). Plus tard, il vantera à José Roman son «sens de l'économie» et son «absence de vices» (In *Maldito país*, o.c., p. 48).
- (37) Sergio Ramirez, o.c., p. 92.
- (38) Id. *ibid.*, p. 94.
- (39) *Maldito país*, o.c., p. 48.
- (40) «Lettre à don Gregorio», in Sergio Ramirez, o.c., p. 91.
- (41) Edelberto Torres. *Sandino y sus pares*, o.c., p. 27.
- (42) Emigdio Maraboto. *Sandino ante el Coloso*, 1929, p. 9.
- (43) «Dans la branche mécanique, je m'y connais assez ; en outre, je suis assez bon tourneur, profession que je n'ai pourtant jamais réellement apprise. In *Maldito país*, o.c., p. 48.
- (44) Id., p. 48.
- (45) Id., p. 48.

(46) Departamento de Ciencias Sociales, Unan. *Apuntes de Historia de Nicaragua*, Managua, 1982, p. 85.

(47) *Maldito país*, o.c., p. 48.

(48) Id., p. 49.

(49) Id., p. 49.

RÉSUMÉ

Pierre Vayssière : «Sandino avant le sandinisme» (1895-1926).

Les trente premières années de la vie de Sandino sont mal connues. Grâce au recoupement de plusieurs témoignages, Pierre Vayssière s'attache à tracer les principaux moments de l'enfance et de l'adolescence du héros révolutionnaire. Comme en tout héros, la vie de Sandino est devenue un mythe. Mieux comprendre la psychologie profonde du jeune homme, mieux connaître l'évolution de sa personnalité, y compris en utilisant les schémas de la psychanalyse, présentent un risque de désacralisation. Faut-il pour autant entreprendre de telles recherches ? L'auteur de cet article a choisi. Puisse cette esquisse biographique aider à sortir des sentiers battus...

Pierre Vayssière : «Sandino antes del sandinismo» (1895-1926).

Muy poco se sabe respecto a los treinta primeros años de la vida de Sandino. Pero gracias al trabajo de Pierre Vayssière quien ha ido atando cabos entre varios testimonios, se pueden extraer los principales momentos de la infancia y de la adolescencia del héroe revolucionario. Como le ocurre a todo héroe, la vida de Sandino se ha convertido en un mito. De ahí que al querer comprender mejor la sicología del joven muchacho y la evolución de su personalidad, siguiendo los esquemas que establece el psicoanálisis, se corre el riesgo de «desacralizar» al personaje ? No se debería entonces emprender tales investigaciones ? A sabiendas, Pierre Vayssière ha decidido adentrarse por ese análisis. Sirva ese esbozo biográfico de intento para salirse de los caminos trillados...

Pierre Vayssière : «Sandino antes do sandinismo» (1895-1926).

Os trinta primeiros anos da vida de Sandino são mal conhecidos. Através da confrontação de testemunhos, Pierre Vayssière procura traçar os principais momentos da infância e da adolescência deste herói revolucionário. Como todo herói, a vida de Sandino transformou-se em mito. Compreender melhor a psicologia profunda do jovem Sandino, conhecer mais detalhadamente a evolução de sua personalidade — utilizando inclusive os esquemas da psicanálise — apresentam um risco de dessacralização. Deve-se, por isso, não realizar tais pesquisas ? O autor deste artigo fez sua escolha. Possa este esboço biográfico nos auxiliar a sair dos caminhos já batidos...

Pierre Vayssière : «Sandino before the sandinism» (1895-1926).

The first party years of Sandino's life are little known. Thanks to the building up of several accounts, Pierre Vayssière sets out to trace the principle periods of the childhood and adolescence of the revolutionary hero. As is the case with all Sandino's life has become mythical. To obtain a better understanding of the inner psychology of the young man, of the evolution of his personality, and to adopt psychoanalytical models poses the risk of being sacrilegious. But does it mean that such studies should not be undertaken ? The author of this article has made his decision. That his biographical sketch may help to open new horizons...

PROBLÈMES STRATÉGIQUES ET POLITIQUES DE LA FRONTIÈRE NORD DU NICARAGUA

Michel Foucher*

Le destin politique du Nicaragua depuis bientôt soixante ans se jouerait-il autant dans les régions frontalières du nord qu'à Managua ou à... Washington ? Il est en effet étonnant et paradoxal de constater qu'à chacune des périodes critiques qui ont marqué une étape historique importante, une « bifurcation », dans l'évolution du pays, l'issue des luttes menées sur les terrains situés dans le Nord, à proximité de l'aire frontalière, a été déterminante. On sait que la région des Segovias et les secteurs de la rive droite du rio Coco furent le terrain de la lutte du général Sandino de 1927 à 1933. Contradictoirement, c'est sur la « reconquête » de ces mêmes espaces que Somoza fonda sa fortune politique ; ce fut ensuite dans « la montana », soit le département de Jinotega et le nord de celui de Matagalpa, que, durant dix années de 1967 à 1977, le Front Sandiniste de Libération Nationale procéda à l'accumulation de ses forces dans ce qui était d'abord un foyer classique avant d'évoluer comme base géographique initiale de la stratégie de « guerre populaire prolongée » ; ce fut dans les mêmes Segovias que le puissant « Frente Norte Carlos Fonseca » (1977-1979), fut établi, appuyé sur le Honduras, élément clé de la stratégie militaire du FSLN en liaison avec les autres fronts. Ces divers espaces de guérilla furent disputés durant les mêmes périodes par la Garde Nationale qui y recrutait et souvent s'y fixait. Enfin, depuis 1982, l'aire frontalière du rio Coco comme les départements du nord sont le cadre de graves tensions aux origines diverses, internes autant qu'externes, de sorte que l'ancienne armée de guérilla doit aujourd'hui, pour défendre l'acquis politique, mener une guerre de contre-guérilla, dans des espaces qui, paradoxalement, coïncident largement avec ceux utilisés par le FSLN avant juillet 1979. Bref, on se doit de noter une certaine permanence des lieux « où ça se passe », même s'il convient aussitôt de repérer ce qui, à plusieurs niveaux d'analyse, est spécifique de chaque période critique.

Les différentes séquences historiques sont examinées ici dans une perspective « géographique ». Bien entendu une perspective n'est pas exclusive, mais complémentaire d'autres approches, dont les apports font l'objet des autres articles de ce dossier. Indiquer, comme il est tenté ici, ce qu'en géographe, on peut dire sur l'importance politique et stratégique de certaines parties de l'espace du Nicaragua, ne revient pas à affirmer que le

* Géographe, Université de Lyon II, membre du comité de rédaction de la revue *Hérodote*.

destin de cet État soit inscrit dans sa «géographie», au sens restrictif que l'on persiste à donner à ce terme dans les media comme dans les milieux intellectuels. Même si, à l'échelle des ensembles spatiaux de première grandeur, on doit bien constater que la qualité de la «position» isthmique du pays n'est pas sans rapport avec ses malheurs passés. Par exemple, les «effets néfastes de la position géographique» du Nicaragua sont évoqués en introduction de la plupart des ouvrages latino-américains publiés ou réédités depuis 1979 sur ce pays, ce qui en réalité ne fait que reprendre et prolonger la vision nord-américaine de cet espace, dont le destin serait ainsi définitivement surdéterminé et sacrifié sur l'autel des impératifs de la sécurité impériale : hier la sauvegarde d'une option alternative à Panama ; aujourd'hui la tentative de résorption d'une plateforme d'«insécurité» en Amérique limitrophe.

Dans la gamme des échelles d'analyse — que l'on peut comparer à des focales — utilisables, celles qui sont retenues ici ont pour fonction d'observer des configurations spatiales de deuxième et troisième grandeurs, soit l'espace national en entier d'une part et les régions frontalières septentrionales d'autre part. L'auteur n'ignore pas le rôle prédominant des forces jouant à l'échelle des ensembles de première grandeur — ceux où, aujourd'hui comme hier et avant-hier, se déploie l'implication des responsables politiques des États-Unis dans les affaires des États de la «Méditerranée américaine» et ceux où se profilent, dans une bien moindre mesure et depuis beaucoup moins longtemps mais de manière désormais plus affirmée, les ambitions des États communistes rivaux de l'Empire américain décidés à battre en brèche la doctrine du «fatalisme géographique» —, mais est-ce la seule instance, le seul niveau d'analyse de «situations» géopolitiques plus complexes ? Ce niveau n'est pas oublié ou négligé (1) ; il n'est pris en compte qu'en tant qu'il se traduit plus concrètement sur les divers terrains envisagés. Car les stratégies de grande envergure se déroulent sur des terrains concrets, de taille plus petite, théâtres où se livrent des «batailles» qui décident des issues plus globales (exemples, la Sierra Maestra ou, à l'inverse, la Baie des Cochons, la région de Camiri en Bolivie ou le département d'Ayacucho au Pérou). De même, il est utile de rappeler que les intérêts économiques américains ou canadiens au Nicaragua dans le premier tiers du siècle, éléments manifestes d'un processus impérialiste plus global, étaient localisés dans tel et tel endroit (mines, ports, plantations), ce qui seul importait pour la guérilla de Sandino dans le cadre de ses «buts de guerre». C'est en s'emparant des livres de compte de telle compagnie minière qu'il pouvait faire connaître, à l'extérieur, la réalité de la forme d'exploitation qu'il dénonçait.

Or, les terrains concrets où «ça se passe», où «ça se joue», sont moins observables à l'échelle des constructions impériales qu'à celle du territoire national et des sous-ensembles spatiaux qui le composent. En effet, ce qui se passe durant les «périodes critiques» se déroule le plus souvent, au moins initialement, sur des terrains concrets d'extension restreinte : Sandino a fait des choix, dans l'ordre stratégique (le nord, le nord-est)

comme dans l'ordre tactique (telle garnison, tel cerro, tel appui au Honduras). Sa lutte n'en a pas moins eu une incontestable portée nationale et «trans-nationale». Inversement, comme il n'avait pas à lutter partout, dans tous les départements, les traces qu'il a laissées sont restées plus profondes ici que là. Que se passa-t-il ensuite dans ces régions lorsqu'elles firent l'objet d'une campagne de «pacification» brutale, puis lorsqu'un mouvement révolutionnaire sollicita la mémoire populaire, une quarantaine d'années plus tard ? Ce type de questions, auquel il n'est pas facile de répondre, vise à mettre l'accent sur le rôle de ce qu'on peut appeler les *configurations géopolitiques locales et infra-nationales*. Celles-ci résultent de la combinaison d'éléments de nature et de rythme d'évolution très différenciés : les conditions topographiques et pédologiques et les formations végétales — les «terrains» physiques —, mais aussi les «terrains» socio-politiques, déterminés par la nature ethnique du peuplement et sa répartition, par les structures agraires et leurs effets dans les comportements politiques, par le degré d'articulation des diverses régions à l'espace national, par le tracé des frontières et leur degré de réalité pour les populations et l'État, et enfin par l'histoire particulière de chaque région et ses traces dans la mémoire collective. Chaque moment historique se situe dans un espace correspondant à une combinaison particulière, à une échelle donnée, de configurations que les événements et éléments de chaque période critique (la lutte du général Sandino, la répression somoziste, la lutte des Sandinistes et la contre-lutte des opposants actuels) utilisent, par interaction, et en même temps modifient, par rétroaction.

I. LA FRONTIÈRE NORD : LE TRACÉ ET L'ORGANISATION DE L'ESPACE.

La frontière Nord du Nicaragua s'étend sur 960 km depuis le Cap Gracias a Dios jusqu'au tripoint Honduras-El Salvador-Nicaragua situé dans le Golfe de Fonseca. A cela, s'ajoute la section, longue d'une trentaine de km, de la frontière maritime entre Nicaragua et El Salvador, calculée entre le tripoint et la ligne hypothétique qui ferme le golfe, entre la Punta Cosigüina et la Punta Amapala. C'est donc, avec 990 km, la frontière la plus longue d'Amérique centrale, un peu plus que celle qui sépare le Guatemala du Mexique (962 km) ; elle est plus de trois fois plus étendue que celle avec le Costa Rica (environ 300 km). La section terrestre est complètement démarquée. Sur les deux tiers de la longueur, la frontière est appuyée sur le cours moyen et inférieur du rio Coco et de son affluent de rive gauche le rio Poteca ; à partir de la source du Poteca, elle suit des lignes géodésiques sur une cinquantaine de km, dans le fameux saillant de Jalapa ; puis, à partir de Teotecacinte, elle est appuyée sur la ligne de partage des eaux entre le haut rio Coco et le rio Choluteca constituée par la crête des chaînes de Jalapa et de Dipilto, de Jalapa à Ocotol, sur plus de 90 km. En poursuivant vers l'ouest, sur près de 60 km, il n'y a pas de points d'appui physiques ; ce sont les barbelés des limites de pro-

priété qui marquent la frontière et ce secteur est l'un des plus «ouverts», d'autant qu'il est traversé par la route inter-américaine. Au sud de la route, la limite suit les rio Guasaule et Negro, sur 80 km, puis traverse en ligne droite les terres inondables qui bordent le golfe de Fonseca.

Cette ligne est à l'origine une limite administrative interne à la Capitainerie Générale du Guatemala. Après l'échec de la solution fédérale (1838), les deux nouveaux États négocièrent un traité de délimitation (1888) sur la base du principe de l'«uti possidetis juris» affirmé en 1821. De 1900 à 1904, une commission démarqua la section occidentale de la frontière, jusqu'à Teotecacinte, alors qu'aucun accord ne put être obtenu pour la section orientale, chacun revendiquant la possession de la totalité de la «Mosquitia», région peu intégrée à l'ensemble espagnol durant l'époque coloniale, gérée pour la partie côtière et les îles adjacentes (San Andrés et Providencia) depuis la Nouvelle Grenade (et toujours sous contrôle colombien, bien que revendiquée par le Nicaragua), puis soumise à un statut de protectorat britannique de 1843 à 1860, avant d'être effectivement occupée, au sud du rio Coco, par les forces de Managua en 1894. L'arbitrage du roi d'Espagne en 1906 définit le rio Coco comme ligne frontière, attribuant ainsi au Honduras la région située entre le rio Coco et le rio Patuca, décision contestée ensuite, mais reconfirmée par la Cour Internationale de Justice en novembre 1960, qui fut suivie d'une démarcation en 1964. L'armée nicaraguayenne, de décembre 1983 à mars 1984, a déplacé quelques bornes au nord-ouest d'Ocotol (entre Concepcion de Maria et San Marcos de Colon) pour gagner quelques points hauts, mais ceci n'a donné lieu à aucun incident sérieux. Par contre, le tracé de la frontière maritime entre les trois États dans le Golfe de Fonseca demeure en litige, puisque le Honduras revendique la possession de l'île de Meanguera, moyen d'accès à la haute mer ; ce litige rend plus difficile l'installation de bases nord-américaines sur les îles San Lorenzo et Amapala. A l'est, la frontière maritime caraïbe n'est pas encore fixée.

La frontière Nord n'est donc pas litigieuse, sauf dans le golfe, alors que les vrais problèmes frontaliers dans cette partie de l'Amérique centrale se situent à la limite Honduras-El Salvador.

La frontière, orientée OSO-ENE, recoupe trois grands ensembles naturels disposés NO-SE. A l'est, les basses terres aux sols lessivés, caillouteux et sans fertilité, ont un paysage non de forêt mais de «savanna» arborée de pins et de palmiers ; l'absence de fertilité de cette région, connue dans les deux États sous le nom historique de «Mosquitia» et dénommée «Atlantico» au Nicaragua depuis 1979, explique que ces plaines côtières n'aient été que très peu occupées et intégrées, notamment dans le système des plantations (à la différence des plaines alluviales d'origine fluviale de «la Costa» du nord du Honduras, lieu d'installation des compagnies bananières). Les seuls secteurs fertiles se limitent aux petites plaines inondables situées le long des rivières ; elles ont fixé l'essentiel de la population indienne. La Mosquitia est bordée à l'est par une côte basse et lagunaire tandis qu'à 150-200 km vers l'intérieur, elle est limitée par la

forêt tropicale toujours verte qui s'étend sur les hautes vallées et les cordillères en forme de serres d'orientation O-E, sauf dans la région du rio Coco, dont la large vallée prolonge la plaine atlantique. La circulation n'est possible que dans les vallées O-E ou bien, dans le sens N-S, par la mer. Les hautes terres centrales faites de roches volcaniques anciennes comportent cependant des intrusions granitiques métallifères, dans le district de Pis Pis. Les versants orientaux, très humides, sont très forestiers et à peine entamés par les défrichements. Dans le nord, l'interfluvio rio Choluteca — rio Coco correspond à une région de collines, plateaux et basses montagnes développés dans des roches cristallines et leur couverture sédimentaire : c'est, au Nicaragua, la région des Segovias, au climat plus sec, caractérisée par un paysage naturel de pinèdes (picocote) qui forment une forêt claire entre 500 et 1 700 m d'altitude. Elle a été largement défrichée pour faire place à des plantations de café et de tabac tandis que, dans le sud du Honduras, on trouve les grandes haciendas d'élevage (Choluteca) et l'agriculture commerciale (ventes au El Salvador) des petits fermiers des bassins intérieurs ou «valles» de Danli et de Paraiso. Entre la route inter-américaine et le bassin de Danli, la frontière recoupe ainsi un ensemble spatial très cultivé et peuplé, dont on pourrait faire l'hypothèse qu'il était plus orienté vers Tegucigalpa et le Salvador que vers Managua, dont les Segovias sont séparées par les lignes de hauteur qui surplombent la dépression. Au sud de la route en effet, aux montagnes volcaniques couvertes de forêts semi-feuillues souvent défrichées, succède la grande dépression longitudinale marquée de cônes volcaniques récents — dont certains forment les îles du golfe de Fonseca — et couverte de sols volcaniques très fertiles, où s'est fixé l'essentiel de la population, comme dans la région qui la prolonge au nord, au Salvador. Les rives du golfe de Fonseca sont marécageuses et couvertes d'une épaisse mangrove rouge peu accessible. Bref, sur une telle longueur, près d'un millier de km, les conditions naturelles et humaines sont diversifiées à la fois de l'est à l'ouest et selon que l'on considère l'un ou l'autre État. En effet, le Honduras ne dispose pratiquement pas de ces riches plaines aux sols volcaniques du versant pacifique, qui sont salvadoriennes, alors que, plus au sud, c'est là que se situe le noyau économique et démographique du Nicaragua. Par contre, le versant caraïbe du Honduras est mis en valeur depuis le début du siècle et donc bien intégré (l'angle sud-est excepté) alors qu'à l'inverse, le Nicaragua se présente comme le seul État d'Amérique centrale dont l'organisation de l'espace, dans ses caractères fondamentaux (répartition de la population, des villes, des axes) n'a pas changé depuis la période coloniale. Alors que plus du quart de la population hondurienne vit désormais sur la Costa, c'est 5,3% seulement de la population du Nicaragua qui vit dans tout le département atlantique de Zelaya. Cette population est de fonds indien : du rio Patuca aux environs de Bluefields vivent les Miskitos, qui occupent les vallées et les plaines alluviales adjacentes, notamment sur les deux rives du rio Coco. Les hautes vallées du Coco comme du Patuca et celles du centre-est du Nica-

ragua sont occupées traditionnellement par les indiens Sumu (alors que les Rama ne se rencontrent qu'au sud de Bluefields). De plus, sur la côte, au sud de Puerto Cabezas vivent des populations noires et «zambos», anglophones, urbanisées depuis le déclin des plantations. La moitié orientale de la frontière nord était donc traditionnellement peuplée d'indiens, agriculteurs et pêcheurs, au nombre d'environ 75 000 en 1982 (dont 23 000 sur le bas et moyen Coco, 19 000 sur la côte au nord de Puerto Cabezas, 32 000 dans les régions de Bonanza et de Siuna et une vingtaine de milliers sur le piémont). En Mosquitia hondurienne, on estimait les populations noires et indiennes à quelques milliers seulement. Le rio Coco ne constituait pas une frontière, mais un axe de peuplement.

II. L'ESPACE DU SANDINISME, PREMIERE ÉPOQUE.

Entre 1927 et 1933, l'essentiel de la lutte armée du général Sandino se déroule dans les régions du nord : les Segovias, la rive droite du rio Coco et la côte nord. Pourquoi ? Envisagée d'abord à petite échelle (celle des ensembles de première grandeur), sa lutte avait une première composante, anti-impérialiste. Il s'est donc attaqué à la fois à l'armée nord-américaine, présente de 1912 à 1925, puis de retour, moins d'un an et demi plus tard — 1 200 marines en 1927, puis 5 400 en 1928, qu'il voulait bouter hors du pays — et aux intérêts des compagnies américaines, là où ils se localisaient : mines d'or et d'argent du district de Pis Pis (Bonanza, La Rosita et Siuna) et grandes plantations fruitières de l'United Fruit Company qui se trouvaient dans les moyennes vallées de la Mosquitia, et en particulier sur le rio Wawa, qui débouche à Puerto Cabezas, port construit en 1924 par une compagnie d'exploitation forestière de la Nouvelle Orléans. Ayant lui-même travaillé dans les plantations de canne à sucre du Honduras et de l'United Fruit au Guatemala, puis sur les chantiers pétroliers des compagnies américaines au Mexique, Sandino avait ensuite, en 1926, été employé comme mineur dans la mine nord-américaine de San Albino, située dans l'extrême-nord du pays, puis à El Jicaro comme comptable.

En second lieu, Sandino avait, à l'échelle de l'ensemble national, des objectifs anti-oligarchiques. Voulant marquer son mépris pour la rivalité politique séculaire entre Libéraux et Conservateurs (les premiers aidés par le Mexique, les seconds par les États-Unis) en se tenant éloigné de la capitale, Managua, Sandino choisit de s'implanter dans le nord du pays. Il y avait observé le processus de développement de la culture du café, commencé sous l'impulsion de colons allemands, anglais et américains dans la région de Matagalpa-Jinotega à partir des années 1890, puis poursuivi à partir de 1925 dans les Segovias, au nord d'Esteli. Cette expansion se réalisait dans des régions de petites exploitations de subsistance, installées le plus souvent sur des terres de propriété nationale et départementale, dont les possesseurs se trouvèrent menacés par l'application des «leyes de medicion» (mesure des terres et vente par l'État et le départe-

ment aux caféiculteurs). Dans ces fronts pionniers, les possesseurs précoces étaient cependant maintenus sur place pour servir de main-d'œuvre saisonnière dans les plantations. Une des premières décisions politiques de Sandino dans les Segovias fut d'abolir les «leyes de medicina» et de restituer les terres aux paysans pauvres. Certes, ce processus de développement de l'agriculture commerciale se produisait aussi dans les plaines du versant Pacifique, notamment avec la progression de la culture de la canne à sucre, mais ces espaces ne se prêtaient guère à la lutte armée. En effet, la topographie de moyennes montagnes et de collines coupées de ravins (quebradas) et de rivières encaissées fut utilisée par Sandino pour mettre en œuvre, après les premiers révers d'une tactique plus conventionnelle, une lutte de guérilla. Son «académie de guerre du Nicaragua» était installée sur le cerro El Chipote, entre Esteli et Jinotega. Mais cette localisation avait aussi l'avantage d'être relativement proche du Honduras, où il pouvait acheter des armes et faire connaître à l'extérieur (Mexique, États-Unis, Europe), à partir de la ville de Danli, la progression de sa lutte. Mais il pouvait aussi mener des opérations dans les secteurs caféiers du département de Matagalpa, pour s'y procurer des moyens financiers. Enfin, par le haut rio Coco, il était proche des aires de peuplement indien. Les indiens Miskito et Sumu fournirent, au début de sa lutte, le gros de ses troupes (ainsi, durant la première attaque, lancée le 16 juillet 1927 contre Ocotol, le chef-lieu du département de Nueva Segovia, il rassemblait une troupe de 660 soldats dont 600 indiens). Il utilisa aussi les indiens comme guides, piroguiers et transporteurs pour mener les coups de main contre les mines de Pis Pis et les plantations du rio Wawa. Grâce à cette alliance, à laquelle il tenait, sans doute en raison de son origine familiale en ligne maternelle — Sandino, fils d'une indienne de Masaya —, il put étendre son influence sur un espace allant de Jinotega à Gracias a Dios. Après le réembarquement des marines à Puerto Corinto, en 1933, c'est sur le haut rio Coco qu'il s'installa, à Wiwili, avec l'objectif d'organiser un réseau de coopératives pour les indiens, ce qu'il appelait leur «plan de rédemption». Parmi les premières exigences formulées par Sandino dans le cadre des négociations de paix, figurait la création d'un vaste département du nord, qui aurait employé les Segovias et le nord de Zelaya, doté d'autonomie, et dans lequel Sandino aurait conservé ses hommes en armes et aurait eu le pouvoir de nommer les fonctionnaires. Cette exigence confirmait l'aire d'extension de son influence opérationnelle. Mais, dans l'accord final, il fut autorisé à ne conserver qu'une force armée de 100 soldats chargés du maintien de l'ordre sur le haut rio Coco, où ses soldats étaient admis à s'installer comme agriculteurs. Le gouvernement Sacasa s'engageait également à entreprendre un programme de travaux publics dans le nord, en employant préférentiellement les sandinistes. Mais Sandino fut assassiné en 1934 sur ordre du chef de la garde nationale récemment instituée et la coopérative de Wiwili détruite.

Alors commença une période non seulement de «pacification» des Segovias, selon la formule de Somoza, mais aussi de tentative de liquidation des traces régionales du sandinisme de la première époque.

III. L'ESPACE DU SOMOZISME, PREMIERE ÉPOQUE.

La garde nationale fut organisée par un décret présidentiel promulgué le 29 juillet 1927, soit 13 jours après la première opération militaire de Sandino contre la petite ville d'Ocotal. Sa fonction était de servir de relais aux Marines, ceci est connu. Ce qui l'est moins, concerne les conditions concrètes de sa formation, du point de vue du recrutement. En effet, cette force militaire, dotée de pouvoirs de police dès l'origine, avait été conçue initialement comme indépendante des deux partis en rivalité, les Libéraux et les Conservateurs. Cela impliquait donc logiquement qu'elle soit recrutée en dehors de régions politiquement partisanses comme par exemple Granada du côté conservateur, ou Leon du côté libéral. Des pressions politiques furent exercées dans certaines régions pour freiner ce type de recrutement qui pouvait favoriser la reconstitution d'une force liée au parti conservateur. Si les premières recrues qui formèrent la première compagnie de Managua étaient en fait des vétérans de l'ancienne armée conservatrice, regroupés dans une garde provisoire chargée de patrouiller dans le département de Nueva Segovia (ce fut la force que Sandino attaqua à Ocotal, sans succès), les deux suivantes furent formées à Chinandega et à Esteli à partir de troupes neuves. Bien qu'on ne dispose pas de données précises sur la géographie du recrutement à l'époque de la formation (3), on peut avancer l'hypothèse que ces troupes, qui avaient pour double fonction d'être à l'écart de la rivalité libéraux-conservateurs et de combattre les troupes de Sandino, ont été recrutées selon une certaine logique spatiale. Il fallait recruter hors des régions encadrées par les deux partis, ce qui pouvait être la situation de certains secteurs des Segovias, régions pauvres et éloignées des villes comme Leon et Granada, mais aussi dans des aires où ne jouait pas la concurrence des salaires élevés offerts par les planteurs de café pour la récolte. De plus, il était utile d'attirer des paysans qui connaissaient le théâtre d'opération du sandinisme. Tous ces éléments ont probablement concouru à faire de l'espace d'opération de Sandino un des lieux initiaux de recrutement de la garde nationale. Cette situation contradictoire mais qui s'est de toute évidence perpétuée, a été en quelque sorte confirmée par Tomas Borge lui-même (4), lorsqu'il déclara, en 1983, au sujet des attaques menées sur le saillant de Jalapa : «(les contras) y ont une base sociale favorable, les gardes nationaux de Somoza étaient traditionnellement recrutés dans cette province. Ils ont des amitiés, de la famille.»

Ces compagnies de gardes nationaux furent utilisées pour «désandiniser» les Segovias, et la première phase prit fin avec l'assassinat du dernier général sandiniste, Pedro Altamirano, à Palpunta, sur le rio Coco.

La «pacification» des Segovias eut aussi comme effet de permettre la

reprise de l'expansion spatiale du front du café dans les départements de Matagalpa, Jinotega et Madriz, au moyen de la remise en vigueur des «leyes de medicion». La famille Somoza commença à acquérir des intérêts fonciers d'abord dans le nord (par expropriation des planteurs allemands), puis dans l'est caraïbe.

Il convient de noter que l'organisation de l'espace envisagée à l'échelle nationale ne fut pas modifiée. Le rôle économique des plaines du versant pacifique fut renforcé avec le développement, à partir de la guerre de Corée, de la culture du coton pratiquée principalement dans le département de Chinandega. Avec le marché commun centre-américain, les échanges se multiplièrent, et les postes de douane de la route inter-américaine, comme ceux des ports, étaient l'une des prébendes favorites des colonels de la garde nationale. En revanche, la moitié orientale du pays demeura inarticulée au noyau démo-économique principal du pays. La mise en valeur des ressources de l'est (pêche, bois, cuivre) était menée sans articulation avec le reste de l'espace national, puisqu'il s'agissait de produits d'exportation. La seule exception concerne le centre-sud, où furent commencés, à partir de 1942 et avec financement nord-américain, les travaux d'ouverture de la route Managua-Juigalpa-Rama (sur le rio Escondido), avec un embranchement vers Nueva Guinea. Cette «route Rama», construite à des fins militaires (comme une voie transisthmique alternative), ne fut asphaltée qu'en 1972. Cet axe nouveau fixa à partir des années soixante-dix une colonisation pionnière modeste. Par contre, le projet ancien de liaison routière Jinotega-Pis Pis-Puerto Cabezas ne fut pas réalisé.

Les populations de Zelaya, anglophones dans le cas des noirs importés de la Jamaïque jusqu'en 1938 pour travailler dans les plantations, ou parlant, outre leurs langues indiennes, un «pidgin anglais», disposaient d'une autonomie de fait. Pas d'État, mais un encadrement assuré par des missions catholiques (capucins américains) et évangéliques (les pasteurs de l'église morave).

IV. LES ESPACES DU SANDINISME DE LA DEUXIEME ÉPOQUE.

Le Front Sandiniste de Libération nationale, constitué entre 1958 et 1962, ne se fit connaître comme tel qu'à partir de l'été 1967, à l'occasion de sa première défaite militaire dans le secteur du cerro Pancasan, situé à une cinquantaine de km à l'est de la ville de Matagalpa. La référence au nom de Sandino avait évidemment une fonction politique ; c'était un appel à la mémoire populaire pour donner une dimension politique large à un mouvement encore limité en nombre et en influence. Elle ne dispensait cependant pas de définir une stratégie politico-militaire spécifique, en tenant compte de l'échec contemporain d'autres guerillas (Guevara, tué en octobre 1967) et des objectifs propres au sandinisme de la deuxième époque. Si la lutte de Sandino s'était achevée avec le départ des Marines, il s'agissait cette fois de renverser la dictature des Somoza

par la formation d'un mouvement de guérilla conçu au départ comme appuyé par la paysannerie. Les objectifs spatiaux étaient donc quelque peu différents, puisque, logiquement, les enjeux finaux se localisaient dans les villes, Leon et Managua.

Dans l'histoire de la lutte armée du Front jusqu'en juillet 1979, il importe de distinguer deux périodes. De l'été 1967 à octobre 1977, le Front, qui était avant tout une organisation de cadres, s'implanta dans le centre-nord du pays, de part et d'autre de la cordillera Isabelia, qui marque la limite entre le département de Matagalpa et celui de Jinotega. C'était donc un secteur situé plus à l'est que l'espace du sandinisme historique. Comme Sandino, le Front avait besoin de maintenir une liaison logistique avec le sud du Honduras, liaison qui passait généralement par Esteli. De plus, la cordillera Isabelia était la première chaîne montagneuse rencontrée depuis la frontière hondurienne et elle était accessible depuis le rio Coco par la vallée du rio Bocay. Enfin, plusieurs des dirigeants, dont Tomas Borge, étaient originaire de Matagalpa.

Cette région tropicale forestière était en voie de transformation du fait d'un processus de front pionnier caractérisé là encore par le développement de la caféiculture, ce qui avait pour effet de transformer les premiers occupants en tenanciers précaires (*precaristas*) ou de les pousser plus loin vers l'est. L'appui gagné par le Front auprès de certaines communautés paysannes fut cependant mis en cause par les interventions militaires de la Garde Nationale (voir sur la carte des lieux d'exactions), qui, par la terreur, cherchait à se constituer un domaine foncier. Rappelons aussi qu'en 1976, les troupes centre-américaines du Condeca débarquèrent près de Jalapa, dans le département de Nueva Segovia ; leurs manœuvres durèrent en fait deux ans, ce qui conduisit une partie des forces sandinistes à se replier plus à l'est, sur les hauteurs du cerro Saslava.

A partir de 1977, en raison de l'évolution politique générale dans le pays marquée par les divergences croissantes entre le pouvoir somoziste et la bourgeoisie libérale, et du fait de la division du Front en trois tendances politiques, correspondant à trois stratégies et donc à trois terrains d'action distincts, la géographie de la lutte des sandinistes se diversifia : «la montana» certes, base initiale du FSLN et lieu de la formation politique et militaire des cadres, mais aussi le «campo» (celui des ouvriers agricoles du NO) et la «ciudad». Le FSLN s'organisa en six fronts régionaux, dont deux — Frente occidental R. Lopez et Frente norte C. Fonseca — étaient appuyés sur la frontière hondurienne et un — Frente sur B. Zeledon — sur la frontière costa-ricienne, dans l'isthme de Rivas. A la différence de Sandino, le FSLN utilisa conjointement les deux frontières dans les deux dernières années, de manière à mettre en œuvre une stratégie de dispersion de la Garde, méthode d'inspiration vietnamienne. Par contre, le FSLN mit à profit l'héritage sandiniste lors du transfert de ses forces depuis la «montana» vers les régions peuplées des Segovias, où se localisa le front principal, d'où sortirent ensuite les chefs militaires des colonnes des autres fronts. Comme à l'époque de Sandino, des lieux tels que El

Jicaro, Ocotal, puis Esteli et Matagalpa furent parmi les premiers à être investis par le Front. Ainsi, au sujet d'Esteli, qui fut la ville où les destructions furent les plus considérables (évaluées à 217 millions de cordobas, presque autant qu'à Managua, 250 millions), Humberto Ortega put indiquer : «Una cantidad de grandes estelianos se integran a la lucha, producto de que en las ultimas decadas Esteli era un punto de apoyo para el trabajo que se hacia en el norte montanoso. Tambien desde la época de Sandino, Esteli fue escenario de combates ; alli anduvo Sandino. Por tanto, y habia tradicion de lucha» (5).

C'est par la prise de contrôle des villes et des bourgs des Segovias que le Front fut à même ensuite de transférer ses forces depuis la «montana» en direction du Nicaragua politiquement «utile», c'est-à-dire celui qui était peuplé et urbanisé. Ce transfert fut opéré à partir du début de l'année 1978, inaugurant une seconde phase ouverte par les réactions populaires des citadins à l'assassinat de P.J. Chamorro. A la question (6) : «Cuando comienzan a incorporarse las masa al proceso insurreccional ?», Humberto Ortega répondit : «Las acciones de octubre 1997 (7) dan un grand impulso al movimiento de masas pero es a raiz del asesinato de Pedro Joaquin Chamorro que éstas se desatan y nos dejan ver claramente, como una radiografia, el potencial, la decision y la voluntad sandinista de combate de que disponen, para incorporar las a una linea armada. Esa subelevacion de las masas que se da en torno a este hecho no fue dirigida totalmente por el Frente Sandinista. En eso hay que estar claros...» Question : «Fue una accion espontanea ?» Réponse : «Fue una reaccion espontanea de las masas que el sandinismo, al final, comienza a conducir con sus activas y con algunas unidades militares. Pero no es un movimiento de masa que respondio a un llamado del sandinismo, respondio a una conyuntura que nadie tenia previsto».

Ce sont les villes qui devinrent le terrain principal, à commencer par Esteli. Ceci signifie que la stratégie dite de «guerre populaire prolongée», qui visait à incorporer les paysannats des régions du nord, n'a pu être menée à son terme, du fait de la nécessité de transférer les forces du FSLN (à l'origine, celles de la tendance «tercerista») depuis les campagnes du nord vers certaines villes. Ceci explique que l'empreinte laissée par le FSLN a été plus forte dans la plupart des villes que dans ces campagnes du nord, en dépit de l'héritage sandiniste de la première époque. De plus, le Front, dans sa phase de guérilla rurale, ne s'était pas implanté dans les Segovias, mais dans des aires rurales situées beaucoup plus à l'est. La seule bataille menée avec les «guardias» avant 1978 dans cette région le fut à Ocotal et le temps a manqué au FSLN pour s'attaquer aux assises sociales de la Garde Nationale dans les Segovias rurales. Ces diverses constatations géographiques n'auraient qu'un intérêt secondaire si ces mêmes régions frontalières n'étaient pas devenues une nouvelle fois une aire de tension.

V. PROBLEMES POLITIQUES ET STRATÉGIQUES ACTUELS DE LA FRONTIÈRE NORD.

Les Sandinistes au pouvoir se trouvent confrontés à des menaces armées sur les quatre frontières du Nicaragua : les deux frontières maritimes, avec les attaques par mer contre les ports, tels Corinto, El Bluff et Puerto Cabezas, et les deux frontières terrestres. C'est une situation inédite dans l'histoire du Nicaragua, qui n'est cependant pas une « île » et dont le blocus semble très difficile. Ce sont de nouveau les régions frontalières du nord qui sont le théâtre de luttes armées, mais les emplacements sont inversés puisque ce sont les ex-somozistes qui tentent de s'implanter dans le pays — « somozisme » de la deuxième époque ? — tandis que l'armée sandiniste doit pratiquer une guerre de contre-guerilla. L'autre élément nouveau est que c'est la quasi-totalité de la frontière qui est une aire de tension.

Dans la section orientale, la tension a coïncidé avec la mise en œuvre de la politique d'« incorporacion del Atlantico », annoncée dans le plan provisoire de reconstruction nationale dès juillet 1979. Il importe de souligner que la « Mosquitia » aurait pu, au cours du XIX^e siècle, devenir un État comparable à l'ex-Honduras britannique ; les Britanniques avaient du reste tenté de viabiliser un Protectorat du Royaume Miskito. S'il n'a pas été transformé en colonie, à l'instar du Honduras britannique en 1862, c'est, d'une part, parce qu'il n'était pas aussi pourvu en ressources que la côte du Belize (en particulier le bois d'acajou dont l'exploitation fondait l'intérêt britannique, se trouvait non sur la côte comme au Belize, mais à l'intérieur) et, d'autre part, parce que les États-Unis avaient déjà manifesté leur intérêt pour l'utilisation de la voie trans-isthmique Rio San Juan-Lac Nicaragua-isthme de Rivas, et ce dès le milieu des années 1850. Le maintien de l'unité territoriale était un préalable à l'élaboration de tout projet de transport. L'occupation par les troupes nicaraguayennes ne date que de 1894, à l'époque du libéral Zelaya, et pour des raisons qui relevaient déjà d'un souci d'intégration nationale. Or, Zelaya, qui était nationaliste, s'opposait à l'influence économique croissante des États-Unis dont les intérêts étaient concentrés sur la côte caraïbe jusqu'à l'ouverture du canal de Panama. Il avait dû faire face à un soulèvement pro-américain à Bluefields, en 1909. Sa répression provoqua la première intervention militaire des Marines, et le remplacement de Zelaya par Diaz, employé d'une firme nord-américaine à Bluefields, et prototype de l'« entreguista » (les finances, le transport et les douanes passèrent sous contrôle des banques et agents des États-Unis). Le relais des Marines fut pris ensuite par le clan Somoza.

En outre, aux divers traits qui caractérisent le département de Zelaya, on doit ajouter l'absence de participation des populations à la lutte anti-somoziste. Il semble même que, localement, des indiens aient été utilisés pour lutter contre les Sandinistes des fronts nord-oriental (établi dans le district minier de Pis Pis) et oriental (établi entre Juigalpa et Rama). L'in-

tégration de cet espace à tous égards différent de la moitié occidentale du pays a été considérée comme impérative par les dirigeants sandinistes, sur la base de deux leçons historiques : d'abord, l'expérience de l'échec de Zelaya, déjà mentionnée ; d'autre part et surtout l'expérience des castristes à Cuba.

Les conseillers cubains ont, semble-t-il, été écoutés lorsqu'ils ont pressé les dirigeants sandinistes de prendre des mesures pour éviter le développement de « maquis » anti-sandinistes comparables aux maquis anti-castristes qui durèrent plusieurs années dans la sierra de l'Escambray, sur la côte méridionale de Cuba (et située à 80 km de la Baie des Cochons). C'est là que les castristes rencontrèrent la plus vive opposition, dans les premières années de la décennie soixante, ce qui leur coûta plus de pertes humaines que la totalité de la lutte menée contre Batista. Il s'agissait de maquis paysans encadrés par des latifundistes opposés à la réforme agraire. Or, les autorités cubaines ne mirent fin à ce maquis qu'en déplaçant environ la moitié de la population dans d'autres provinces, éloignées.

C'est une initiative du même ordre qui fut prise de manière préventive par les autorités sandinistes à partir de la fin de l'année 1981 : déplacer par la force les populations indiennes situées dans l'aire frontalière et les réinstaller dans des camps situés dans le secteur de La Rosita, un des bourgs du district minier de Pis Pis, promu capitale administrative de la nouvelle zone spéciale numéro 1, Zelaya nord. Ce secteur correspond à l'aire de l'ancien Frente nord-oriental P. Ubeda, la seule partie de Zelaya où la guérilla du FSLN était réellement présente à partir de mai 1979. Le déplacement des indiens permit en février 1982 de déclarer « zone militaire interdite » (ce qui signifie de « feu libre » la section orientale, longue de près de 300 km, de la frontière nord. Une partie des Miskitos (au moins dix mille) du rio Coco se réfugia au Honduras en janvier 1982, dans des hameaux organisés par l'église morave à Mocoron, au sud du petit centre administratif de Puerto Lempira, chef-lieu du département isolé de Gracias a Dios. A cette date, le rio Coco est devenu une véritable frontière, une ligne de démarcation. La position militaire du pouvoir sandiniste peut être désormais considérée comme consolidée sur cette section vidée de sa population, face aux tentatives anti-sandinistes menées par la Misura de Steadman Fagoth, organisation miskito intégrée dans le « Frente Democratico Nicaraguense », dont l'état-major comprend sept anciens officiers membres de longue date de la Garde Nationale.

Mais, du fait de l'établissement du contrôle militaire sur cette section, la tension s'est déplacée à partir du milieu de l'année 1982 vers deux autres régions : l'intérieur de Zelaya et la section centrale de la frontière nord. Dans le premier cas, la tension a une forte composante interne, même si l'émergence d'un problème indien est inséparable de la tension entretenue de l'extérieur. En effet, du fait de la pression militaire exercée contre le pouvoir sandiniste, c'est l'ensemble du territoire qui doit être « tenu ». Dans le cadre du processus de régionalisation entamé en 1982 par le ministère de la Planification, quinze départements ont été

regroupés en six régions considérées comme homogènes. Par contre, le département de Zelaya a été divisé en trois «zones spéciales», Zelaya Norte (La Rosita), Zelaya Sur (Bluefields) et Rio San Juan (San Carlos), qui sont en réalité sous autorité militaire. Deux projets routiers à fonction intégratrice et stratégique, Jinotega-La Rosita-Puerto Cabezas et Nueva Guinea-Bluefields, se sont trouvés bloqués par l'opposition armée de groupes indiens, notamment les Rama au sud. Or, ce qu'a craint le pouvoir sandiniste, c'est la combinaison d'un processus séparatiste à assise ethnique dans une région de population non acquise au sandinisme avec l'établissement sur la côte atlantique de têtes de pont suffisamment fortes militairement pour permettre la proclamation d'un gouvernement anti-sandiniste. Craintes historiquement fondées, on l'a vu. D'où une grande réticence à accorder un statut d'autonomie interne, qui prolongerait par le droit, l'état de fait antérieur à 1979. Le pouvoir de Managua tente d'encadrer la population — c'est le rôle de la Misatan (Miskitu Asla Tabanka Nicaraguasara), constituée en juillet 1984 pour faire pièce à la Misurasata, formée à l'origine par le FSLN pour remplacer la «Alianza para la Promocion de Miskitos, Sumus et Ramas» («Apromisu», 1973) et aujourd'hui dirigée par B. Rivera, opposant que le pouvoir sandiniste tente de rallier.

Tant que la situation de l'Atlantico, déjà très complexe en soi pour un pouvoir à l'idéologie intégratrice, restera surdéterminée par les pressions sur les deux frontières, il y a fort à craindre que les tensions internes persistent.

C'est une configuration très différente mais aussi complexe qui caractérise les régions du nord central qui sont la seconde aire de tension du pays depuis 1982. Les opposants armés, connus au Nicaragua comme «contras», forment certes un agrégat désuni de forces disparates aux leaders rivaux. Leur relative efficacité n'en est que plus surprenante, puisque, de l'aveu des dirigeants sandinistes, plusieurs milliers de «contras» seraient établis en permanence à l'intérieur du pays depuis 1984. Certes, la tolérance hondurienne et l'appui logistique massif des États-Unis expliquent pour une part leur niveau d'équipement et leur capacité opérationnelle. De plus, ces troupes sont encadrées par des ex-gardes nationaux ayant une expérience militaire ancienne. Mais ceci ne suffit pas à expliquer que plusieurs milliers de «contras» soient établis durablement dans le pays. Pour le comprendre, il est utile de rappeler comment fonctionnait Somoza et ensuite de s'interroger sur les localisations de ces groupes.

Ils ne sont pas somozistes au sens où ils défendraient la restauration des intérêts d'un clan politiquement déchu. Ils cherchent une revanche politique et ils défendent des intérêts économiques concrets. En effet, à partir de 1972, les officiers de la Garde se sont transformés en propriétaires fonciers, sans doute du fait de la perte de certaines sources de revenus (telles les maisons de jeu) provoquée par le séisme de Managua. Les régions concernées par ce processus étaient précisément celles où le FSLN agissait, dans les vallées et versants forestiers en cours de défriche-

ment qui se trouvaient dans l'est des Segovias (est de Matagalpa et de Jinotega).

Sous couvert de lutte contre la guérilla, la Garde emprisonnait ou tuait les paysans qui refusaient de céder leurs terres (8). Le FSLN put y développer son influence en s'attaquant aux représentants du pouvoir qui avalisaient ce processus, notamment les « jueces de mesta ». Mais, dans le même temps, la Garde y avait établi des garnisons permanentes qui fixèrent la croissance de nouveaux bourgs, marchés pour les productions locales et centres d'attraction pour des paysanneries isolées : c'est le cas de petits centres comme Waslala, Rio Blanco, Tuma, El Cua, Pantasma... Les « guardias » y avaient gagné des alliés et établi des relations familiales dans ces régions isolées.

A pointer sur une carte des lieux d'affrontements et d'embuscades des années 1983 et 1984, il apparaît assez nettement qu'ils coïncident avec la distribution de ces centres et de ces anciennes garnisons, lieux dans lesquels les ex-« guardias » ont des relations familiales et sociales et que, de surcroît, ils connaissent pour y avoir lutté contre le FSLN durant plusieurs années. Il est donc utile de souligner que les « contras » ont des appuis significatifs dans la paysannerie de ces secteurs. En outre, ces deux départements de Matagalpa et de Jinotega (région VI) ont fait l'objet, très tôt, de mesures de réforme agraire ; la région vient en deuxième position en surface expropriée (32 000 hectares fin 1982) après celle de Boaco et Chontales (région VII, très différente avec ses vastes latifundia d'élevage extensif). Les ex-« guardias » y ont été affectés dans leurs intérêts fonciers. Plus au nord, près du Honduras, ce sont dans les secteurs de recrutement traditionnel de leurs membres que les ex-« guardias » trouvent des appuis (secteur de Jalapa), ce qui facilite leur entrée dans le pays depuis les bases arrière situées au Honduras. On comprend donc que la bataille ne soit pas seulement militaire, car l'armée populaire sandiniste est autrement plus forte aujourd'hui que ne l'était la Garde dans les années soixante-dix. Il s'agit également, pour le pouvoir, d'accélérer les processus de la réforme agraire. Si, dans les départements de Leon et de Chinandega, la réforme agraire a eu pour objet de socialiser les grandes exploitations cotonnières et a attaché les anciens ouvriers agricoles au nouveau régime ; dans les départements de la région V (Esteli, Madriz et Nueva Segovia) et dans les parties orientales sous-développées de la région VI, il s'est au contraire agi de distribuer la terre entre les petits propriétaires, regroupés ensuite en coopératives d'auto-défense. Les secteurs de haut risque politique sont devenus des « régions prioritaires », où la réforme agraire a été accélérée, où les communautés paysannes déplacées par la guerre (une centaine de milliers) ont été établies en nouveaux villages et en coopératives. Une bataille économique (aide à l'augmentation de la production et à sa commercialisation) et idéologique (diffusion élargie de programmes radio) a donc été engagée pour gagner à la cause sandiniste des paysannats qui ne lui sont pas acquis, sans doute parce que, dans bien des secteurs du Nord, l'implantation politique du FSLN

avant 1979 a été limitée et que les luttes décisives ont été menées plus avec le soutien des citoyens (voir l'histoire des luttes dans la ville d'Esteli) qu'avec celui des paysans. C'est pourquoi les «contras» s'en prennent particulièrement aux cadres (instituteurs, médecins, agents de la réforme agraire...). Après 1979, il n'est pas exclu qu'ici ou là, des communautés paysannes aient été inquiètes des mesures de réforme agraire, d'autant que les titres de propriété distribués n'étaient pas définitifs, mais conçus comme une transition vers le système coopératif. D'où le départ vers le Honduras de plusieurs milliers de paysans. Bref, dans cette région du nord central, c'est aussi une bataille du développement qui est engagée d'autant que ses opposants disposent de ressources financières importantes. Mais n'est-ce pas par une autre réforme agraire que Sandino gagna la sympathie du paysannat des Segovias ?

Une autre menace a souvent été évoquée, celle d'un conflit conventionnel entre le Nicaragua et le Honduras, provoqué par un de ces incidents dits «de frontière» aux responsabilités peu identifiables. L'armée sandiniste ne peut pas prendre le risque de poursuite en territoire hondurien ou même d'attaque contre la douzaine de camps qui s'y trouvent. Le sud hondurien fonctionne donc comme un sanctuaire classique dont le contrôle relève du gouvernement hondurien. Or, ce dernier, malgré les pressions extérieures, ne semble pas considérer qu'il existe une réelle menace militaire de la part du Nicaragua. Pourquoi ? D'une part, parce que les voies d'une éventuelle «invasion» venant du sud se limitent au corridor de plaines situé entre les rives marécageuses et à mangrove du golfe de Fonseca et le piémont du cerro Guanacaura (1 020 m). Il donne, certes, accès à la ville de Choluteca, mais la supériorité aérienne du Honduras aurait rapidement raison de ces colonnes allongées sans guère de possibilité de manœuvre. En sens inverse, une attaque hondurienne contre le Nicaragua utiliserait le même corridor qui mène directement sur Chinandega, Conrinto et Leon. Les enjeux sont donc plus importants pour le Nicaragua et c'est précisément là que se trouve concentré l'essentiel de l'armée. Mais les populations de ces deux départements sont considérées comme acquises au sandinisme.

En outre, il faut surtout souligner que le contentieux fondamental du Honduras concerne non le Nicaragua, mais le Salvador. D'abord en raison des litiges frontaliers toujours non résolus ; ensuite du fait du conflit de 1969 ; enfin, et surtout, du fait des pressions que le différentiel de pression démographique joint au plus grand dynamisme salvadorien font peser sur le territoire hondurien (achat de terres par exemple, reprise des migrations), ce que son gouvernement peut considérer comme une menace structurelle. Or, il n'y a rien de tel à craindre depuis le Nicaragua, qui, du fait du tracé de ses frontières, associe hautes densités à l'ouest et réserves de terres à l'est. A la faveur du contexte de tension, le gouvernement hondurien a cependant renforcé sa présence et sa capacité opérationnelle au moyen d'une série de manœuvres conjointes américano-honduriennes conduites à intervalles rapprochés.

En cas d'intervention militaire nord-américaine, le destin du Nicaragua se jouera-t-il, dans sa composante terrestre, de nouveau et pour la cinquième fois, dans les villes et les campagnes proches de sa frontière nord ?

NOTES

(1) Michel Foucher : « Enquête au Nicaragua », in *Hérodote*, numéro 16 (4^e trimestre 1979) et numéro 17 (1^{er} trimestre 1980), ainsi que Michel Foucher : « Le bassin méditerranéen d'Amérique : approches géopolitiques », in *Hérodote*, numéro 27 (4^e trimestre 1983).

(2) Exception faite des séismes et éruptions volcaniques.

(3) On ne trouve pas de précision sur ce point dans Richard Millett : *Guardianes de la dinastia*, Educa, 1979.

(4) In *Le Monde*, 7/7/1983.

(5) Humberto Ortega : « La insurreccion nacional victoriosa », entretien avec Marta Harnecker, in *Nicarauac*, mayo y junio 1980, numéro 1.

(6) Idem.

(7) Attaques contre San Carlos, au sud, et Mozonte, près Ocotol, au nord.

(8) Voir le rapport de Fernando Cardenal, devant la Chambre des Représentants du Congrès des États-Unis (juin 1976).

RÉSUMÉ

Michel Foucher : « Problèmes politiques et stratégiques de la frontière nord du Nicaragua ».

Le destin politique et militaire du Nicaragua se joue certes à Washington... mais aussi sur le terrain, dans le pays même. Le géographe Michel Foucher s'attache dès lors à décrire les aspects stratégiques des diverses phases de guérilla que la Nicaragua a connu depuis 1927, époque de la révolte de Sandino. Après avoir tracé le cadre général de l'organisation de l'espace de la frontière nord du Nicaragua, l'auteur distingue quatre grandes périodes marquées par le choc des guerillas dont le point culminant a coïncidé avec l'effondrement du régime du clan des Somoza, en 1978-1979. Toutefois, l'analyse détaillée de la stratégie des « contras », hostiles au régime sandiniste instauré en 1979 montre que la guerre de guérilla n'est pas une arme seulement utilisée par les mouvements révolutionnaires traditionnels latino-américains. Une étude de stratégie militaire qui redonne à la géographie sa dimension première.

Michel Foucher : « Problemas políticos y estratégicos de la frontera norte en Nicaragua ».

Por supuesto, el destino político y militar de Nicaragua se juega en Washington... pero también dentro del mismo país. El geógrafo Michel

Foucher consagra su estudio a la descripción de los aspectos estratégicos de las diversas fases de la guerrilla en Nicaragua desde 1927, época de la revuelta de Sandino. Después de describir el cuadro general de la organización del espacio de la frontera norte de Nicaragua, el autor distingue cuatro grandes periodos marcados por el choque de las guerrillas, de los cuales el auge coincide con el derrumbamiento del régimen del clan de los Somoza en 1978-1979. Sin embargo, el análisis detallado de la estrategia de los «contras», hostiles al régimen sandinista instaurado en 1979 demuestra que la guerrilla no solo resulta ser una arma utilizada por los movimientos revolucionarios tradicionales latinoamericanos. Es un estudio de estrategia militar que reintegra la geografía en su dimensión primera.

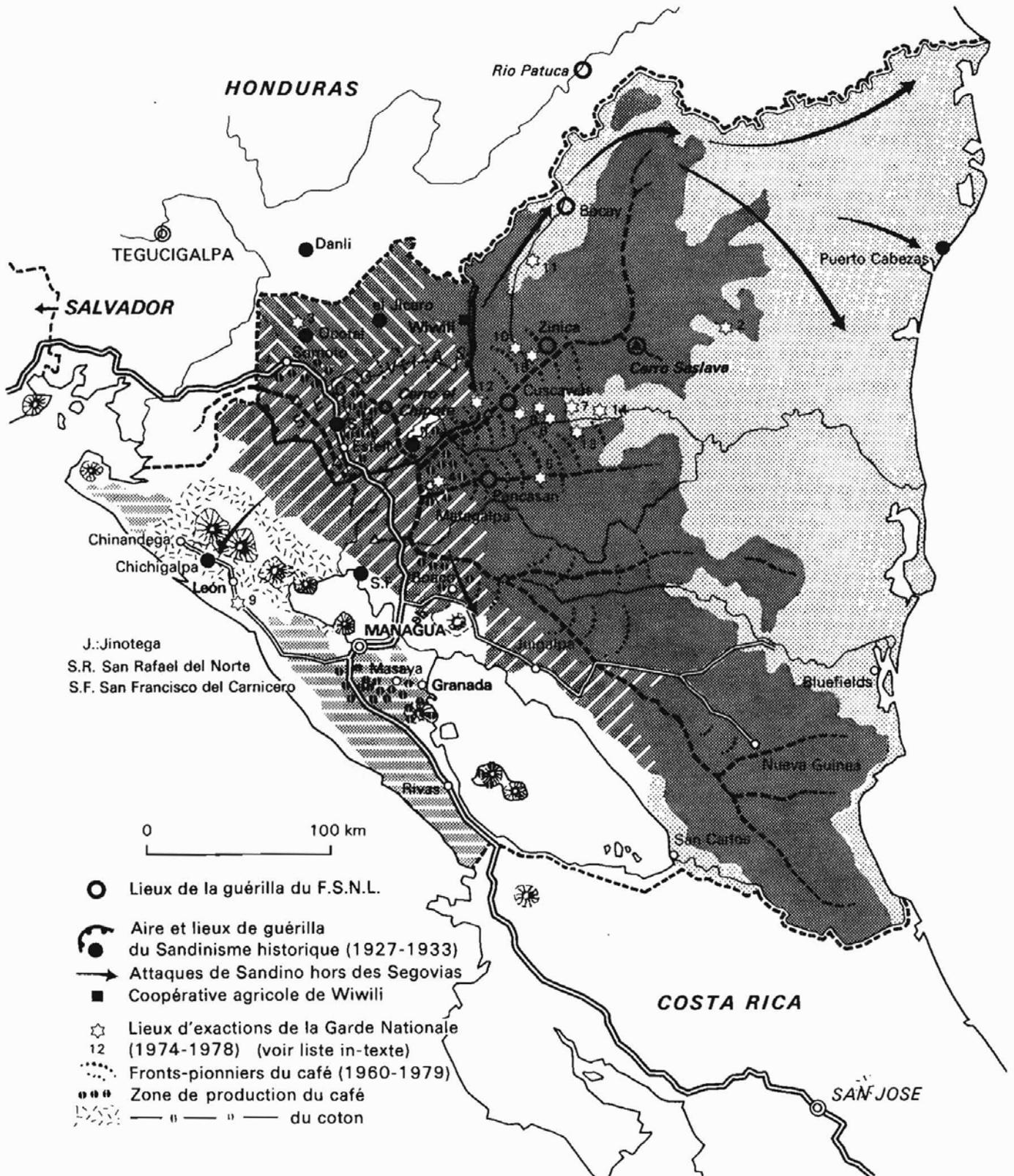
Michel Foucher : «Problemas políticos e estratégicos da fronteira norte da Nicaragua».

O destino político e militar da Nicaragua se decide, evidentemente, em Washington... mas también internamente, no propio país. O geógrafo Michel Foucher procura descrever os aspectos estratégicos das diversas fases da guerrilha na Nicaragua desde 1927, época da revolta de Sandino. Após traçar o quadro geral da organização do espaço da fronteira norte da Nicaragua, o autor distingue quatro grandes periodos, marcados pela guerra de guerrilhas, onde o ponto culminante coincidiu com o esmagamento do regime do clã dos Somoza, em 1978-1979. Entretanto, a análise detalhada da estratégia dos «contras», hostis ao regime sandinista instaurado em 1979, mostra que a guerra de guerrilha é uma arma utilizada não somente pelos movimentos revolucionários tradicionais latino-americanos. Trata-se de um estudo de estratégia militar que restitui à geografia sua dimensão primeira.

Michel Foucher : «Political and strategic problems of Nicaragua's northern frontier».

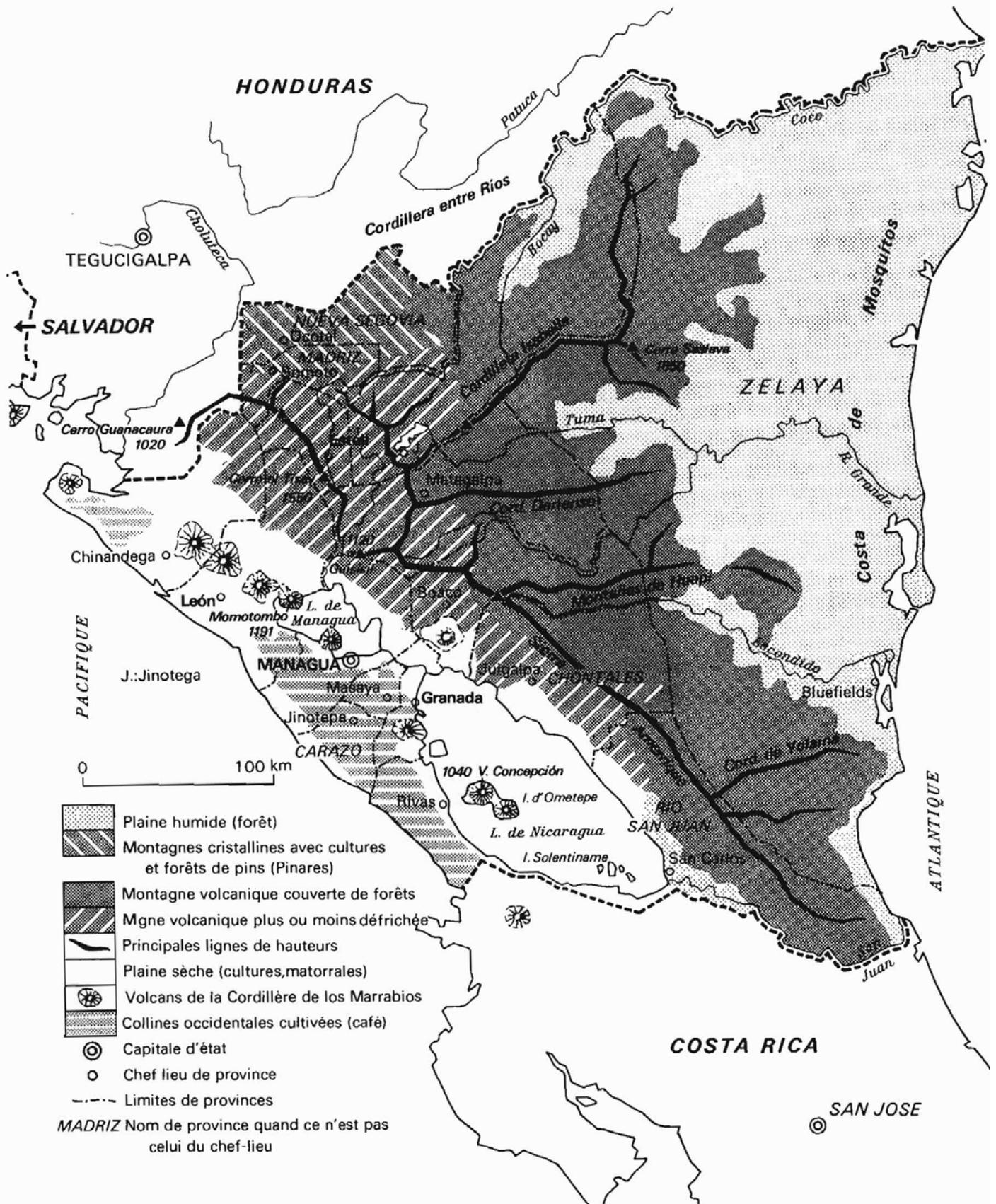
Nicaragua's political and military future is certainly at issue in Washington... But it is also being moulded on the land, in the country itself. Michel Foucher, a geographer, has set out to describe the strategic aspects and the various stages of guerilla activity experienced by Nicaragua since 1927, the period of the sandino's revolt. After outlining the general framework of the division of territory on Nicaragua's northern frontier, the author distinguishes four major *eras* marked by the impact of the guerillas, their climax coinciding with the collapse of the Somoza regime in 1978-1979. However, the detailed analysis of the «contras» strategy, hostile to the sandinist's regime beginning in 1979, shows the guerilla war is not simply a weapon and the traditional latin-american revolutionary movements : is a study of military strategy which restores primary importance to the geographical aspect.

LES ENSEMBLES NATURELS ET ADMINISTRATIFS DU NICARAGUA

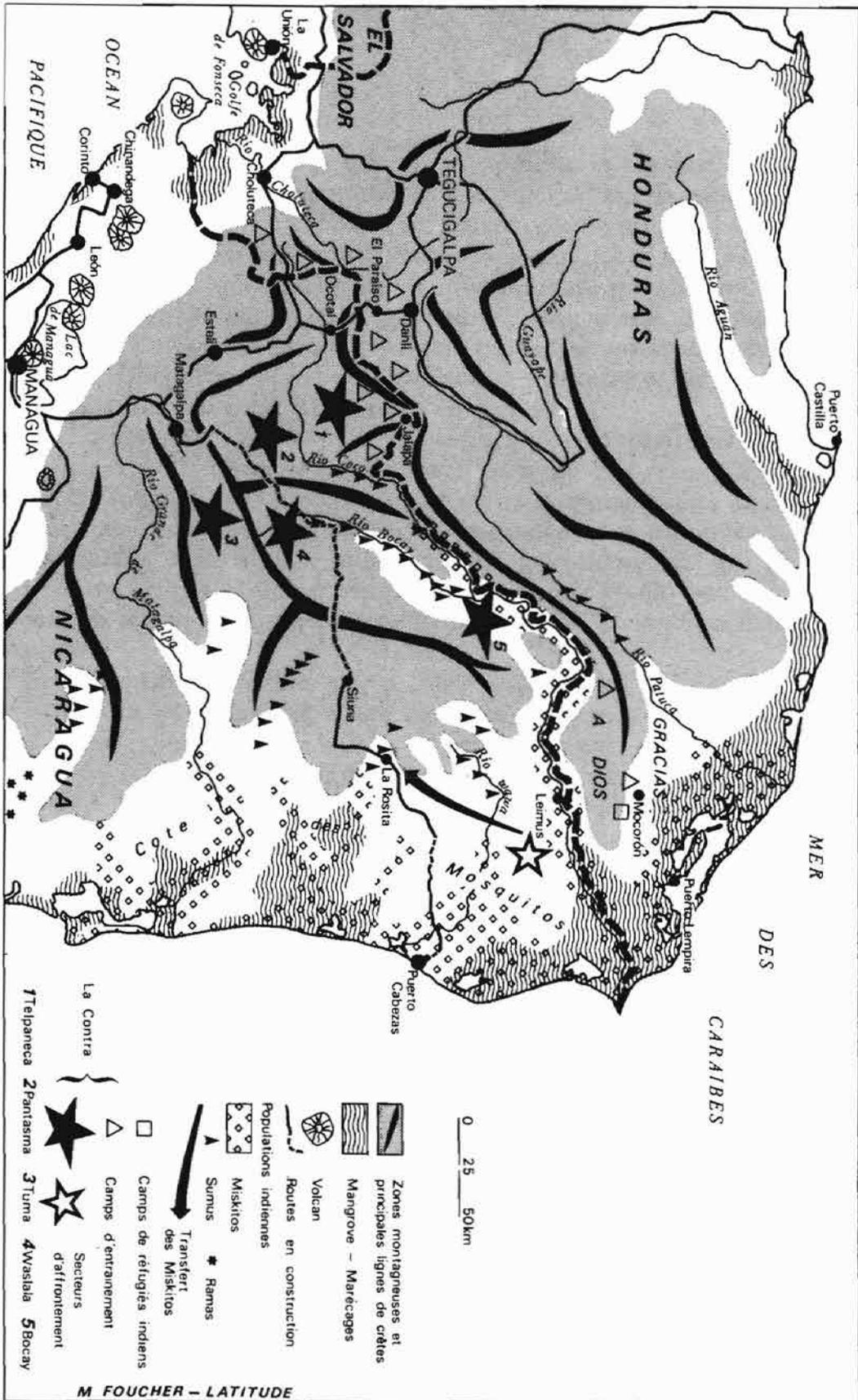


1. CUSCAWAS - 2. SIUNA - 3. OCOTAL - 4. MATAGALPA - 5. RIO BLANCO - 6. DUDU -
 7. IVAS - 8. WASLALA - 9. LOS ARCOS - 10. EL GARROBO - 11. RIO BOLAY -
 12. BOCAYCITO - 13. BILAMPI - 14. LISAWÉ - 15. ZINILA -

LES ESPACES DU SANDINISME DE LA PREMIERE ET DEUXIEME ÉPOQUES



PROBLEMES ACTUELS A LA FRONTIERE NORD DU NICARAGUA



M. FOUCHER - LATITUDE

NOTES SUR LA COOPÉRATION EUROPÉENNE AVEC L'AMÉRIQUE CENTRALE

Georges Estievenart*

La victoire du Front Sandiniste de Libération Nationale, le 19 juillet 1979, sur le régime caricatural de l'une des pires dictatures de ce siècle, a été saluée par l'opinion occidentale comme un événement majeur, pour plusieurs raisons.

La première était que le FSLN avait réussi à cristalliser tout le spectre de l'opposition nationale nicaraguayenne contre Somoza, dont le pouvoir ne s'appuyait plus pour l'essentiel que sur une garde prétorienne fanatisée et sanguinaire et sur la possession de 30% de l'économie du pays, devenus littéralement la propriété privée du dictateur.

La seconde était que la prise de pouvoir par les sandinistes s'effectuait dans des conditions de maîtrise et de contrôle de tous débordements à l'encontre de la population, même lorsqu'elle s'était compromise avec le régime précédent, ce qui était forcément souvent le cas. L'instauration, dès les premiers jours, d'une juridiction ordinaire pour les délits politiques et l'abolition, très tôt, de la peine de mort, furent des jalons essentiels pour la crédibilité d'une expérience qui se voulait pluraliste sur le plan politique comme sur le plan économique (système d'économie mixte).

Mais le fait essentiel résidait peut-être dans le caractère profondément national de la révolution sandiniste. La guerre civile, puis militaire avait été gagnée sans appuis importants de l'extérieur. Et, dès les premiers jours, un large appel international était lancé pour mobiliser les forces et les moyens de tous les pays qui souhaiteraient participer à l'effort de reconstruction nationale, pour autant, bien sûr, que ces aides ne soient pas liées à des conditions politiques susceptibles de remettre en cause les fondements mêmes de la Révolution sandiniste.

Cet appel visait plus particulièrement l'Europe. C'est que l'Europe paraissait précisément pouvoir fournir un certain nombre de garanties d'un intérêt stratégique pour le Nicaragua : face à une attitude forcément «strangulante» des États-Unis, la Communauté Européenne pouvait à la fois faire pression sur ceux-ci pour que l'expérience nicaraguayenne puisse se développer, et apporter un appui économique qui ne viendrait de toutes façons pas de Washington. Par ailleurs, elle pouvait permettre de maintenir le niveau de la présence soviétique et cubaine dans des limites acceptables et crédibles.

* Ancien fonctionnaire de la Communauté économique européenne

I. L'APPUI ÉCONOMIQUE ET L'AIDE DE LA C.E.E.

J'ai eu la chance de me trouver aux avant-postes, pour la CEE, lorsqu'il s'est agi de mettre en œuvre un premier programme de coopération avec Managua. La Commission des Communautés Européennes, et plus particulièrement le Commissaire Claude Cheysson, chargé du portefeuille du développement, entreprenait dès le mois d'août 1979 la mobilisation d'une aide d'urgence, essentiellement alimentaire, en faveur du Nicaragua. Ce fait était d'autant plus significatif, sur le plan politique, que la Communauté n'avait eu, du temps de la dictature, aucune relation de coopération avec ce pays, ce qui n'était évidemment pas le cas de la plupart de ses États membres sur le plan bilatéral. Dès le 17 août 1979 était décidé un programme global exceptionnel de 7 millions de dollars, que je devais mettre en route dès septembre, à Managua, en cogestion avec le gouvernement sandiniste. La procédure exceptionnelle de gestion de cette aide allait nous permettre en fait de mobiliser, pendant l'hiver 1979-80, près de 30 000 tonnes de vivres, dont une bonne part achetée directement dans les pays voisins, alors encore excédentaires en riz, haricots rouges, farine et matières grasses. L'acheminement se faisait par voie de terre, par convois de camions nicaraguayens échelonnés dans le temps. Ce qui se traduisait par un écoulement régulier, et évitait d'engorger les faibles capacités de stockage de Managua. Les fonds de contrepartie de cette aide, eux aussi cogérés entre la CEE et le gouvernement nicaraguayen, étaient destinés à la préparation de programmes et d'action à plus long terme, visant à restaurer la capacité de distribution de produits alimentaires dans le pays et à lancer dans des conditions convenables, sur le plan financier et alimentaire, la campagne d'alphabétisation.

En effet, fait souvent ignoré, le premier programme d'aide communautaire a assuré 20% du financement de la campagne d'alphabétisation, dont, en particulier, la participation de 40 instituteurs du Costa Rica, à un moment où une certaine presse internationale commençait à décrier la présence au Nicaragua de nombreux Cubains, notamment dans les secteurs de la santé et de l'éducation.

En bref, cette intervention de la Communauté, qui fut suivie d'autres s'inspirant de la même conception de la coopération internationale, eut un impact important sur le plan politique. La CEE apparaissait comme un partenaire décidé, efficace et rapide, et atténuait la méfiance laissée par l'attitude de certains de ses États membres durant la dictature (dont la France). De plus, l'absence de toute espèce de condition politique à l'attribution de cette aide, était saluée par les autorités de Managua, soumises par ailleurs à de multiples pressions non seulement des États-Unis eux-mêmes, mais aussi de la cohorte d'institutions de coopération internationale qu'ils dominent et qu'ils contrôlent.

II. LA COOPÉRATION FRANÇAISE

Pendant ce temps, la France s'interrogeait. Malgré l'action positive et têtue d'un chargé d'affaires de grande qualité, Bernard Kesvedjian, Paris s'inquiétait sur ce qu'allait être l'évolution du régime sandiniste. La dérive de type soviétique n'était-elle pas programmée ? Ne valait-il pas mieux attendre et voir avant de s'engager ? La programmation de la coopération bilatérale française, en tout cas, permettait de mesurer ces hésitations. Une première enveloppe d'une dizaine de millions de francs allait être décidée dans la douleur, en 1980. Encore s'articulait-elle, mise à part la coopération technique, traditionnellement forte dans ce pays, notamment dans le secteur agricole, sur un projet de cartonnerie qui m'a toujours laissé perplexe et qui, me semble-t-il, après bien des avatars, n'a jamais vu le jour, ce qui n'est franchement pas un drame.

Tout ceci pour dire que c'est à ce moment-là déjà que les pays européens se posaient des questions sur l'opportunité de soutenir un régime qui manifestement n'était pas marxiste, même si des marxistes participaient au pouvoir, y compris, bien évidemment, au niveau de la Direction Nationale du Front, mais qui pouvait le devenir. (Rappelons au passage qu'on en a vu d'autres, y compris en France !).

J'insiste sur ce point, car il me paraît très révélateur, non seulement des états d'âme politiques de nos gouvernements, mais aussi de l'auto-inconsistance de l'idée européenne. Alors que l'Europe est ressentie à l'extérieur, et c'était très net au Nicaragua, comme une alternative limitée mais réelle, elle-même hésite toujours à jouer sa propre carte, prend du retard et perd des points. Comment ne pas voir qu'à cette époque, en 1979-1980, ne pas jouer la carte de l'ouverture avec Managua, qui ne demandait que cela, c'était jouer la dérive soviétique, la « radicalisation », ou la récupération impérialiste par antisomozistes interposés. Et la jouer, c'est toujours la rendre réelle, peu ou prou.

Une part non négligeable de la détérioration de la situation au Nicaragua en 1983 et 1984 est due à cette faiblesse relative des porteurs d'alternatives, en premier lieu l'Europe.

Il ne faut pas toutefois verser dans le pessimisme. Les années 1983 et 1984 ont marqué en même temps une évolution importante du point de vue géopolitique. Alors que la « strangulation » exercée par les États-Unis s'accroissait et se diversifiait, contaminant la presse et l'opinion occidentale et contraignant le Nicaragua à entrer petit à petit dans l'image qui se projetait de lui, un sursaut important se produisait en 1983 avec la montée en régime du groupe de Contadora, impulsé par le Mexique, le Venezuela et la Colombie. Cette initiative des grands pays de la région permettait, d'une part, de gêner le processus de mise à mort lente poursuivi par Reagan, et, d'autre part, de créer un instrument de coopération économique pour l'Amérique Centrale : le CADESCA, Comité d'Action pour le Développement Économique et Social de l'Amérique Centrale, émanation du système Économique Latino Américain (SELA).

Le Nicaragua trouvait là une vraie chance de survie, si tant est qu'il lui en reste encore. Alors que le Plan Reagan pour l'Amérique Centrale et les Caraïbes visait à organiser au plan régional un cordon sommaire autour du Nicaragua (qui en était exclu), le Groupe de Contadora et le CADESCA, au contraire, incluent le Nicaragua et l'associent donc à la recherche, sur le plan régional, de modalités de coopération politique et économique s'inscrivant dans la perspective d'une paix négociée par tous les pays de la région.

C'est donc là que l'Europe peut et doit trouver son point d'appui principal. Car la coopération que la CEE peut mener avec ce partenaire est non seulement utile du point de vue de sa politique de coopération, mais aussi du point de vue de l'affirmation de sa propre identité, y compris à l'intérieur. L'Europe n'existera que si elle devient une alternative viable aux systèmes politiques et économiques des États-Unis et de l'Union Soviétique. Et elle existera davantage si elle conforte par tous les moyens dont elle dispose, qui sont limités mais pas nuls, toutes tentatives de constitution d'ensembles régionaux alternatifs à la domination des deux blocs.

Les hommes politiques conscients de cette possibilité et de cette nécessité, en Europe sont encore trop peu nombreux. Mais par chance, ce sont les meilleurs. Et ce n'est pas par hasard si Claude Cheysson, alors Ministre français des Relations Extérieures, et Edgard Pisani, Commissaire européen au Développement, se sont trouvés être à l'origine du sommet de San José du Costa Rica, qui réunissait en septembre 1984 tous les ministres des Affaires Étrangères du Groupe de Contadora et d'Amérique Centrale, d'une part, tous ceux de l'Europe élargie et la Commission d'autre part. Cet événement a marqué un grand pas vers la cristallisation de l'idée d'une Europe politique, tant à l'extérieur qu'à l'intérieur.

C'est dans le sillage de ce sommet que nous avons pu passer, pour ce qui nous concerne, à la phase opératoire d'un programme de recherche régional sur les stratégies alimentaires, qui aspire lui aussi, en s'appuyant sur le CADESCA et la CEPAL, et moyennant un financement et une assistance technique substantiels de la communauté, à contribuer au renforcement de l'autonomie alimentaire des pays d'Amérique Centrale, sur le plan national et sur le plan régional.

C'est ce type d'actions, de coopération, s'appuyant sur des structures et des initiatives politiques centrées sur l'autonomie d'ensembles régionaux ou subrégionaux, que la Communauté doit favoriser, car, en même temps qu'elles vivent des espaces de travail concrets, elles contribuent à l'émergence d'un monde plus diversifié, plus ouvert à un réel dialogue Nord-Sud et, donc, plus sûr.

Paris, avril 1985

RÉSUMÉ

Georges Estievenart : «Notes sur la coopération européenne avec l'Amérique centrale».

L'auteur a connu, de l'intérieur, les dilemmes de la Communauté économique européenne face au choix du régime sandiniste dans sa confrontation avec les États-Unis. Il examine la manière dont le Nicaragua a bénéficié d'une aide économique non négligeable même si les courants commerciaux traditionnels de ce pays ne concernaient l'Europe que très marginalement. L'enjeu politique et stratégique de cette aide européenne, où la France joua un rôle clé surtout depuis 1981, est évoqué avec précision. Face au durcissement croissant de la politique des États-Unis l'aide de l'Europe n'est-elle pas un moyen d'éviter de faire tomber le régime sandiniste dans les bras de... Moscou ?

Georges Estievenart : «Notas respecto a la cooperacion europea con America central».

El autor conocio desde adentro, los dilemas que la Comunidad economica europea ha tenido respecto a la eleccion del régimen sandinista en su confrontacion con Estados-Unidos. Examina la manera por la cual Nicaragua beneficio de una ayuda economica bastante importante a pesar que las corrientes comerciales tradicionales de ese pais tenian poco que ver con Europa. La posicion politica y estratégica de esta ayuda en la cual Francia tuvo un papel clave sobretodo desde 1981, esta evocada con precision. Se plantea si frente al endurecimiento creciente de la politica de Estados-Unidos la ayuda de Europa no podra ser un medio eficaz para evitar que el régimen sandinista caiga en manos de.. Moscu.

Georges Estievenart : «Notas sobre a cooperação européia com a América central».

O autor conheceu, do interior, os dilemas da Comunidade economica européia face às escolhas do regime sandinista em sua confrontação com os Estados Unidos. Ele examina a maneira pela qual a Nicaragua beneficiou-se de ajuda econômica importante, mesmo se as tradicionais rotas comerciais deste pais apenas marginalmente tocassem a Europa. O alcance politico e estratégico desta ajuda européia, onde a França desempenha um papel central desde 1981, é evocado com precisao. Face ao crescente endurecimento da politica dos Estados Unidos, a ajuda da Europa nao se constitui em meio de evitar a queda do regime sandinista nos braços de... Moscou ?

Georges Estievenart : «Notes on European cooperation with central America».

The author has inside knowledge of the dilemmas facing the European economic community when dealing with the sandinista regime's choice over its confrontation with the United States. He examines the manner in which Nicaragua has benefitted from fairly substantial economic aid, even if this country's traditional economics trading only off had a marginal effect in Europe. The political and strategic gamble involved in this European aid and France's key rôle. There's, especially since 1981, is set out with precision. When one considers the United States' tightening political grip, is not time that European's and could be the way to avoid the fall of the sandinista regime into the arms of... Moscow ?

ÉTATS-UNIS — NICARAGUA : LE CHOIX DES ARMES

Daniel Van Eeuwen*

L'ADMINISTRATION REAGAN : CHANGEMENT DANS LA CONTINUITÉ

Depuis la Seconde guerre mondiale, la politique extérieure des États-Unis a été caractérisée par un souci constant de répondre à la « menace » politique et militaire de l'Union Soviétique. Chaque administration a, dès 1945, mis en œuvre une stratégie dite de « containment » pour limiter l'influence internationale de Moscou. L'analyse de George Kennan, en février 1946 — qui arguait de la permanence du danger soviétique et de la nécessité de protéger l'Europe —, et surtout le memorandum NSC-68 du 7 avril 1950, rédigé sous la direction de Paul Nitze, allaient fonder la « doctrine Truman ». Celle-ci avait pour objectif de construire un complexe militaire permettant de protéger les États-Unis, mais aussi d'intervenir à l'extérieur. Comme en Grèce, puis en Corée.

Le président Eisenhower, en dépit de la pression des tenants du « roll back » qui n'excluaient pas le recours à la guerre pour évincer l'Union Soviétique des zones qu'elle contrôlait — poursuivit la politique du « containment » militaire sous la forme du « brinkmanship », qui prévoyait des représailles nucléaires contre toute nouvelle expansion soviétique. Dans le même temps, le Secrétaire d'État John Foster Dulles et son frère Allen — directeur de la C.I.A., qui remplaçait l'O.S.S. —, considérant que l'installation de régimes nationalistes était la marque de la conspiration communiste internationale, engageaient des coopérations — « covert actions » — conduisant au renversement de Mossadeq en Iran (1953) et d'Arbenz au Guatemala (1954).

John Kennedy, estimant que le Tiers-Monde devenait le théâtre privilégié de l'affrontement Est-Ouest et qu'il convenait de restaurer tant le prestige que la domination effective des États-Unis, accélèrera la course aux armements nucléaires. Son Secrétaire de la Défense, Robert Mac Namara, renforcera le complexe militaro-industriel. Mais la doctrine de la « réponse limitée » — avec l'intervention de troupes anti-guerilla comme les nouveaux « Bérets Verts » et la multiplication des « covert actions » contre Cuba — va se substituer au « brinkmanship », qui avait fait la preuve de son inefficacité lors de l'invasion de la Hongrie en 1956 et contre les mouvements de libération nationale.

* Politologue, Institut d'études politiques, Centre de recherche et d'étude sur l'Amérique centrale et Caraïbes (CREAC), Aix-en-Provence.

En Amérique Latine — y compris dans certains pays centraméricains — l'«alliance pour le Progrès» va permettre toutefois la mise en place de quelques régimes démocratiques, prudemment réformistes mais vite accusés de sombrer dans le «castrisme». Sous ce prétexte, le président Johnson n'hésitera pas en 1965, à intervenir contre Juan Bosch, en République Dominicaine.

Les mandats de Richard Nixon verront un véritable *aggiornamieto* de la doctrine stratégique : tirant les leçons du surarmement et de la perte de suprématie américaine qu'avait entraînés la stratégie d'«encerclement nucléaire» de l'Union Soviétique, Richard Nixon et Henry Kissinger vont entreprendre une négociation globale avec Moscou, portant à la fois sur la sécurité et les échanges commerciaux. La politique de «détente» sera fondée à la fois sur la reconnaissance du partage du monde en sphères d'influence respectives et sur la volonté de recourir au «containment» diplomatique, politique et économique plutôt qu'à la seule confrontation militaire.

Situés à l'intérieur de la sphère d'influence de Washington, les pays latino-américains dirigés, au début des années 70, par des gouvernants — civils ou militaires — nationalistes — révolutionnaires ou réformistes verront ceux-ci remplacés — le plus souvent avec l'aide des États-Unis, par des dictatures militaires.

A la fin de la présidence de Richard Nixon, apparaîtra un «syndrome vietnamien» qui se manifestera, à la suite de l'échec militaire consommé en 1975, par une hostilité à l'intervention directe des États-Unis dans des conflits qui ne mettent pas en cause leur sécurité.

Après 1976, Jimmy Carter souhaite substituer à une «crainte immodérée du communisme» et à une politique fondée sur l'équilibre entre super-puissances, une approche reposant sur le contrôle des armements, les droits de l'homme, la prise en compte du Tiers-Monde mais surtout sur les aspects économiques et sociaux, et sur une vision multipolaire des relations entre nations interdépendantes. Mais, à la fin de son mandat, sous la pression des «faucons» qui stigmatisaient l'impuissance de Washington face à l'invasion soviétique de l'Afghanistan et à l'hostilité du nouveau régime iranien, le président Carter décide d'engager les États-Unis dans la défense du Golfe Persique, posant ainsi les bases du retour au «containment» militaire. En Amérique Centrale, s'il avait admis que les conflits trouvaient leur source dans la pauvreté et l'injustice, et s'il avait, après maints atermoiements, «lâché» Somoza, il renforçait, dans les dernières semaines de sa présidence, l'aide militaire au Salvador.

Avec l'élection de Ronald Reagan en dépit des divergences dans son entourage entre «Prussians» — militairement intransigeants — et «Traders», ou entre «Globalistes» — farouches contempteurs de la «menace soviétique» en Amérique centrale — et «Régionalistes», la nouvelle orientation est clairement affirmée. Ce changement radical vise à «endiguer» l'expansion de l'ennemi, considérée — dans une vision manichéenne — comme le «Mal» absolu, à préserver les intérêts des États-Unis, et à

«réaffirmer» leur influence («reassertionism»).

Multipliant les références à l'époque de la «Guerre froide» (retour aux recommandations NSC-68 de 1950, d'un «Plan Marshall» pour l'Amérique latine, «partition» éventuelle de l'Amérique centrale le long de la frontière Nicaragua-Honduras), il met l'accent sur la nécessaire et considérable augmentation du budget de la défense. Admettant toutefois que le «containment» — dans sa version 1946 — n'est plus adapté au monde actuel, l'administration Reagan se propose, dans le Tiers-Monde, de «diviser pour régner» et son intransigeance politique n'exclut pas la mise en place d'un système d'aides économiques bilatérales destinées à favoriser les effets salvateurs du marché, inéluctables selon le credo libéral reaganien.

Le fondement doctrinal de la «nouvelle politique interaméricaine» du Parti Républicain pour les années 80 figurait dans le document du «Comité de Santa Fe» qui prônait «une revitalisation de la Doctrine Monroe». Estimant que dans une situation qui n'est «pas de paix, mais de guerre», les États-Unis doivent «prendre l'initiative ou périr», ses auteurs affirment que la politique de «détente» de Jimmy Carter a conduit à une passivité malsaine et qu'il est particulièrement urgent de réagir contre «l'affaiblissement» de l'hégémonie et de la crédibilité de Washington en Amérique centrale et dans la Caraïbe, menacée de devenir «un lac marxiste-léniniste». Les États-Unis ne «doivent plus accepter le statut de Cuba comme État vassal de l'Union Soviétique» et doivent s'employer à récupérer le canal de Panama, à renverser le gouvernement travailliste de Michael Manley en Jamaïque ainsi qu'à neutraliser Maurice Bishop à Grenade et le régime sandiniste au Nicaragua, du fait des liens de ces deux pays avec Cuba. D'une façon générale, le document indique «qu'aucune puissance étrangère hostile ne sera autorisée à disposer de bases, ni d'alliés militaires ou politiques dans la région».

La politique de l'administration Reagan s'inscrit, en définitive, dans une longue lignée de «doctrines» qui ont indiqué les parties du monde où les États-Unis étaient prêts à intervenir militairement. Après la «doctrine Monroe» interdisant toute ingérence européenne en Amérique, la «politique de la porte ouverte», caractéristique d'une stratégie impériale visant à s'assurer la meilleure pénétration économique sans établir de structure politique coloniale condamnait toute implantation coloniale en Chine. La «doctrine Eisenhower» prévoyait l'intervention de Washington au Moyen-Orient pour prévenir l'instabilité de la région et l'expansion du communisme international, tandis que selon la «doctrine Carter», le Golfe Persique était un «intérêt vital de sécurité» dont l'accès devait être garanti militairement par les États-Unis. Enfin, la «doctrine Johnson» affirmait déjà que Washington interviendrait dans tout pays «des Amériques» où les communistes seraient susceptibles de prendre le pouvoir (1).

Depuis la guerre hispano-américaine de 1898 jusqu'au milieu des années 1930, les États-Unis ont appliqué à plus de dix reprises une politique d'intervention directe débarquant, tant au Honduras qu'au Panama et

surtout au Nicaragua. Puis, la «diplomatie du dollar» et la «politique de bon voisinage» s'orientèrent vers le contrôle économique de la région et le recours à des régimes-clients, ce qui permit pendant un demi-siècle d'éviter l'occupation directe des pays centraméricains par des troupes nord-américaines.

Jusqu'en 1979, le Nicaragua a été l'«un des jouets privilégiés» des États-Unis, ainsi que le rappelle un article récent (2).

En effet :

— il a été l'objet en 1854-55 d'une tentative de conquête et d'annexion par William Walker qui souhaitait le transformer en État esclavagiste. Ce «flibustier» se heurta d'ailleurs au Commodore Vanderbilt qui contrôlait le transport interocéanique au Nicaragua et allait ainsi fonder l'une des plus importantes fortunes des États-Unis ;

— Washington s'opposera au président Zelaya qui négociait, au début du XXe siècle, avec le Japon la construction d'un canal alors que les États-Unis avaient opté pour un tracé panaméen. Adolfo Diaz, employé d'une compagnie minière nord-américaine sera installé à la présidence en 1911 et, en 1914, le traité Bryan-Chamorro cèdera aux États-Unis le droit exclusif de construire un éventuel deuxième canal à travers le Nicaragua ;

— le Nicaragua aura été le pays du monde le plus envahi jusqu'en 1933. Soit à quatorze reprises.

Pendant près d'un demi-siècle, à partir de 1933, les Nicaraguayens subiront la dictature des Somoza. Au sujet du fondateur de la dynastie — qui organisa l'assassinat de César Sandino — le président Franklin D. Eisenhower disait : «(C') est peut-être un fils de pute, mais c'est notre fils de pute». La liaison d'Anastasio Somoza I avec Mrs Hanna, épouse de l'ambassadeur des États-Unis qui contribua à son ascension à la tête de la Garde Nationale, le séjour à West-Point d'Anastasio Somoza II qui se vantait de parler anglais comme «les chauffeurs de taxi new-yorkais» et qui fit imprimer le visage de l'ambassadeur américain sur le billet de vingt cordobas en 1972, ou encore l'existence d'un considérable lobby nicaraguayen au Congrès — à tel point que le dictateur, avant sa chute, affirmait y contrôler plus de voix que le président Carter — sont autant de signes de l'étroite imbrication entre la tyrannie nicaraguayenne et la puissance hégémonique.

Le renversement de Somoza apparaîtra donc, aux yeux des conservateurs nord-américains, comme la perte de leur plus sûr allié dans la région, mais surtout la révolution nicaraguayenne et l'amitié des sandinistes pour Cuba feront ressurgir le spectre de la subversion soviétique dans l'hémisphère occidental. En effet, l'analyse de l'administration Reagan peut se résumer ainsi : Cuba, agissant pour le compte de l'Union Soviétique est le siège local du terrorisme international et la cause principale du conflit régional qui se situe dans le cadre de l'affrontement Est-Ouest. Les États-Unis, à cause des «libéraux», ont été trop conciliants avec Cuba, ce qui affecte leur crédibilité auprès de régimes amis et met en cau-

se leur propre sécurité, car selon Ronald Reagan, «pour la première fois de notre histoire, (existent de) réels dangers à nos frontières». Une perspective géopolitique globale et des considérations stratégiques l'emportent donc sur la perspective régionale et la prise en compte de particularités des pays centraméricains.

Quelle est la réalité de la présence soviéto-cubaine dans la région ? Moscou soutient certes les sandinistes et l'ensemble des pays du bloc socialiste leur fournit du matériel militaire — comme les hélicoptères d'attaque MI-24 HIND.D., une cinquantaine de chars T 54/55, des pièces d'artillerie de campagne ou de défense antiaérienne —, mais il n'y aurait au Nicaragua que 200 Soviétiques et une centaine de Bulgares et ressortissants d'autres pays de l'Est. L'action des Soviétiques dans la région consiste essentiellement à protéger le régime de Fidel Castro et à le laisser agir ; en revanche, ce dernier appuie effectivement les États progressistes de la région et Cuba apparaît bien comme «un petit pays qui a une politique extérieure de grande puissance».

Ainsi, au Nicaragua, seraient présents, selon la Maison Blanche, 2 000 conseillers militaires cubains, même si Fidel Castro estime leur nombre à 200. Il s'agit surtout de médecins et d'enseignants, dont la présence avait d'ailleurs déclenché en 1980 des émeutes sur la côte Atlantique nicaraguayenne et dont l'action détermine les accusations de «cubanisation» du régime sandiniste lancées par les anciens dirigeants sandinistes ou leurs alliés passés dans l'opposition, Alfonso Robelo et Eden Pastora. Sur le plan politique, Fidel Castro semble plutôt jouer un rôle modérateur. Il aurait déconseillé aux dirigeants les plus radicaux de supprimer le secteur privé, de heurter gravement les États-Unis ou de s'en reposer entièrement sur l'Union Soviétique, les incitant plutôt à prendre en compte le rapport de forces régional.

Au Salvador, Cuba et le Nicaragua soutiennent l'insurrection politiquement et, dans une certaine mesure, militairement, depuis novembre 1980. Toutefois cet apport ne semble pas déterminant et David Mac Michael, chargé pendant deux ans de l'analyse de la situation en Amérique centrale pour la C.I.A., a déclaré à la presse internationale, le 12 juin 1984, que l'agence américaine ne disposait d'aucune preuve tangible de livraison d'armes de Managua à la guérilla salvadorienne (3). En tout état de cause, le flux extérieur est aujourd'hui réduit, pas uniquement — comme le prétendent les États-Unis —, du fait de leurs mesures d'intimidation, mais en partie parce que la guérilla a récupéré suffisamment d'armes sur l'armée régulière (4).

S'il n'est donc pas avéré qu'un axe Moscou-La Havane-Managua menace directement la sécurité des États-Unis, voire de l'Amérique centrale, il est par contre probable qu'en développant leur hostilité contre les sandinistes, les États-Unis contribuent à l'accomplissement de leurs prophéties («selffulfilling prophecies»). Et comme avec Cuba il y a plus de 20 ans, comme avec Grenade en refusant les offres de dialogue avec Maurice Bishop, ils contribuent à jeter Managua dans les bras de La Havane,

voire de Moscou. Quoiqu'il en soit, estimant être parvenu à un point critique, le président Reagan entend d'abord adopter une ligne dure face aux pays « marxistes » (Cuba, Nicaragua, Grenade, guérillas) et porter un coup d'arrêt aux Soviétiques pour éviter que les « dominos » d'Amérique centrale ne tombent l'un après l'autre et pour reprendre l'initiative dans une région-test. Henry Kissinger affirme, en effet : « Si nous ne pouvons régler la question d'Amérique centrale, il sera impossible de convaincre les nations menacées dans le Golfe Persique et ailleurs que nous sommes capables de préserver l'équilibre global ». Washington souhaite, en second lieu, accorder la priorité à l'assistance en fonction de critères de sécurité, c'est-à-dire en se souciant davantage de pistes d'atterrissage que des conditions d'existence des populations locales. Enfin, les États-Unis veulent renforcer la participation du secteur privé dans la région.

STRATÉGIE A DEUX VOIES OU POLITIQUE A SENS UNIQUE ?

Le discours de l'administration Reagan affirme que les États-Unis appliquent en Amérique centrale une stratégie à deux volets : la fourniture d'aide militaire — première forme d'action — n'aurait pour autre objectif que de soutenir les réformes socio-économiques, les droits de l'homme et les institutions démocratiques et d'ouvrir la voie à l'assistance économique qui permettra le développement de la région. De même, la stratégie militaire serait indissociable d'un processus de négociations — qu'elle rendrait possible — et qui devrait aboutir à une « solution politique » (George Schulz, avril 1983) ainsi qu'à un « renforcement de la démocratie » (Ronald Reagan, mars 1983).

De fait, la politique de Washington apparaîtra initialement comme ambiguë, voire schizoïde, oscillant entre deux voies (« Two track policy ») et permettant à certains, aux États-Unis, d'accorder au président Reagan le bénéfice du doute. Mais il semble de plus en plus évident que cette stratégie duale est un « mythe » (5) comme l'atteste le hiatus entre le discours et l'action.

Qu'en est-il, en effet, de l'action diplomatique et de l'aide économique ?

Le 26 juillet 1983, Ronald Reagan démentait l'existence de « plans militaires d'intervention » et camouflait en opérations de routine les manœuvres, qualifiées par J. Kirkpatrick de « jeux de guerre ». Les responsables américains affirmaient aussi qu'ils ne voulaient pas renverser les sandinistes (6) ou balayer les guérillas mais que les pressions militaires, économiques, politiques et diplomatiques visaient à contraindre les Nicaraguayens et la guérilla salvadorienne à négocier et à s'intégrer à un processus démocratique. J. Kirkpatrick, une fois encore, déclarait : « Nous aidons les « contras » car ils aideront le gouvernement du Nicaragua à tenir ses promesses envers le peuple ». Washington indiquait que sa politique était celle de la « symétrie » : les actions contre le Nicaragua cesseraient si les sandinistes et les Cubains cessaient leurs livraisons d'armes à la gue-

rilla salvadorienne.

En vertu de la même «symétrie», il était demandé aux sandinistes de permettre à l'opposition — «contra» et légale — de bénéficier d'un réel pluralisme.

L'«Initiative pour le Bassin Caraïbe» (connue par ses initiales CBI aux États-Unis), lancée par Ronald Reagan le 24 février 1983, annonçait une aide économique d'urgence de 350 millions de dollars destinée à financer les importations de produits nord-américains par les industriels d'Amérique centrale et des Caraïbes, tandis que certaines exportations de ces pays vers les États-Unis étaient exonérées de droits de douane et que des avantages fiscaux devaient inciter les investisseurs nord-américains à se tourner vers cette zone. Washington portait ainsi l'enjeu économique à l'échelle de la région, développait une nouvelle stratégie globalisante destinée à occulter les tensions sociales internes et contraignait le Mexique, le Venezuela et la Colombie à entrer dans le jeu.

Pour apprécier les perspectives de ce programme, on peut souligner qu'il distribue des crédits, non en fonction des nécessités économiques et sociales mais selon des critères de loyalisme politique et d'après des objectifs de sécurité militaire. Ainsi, le Salvador, le Honduras — et la Jamaïque — sont prioritaires tandis que Grenade et le Nicaragua en sont exclus ; bien au contraire un redéploiement des quotas sucriers réduisait de 90% les achats de sucre nicaraguayen (ainsi redistribués : 52% au Honduras, 30% au Costa-Rica, 18% au Salvador). En juillet 1983, afin d'obtenir un appui bipartisan à sa politique en Amérique centrale, le président Reagan, avait nommé Henry Kissinger à la tête d'une commission composée de démocrates et de républicains et chargée de trouver une solution à long terme à la crise centraméricaine. Le «Rapport Kissinger», rendu public le 11 janvier 1984, a été jugé «magnifique» par le chef de l'exécutif nord-américain. Ce document se situe en effet dans le cadre d'une analyse globale de la situation et insiste sur la menace directe que constituerait le régime sandiniste, appuyé par Cuba, l'Union Soviétique et le bloc de l'Est, pour la sécurité des États-Unis dans une région «d'intérêt vital». Si la Commission recommande de tripler l'aide économique à l'Amérique centrale en lui accordant sur cinq ans 8,4 milliards de dollars, et si elle estime que l'objectif-clé est la «démocratisation», elle privilégie le «succès militaire... condition nécessaire d'une action politique». Quant au Nicaragua — dont la Commission admet implicitement que le régime sandiniste pourrait être légitimé par des élections libres —, il convient de l'amener à un règlement négocié et le «Rapport Kissinger» considère qu'«il ne serait pas sage de détruire» le «stimulant» que constitue l'aide apportée par Washington aux contre-révolutionnaires. Quant aux négociations, elles apparaissent comme un rideau de fumée. La balle diplomatique est maintenue en jeu — sans résultats concrets — afin de gagner du temps pour affaiblir militairement la guérilla salvadorienne et les sandinistes. Washington n'a pas l'intention de perdre en dialogue le capital politique et économique investi dans les opérations de contre-insur-

rection et dans une aide qui se veut décisive à l'armée salvadorienne et aux «contras» nicaraguayens.

L'attitude des États-Unis à l'égard du processus de Contadora (7) apparaît, à cet égard, hautement significative.

Le 19 juillet 1983, à l'occasion du 4^{ème} anniversaire de la Révolution, Daniel Ortega avait proposé un plan proche de celui proposé, deux jours plus tard à Cancun, par le groupe de Contadora et accepté le principe de discussions multilatérales sur l'Amérique centrale, alors que les dirigeants sandinistes réclamaient jusque là des négociations bilatérales avec le Honduras et les États-Unis.

Le Nicaragua demandait «un accord de non-agression avec le Honduras, l'interruption totale de toutes les livraisons d'armes... au Salvador (ainsi que) de tout appui militaire ou toute... forme d'agression, le respect absolu de l'autodétermination... et (la) non-ingérence, la fin... de la discrimination économique, la non-installation de bases militaires étrangères... ainsi que la suspension des manœuvres...». Le président Ronald Reagan déclara alors qu'il s'agissait d'un «premier pas», mais il démontra par la suite qu'il n'entendait pas négocier.

Le 10 septembre 1983, sous les auspices de la Contadora, a été signé pour la première fois un accord entre ministres des Affaires Étrangères d'Amérique centrale (Nicaragua, Honduras, El Salvador, Costa-Rica, Guatémala), dit «Pacte de Panama». Cette déclaration de principe, annoncée par Daniel Ortega, vise le désarmement immédiat et progressif — après inventaire des potentiels militaires —, la diminution du nombre de conseillers militaires étrangers, et comporte un engagement de coopération Honduras-Nicaragua ainsi que de dialogue permanent entre gouvernements et opposants de chaque pays en vue d'un «processus électoral». Ce «Document d'objectifs» en 21 points a été suivi en octobre de quatre textes d'origine nicaraguayenne : deux projets de traités bilatéraux de Paix et de Coopération (avec les États-Unis et le Honduras), un projet d'Accord Bilatéral avec les États-Unis pour contribuer à la solution du conflit salvadorien et un projet de traité de Paix, de Sécurité et de Coopération entre les cinq pays centraméricains. Ces documents qui mettaient l'accent sur la question de la sécurité dans la région furent jugés «insuffisants» et rejetés par le Département d'État (8).

Le 1^{er} décembre — à l'échéance fixée par le groupe de Contadora — le Nicaragua était le seul à présenter trois propositions : un projet de compromis sur les questions militaires, un projet de déclaration politique et un accord pour promouvoir le développement économique et social de l'Amérique centrale. A la fin de 1983, furent élaborées des «normes d'exécution» du «Document d'Objectifs», adoptées en janvier 1984 par les chanceliers centraméricains. Outre l'inventaire des forces, le recensement des conseillers étrangers et l'élimination tant du trafic d'armes que des «groupes irréguliers», les cinq pays centraméricains se sont accordés sur la nécessité de «promouvoir la réconciliation nationale», de «garantir le respect des droits de l'homme» et d'organiser des élections permettant

une réelle participation populaire. Trois commissions ont été chargées de préparer des recommandations en matière de sécurité, de politique et d'économie.

Le 7 septembre 1984, le groupe de Contadora publiait un «Acte de Paix» révisé, projet de traité qu'il remettait au Conseil de Sécurité des Nations-Unies. Ce texte qui proposait une réduction considérable de la course aux armements dans la région et le départ de tous les conseillers militaires étrangers était — à la surprise générale — accepté par le Nicaragua dès le 21 septembre, «en totalité et sans modifications». Estimant que le projet était insuffisant quant à la vérification du désarmement et à l'obligation de «démocratisation», et qu'il faisait la part trop belle à Managua, Washington fit aussitôt pression sur ses alliés (9), qui se réunirent le 19 octobre pour apporter les «corrections» suivantes : les manœuvres combinées des États-Unis et des pays centraméricains n'étaient plus interdites et le dispositif d'infrastructure militaire au Honduras et au Salvador ne serait pas démantelé. Ces propositions de révision étaient rejetées par les pays du groupe de Contadora à la fin de 1984 et une réunion entre leurs quatre ministres des affaires étrangères et ceux des cinq nations centraméricaines était annoncée pour les 14-15 février 1985, mais celle-ci était reportée *sine die* sous le prétexte du différent entre le Costa Rica et le Nicaragua au sujet d'un jeune déserteur nicaraguayen appréhendé par la police sandiniste le 24 décembre 1984 alors qu'il s'était réfugié à l'ambassade costaricienne de Managua. Si le processus de Contadora semble aujourd'hui dans l'impasse, cela tient au fait que «la signature du pacte (proposé en septembre) consignerait dans un document international la volonté des pays d'Amérique centrale de ne plus tolérer la présence militaire (des États-Unis) dans une région où ils l'estiment historiquement légitime» (10). Cette analyse du vice-président nicaraguayen Sergio Ramirez est confirmée — et même amplifiée — par un responsable de la diplomatie française qui affirme : «Les États-Unis pensent sans doute que la symétrie établie par l'«Acte de Paix» révisé entre toutes les forces étrangères, tous les conseillers, toutes les bases, toutes les manœuvres... de tous les pays extérieurs à la zone... les met à égalité avec l'Union Soviétique, qui n'a (selon eux) rien à y faire,... tandis que leur propre présence a des origines historiques et se fonde sur des accords bilatéraux avec certains pays, comme le Honduras» (11).

L'évolution des négociations bilatérales entre les États-Unis et le Nicaragua atteste également de l'effacement de la diplomatie. Après la visite du Secrétaire d'État George Schulz à Managua le 1er juin 1984, puis une rencontre à Atlanta, plusieurs entretiens avaient lieu au Mexique, à Manzanillo, entre Harry Shlaudeman, ambassadeur itinérant et envoyé spécial de Ronald Reagan pour l'Amérique centrale et le vice-chancelier nicaraguayen Victor Tinoco. Mais le 18 janvier 1985, Washington suspendait ces contacts (12), décision qualifiée par Daniel Ortega de «grave» et démontrant selon lui que «Ronald Reagan a décidé de privilégier une solution militaire». Et, lorsque le 2 mars, George Schulz rencontrera le prési-

dent nicaraguayen à Montevideo, ce sera selon lui pour «réaffirmer les objectifs que les États-Unis et leurs amis dans la région défendent depuis plusieurs années» (13). Il s'agit, en fait, comme le recommandait un document du National Security Council d'avril 1982 (14) d'établir un rapport de force favorable aux États-Unis et d'amener les sandinistes à négocier «aux conditions posées» par Washington. Les plus hauts dirigeants nord-américains ont depuis lors, précisé à plusieurs reprises — et à quelques variantes près — leurs exigences vis-à-vis du régime de Managua :

1 — «Avant tout, le Nicaragua ne doit pas devenir partie intégrante de la sphère militaire soviétique... mais s'engager sur la voie de l'indépendance». Il doit cesser d'agir pour le compte de l'Union Soviétique, rompre réellement avec Cuba et le bloc socialiste, ce qui implique le renvoi des conseillers militaires soviétiques et cubains et la fin des importations d'armements lourds en provenance des pays communistes (15).

2 — Managua doit réduire sa capacité militaire «à un niveau correspondant à ses besoins réels alors que, selon Washington, son «surarmement» actuel — notamment en matériel lourd — ne peut avoir pour seul objectif la lutte anti-insurrectionnelle. Les Forces Armées nicaraguayennes — que les États-Unis estiment à 100 000 hommes en totalisant troupes actives, réserves mobilisées et mobilisables — devraient être réduites «au niveau des pays voisins», soit, au moins, diminuées de moitié pour être ramenées à l'équivalent des effectifs salvadoriens.

3 — Le Nicaragua doit «cesser de servir de base» à des opérations clairement destinées à troubler l'ordre dans les pays voisins», il doit renoncer à son expansionnisme, «stopper définitivement toute aide aux insurgés et terroristes de la région» et, en premier lieu, cesser d'apporter son soutien à la «subversion» qui s'emploie à déstabiliser le Salvador.

4 — Enfin, le gouvernement sandiniste doit mettre en œuvre l'engagement pris en 1979 devant l'O.E.A. d'instaurer un régime pluraliste. Pour l'heure, d'après Washington, en dépit des élections du 4 novembre 1984, qualifiées de «farce», les dirigeants de Managua ne sont «pas un gouvernement choisi par le peuple... et s'appuyant sur le consentement des gouvernés» mais «une faction qui a pris le pouvoir avec le fusil» et qui s'y maintient par une «répression intérieure». Selon un document du Département d'État publié le 13 février 1985, celle-ci se caractériserait par «l'intimidation, la restriction des droits de l'homme les plus élémentaires, l'usage systématique de la torture et les exécutions». Pour Ronald Reagan il faut, au contraire «donner au Nicaragua une chance d'avoir la démocratie», promise puis reniée par les sandinistes qui ont mis en place, selon lui, un «État communiste totalitaire... brutal et cruel». Afin de parvenir à un régime conforme aux normes d'une démocratie occidentale, doit être engagé un processus débouchant sur des élections générales «libres et démocratiques», avec, au préalable, une amnistie générale et un dialogue avec toutes les forces d'opposition — intérieures et extérieures, civiles et armées.

Les dirigeants nicaraguayens estiment qu'il s'agit là de «conditions très

dures... pour une éventuelle normalisation des relations» entre Managua et Washington mais que «tout est négociable y compris (l') aide supposée à la guérilla salvadorienne» (16) à l'exception de la politique intérieure du Nicaragua. On peut établir ainsi l'inventaire de leurs concessions et de leurs refus :

1 — S'ils ont rejeté, lors des entretiens de Manzanillo, l'obligation de rompre avec Cuba et le bloc socialiste, ils ont annoncé, à la fin de 1983, le départ de 1 200 conseillers cubains, puis en novembre 1984 celui des 1 500 enseignants cubains et enfin, le 27 février 1985, le retrait, d'ici avril, de cent conseillers militaires cubains, tout en contestant que leur nombre total atteigne 2 à 3 000, comme le prétend Washington (17). Après avoir laissé entendre qu'ils se réservaient le droit d'acquérir auprès des pays socialistes ou de l'Europe de l'Ouest, des avions de combat — type Mirage ou Mig 21 — afin de rétablir l'équilibre vis-à-vis de leurs voisins (18), ils ont également annoncé — toujours le 25 février 1985 — un «gel des achats d'armement pour une durée indéterminée», y compris en ce qui concerne les appareils d'interception «nécessaires à la défense antiaérienne du pays». George Schulz a estimé que le retrait cubain était «insuffisant», et, quant à lui, le porte-parole de la Maison Blanche a jugé qu'il s'agissait d'une «quantité négligeable» ; enfin Ronald Reagan a indiqué qu'il ne voyait pas là de «changement substantiel» de la politique sandiniste. Afin de minimiser cette initiative, le porte-parole de la Maison Blanche a même souligné que Managua «aurait reconnu ne pouvoir absorber beaucoup plus d'armes, compte-tenu des quantités... déjà reçues» (19).

2 — Affirmant que le «développement militaire du pays est strictement défensif», le président Daniel Ortega a renouvelé l'invitation faite d'une délégation bipartite du Congrès nord-américain d'inspecter les installations militaires du Nicaragua. Le vice-président Sergio Ramirez, lors d'une visite à Paris en février 1985 a, pour sa part, affirmé : «Nous préférons une solution négociée, tout en continuant à nous préparer militairement» (20).

3 — Sur le plan politique, après avoir offert une amnistie excluant les «contras», Daniel Ortega a annoncé le 10 janvier 1985 que cette mesure s'étendait à «tous» les opposants armés — y compris les anciens Gardes Nationaux somozistes —, ce qu'est venu confirmer une loi du 22 janvier. Les dirigeants de la F.D.N. ont aussitôt rejeté cette offre, lançant le 3 mars, depuis San José de Costa-Rica, un «ultimatum» qui réclame la dissolution des Comités de Défense Sandiniste (CDS) et celle de l'assemblée élue le 4 novembre ainsi que de nouvelles élections et l'ouverture d'un «dialogue national». (21)

Sur le plan institutionnel, les sandinistes estiment qu'après avoir engagé un processus électoral et remporté, avec environ 67% des suffrages exprimés, une nette victoire électorale, ils sont légitimés par les urnes et n'ont pas à «partager le pouvoir» avec les «contre-révolutionnaires», comme le réclame Washington, mais ils proposent «d'intégrer aux discussions sur la Constitution) les trois partis qui ne seront pas présentés

aux élections, ainsi que les forces syndicales, patronales, sociales, ecclésiastiques» (22). Au demeurant, ne disposant pas à l'Assemblée Constituante des 2/3 des voix nécessaires pour l'adoption de certaines dispositions, ils se préparent à négocier avec les partis d'opposition (23). Enfin, on peut souligner que le zèle pro-soviétique et pro-cubain des censeurs de la presse s'est modéré tout comme le ton des attaques contre l'opposition interne et l'Église. Même si les dirigeants sandinistes sont partagés entre tenants d'une «ligne dure» (T. Borge, H. Ortega) et d'une ligne plus conciliante (D. Ortega, J. Wheelock, L. Carrion), ils ont donc, sous la pression des pays de l'Internationale Socialiste et du groupe de Contadora, mais aussi à la suite de l'intervention nord-américaine à la Grenade, multiplié les manifestations d'«ouverture». Selon certains, ils auraient souhaité — notamment par les élections — couper l'herbe sous le pied de Washington et rehausser l'image quelque peu ternie du régime auprès d'un certain nombre de ses alliés social-démocrates. Pour de nombreux observateurs, les concessions unilatérales, sans condition ni contrepartie, de Managua, montrent que les dirigeants sandinistes se trouvent «sur la défensive» et souhaitent véritablement parvenir à une solution diplomatique avec Washington.

Dans ce contexte, l'administration Reagan montre bien qu'elle n'entend pas négocier ni renoncer à sa priorité militaire ; jugeant sa politique efficace car les sandinistes sont conduits à «reculer», elle voit dans leurs concessions un encouragement à relancer une stratégie de tension.

Cette stratégie — qui semble bien être la véritable ligne de conduite des dirigeants nord-américains — s'est traduite, depuis 1981, par des démonstrations de force rappelant la «diplomatie de la canonnière», le «Big Stick» («Gros bâton») du Président Théodore Roosevelt, au début du siècle, ou encore la «politique au bord du gouffre» de John Foster Dulles dans les années cinquante. Ainsi, une aide massive, essentiellement militaire est fournie au Salvador — considéré comme un «cas-test» —, des conseillers militaires nord-américains sont envoyés sur place, des troupes de substitution (anciens gardes somozistes, exilés cubains ou mercenaires) sont formées, les avions-radars Awacs d'Oklahoma sont utilisés pour surveiller les mouvements aériens et de gigantesques manœuvres navales sont entreprises afin «d'envoyer un message sur les capacités d'intervention des États-Unis». Enfin, Washington se propose de militariser la région en stockant des équipements militaires au Honduras (24), en renforçant les liens avec les forces armées centraméricaines et en réactivant le CONDECA, le Conseil de Défense Centraméricain, instrument militaire créé en 1963 contre la menace cubaine, paralysé depuis la chute de Somoza et devenu à l'initiative du Commandant en chef hondurien le général Gustavo Alvarez Martinez, un véritable bras armé du Front des nations antisandinistes.

GUERRE DE PROPAGANDE CONTRE «L'AUBE ROUGE»

Afin de poursuivre et d'amplifier son action militaire en Amérique Centrale, Washington a engagé, depuis la fin de 1984 une véritable «guerre de propagande» (25) destinée à influencer l'opinion publique et le Congrès. Car si quatre américains sur cinq sont hostiles à un engagement direct des États-Unis dans une tentative de renversement du régime nicaraguayen (26), les plus fermes opposants à la politique centraméricaine de Ronald Reagan reconnaissent eux-mêmes qu'«un accroissement sensible de la menace de Managua envers ses voisins amènerait le Congrès à soutenir une ferme réaction des États-Unis» (27). Le Président et les dirigeants nord-américains mènent donc l'offensive sachant que la «menace militaire sandiniste contre Washington» n'est pas facile à «vendre». Le Nicaragua en effet n'a pas d'importance stratégique immédiate pour les intérêts des États-Unis (28) et l'argumentation doit se situer sur un plan — jugé plus efficace — de la rhétorique anticommuniste, antisoviétique, voire «antiterroriste». Ainsi, Ronald Reagan dénonce, le 24 janvier 1985 «un plan concerté du bloc soviétique et de Cuba pour prendre le pouvoir en Amérique centrale... en violation de la loi internationale». Selon un *livre blanc* de l'administration nord-américaine (29), l'Union Soviétique, qui considère que l'Amérique centrale est un «chaudron en ébullition» mûr pour «un expansionnisme révolutionnaire», encourage l'extension à toute la région des «exemples vivants» que constituent Cuba et le Nicaragua. Ce dernier, «nouvel État d'inspiration marxiste» est qualifié de «satellite soviétique virtuel», tombé «derrière le rideau de fer» — selon la déclaration de George Schulz le 19 février 1985. Face à l'internationalisme socialiste, la démocratie américaine a un «devoir moral» d'aider «ceux qui résistent directement sur le terrain aux empiètements géopolitiques soviétiques» (30). Rejetant à l'avance toute critique internationale, le président des États-Unis affirme donc le 8 février 1985 que l'aide aux contras — ces «frères d'armes», ces «combattants de la liberté» à l'instar de La Fayette (31) est conforme aux chartes de l'ONU et de l'OEA et qu'elle constitue «une question d'autodéfense». Après la visite du Premier Ministre iranien Hussein Moussayi à Managua — qui apportait son soutien à la lutte du Nicaragua contre «l'impérialisme» des États-Unis et envisageait la fourniture du pétrole par l'Iran — Ronald Reagan dénonçait, le 24 janvier 1985 «un nouveau danger en Amérique centrale, du fait du soutien aux sandinistes de la Lybie, de l'OLP et plus récemment de l'ayatollah Khomeiny», tandis que George Schulz affirmait quelques jours plus tard : «Nous courons le risque de voir une autre Libye installer un dépôt de subversion et de terrorisme à seulement deux heures d'avion de la frontière du Texas» (32). L'affirmation d'une telle crainte n'est pas véritablement nouvelle, puisqu'évoquant la chute des «dominos» d'Amérique centrale, Constantine Menges, qui allait devenir l'Officier de Renseignement de la CIA pour l'Amérique latine, écrivait au début de 1981 : «Le Mexique, c'est, potentiellement, l'Iran hostile à notre porte» (33).

Devant ces menaces, et afin de «démontrer sa capacité de parade face à un aussi petit pays que le Nicaragua, pour que le reste de l'hémisphère ne doute pas de la résolution des États-Unis», Washington pourrait recourir à une intervention militaire directe. Celle-ci ne peut être totalement exclue, comme l'ont confirmé les déclarations de nombreux responsables lors de la «crise des Mig 21» (34), même si Jane Kirkpatrick affirmait que «personne, dans toute l'administration Reagan n'a envisagé l'invasion du Nicaragua par les États-Unis, ni n'en a discuté» (35). Mais, une telle intervention pourrait présenter un coût élevé, tant au plan humain que politique. Le Pentagone s'inquiète des risques d'un engagement aux côtés d'alliés peu fiables, le consensus intérieur fait défaut (réticences de l'opinion publique et du Congrès, opposition des Églises) et, à l'étranger, «les amis (des États-Unis) ne toléreraient pas» une telle opération comme le reconnaît le président Reagan lui-même (36). Le risque pourrait être important, alors même que les stratèges nord-américains estiment pouvoir atteindre leurs objectifs par des voies moins coûteuses et moins incertaines.

De fait, on peut se demander si l'intervention n'a pas déjà commencé (37), car le Nicaragua est un pays assiégé et les «comandantes» sandinistes sont confrontés à un véritable état de guerre. Les opérations de harcèlement et de sabotage des «contre-révolutionnaires» soutenus par les États-Unis auraient causé en 5 ans (au début de 1981 à la fin de 1984) 7 698 morts, soit environ 0,08% de la population nicaraguayenne, c'est-à-dire un pourcentage huit fois supérieur à celui des pertes nord-américaines au Vietnam ; 130 à 150 000 personnes ont été déplacées depuis 1981, tandis que de cette date à la fin de 1984 l'ensemble des destructions et des pertes occasionnées par la guerre aurait atteint 750 millions de dollars, selon les autorités sandinistes (38). La volonté de Washington d'asphyxier l'économie nicaraguayenne se manifeste par une série de mesures : arrêt de l'aide, vetos à l'octroi de crédits internationaux, embargos et réductions de quotas, dont le total aurait représenté une perte de 556 millions de dollars depuis 1979 (39). Le sabotage d'installations pétrolières, le minage des ports, qui visent au même but, sont effectués par des commandos spécialisés comportant des Portoricains, des exilés cubains et des Mexicains, encadrés par des techniciens américains. La C.I.A. met en œuvre la stratégie (attaque de cibles économiques, de villes frontalières, d'avant-postes militaires) qu'elle avait proposé en novembre 1981 pour renverser le gouvernement nicaraguayen. Le manuel de guérilla qu'elle édite à l'intention des contras (40), conseille, par exemple, d'engager des tueurs professionnels ou de créer des martyrs en lançant des manifestants contre la troupe. Mais surtout le soutien apporté aux antisandinistes du Honduras (FDN), dirigés militairement par un état-major composé d'anciens somozistes, et à ceux du Costa-Rica, dont Alfonso Robelo assure la direction politique et qui fusionneront avec la FDN en juillet 1984, est un instrument-clé de la stratégie de déstabilisation des sandinistes. Certes les «contras» n'ont pas conquis de soutien populaire à l'intérieur du Nica-

ragua ; ils n'ont pas davantage pris une seule ville, et ils ne semblent pas en mesure de renverser le gouvernement de Managua. Mais l'objectif qui leur était initialement assigné par Washington — à savoir stopper les livraisons d'armes au Salvador — s'est transformé : désormais ils doivent contribuer à acculer les sandinistes à la faillite. Ceux-ci, qui admettent que le coût de la guerre aura été en 1984, de 500 millions de dollars — soit plus que le total des exportations — et consacreront en 1985 environ la moitié de leur budget à la défense, ce qui détourne autant de ressources nationales des secteurs productifs et aggrave une pénurie déjà sévère. Par ailleurs, la situation militaire obère la cueillette du café — qui fournit 40% des devises — voire même la production puisque 6% des surfaces ont été abandonnées du fait de l'insécurité. Enfin l'obligation de conscription de 2 ans pour les jeunes entre 16 et 22 ans entraîne, depuis décembre 1983, des manifestations d'hostilité émanant de parents de conscrits.

Selon l'Administration Reagan, l'aide aux «contras» présente donc l'avantage de cantonner les sandinistes à l'intérieur de leurs frontières car la guerre civile les empêche d'intervenir contre leurs voisins, d'affronter leur économie et d'accroître le mécontentement populaire, voire d'entraîner une radicalisation du régime qui l'amène à perdre ses soutiens tant à l'intérieur qu'à l'étranger. Cette opinion n'est toutefois pas partagée par l'ensemble du Congrès. Outre l'indignation suscitée dans les rangs démocrates comme dans les rangs républicains par le minage des ports (41) ou le manuel de la C.I.A., certains estiment que «le financement de la guerre civile dans un pays étranger est une politique sanglante et immorale» en même temps que contraire aux textes qui, comme l'«amendement Boland» de décembre 1982, interdisent «l'utilisation de fonds publics par la C.I.A. ou le Département de la Défense pour soutenir des activités militaires ayant pour but de renverser le gouvernement du Nicaragua». Si le leader démocrate de la Chambre des Représentants, Jim Wright, estime n'avoir pas à se transformer en «Ange Exterminateur» (42) le démocrate Michael Barnes souligne, quant à lui, la contradiction entre deux arguments de l'Administration Reagan : d'une part, l'action des «contras» serait efficace pour modifier le comportement des sandinistes, d'autre part le régime sandiniste ne cesserait d'«empirer» à l'intérieur. Richard Lugar, nouveau président républicain du Comité des Relations Extérieures du Sénat et fervent partisan du président Reagan, reconnaît lui-même que «la politique n'est pas claire» : «Si notre objectif est de renverser les sandinistes, la «contra» est inappropriée» déclare-t-il (43) et il estime que le programme d'aide aux contras n'est «pas viable» au Congrès (44).

Or, au début de 1985, l'essentiel est là : les États-Unis veulent-ils renverser les sandinistes et dans l'affirmative par quels moyens ?

Rompant avec le discours tenu depuis 1981 selon lequel l'aide aux «contras» avait pour seul but d'empêcher les livraisons d'armes du Nicaragua à la guérilla salvadorienne et l'exportation de la révolution sandiniste en Amérique centrale, le président Reagan a reconnu, le 21 février

1985, que son objectif était d'«évincer les sandinistes». Les «contras» même s'ils ne sont pas en mesure de «renverser dans un avenir proche» (45) le gouvernement de Managua participent à l'ensemble du processus de déstabilisation pudiquement appelé «pressions militaires et diplomatiques pour créer une situation de négociation» (46) et amener les sandinistes à composer. Cela implique que le Congrès — qui a accordé quelques 80 millions de dollars depuis 1981 — débloque les 14 millions de dollars d'aide gelés depuis octobre 1984. La décision — qui devait intervenir en mars — ne sera sans doute adoptée qu'en avril, voire en mai. La Maison Blanche a déjà fait savoir, le 5 mars 1985, qu'en cas de refus, elle envisageait la possibilité de sanctions économiques et d'une rupture des relations avec Managua ainsi que la reconnaissance d'un gouvernement nicaraguayen en exil (47).

Depuis qu'elle n'assume plus de responsabilités officielles, Jane Kirkpatrick a déclaré qu'elle s'accommoderait au Nicaragua, d'un «régime de communisme national... en paix avec ses voisins... et coexistant avec les États-Unis». Mais tout semble démontrer que cette hypothèse ou celle d'une «finlandisation» du régime sandiniste est, pour l'heure, à écarter. Comme le déclarait à Paris en février 1984, le ministre de l'Intérieur Tomas Borge : «(Les États-Unis) veulent tout. Eux ne font aucune concession en échange. A la limite, ils nous demandent de rétablir au pouvoir la Garde Nationale de Somoza». Selon un diplomate américain en poste au Nicaragua, «la seule chose que les sandinistes pourraient faire pour être agréables à la Maison Blanche serait de se suicider collectivement». Un film récent du réalisateur américain John Millius illustre bien l'image de la menace que l'Administration Reagan entend présenter à l'opinion internationale : la troisième guerre mondiale est déclenchée à la suite de l'invasion du territoire américain par des forces ennemies et lorsque «l'Aube Rouge» se lève, une petite ville des États-Unis est écrasée par des milliers de parachutistes... nicaraguayens !

Avril 1985

NOTES

(1) R. Armstrong : «By what right ? US Foreign Policy, 1945-1983». *Nacla Report on the Americas*. Vol. XVII. Numéro 6, nov-déc. 1983, pp. 2-15. Voir aussi : Laurence Whitehead : «Explaining Washington's Central American Policies», 1983, pp. 321-363.

(2) Joël Covet : L'aigle plane sur le Nicaragua. *Les Temps Modernes*. Déc. 1984, numéro 461. pp. 1164-1165.

(3) Pour un exposé détaillé des thèses de David Mac Michael, voir son interview par Jonathan Steele dans *The Guardian*, 9.1.1985.

(4) Cf. Daniel Van Eeuwen : «Amérique centrale : des nations sous influence», in *L'Année Stratégique*, Paris, J.C. Lattès, 1985, pp. 155-166.

- (5) Mary Vanderlaan : The Dual Strategy Myth in Central American Policy, *Journal of Interamerican Studies and World Affairs*, Vol. 26, numéro 2, mai 1984, pp. 199-224.
- (6) Ainsi, en janvier 1984, les plus hauts responsables des États-Unis — George Schulz, William Wasey, Caspar Weinberger, Robert Mac Farlane — affirmaient dans un document conjoint «qu'il n'existait pas de plan d'invasion militaire du Nicaragua».
- (7) Réunis dans l'île panaméenne de Contadora les 8 et 9 janvier 1983, le Mexique, le Venezuela, la Colombie et Panama s'efforcent depuis lors de proposer un plan de paix pour la région.
- (8) *Envio*, ano 3, «La negociacion de Contadora : expectativa y realidades» numéro 39, 5 sept. 1984, pp. 1c-9c.
- (9) Ceux-ci — notamment le Salvador, le Honduras et le Costa-Rica — semblaient pourtant avoir approuvé le plan du 7 septembre.
- (10) Sergio Ramirez, *Le Monde*, 15.2.1985.
- (11) Propos tenus «à titre personnel» par M. Rémy Lahaye, Sous-Directeur d'Amérique centrale et des Caraïbes au Ministère des Relations Extérieures lors d'une table ronde organisée par «Dialogue pour l'Amérique centrale» et le CREAC d'Aix-en-Provence à la Maison d'Amérique latine (Paris, 15 février 1985). L'intervenant ajoutait que «la sagesse pour le Nicaragua consistait à reconnaître que les États-Unis sont dans la région... et que la symétrie entre les États-Unis et les puissances extérieures à la zone ne correspond pas à la réalité».
- (12) Le même jour, Washington refusait de reconnaître la compétence de la Cour Internationale de la Haye dans le différend qui l'oppose au Nicaragua, à la suite de la plainte de ce dernier, en mai 1984, contre le minage de ports.
- (13) *Time*, 11.3.1985.
- (14) N.S.C. «US Policy in Central America and Cuba trough F.Y. 84, Summary Paper» in *New York Times*, 7 avril 1983.
- (15) Le Secrétaire à la Défense, Caspar Weinberger, comparait la fourniture d'armes soviétiques à la «militarisation progressive de Cuba 25 ans plus tôt» et les États-Unis faisaient savoir qu'ils considéreraient comme inacceptable la livraison d'avions de combat sophistiqués» in *Time*, 26.11.1984.
- (16) A cet égard, il semble que, depuis plus d'un an, les représentants du FDR-FMLN à Managua soient traités moins complaisamment.
- (17) Jane Kirkpatrick, dans son interview au *Monde* (Bernard Guetta) du 1.3.1985 avance même le chiffre de «plus de 10 000 conseillers du bloc soviétique», additionnant sans doute — sans le préciser — civils et militaires.
- (18) Selon l'Institut International d'Études Stratégiques de Londres, le Nicaragua ne disposerait que de 12 avions de combat contre 105 pour le Salvador, le Honduras et le Guatemala.
- (19) *Le Monde*, 2.3.1985.
- (20) *Libération*, 15.2.1985.
- (21) Faisant suite à la «déclaration d'unité» de Miami (février 1985), le texte de San José (3 mars 1985) a été signé par Arturo Cruz, Adolfo Calero (FDN), Alfonso Robelo et Fernando Chamorro (ARDE) mais rejeté par Eden Pastora, Brooklyn Rivera (Misurasata) et par les dirigeants de la Coordination Démocratique qui se trouvent à Managua.
- (22) Sergio Ramire in
- (22) Sergio Ramirez in *Le Monde*, 15.2.1985.
- (23) Le FSLN dispose de 61 sièges sur 96, cf. *Envio*, Ano 4, numéro 43, janvier 85, p. 6a.
- (24) En novembre 1984, la 82ème unité aéroportée — qui était intervenue à Grenade — était mise en état d'alerte, puis 100 parachutistes sautaient sur Palmerola au Honduras, enfin les manœuvres américano-honduriennes ont repris le 11 février 1985 pour durer jusqu'en avril.
- (25) *Time*, 11.3.1985, pp. 26-27.

- (26) *Washington Post*, 28.2.1985.
 (27) *Newsweek*, 26.11.1984.
 (28) Cf. Allan Nairn : «Endgame. A special report on US military strategy in Central America». *Nacla Report on the Americas*, Vol. XVII, numéro 3.
 (29) *New York Times*, 10.2.1985.
 (30) Déclarations de Ronald Reagan et George Schulz en janvier 1985, citées in *Le Monde*, 7.2.1985.
 (31) Déclaration de Ronald Reagan le 16 février 1985.
 (32) *Time*, 11.3.1985, p. 27.
 (33) Constantine Menges : «Coping with radical destabilization in the Middle East and Central America/Mexico Trends Causes and Alternatives», *Conflict*, Vol. 3, numéro 1, 1981.
 (34) Le 6 novembre 1984, la Maison Blanche dénonçait la livraison par l'Union Soviétique d'avions de combat transportés par le cargo «Bakuriani». Cette accusation qui se révélera sans fondement, occultera le résultat des élections nicaraguayennes du 4 novembre considérées comme «techniquement correctes» par la plupart des observateurs étrangers.
 (35) *Newsweek*, 14.1.1985, p. 34.
 (36) Déclaration de février 1985, citée in *Newsweek*, 4.3.1985, p. 26.
 (37) «La intervencion ya comienza». *Informe Latinoamericano*, 23 nov. 1984.
 (38) Sergio Ramirez, *Le Monde*, 15.2.1985.
 (39) *Informe Latinoamericano*, 21.12.1984, pp. 598-599.
 (40) Edgardo Chamorro, porte-parole de la FDN, qui reconnaîtra avoir été engagé par la C.I.A. pour 1 500 à 2 000 dollars mensuels, qualifiera lui-même ce manuel de «répugnant».
 (41) Le minage a été notamment condamné par le sénateur Barry Goldwater.
 (42) Devant un Sous-Comité des Relations Extérieures de la Chambre des Représentants, le Secrétaire d'État George Schulz fut accusé, en mars 1985, d'«agiter le chiffon rouge» voire d'utiliser des procédés maccarthystes lorsqu'il dénonçait le rôle de Cuba et du Nicaragua dans le trafic international de la drogue.
 (43) *Newsweek*, 14.1.1985.
 (44) *Time*, 4.2.1985.
 (45) Déclaration du général Paul Gorman, commandant en chef du Southern Command, *Le Monde*, 6.3.1985.
 (46) Déclaration de Langhorne A. Motley, Secrétaire d'État adjoint aux Affaires Interaméricaines.
 (47) *Le Monde*, 7.3.1985.

RÉSUMÉ

Daniel Van Ecuwen : «États-Unis — Nicaragua : le choix des armes».

L'auteur s'efforce de préciser, grâce à une analyse détaillée des événements, l'évolution des relations bilatérales entre les États-Unis et le Nicaragua. Le rappel d'un certain nombre de règles stratégiques aide à comprendre l'escalade d'un conflit potentiel. Les thèmes en présence sont minutieusement analysés ; l'exactitude des déclarations des acteurs, vérifiées dans la mesure des sources accessibles. Cet article factuel montre la gravité d'une situation qui, à tout instant, peut échapper au contrôle des apprentis sorciers...

Daniel Van Eeuwen : «Estados-Unidos – Nicaragua : la eleccion de las armas».

El autor trata de definir, apoyandose en un analisis detallado de los acontecimientos, la evolucion de las relaciones bilaterales entre Estados-Unidos y Nicaragua. La evocacion de cierto numero de reglas estrategicas ayuda a la comprehesion de la «escalada» en este conflicto potencial. Las tesis presentes quedan minuciosamente analizadas, la exactitud de las declaraciones de los actores verificadas en la medida que las fuentes lo permiten. De hecho este articulo indica la gravedad de una situation cuyo control en cualquier instante irse de las manos de los aprendices de brujo.

Daniel Van Eeuwen : «Estados-Unidos – Nicaragua : a escolha das armas».

Através de analise detalhada dos acontecimentos, o autor esforça-se em precisar a evolução das relações bilaterais entre Estados-Unidos e N Nicaragua. A recorrência a certo numero de regras estratégicas nos ajuda à compreender a escalada de um conflito potencial. Os temas presentes são analisados minuciosamente ; a exatidão das declarações dos atores são verificadas na medida das fontes acessíveis. Este artigo factual mostra a gravidade de uma situação que, a qualquer momento, pode escapar ao controle dos aprendizes de feiticeiro...

Daniel Van Eeuwen : «The United States – Nicaragua : the choice of arms».

The author tries to define by means of a detailes analysis of past events ? The evolution of bilateral relations between the United States and Nicaragua. The reference to a certain number of strategic rules, help us to understand the growth of a potential conflict. The theses available are closely analysed, the correctness of the author's statements is verified as much as is possible from the available sources. This article demonstrates the gravity of a situation, which, at any moment, could lead to the chaos freed byt he sorcerer's apprentices...

L'ÉTAT NATION ET L'ÉTAT DE GUERRE EN AMÉRIQUE CENTRALE. HYPOTHÈSES POUR UNE RECHERCHE

Alain Joxe*

Plusieurs indices montrent que l'Amérique centrale aujourd'hui, à moins d'un retournement à cent quatre vingt degrés, est menacée d'un effondrement de tout système étatique souverain par les États-Unis. Cet effondrement ne peut-être compensé que par l'extrême militarisation d'une guerre permanente : l'État de Guerre supplante l'État-Nation comme forme de développement politique.

Un tel résultat trouve un ancrage dans le passé : il est le fruit logique d'une politique conduite systématiquement depuis la doctrine Monroe sur la base d'une vision idéologique à long terme, la répudiation de toutes les formes d'organisations politiques de la vieille Europe.

Sans doute, l'Amérique centrale est une zone de pauvreté où la population a plus que doublé en trente ans (1). Elle constitue par là une zone «belligène» selon la théorie polémologique réductrice de Gaston Bouthoul. On voit bien s'enchaîner divers types de guerre. Mais il serait inexact de considérer que ce qu'on appelle la violence et l'instabilité politique de la région sont le simple produit de l'arriération des formations sociales de l'isthme, puisque cette arriération est gérée directement par les États-Unis, avec précision, depuis le début de l'ère industrielle.

On sait l'importance «matricielle» que la politique des États-Unis confère à toutes leurs entreprises au sud du Rio Grande. C'est seulement dans et par cette zone d'emprise, que la Grande Utopie américaine fondée sur l'arrachement aux turpitudes des dominations de l'ancien monde, est contrainte de retomber sur terre. Dans les Caraïbes, les Américains doivent, depuis longtemps, se conduire comme puissance dominatrice spécifique. Là naissent les stéréotypes qu'ils cherchent à généraliser dans l'ensemble du monde, à partir du moment où ils se détachent comme première puissance mondiale : le modèle du panaméricanisme inspire celui de la SDN et de l'ONU ; le Pacte de Rio est le modèle de l'OTAN. Aujourd'hui une doctrine de maintien de l'ordre par le désordre et le démantèlement des États-Nations constituerait une vision qui semble succéder à l'inclinaison antérieure favorable à la mise en ordre du monde par les organisations internationales. Il est d'autant plus important d'analyser la situation d'insécurité de la région, et d'imaginer par quelle suite de mé-

* École des Hautes Études en Sciences Sociales, Groupe de sociologie de la défense, directeur du Centre interdisciplinaire de recherche sur la paix et d'études stratégiques.

diations un système de sécurité pourrait être substitué à l'état de chose actuel. L'Europe n'a pas d'intérêts économiques comparables à ceux des États-Unis dans la région. Elle y est cependant extrêmement présente pour plusieurs raisons :

- l'importance de l'Amérique latine pour l'église catholique ;
- l'importance de la présence européenne dans la zone insulaire constituant un microcosme où toutes les influences européennes sont politiquement présentes : l'Internationale socialiste, l'Internationale démocrate-chrétienne, le COMECON, la C.E.E., la France concernée aussi par ses départements d'outre-Mer.

L'AMÉRIQUE CENTRALE, UNE ZONE LIBÉRÉE DE L'ÉTAT EUROPÉEN ?

Dans d'autres zones récemment «décolonisées» comme l'Afrique ou le Moyen-Orient, l'État-Nation paraît plaqué sur des formations sociales précapitalistes et n'assume que partiellement, formellement ou dangereusement, une souveraineté mise en cause, dès les années 30 par la transnationalisation du capital pétrolier, puis, dans les années soixante, du capital financier en général. En Amérique centrale, l'histoire est toute autre. Peut-être faudrait-il la comparer avec celle des Balkans pour mieux apprécier la différence ?

Dès la doctrine Monroë les États-Unis ont cherché à s'opposer à l'apparition dans la zone d'États-Nations ou d'États-Empires, inspirés en quoi que ce soit par la tradition européenne. Tel est le sens de cette doctrine ; son seul terrain d'application réussi est l'Amérique centrale.

Le Guatemala, qui s'était d'abord joint à l'Empire mexicain d'Iturbide en 1821, s'en est détaché pour rejoindre la Confédération des Provinces-Unies d'Amérique centrale et ceci, quelques mois avant la formulation de la doctrine, en 1823. Après l'échec de l'unification de l'isthme (1828-1838) et le rêve de Francisco Morazan, la prééminence «naturelle» du Mexique sur le clavier des États de l'isthme s'est ensuite structurellement interrompue par le jeu alterné de l'unification et de la division. Le Guatemala, par son poids, assume souvent le rôle de leader potentiel, notamment en 1887 lorsque la confédération envisage même une constitution fédérale.

Rongé au nord par la poussée *yankee*, Le Mexique perd la moitié de son territoire. Au Sud, Panama et le canal permettent une installation permanente des forces militaires américaines et bloquent toute velléité de la Colombie, de l'ancienne «nouvelle Grenade», d'influencer l'Amérique Centrale. Les États-Unis ont ainsi écarté les deux pôles d'influence hispanique, et affirment leur emprise «semi-coloniale», plus complètement après l'élimination de la dernière colonie espagnole de Cuba après la guerre de 1898-1901. Mais ils le font sur un mode très spécial, si on le compare avec les protectorats établis ailleurs par les puissances européennes. Les États-Unis sont intervenus militairement en Amérique centrale

plus de trente fois depuis 1850, dont onze fois au Nicaragua où une occupation permanente par les Marines a eu lieu de 1912 à 1925 puis de 1926 à 1933.

Il faut, au-delà de l'anecdote, comprendre les conséquences permanentes de cet interventionnisme à éclipse, basé sur la tactique du «hit and run». La politique des États-Unis est avant tout négative : ni empire mexicain, ni unification des Balkans de l'isthme, ni constitution d'une seule véritable nationalité dans un seul des pays, c'est-à-dire constitution d'un État autour d'un mouvement populaire armé représentant un consensus interclassiste et se donnant les moyens militaires et politiques de la souveraineté.

Cette négativité a concerné successivement tous les États de l'isthme à un moment donné de leur histoire. Les plus récents de ces avortements sont le Nicaragua de Sandino bien évidemment, le Guatemala d'Arbenz, aventure nationale lancée par un groupe de jeunes officiers formés à l'idéal démocratique par des militaires américains basés pendant la guerre dans le pays. Un tel foyer d'idéalisme rooseveltien s'est articulé sur un P.C. classique.

On ajoutera à ce tableau l'avortement de l'emprise hégémonique de la Prusse au petit pied, mise en marche par la bourgeoisie salvadorienne, qui déployait une activité hégémonique dans le cadre du Marché commun centre-américain et menaçait, par son dynamisme commercial et sa vitalité démographique, de déployer quelque chose comme une ambition de bourgeoisie nationale conquérante. Cette tentative a été effacée par suite de la guerre du football qui, en 1969, opposa le Honduras et le Salvador. Enfin la victoire des sandinistes représente la dernière version de ce type d'effort de construction nationale soumis, comme on sait, à une menace de mort par actions irrégulières et étouffement. Le Panama, dès son acte de naissance, est une semi-colonie américaine ; malgré l'ère Torrijos, il aura bien du mal à s'en dégager, à supposer qu'il y ait, même, intérêt.

Tous les États de l'isthme apparaissent ainsi non pas comme des pseudo-États-Nations : l'histoire contrastée de leurs peuples forme, à la longue, des différences nationales, économiques, culturelles, aussi sensibles que dans le reste de l'Amérique latine. Ce sont des États-Nations avortés de leur souveraineté militaire. Pour résumer grossièrement la situation qui en découle, on constate qu'il n'existe pas, aujourd'hui en dehors du Nicaragua et de Cuba, une armée centre-américaine autonome, qui puisse être considérée comme une armée au sens plein d'instrument de souveraineté intérieure et extérieure. Elles ont toutes été maintenues soigneusement au rang de police auxiliaire répressive, par leur armement et leur mentalité. Chaque fois que leur ambition paraît se détacher du modèle, elles subissent, d'une manière ou d'une autre, un choc qui assure leur régression au stade de police. La seule armée de plein exercice de la zone fut toujours et reste l'armée américaine et le corps des Marines a d'ailleurs été créé pour jouer ce rôle. Aucune tradition militaire ne permet même aux armées centre-américaines de penser *une intervention pro-*

fessionnelle d'urgence dans le but de restaurer ou d'instaurer un ordre politique acceptable. Les armées centre-américaines n'ont su pratiquer que le massacre jusqu'à l'arrivée salvatrice des Marines. Or, quelque chose s'oppose, aux USA, à l'envoi des Marines. Ils peuvent sans doute réussir à Grenade mais échouent au Liban où meurent nombre d'entre eux. Or, les pertes prévisibles ne sont pas supportables à l'opinion américaine. Il faudrait que les États-Unis s'appuient sur des armées locales «non-amputées». Mais cette amputation est irrémédiable à court terme. On n'arrive pas, même à coup de crédits considérables, à «remonter» une armée salvadorienne présentable ou à fabriquer une armée hondurienne réelle avec l'idée de lui confier des tâches à l'échelle de l'isthme, sans risquer un dérapage nationaliste, c'est-à-dire tout le contraire de ce que les États-Unis peuvent souhaiter. Quant à confier des tâches politiques à l'armée guatémaltèque qui a développé une politique de génocide et d'exactions morbides contre la population indienne, c'est une gageure que l'on ne se risquerait certainement plus à proposer à Washington ni surtout ailleurs, après l'expérience mystique du général Rios Montt. Pourtant les tâches militaires suffisent-elles à assurer l'objectif des États-Unis ? Un système militaire tronqué de sa fonction de souveraineté peut constituer aujourd'hui le lieu le plus malaisé de reproduction de la société capitaliste périphérique, malgré la proximité de la force écrasante des États-Unis. On ne crée pas une armée sans système légitime, enraciné, local. La crise mondiale peut ainsi révéler des vides politiques presque totaux qui ne peuvent être comblés que par la discipline des guerriers. On peut en effet créer des guerriers sans créer d'armées. Tel est l'«État de Guerre».

LA DISSENTION EURO-AMÉRICAINNE

Cette formulation libertaire et chaotique du maintien de l'ordre dans une zone d'influence a été considérée comme néfaste par les puissances européennes dès 1823. Tout d'abord l'emprise européenne sur les Caraïbes continuait aux Antilles, en Guyane, au Honduras britannique permettant aux États-Unis de développer leur commerce et leur économie dans un ordre mondial cohérent. La Grande-Bretagne avait fait savoir, dès 1854, que la doctrine Monroë ne liait pas les puissances européennes. Napoléon III par l'expédition du Mexique, d'esprit «hispano-austro-hongrois», montrait qu'on restait favorable en Europe à quelque forme d'«empire mexicain». Face au système américain de l'«hégémonie par le désordre» et des expéditions privées de pionniers et de corsaires, une autre école politique a toujours été présente dans la zone et trouvait sa source dans une philosophie très différente. Une relation de connivence relie, assez étrangement à l'encontre des normes vulgarisées de la «bipolarité», les pays de l'accord de Contadora, l'URSS et Cuba, les gouvernements européens, l'Internationale socialiste et l'Internationale chrétienne démocrate. Ces forces s'opposent au formulaire de guerre proposé par les États-Unis ; cette convergence remonte à des sources lointaines

qui sont antérieures à la révolution d'Octobre, et, bien évidemment, à la révolution cubaine.

Le problème de la zone a longtemps paru être Cuba. L'objectif des États-Unis, ou plutôt du président Kennedy, lorsqu'il laissa s'installer ce régime et freina toute intervention sérieuse contre lui, même après son évolution visible vers le camp soviétique, apparaissait dans l'utilité d'avoir un repoussoir et un abcès de fixation, très coûteux pour les Soviétiques, en position d'otage comme l'était Berlin à l'époque, et qui symbolisait concrètement le danger russe pour toute l'Amérique latine qu'on voulait magnifier dans l'«Alliance pour le progrès». On ne pensait pas que les modèles cubain et soviétique puissent jamais apparaître comme «séduisants» pour les sociétés latino-américaines. Aujourd'hui, avec la crise mondiale, les pays qui ont le moins profité de la «liberté» de la grande période de croissance comme le Nicaragua, récusent un tel raisonnement; il n'est pas facile de les persuader qu'un retour à la liberté économique qu'ils n'ont jamais connue sous le monopole familial des Somoza est agréable, alors que le «libéralisme» s'accompagne partout dans le Tiers-Monde de crises socio-économiques graves. D'où l'attrait formel du modèle cubain ou soviétique «idéalisé» en dehors de toute connotation idéologique. Pour les combattants sandinistes qui rêvent d'un état juste dans des catégories sans doute plus chrétiennes que léninistes, l'état nicaraguayen ne doit rien avoir à faire avec un état capitaliste de la libre entreprise, condamné, du reste, par d'anciennes encycliques papales, et qui ne fait partie que de l'utopie libertaire nord-américaine. Leurs définitions éventuelles de l'État idéal sont certainement plus proches du despotisme éclairé, du jacobinisme militant, de la mobilisation de la Contre-réforme, du Saint-simonisme et du communisme de guerre, que de la démocratie formelle américaine. Si nous citons en vrac toutes ces orientations bien divergentes et même conflictuelles, c'est pour situer le débat éventuel de l'évolution du sandinisme entre *plusieurs tendances de la philosophie de l'état gestionnaire européen*, c'est-à-dire tout à fait en dehors de la philosophie de l'État libéral américain.

La capacité des États-Unis à proposer des institutions aux sociétés qu'ils cherchent à dominer est extrêmement pauvre. C'est une de leur force en période d'expansion et une faiblesse en temps de crise. Pour les forces politiques européennes, le libéralisme économique n'est qu'un moyen dans un ensemble de buts qui sont toujours la reproduction de l'État comme recherche d'un compromis de classes. Cette définition s'applique tant à la SPD qu'au CDU et aux Verts, tant au PS, au RPR, à l'UDF qu'au PC, à la DC comme au PCI, au PSOE etc... Il n'y a pas un modèle de compromis de classes mais autant de modèles qu'il y a de grandes formations politiques ou d'orientations politiques en leur sein. Les États-Unis de Reagan n'envisagent pas dans la zone d'influence exclusive l'établissement d'une autre alternance que celle de la dictature militaire et du régime démocratique à poigne ; l'un ou l'autre régime ont pour tâche la restauration de la liberté d'entreprise propre au «capitalis-

me sauvage» que l'autoritarisme peut éroder par le biais de l'économie de monopole familiale (Somoza, Trujillo, Duvalier) ou que la démocratie peut éroder par recherche d'une gestion étatisé du bien-être des couches moyennes (Chili, Uruguay, etc). C'est le dynamisme yankee, que Marx admirait d'ailleurs autant qu'il méprisait l'immobilisme et la corruption mexicaine de son époque, qui aujourd'hui poursuit son expansion dans les zones semi-périphériques et périphériques. Cet idéal se drape, quand il le peut, derrière le seul idéal démocratique formel vérifiable par des chiffres, l'électoratisme abstrait. La position des États-Unis est, officiellement, de se réjouir de la progression de la démocratie en Amérique Centrale *prouvée* par des indices de participation électorale (2).

ANNEXES

A – L'INSTITUTIONNALITÉ GUERRIERE

Une guerre se prouve par ses morts et ses armées. La guerre permanente de l'Amérique centrale avait déjà fait 150 000 morts de 1978 à 1983. Pour la seule année 1980, on comptait 12 500 victimes au Salvador seulement et ces victimes sont à 80% des civils, et les massacres continuent avec des montées et des récessions. Mais la militarisation particulière de la région ne ressemble à aucune autre par son flou institutionnel. Empiriquement, on peut parler d'une «militarisation de la zone» terme qu'utilise le SIPRI dans son étude, publiée par l'annuaire de 1984, sur le conflit Honduras-Nicaragua (3) en définissant cette dimension par trois indicateurs : dépenses militaires, effectifs militaires et paramilitaires, matériels militaires. Pour pouvoir parler «d'État de guerre», un certain nombre de traits structurels de la situation doivent être mentionnés en outre et si possible évalués : les effectifs des unités de guérilla dans la région, qu'il s'agisse des guérillas de la gauche au Salvador et au Guatemala ou de la droite somoziste ou anti-somoziste au Honduras et au Costa-Rica, des troupes formées directement d'agents entraînés de la C.I.A. Enfin la présence militaire américaine proprement dite et sa participation active aux activités guerrières de la région doit être mentionnée.

On peut plus traiter de l'«État de guerre» dans la région qu'en abordant le théâtre de guerre globalement, sans distinguer entre les aspects étatiques, non étatiques, interétatiques ou paraétatiques de chacun des facteurs, acteurs donnés. En somme, il faut considérer la zone comme s'il s'agissait d'un espace-temps médiéval de guerre permanente et non déclarée, où aucun acteur et aucune négociation ne peut apparaître décisive.

B – LES DÉPENSES MILITAIRES

Globalement, les dépenses militaires de la zone ont considérablement augmenté depuis 1979, date de l'arrivée des sandinistes au pouvoir au Nicaragua : plus de 50% d'augmentation de 1979 à 1983 pour le Guate-

mala, le Salvador, le Honduras, le Nicaragua et le Costa-Rica réunis.

Ces dépenses sont inséparables de l'augmentation très rapide de l'aide militaire américaine et même de l'aide américaine en général (dont une partie de l'aide civile peut être considérée comme participant de l'effort de guerre). Le total des prêts et des dons militaires pour la zone est passé de 3,7 millions de dollars en 1979 (année fiscale) à 255,9 millions de dollars prévus en 1985. Le montant total des ventes militaires et de l'aide militaire américaine qui n'a pas dépassé au total 161 millions de dollars de 1950 à 1979 atteint 372,7 millions de dollars pendant la seule période de 1980 à 1983, le Salvador à lui seul recevant 230 millions de dollars (4).

L'aide non militaire est déversée sur la région à un rythme tel que les économies des trois pays qui en bénéficient (Nicaragua et Guatemala exclus) sont incapables de les absorber faute de projets. Elle contribue à développer la corruption générale et à créer des emplois parasites c'est-à-dire à engendrer la formation d'une économie «sud-vietnamienne» de guerre.

Quelle que soit la précision des chiffres, il est évident que les trois pays les plus militarisés de la zone sont bien le Salvador, le Honduras et le Nicaragua. Le Guatemala, malgré son état de guerre interne endémique, apparaît moins «militarisé» du fait de son PNB supérieur et d'une restriction presque totale de l'aide américaine que le Sénat refuse pour des raisons de violation des Droits de l'Homme. L'armée guatémaltèque a les mains prises chez elle et ne participe pas directement à l'effort de renversement du régime sandiniste, même si elle est intervenue parfois dans certaines manœuvres frontalières conjointes contre la guérilla salvadorienne.

Le Honduras, malgré la médiocrité encore sensible de son armée, subit «l'effort de guerre» le plus considérable par rapport à ses ressources.

C – LA MILITARISATION DU HONDURAS

Avec son PNB n'atteignant pas 3 milliards de dollars en 1983, le Honduras est, avec le Nicaragua, un des plus pauvres pays de la région. L'effort militaire qui lui est demandé est soutenu par les États-Unis surtout depuis 1982. L'aide militaire américaine s'élevait à 3,98 millions de dollars en 1980 et à 8,93 millions de dollars en 1981 (5), pour des dépenses de défense de 15 millions de dollars (6) lesquelles passent à 32 millions de dollars en 1982 et 50 millions de dollars en 1983 (7). C'est dire que l'aide américaine supporte sans doute plus de la moitié de l'effort militaire hondurien aujourd'hui. Elle prend la forme des manœuvres communes quasi permanentes qui depuis se sont succédées à bon rythme.

En 1982-1983, les États-Unis avaient l'intention d'établir une importante base au Honduras. Cette base aurait pu servir de nouveau siège à la «Escuela de la Américas» fermée récemment à Panama. L'objectif était de faire du Honduras la plaque tournante de la contre offensive de la guérilla et du Nicaragua le lieu aussi de l'environnement.

Le renversement du gouvernement militaire considéré comme trop pro-américain a ouvert dans les relations honduro-américaine une période nouvelle dans laquelle on voit l'armée hondurienne se montrer plus exigeante sur le maintien de la souveraineté et exiger en particulier le départ des guerillas anti-sandinistes qui sont installées dans des camps permanents équipés par la C.I.A.. L'aéroport de Aguacate près de Catacamas avait été équipé par la C.I.A. et les «Contras» avec l'aide du génie américain. Le Gouvernement hondurien, selon des sources bien informées, a demandé le départ du pays de 12 000 rebelles nicaraguayens «dans un délai raisonnable». Cette décision aurait été prise par le commandement de l'Armée, dont les membres ont formé le «Mouvement de rénovation des Forces armées, qui a également exigé la suspension de l'entraînement des forces salvadoriennes sur le territoire hondurien. (8)

D – SALVADOR

L'armée salvadorienne est passé en 1984, grâce à une aide américaine massive, de 27 000 à plus de 40 000 hommes ; cette évolution doit se poursuivre. Ce gonflement résulte de la formation d'un bataillon anti-insurrectionnel supplémentaire et de la formation de quatorze bataillons d'infanterie légère levés pour des tâches de maintien de la sécurité locale. L'armée comprend ainsi au total : quatre brigades d'infanterie (neuf bataillons) ; un régiment de cavalerie mécanisée (dotés de chars légers AMX13 (12) et de véhicules blindés AML 90 (18) ; une brigade d'artillerie (deux bataillons) équipée de canons de 105 M-56 et de Howitzer de 155 m-114 ; un bataillon d'artillerie antiaérienne, un bataillon de génie, les quatorze bataillons d'infanterie légère récemment formés et trois bataillons de forces spéciales plus un bataillon de parachutistes placés sous le contrôle de l'Armée de l'Air.

L'arme individuelle en usage dans les forces armées salvadoriennes était le fusil allemand G3 ; des quantités importantes de fusils américains M-16 et israéliens *Galil* ont été livrés récemment et deviennent les armes standard.

L'aviation comprend 59 avions de combat et 9 hélicoptères armés. Une escadrille de onze chasseurs bombardiers Dassault Ouragan, une escadrille d'attaque au sol de 8 Potex Cm 70 Magisters, 7 Cessna A-37, 4 Cessna O-2A ; une escadrille de transport dotée de 21 appareils de types divers. Ces trois unités sont stationnées sur la base de Llopango, siège de l'École Militaire d'Aviation, tandis qu'une escadrille de chasseurs, de 18 Supermystères Dassault B2, est basée à San Miguel. Les hélicoptères, avant la guerre civile, étaient 3 Lama (Aérospatiale), 2 Alouette III et 1 Hiller FH 1100. Depuis 1981, les États-Unis ont livré 20 hélicoptères Bell UH-1H dont «au moins 6» et probablement plutôt 11 ont été détruits au combat ou par sabotage. Une dizaine de Bell du même type ont sans doute été livré au cours de l'année 1984.

La marine dispose d'un armement négligeable : 7 vedettes et patrouilleurs légers.

La présence de l'industrie française d'armements dans les dotations, notamment dans l'arme blindée et l'aviation n'est pas négligeable. D'où le rôle assez actif joué par la diplomatie française dans la difficile négociation qui s'engage depuis l'année dernière entre le gouvernement du président Napoleon Duarte et la guérilla du FDR/FMLN (9).

L'accroissement de la militarisation du Salvador

Années	1 Aide US total	2 Aide US militaires	3 Dépenses Défense	4 Effectifs
1980	65,2	5,9		6 000
1981	139,5	35,4		
1982	268,2	82,0	139,0	
1983	326,8	81,3	157	27 000
1984	259,7	64,0		41 000
1984 sup.	316,4	(311) demande du Sénat*		

Sources :

(1) *Changing course*, Blueprint for peace in Central America and Caribbean. Washington DC, Institute for Policy studies, 1984, p. 114.

(2) *ANN bull. heddoum.* 5/12/1984 – * *Defense Monitor* numéro 3, 1984, p. 11.

(3) *IJSS Military Balance*, 1984-85, p. 121.

(4) *Jane's Defence Weekly*, 17/3/1984, p. 398.

E – LES EFFECTIFS AMÉRICAINS

L'armée américaine, freinée en permanence par le Sénat, a d'extrêmes difficultés à entrer directement en opération au Salvador où sévit un état de guerre et où la question des «droits de l'Homme» reste un problème. C'est donc à partir du Honduras que la présence militaire américaine est assurée. Elle s'est développée grâce au procédé indirect de «manœuvres conjointes», d'une durée absolument inusitée, et qui se sont succédées presque sans interruption. Ces manœuvres ont été l'occasion de dépenses d'infrastructure permanente et les décisions ont échappé partiellement au Congrès américain. Un centre régional d'entraînement militaire a été construit au Honduras, notamment pour entraîner les militaires salvadoriens prenant la place de l'ancienne «École des Amériques» qui a formé des générations de militaires latino-américains.

Cet afflux s'est produit à l'occasion des manœuvres Big Pine I de 1982 et Big Pine II qui se sont prolongées du 5 août 1983 au 8 février 1984. Le personnel américain a augmenté, à cette occasion de 26 à

6 000 hommes en novembre 1983. Il reste maintenant en moyenne environ 2 000 soldats américains au Honduras. La présence militaire américaine est ainsi devenue lourde : elle a pris pratiquement le commandement de l'armée hondurienne en «formant» 5 000 soldats honduriens au cours des manœuvres de 1983 ; elle continue à entraîner les hommes et les gradés honduriens à tous les niveaux. Du 1er avril à juin 1984, une nouvelle manœuvre le long de la frontière salvadorienne (Ganadero I) symbolisait l'unité du théâtre de guerre, et assurait la permanence de la présence jusqu'à la manœuvre Big Pine III qui s'est déroulée fin 1984.

La présence navale américaine a été marquée par d'importantes manœuvres navales en mars 1984 qui ont conduit un porte-avion et ses navires d'accompagnement, puis un croiseur et un destroyer porte-engins au large de ces pays.

Au cours de l'année 1984, des pilotes américains de C-130 basés au Honduras ont assuré des missions d'observation au profit des troupes salvadoriennes engagées dans le combat terrestre contre la guérilla.

F. EFFECTIF DES GUERILLAS

SALVADOR FMLN	9 000 - 12 000	stationnement SALVADOR
NICARAGUA FDN	8 000 - 11 000 +	HONDURAS
ARDE	3 000 - 5 500	COSTA RICA
Miskitos	1 000 - 1 500	HONDURAS
ÉTATS-UNIS, CIA et assimilés	300	HONDURAS
	150	SALVADOR
GUATEMALA	5 000 - 6 000	GUATEMALA
Total anti-US	14 000 - 18 000	
Total pro-US	12 450 - 18 000	

Sources : *Defence Monitor* o.c.

G. PROGRESSION DES EFFECTIFS DE LA GUERILLA ANTISAN-DINISTE SUBVENTIONNÉE PAR LA CIA AU HONDURAS

1981	500
février 1982	1 000
août 1982	1 500
février 1983	5 500
juillet 1983	10 000
nov. 1983	15 000
1984	18 000 ?

NOTES

- (1) Population totale de l'Amérique Centrale : 1950 : 9, 095 millions d'habitants ; 1980 : 22, 592 millions d'habitants dont 9 millions privés de nécessités de base. Plus de la moitié de la population est en état d'extrême pauvreté au Salvador et au Guatemala, près des 2/3 de pauvres au Honduras en 1980 (cf. Francisco Rojas Aravena, *Centroamérica, Indicadores socio-económicos para el desarrollo*, San José de Costa Rica, FLACSO, 1983).
- (2) Cf. «Democracy in Latin America and the Caribbean», august 1984, US Department of State, Bureau of Public Affairs, Washington D.C. (*Current Policy*, numéro 605).
- (3) SIPIR, *YB*, 1984, the Honduras Nicaragua conflict, p. 521.
- (4) Center for Defence Information, *Defence Monitor*, vol. XIII, numéro 3, p. 5.
- (5) Selon *ANNbull. hebd.* 5/12/84.
- (6) *IISS Mil. Bal.* 1984-85, p. 122.
- (7) *ibid.*
- (8) *Jane's Defence Weekly*, 23.2.1985, p. 306.
- (9) Sources : *IISS Military Balance* 1984-85, p. 121 ; *Jane's Defence Weekly*, 17.3.1984, p. 398.

RÉSUMÉ

Alain Joxe : «L'État-nation et l'État de guerre en Amérique centrale. Hypothèses pour une recherche».

Polémologue, Alain Joxe entreprend une réflexion sur l'impact du phénomène guerre dans la constitution des États d'Amérique centrale. En Amérique latine, les modèles de constitution des États ont été soit la formation des États européens soit celle du grand État d'Amérique, les États-Unis. Les États latino-américains cherchent à les imiter tout autant que ceux-ci cherchent à se projeter : double conquête du Centre sur la Périphérie. Mais une nouvelle forme étatique différente de l'État-nation naît de cette capture, où les guerriers jouent un rôle considérable : l'État de guerre émerge dans cette zone d'influence directe des États-Unis alors que l'Europe aspire à lui transmettre d'autres idéaux. L'hypothèse est séduisante. Cette problématique nouvelle deviendra-t-elle la trame des prochains travaux ?

Alain Joxe : «Esl Estado-nacion y el Estado de guerra en América central. Hipotesis para una investigacion».

Polemologo, Alain Joxe inicia en este articulo una reflexion sobre el impacto que tiene el fenomeno de la guerra en la constitucion de los Estados de América central. An América latina la constitucion de los Estados europeos o la del gran estado americano, los Estados-Unidos. Los Estados latino-americanos intentan imitarlos al mismo tiempo que éstos ultimos desean proyectarse en ellos ; de ahi la doble conquista del centro sobre la periferia. Pero una nueva forma estatal diferente de la del Esta-

do-nacion surge de esta situacion en la cual los militares tienen un papel considerable : el zona de influencia directa de Estados-Unidos, el estado de guerra aparece y se perpetua mientras que Europa, solamente se aspira en transmitir ideales. La hipotesis es atrayente. ? Qui a esa nueva problematica puede servir de trama para trabajos venideros ?

Alain Joxe : «O Estado-nação e o Estado de guerra na América Central. Hipoteses para una pesquisa».

Polêmico, Alain Joxe realiza uma reflexão sobre o impacto do fenômeno guerra na constituição dos Estados da América Central. Na América Latina, os modelos de constituição dos Estados foram calcados quer na formação dos Estados europeus, quer na do grande Estado da América, os Estados Unidos. Os Estados latinoamericanos procuram imita-los na mesma medida em que os modelos em questão procuram se projetar : dupla conquista do Centro sobre a Periferia. Entretanto, uma nova forma de Estado, diferente do Estado-nação, nasce desta relação, onde os guerreiros desempenham papel considerável : o Estado de guerra emerge nesta zona de influência direta dos Estados Unidos, enquanto que a Europa aspira a transmitir-lhe outros ideais. A hipótese é instigante. Esta nova problemática transformar-se-a na intriga dos futuros trabalhos sobre o tema ?

Alain Joxe : «The nation-State and the state of war in central America. Hypotheses for research».

Alain Joxe, an expert on war, undertakes a reflection on the impact of the war phenomenon on the constitution of central America. In latin America the constitutional models were either based on those of european states or that of the great american state, the United States. The latin American states seek to imitate them, whilst the latter seek to impose. Then, the third world scores a double victory over the developed world, but a new of state, different from a nation state, is a product of this capture where the warmangers play a considerable role. The «War-State» merges from the area of influence projected from the United States, whilst Europe seeks to present different ideals. The hypothesis is attractive : will this new approach found the basis of future study ?

INSTITUTO DE
COOPERACION
IBEROAMERICANA

PENSAMIENTO IBEROAMERICANO
Revista de Economía Política

Dirección de Cooperación
Económica.
Revista Pensamiento
Iberoamericano

Avda. Reyes Católicos, 4.
Téléf. 243 35 68. Madrid - 3

PUBLICATIONS
DE LA
SOCIÉTÉ FRANÇAISE D'HISTOIRE D'OUTRE-MER

MOREAU DE SAINT-MERY

Description topographique, physique, civile, politique et historique
de la partie française de l'île de Saint-Domingue

L'auteur par sa naissance et son mariage était allié aux meilleures familles de la Martinique et de Saint-Domingue. Juriste éminent, philanthrope, conseiller au conseil supérieur du Cap à Saint-Domingue, il a consacré une grande partie de sa vie à la rédaction de cette somme publiée pour la première fois en 1797. Oeuvre d'une richesse documentaire exceptionnelle, elle constitue pour les spécialistes des Antilles un matériau de base sans lequel tout travail scientifique qu'il soit archéologique, historique, géographique, démographique, généalogique ou sociologique, ne saurait se concevoir.

*Publications en vente à la Société (par correspondance)
1 & 2 rue Robert de Flers - 75015 Paris
et à la Librairie L'Harmattan, 16 rue des Écoles - 75005 Paris*

PUBLICATIONS DU GRECO 26

Diffusées par le GRECO 26

BULLETIN BIBLIOGRAPHIQUE AMÉRIQUE LATINE

numéro 3 (1983).....	50 F
numéro 4 (1984).....	60 F
numéro 5 (1985).....	70 F
numéro 6 (1985) (à paraître)	70 F

FRANCIS. SÉLECTION AMÉRIQUE LATINE

Supplément au <i>Bulletin bibliographique</i> du GRECO 26	
Suppl. au numéro 3 (1983).....	40 F
Suppl. au numéro 4 (1984).....	40 F
Suppl. au numéro 5 (1985).....	50 F
Suppl. au numéro 6 (1985) (à paraître)	50 F

**CATALOGUE COLLECTIF DES PÉRIODIQUES SUR
L'AMÉRIQUE LATINE DISPONIBLES EN FRANCE**

2e éd. mise à jour et augm., 1985, l'exemplaire.....	120 F
GUIDE DES BASE DE DONNÉES SOCIO-ÉCONOMIQUES SUR L'AMÉRIQUE LATINE par G. Martinière, M. Allègre et B. Byé.....	(épuisé)

Ajouter aux prix indiqués ci-dessus 20% pour frais d'expédition
Les règlements sont à libeller à l'ordre de : Monsieur l'agent comptable du CNRS

S'adresser à :
GRECO 26 – CNRS , 28 rue Saint-Guillaume - 75007 Paris
Tél : 544 42 78 ou 222 35 93 poste 72

Diffusées par l'A.D.P.F.

**RÉPERTOIRE DES RECHERCHES LATINO-AMÉRICANISTES
EN FRANCE**

2e éd. augm. 1983	
BULLETIN BIBLIOGRAPHIQUE AMÉRIQUE LATINE	
numéro 1, 1981 ; numéro 2, 1982.	

S'adresser à :
ÉDITIONS RECHERCHES SUR LES CIVILISATIONS - A.D.P.F.
9 rue Anatole-de-la-Forge - 75017 Paris - Tél : 227 39 97

INFORMATION SCIENTIFIQUE ET COOPÉRATION

LES INSTITUTIONS DE RECHERCHE ET L'AMÉRIQUE LATINE

L'ANPOCS et le développement des recherches en sciences sociales au Brésil par Olga R. de Moares Von Simson	131
Le «réseau documentaire Amérique latine» du CNRS : Un nouveau système pour la recherche ? par Michèle Bincaz, Nicole Percot et Hélène Rivière d'Arc	133
Les fonds de la B.D.I.C. sur l'Amérique centrale par Geneviève Dreyfus-Armand et Arturo Taracena	138

MANIFESTATIONS SCIENTIFIQUES

La trente-sixième réunion annuelle de la Société Brésilienne pour le Progrès de la Science (S.B.P.C.) à Sao Paulo par Marion Aubrée	141
Le IVe congrès international du Centre Interuniversitaire d'Études Cubaines (CIEC) «Cuba et les Antilles» Pointe-à-Pitre par Jean Lamore	145
Un colloque scientifique franco-cubain à Orsay par Guy Martinière.	146
Les migrations temporaires en Amérique latine par Marie-Eugénie Cosio	148
L'explosion urbaine, chaos ou maîtrise ? Thème de la première semaine internationale de prospection sociale par Françoise Reynaud	148
Sur votre agenda	149

DIALOGUES

Études Françaises sur le Guatemala par Yvon Le Bot	150
L'Amérique centrale vue par la nouvelle gauche aux États-Unis par Guy Martinière	153
Une thèse magistrale sur une île au bout du monde : Chiloé par Bernard Bret	154

LECTURES

Notes brèves sur les Amériques par Guy Martinière, Gustavo Arce et Frédéric Mauro	158
Les confins de l'Amazonie par Yvon Le Bot	161
Les Caraïbes par Nelly Schmidt	162
Toujours le Nicaragua par Xavier Guyon et Marie Duflo	163
Le Brésil par Guy Martinière et Frédéric Mauro	164

*Rubrique réalisée en collaboration avec le Réseau documentaire
Amérique latine du CNRS (GRECO 26)
et l'Association française des sciences sociales sur l'Amérique latine
(AFSSAL)*

LES INSTITUTIONS DE RECHERCHE ET L'AMÉRIQUE LATINE

L'ANPOCS
ET LE DÉVELOPPEMENT
DES RECHERCHES EN
SCIENCES SOCIALES AU BRÉSIL

Olga R. de Moares Von Simson*

Une association de création récente, animée par le politologue Helgio Trindade que nombre de latino-américanistes en France ont apprécié lorsqu'il était chercheur associé au Centre d'étude des relations internationales (CERI) de la Fondation nationale des Sciences politiques, est en train de jouer un rôle moteur dans la dynamisation de l'organisation de la recherche en Sciences sociales depuis quelques années au Brésil. La rédaction de la revue a demandé à notre collègue et correspondante au Brésil, Olga R. de Moares Von Simson, de présenter à nos lecteurs les objectifs de cette association, dignes d'un intérêt majeur, dans la perspective de stimuler le développement d'une recherche en coopération entre les deux pays.

L'Associação nacional de Pós-Graduação e Pesquisa Sociais - ANPOCS est une entité de droit privé, sans but lucratif, rassemblant les institutions et organismes brésiliens travaillant dans le domaine des Sciences sociales. Créée en 1977, elle compte actuellement parmi ses membres une cinquantaine de Centres de recherche et de programmes de doctorat concernant les disciplines suivantes : sociologie, sciences politiques et anthropologie. Les objectifs de l'ANPOCS sont de promouvoir l'étude, l'enseignement et la recherche relatifs aux Sciences sociales, organiser des réunions scientifiques, favoriser les

* Correspondante de la revue au Brésil, directrice du service des publications du «Centro de estudos rurais e urbanos» (CERU), Sao Paulo.

échanges entre spécialistes et diffuser des informations scientifiques, afin de permettre les progrès de la connaissance et développer l'analyse des problèmes brésiliens. De plus, l'Association se propose de contribuer à l'élaboration des politiques scientifiques en défendant plus particulièrement les intérêts légitimes de la communauté des chercheurs en Sciences sociales auprès des agences gouvernementales.

Plusieurs groupes de travail constituent la base active de l'Association. Ils disposent chacun d'une grande autonomie dans l'organisation et la mise en œuvre de leurs projets. Vingt-huit groupes de travail permettent actuellement de programmer le calendrier des préoccupations des chercheurs brésiliens en Sciences sociales. Constitués par des chercheurs appartenant aux organismes les plus divers et originaires de toutes les régions du Brésil, ces groupes voient leurs activités coordonnées par un des chercheurs qui représente officiellement l'un des Centres ou Programmes affiliés à l'Association. Depuis 1977, l'ANPOCS a organisé huit rencontres annuelles de haut niveau où furent débattues les problématiques des recherches en cours développées dans les organismes ainsi que les questions concernant la politique d'organisation des études de doctorat. Chacune de ces rencontres a eu lieu dans le courant du mois d'octobre et a donné l'occasion de diffuser, au préalable, un certain nombre de textes d'orientation à partir desquels furent conduits des débats animés. Ainsi, la publication dans le premier numéro de la nouvelle série des *Cahiers des Amériques latines* du texte de la conférence inaugurale de la huitième rencontre annuelle qui s'est tenue à Aguas de Sao Pedro en octobre 1984, prononcée par F. de Oliveira, témoigne-t-elle de l'intérêt que la communauté scientifique internationale accorde à de tels travaux.

Afin de mieux faire connaître ses activités, l'ANPOCS diffuse un *Boletín informativo e bibliográfico de Ciencias Sociais* (BIB) sous forme de périodique semestriel qui favorise les liaisons entre institutions et chercheurs. Le BIB présente dans chaque livraison des renseignements d'ordre institutionnel, des analyses bibliographiques, des informations sur les thèmes, mémoires et travaux de recherches en cours, ainsi qu'un compte-rendu signalétique des principales manifestations concernant les Sciences sociales. Un bulletin trimestriel - *Informe ANPOCS* - donne des renseignements utiles sur les organismes, les programmes de cours de doctorat, les séminaires, colloques et débats ainsi que les publications récentes, les conférences des «professeurs-visitants», les bourses d'études, les projets de financement de recherches et les aides diverses accordées pour entreprendre de nouveaux travaux. Enfin, un *Annario de Ciencias Sociais* sélectionne et résume les communications présentées chaque année lors des Rencontres de l'ANPOCS.

Il est intéressant de signaler aussi que l'ANPOCS récompense chaque année différents projets de recherche dont la qualité scientifique contribue à établir la réputation des Sciences sociales au Brésil. Un jury est chargé, à cet effet, de sélectionner les travaux et agit en toute indépendance à l'égard des institutions établies. Les candidatures peuvent être présentées dès le mois de novembre ; la clôture des inscriptions a lieu en février. Les lauréats sont récompensés chaque année dans le courant du mois de mai. Ne serait-il pas opportun de relever lors des prochaines rencontres annuelles d'octobre 1985 la présence de chercheurs français parmi les chercheurs brésiliens, afin de stimuler le développement d'une recherche franco-brésilienne en coopération dont la fécondité n'est plus à démontrer ?

LE « RÉSEAU DOCUMENTAIRE AMÉRIQUE LATINE » DU CNRS :

UN NOUVEAU SYSTEME D'INFORMATION POUR LA RECHERCHE ?

Michèle Bincaz, Nicole Percot et Hélène Rivière d'Arc *

Le GRECO 26 (Groupement de recherches coordonnées du CNRS) «Réseau documentaire Amérique latine», fédère 9 équipes de recherches sur l'Amérique latine afin de mettre en commun l'information sur la production scientifique francophone en Sciences sociales et d'en faciliter la valorisation et la diffusion (1). Le groupement produit également des outils documentaires destinés à apporter une information rapide sur l'état des fonds documentaires portant sur l'Amérique latine dans les différentes bibliothèques françaises. Il recense, enfin, les équipes françaises, les chercheurs et les thèmes abordés par la communauté scientifique «latino-américaniste».

Créé en 1981, le GRECO 26 est aujourd'hui producteur de plusieurs outils d'information scientifique et technique dont la périodicité de publication est différenciée.

1. De nouveaux produits d'information spécialisés pour la recherche

La banque de données bibliographiques compte actuellement 3 000 références analytiques. Élaborée avec l'assistance technique du C.D.S.H. (Centre de Documentation en Sciences Humaines), elle est interrogeable en conversationnel sur Spleen III et sur Télésystèmes-Questel et accessible dans plusieurs pays européens, en Amérique du nord et du sud. Un thesaurus adapté

* Michèle Bincaz est Ingénieur d'études au Groupe de recherches sur l'Amérique latine (GRAL) de Toulouse, Nicole Percot, ingénieur d'études au Centre de recherche et documentation sur l'Amérique latine (CRE-DAL-CNRS) et Hélène Rivière d'Arc, chercheur, exerce actuellement les fonctions de directeur du GRECO 26.

en 4 langues (français, anglais, espagnol et portugais) est en cours d'achèvement, ainsi qu'un guide d'interrogation.

En outre, de la banque de données est issue une revue bibliographique (le *Bulletin bibliographique Amérique latine*), diffusée par abonnement, semestrielle. Ce bulletin se présente comme les *Bulletins signalétiques* du C.D.S.H., comprenant plusieurs index (thématique, géographique, auteurs). Il a pour supplément une bibliographie rétrospective regroupant les travaux concernant l'Amérique latine contenus dans les bases en Sciences sociales du fichier Francis (C.D.S.H.). Des profils standard sur des thèmes d'actualité (problèmes urbains, indiens et indigénisme, etc...) sont maintenant à la disposition des chercheurs ou de toute personne intéressée par l'Amérique latine. L'accent est mis sur la production scientifique française, les thèses, les actes de colloques qui sont souvent difficiles à identifier.

2. Le *catalogue collectif des périodiques sur l'Amérique latine disponibles en France* dont une partie du contenu au moins est consacrée à l'Amérique latine a fait l'objet d'une publication en 1981 dans le cadre du programme Aire culturelle mis en œuvre par le Ministère de l'Éducation nationale et d'une mise à jour, publiée en janvier 1985. Il informe sur l'état des collections et la localisation des revues dans 26 bibliothèques ou centres de documentation français.

3. Le *répertoire des recherches et des chercheurs latino-américanistes en France*, paru pour la première fois en 1981, a fait l'objet d'une deuxième édition en 1983, et se trouve traité dans la perspective d'une mise à jour permanente.

(1) La notion de Sciences sociales est entendue au sens large : littérature et analyse de l'environnement ont en effet leur place dans la base de données.

4. Divers outils documentaires ou d'information plus ponctuels ont été publiés par le GRECO au cours des cinq dernières années d'existence : un *guide des bases de données européennes sur l'Amérique latine* (1981), des bibliographies (*le mouvement ouvrier en Argentine*, par exemple, en coopération avec la Bibliothèque de documentation internationale contemporaine (BDIC) du Centre universitaire de Nanterre en 1983) etc... Deux documents de travail sont actuellement en cours d'élaboration sur l'Amérique latine dans quatre-vingt cinq bibliothèques françaises. L'édition à partir de la banque des données «Amérique latine», d'un *catalogue des thèses soutenues entre 1980 et 1985* complètera l'inventaire paru depuis 1969 dans les *Cahiers des Amériques latines*.

Les tâches de coordination que le GRECO s'était assignées impliquent aujourd'hui la participation d'équipes nouvelles qui n'entraient pas dans sa composition à l'origine de sa création : la B.D.I.C., le laboratoire de Botanique tropicale de l'Université de Paris VI, les Universités francophones québécoises et belges maintenant membres associés du GRECO, apportent une remarquable contribution.

L'année 1984 en effet a été consacrée par le GRECO au développement des contacts internationaux : information et échanges avec les centres européens et établissement de relations suivies avec les pays francophones soucieux de trouver un support commun de diffusion de leurs travaux. Un accord destiné à la mise en place d'un réseau documentaire complémentaire avec des organismes latino-américains en Amérique latine même a été réalisé en 1984 avec la FLACSO (Facultad latino-americana de Ciencias Sociales).

2. La coopération francophone dans le réseau documentaire

Au cours de l'année 1984 en effet, le GRECO 26 a réalisé plusieurs missions dans les pays francophones afin de développer ses relations avec les bi-

bibliothèques et les organismes de recherche spécialisés sur l'Amérique latine, et de leur proposer de participer aux travaux et publications d'information scientifique et technique (I.S.T.) du Réseau documentaire. (1)

L'objectif de cette coopération est double : d'une part, il s'agit d'étendre d'une manière structurelle des échanges réguliers d'I.S.T. entre les latino-américanistes francophones ; d'autre part il convient de valoriser, grâce à une diffusion informatisée dans l'ensemble homogène d'une banque de données, les résultats de la recherche latino-américaniste d'expression française.

C'est sur cette base que des accords ont été signés entre le GRECO 26 et les partenaires universitaires belges et québécois, et qui doivent être étendus prochainement nous l'espérons, avec nos collègues suisses.

a) En Belgique, ces accords se sont concrétisés avec deux grandes universités francophones, l'Université Libre de Bruxelles et l'Université de Louvain-la-Neuve.

Le Centre d'Étude de l'Amérique latine de l'Université libre de Bruxelles

Créé et dirigé depuis 1975 par Marcos Alvarez Farcia, ce Centre constitue le département spécialisé sur l'aire culturelle de l'Institut de Sociologie de l'Université Libre de Bruxelles.

Axé principalement sur la recherche, ce centre assure également une formation d'enseignement universitaire par l'encadrement des thèses et mémoires ; il organise des conférences-débats et des colloques. Les deux derniers étaient consacrés aux relations entre la C.E.E. et l'Amérique latine (1980) et à l'étude comparative entre le Pacte andin et la C.E.E. (1983).

Disposant d'une bibliothèque spécialisée, le Centre met à la disposition des étudiants plus de 20 000 ouvrages (dont un fonds spécialisé sur l'intégra-

tion de l'indianisme) et une collection de revues en cours de plus de 200 titres.

Depuis mai 1984, le Centre d'Étude de l'Amérique latine collabore à la banque de données bibliographiques «Amérique latine», en analysant non seulement leurs publications, mais aussi une part importante des mémoires et thèses réalisés sur le campus bruxellois.

L'Institut d'Études du développement et la Bibliothèque de la Faculté des sciences économiques, sociales et politiques (ESPO) de l'Université de Louvain-la-Neuve.

Situé dans l'enceinte de la Faculté des sciences économiques, l'Institut d'Études du développement comporte un secteur spécialisé sur l'Amérique latine.

Bien que cet institut dispose d'un centre de documentation, l'essentiel de ses collections (ouvrages et périodiques) spécialisées sur l'Amérique latine a été regroupé dans la bibliothèque ESPO, à la suite d'une réorganisation générale de la politique documentaire en 1976.

C'est donc à la fois avec le directeur de la Bibliothèque centrale ESPO et le directeur de recherche, F. Debuysk, qu'a été conclu un accord de coopération aux travaux d'information scientifique et technique du Réseau documentaire.

b) Au Québec, les trois principales universités francophones, par l'intermédiaire de leur bibliothèque centrale et la Bibliothèque nationale du Québec, ont répondu positivement à nos propositions de coopération ; celle-ci doit devenir effective au cours du premier semestre de cette année.

La *Bibliothèque des sciences sociales de l'Université Laval* a accepté de repérer et de traiter la littérature inédite (1) réalisée sur l'Amérique latine

(1) avec l'appui de la Mission Interministérielle de Diffusion de l'Information Scientifique et Technique (MIDIST).

(1) Thèses et mémoires, rapports, documents de recherche.

dans les différents départements et groupes de recherche en Sciences sociales et humaines de l'Université. Le professeur Paul-Yves Denis, du département de géographie, doit, pour sa part, diffuser l'information sur le réseau auprès de ses collègues.

A l'Université de Montréal, la *Bibliothèque des sciences sociales*, en liaison étroite avec le *Groupe de Recherche sur l'Amérique latine* (2), dirigé par Philippe Faucher, doit apporter sa contribution pour ce qui concerne les publications de cette université.

Quant à l'Université du Québec à Montréal, elle doit apporter son concours spécifique, grâce à l'intervention du *Centre de documentation des sciences sociales*, en relation avec les professeurs de cette université, Carry Hector (du département de Science politique) et Éric Weiss-Altaner (du département d'Urbanisme).

La définition de cette collaboration partagée entre les organismes universitaires québécois a été facilitée grâce à l'intervention de la *Bibliothèque nationale du Québec*. En effet, celle-ci a accepté non seulement de mettre à contribution son service d'analyse documentaire pour traiter les publications québécoises du secteur public et privé relatives à l'Amérique latine, mais également d'assurer la coordination de l'ensemble des collaborations québécoises avec la banque de données «Amérique latine».

c) En Suisse, des rencontres ont eu lieu avec l'*Institut Universitaire d'Étude du Développement* (IUED) et la *Société suisse des Américanistes*, tous deux situés à Genève.

Bien que ces organismes soient intéressés à nos travaux et soient favorables à apporter leur contribution, ils n'ont pu à ce jour y répondre concrètement, faute de moyens spécifiques

(2) Le GRAL est une structure multidisciplinaire regroupant des professeurs en science politique, anthropologie, histoire, sociologie, études littéraires, histoire de l'art.

de leurs services documentaires. Cependant, plusieurs membres du réseau reçoivent déjà certaines de leurs publications qui font l'objet d'analyse dans la banque de données «Amérique latine».

En résumé, la coopération francophone au Réseau documentaire Amérique latine est donc bien engagée. Elle devrait permettre dans les années qui viennent, non seulement d'accroître la diffusion informatisée sur l'essentiel de la production latino-américaniste d'expression française, mais aussi de renforcer les échanges entre les chercheurs travaillant sur l'Amérique latine.

3. Les projets de coopération européenne.

Le GRECO 26 a aussi développé en 1984 des contacts en Europe pour faire connaître l'état de ses travaux et publications documentaires, pour recueillir des informations sur l'organisation de la documentation latino-américaine dans ces pays, et sur l'existence éventuelle de bases de données sur cette aire géographique, pour enfin amorcer des échanges avec des structures équivalentes à celles du Réseau documentaire français. Les informations recueillies sont de différents niveaux et méritent une étude plus approfondie. Toutefois, elles permettent d'obtenir des renseignements précieux, au moins sur la composition et la localisation des fonds spécialisés sur l'Amérique latine dans tel ou tel pays (c'est le cas de l'Italie où pratiquement la totalité des fonds documentaires sur l'Amérique latine est concentrée à Rome) ; parfois, elles éclairent sur les structures mises en place dans un souci de coopération documentaire entre les bibliothèques et les centres de documentation au niveau de l'Amérique latine (exemples de la Grande-Bretagne, de l'Allemagne) (1).

(1) Soulignons qu'il n'y a pas eu d'enquête systématique en Europe dans tous les lieux où se trouve de la documentation latino-américaine en volume significatif mais des contacts avec des organismes (bibliothèques, associations...).

a) En Grande-Bretagne, une collaboration a été entamée avec le SCOUNL (*Standing Conference of National and University Libraries*), et en particulier avec son groupe SCOUNL ACOLAM (*Advisory Committee on Latin American Materials*), formé en 1979, qui s'occupe de l'Amérique latine et dont les objectifs sont les suivants :

— coopération dans l'acquisition, la diffusion et la conservation du matériel documentaire destiné aux études latino-américaines.

— diffusion de l'information sur cette aire géographique. L'ACOLAM doit publier en 1985 un *Répertoire des bibliothèques et des fonds documentaires* spécialisés sur l'Amérique latine. Il s'agit d'une mise à jour de l'édition de 1975 augmentée d'informations sur les bibliothèques européennes. Le GRECO 26 a proposé sa participation à cet inventaire européen déjà bien avancé (questionnaire diffusé début 84) ; il contribuera à la diffusion de cet inventaire au sein de la communauté latino-américaniste en France.

Par ailleurs, l'*Institute Of Latin American Studies* de Londres a fourni au GRECO 26 un guide des divers fonds latino-américains londoniens.

b) En Espagne, des contacts ont été établis à Madrid avec le *Centro de Cooperacion Iberoamericana*, dont le but est de traiter, diffuser et coordonner les informations concernant le monde hispanique et hispano-américain. Il comporte une très importante bibliothèque, l'une des plus riches concernant l'Amérique latine en Europe dans le domaine des Sciences sociales, et propose des échanges avec le GRECO 26 portant sur les publications de son Centre de documentation.

L'*Oficina de Educacion Iberoamericana* a manifesté son intérêt pour une coopération documentaire avec le GRECO 26 dans le domaine des Sciences de l'Éducation.

L'*Instituto de Informacion y Documentacion en Ciencias Sociales (ISOC)*, dont l'objectif est de couvrir l'information bibliographique et documentaire dans le domaine des Humanités

et des Sciences sociales, réalise deux répertoires bibliographiques concernant les publications des périodiques espagnols visant à être échangés avec les grandes bases de données internationales. Il est l'un des membres fondateurs du réseau documentaire espagnol INCA, destiné à favoriser la création de bases de données en Espagne, et à collaborer au niveau international au sein de l'Europe et de la communauté ibéro-américaine (1).

c) Les fonds latino-américains en Italie sont presque exclusivement concentrés à Rome.

Une grande bibliothèque spécialisée sur l'Amérique latine — celle de l'*Istituto Italo-Latino Americano (IILA)* — couvre toutes les disciplines, surtout les Sciences sociales, ainsi qu'un secteur particulier, celui de la musique. Elle procède à de nombreux échanges avec les pays latino-américains, et participe au catalogue collectif des ouvrages italiens d'Amérique latine et sur l'Amérique latine du *Consiglio National Delle Ricerche (CNR)*, traité sur l'ordinateur du CNR. Elle a proposé une convention d'échanges de publications avec le GRECO 26.

Des centres de documentation très dynamiques disposent de petits fonds spécialisés sur l'Amérique latine : l'*Istituto per le Relazioni tra l'Italia e I Paesi dell'Africa, America Latina e Medio Oriente (IPALMO)* est spécialisé sur les aspects politiques et socio-économiques des relations entre l'Italie et les pays cités. La *Fondazione Internazionale Lelio Basso* possède un fonds spécialisé consacré à l'histoire de la gauche en Amérique latine depuis les années 1930, et au droit des peuples.

(1) Les possibilités de coopération avec les centres de Barcelone (entre autres le CI-DOBO et ceux de Séville (plus particulièrement, le Centre des Archives des Indes) n'ont pas été explorées.

Enfin, il existe à Rome des centres de documentation spécialisés sur un thème, mais possédant des fonds sur l'Amérique latine : le *Centro Studi Emigrazione (CSER)*, spécialisé sur les migrations internationales et les migrations internes, qui participe au GRECO «Migrations internationales» du CNRS : la *Societa Italiana per l'Organizzazione Internazionale (SIOI)*, spécialisée en droit international et organisations internationales.

Une bibliothèque internationale est localisée à Rome, celle de la *Food and Agricultural Organization (FAO)*. Elle détient un grand nombre de documents sur l'Amérique latine dans sa propre bibliothèque, ainsi que ses propres publications dans les domaines de l'agriculture, de l'économie agricole, de l'alimentation, des forêts, de la pêche et du développement rural. L'ensemble de la bibliothèque et des publications de la FAO est réuni en une seule base de données interrogeables en ligne.

d) En *Allemagne*, des échanges ont eu lieu à Berlin, où se trouve l'importante bibliothèque de l'*Ibero Amerikanisches Institut Preussischer Kulturbesitz*, et à Munster, siège de l'ADLAF (Association Allemande pour la Recherche sur l'Amérique latine) (1).

La bibliothèque interdisciplinaire de l'*Ibero Amerikanisches Institut Preussischer Kulturbesitz*, à Berlin, est l'une des plus importantes du monde sur l'Amérique latine : 550 000 volumes et 4 000 revues (dont 2 000 disponibles). Son catalogue a été publié en 1980 par l'éditeur américain G. K. Hall (30 volumes). La bibliothèque participe au catalogue national de périodiques élaboré par la Bibliothèque Nationale, mais n'entretient aucune collaboration avec les autres bibliothèques latino-américanistes allemandes.

(1) Plusieurs autres villes allemandes possèdent des fonds documentaires (spécialisés par discipline) sur l'Amérique latine, mais n'ont pas été visitées.

Il n'y a aucun projet d'automatisation de cette bibliothèque.

A l'initiative de l'ADLAF a été créé, en 1970, le Centre de Documentation sur l'Amérique latine de Hambourg (*Documentation - Leitstelle Lateinamerika*). Ce centre de documentation publie :

— un bulletin de presse, mensuel (analyse et reproduction de coupures de journaux)

— des dossiers d'information sur l'actualité (essentiellement à partir de la presse)

— un bulletin bibliographique, trimestriel (auquel auraient dû collaborer, en réseau, les autres bibliothèques latino-américanistes du territoire, mais qui, concrètement, est assuré entièrement et manuellement à Hambourg)

— des bibliographies thématiques.

Il est prévu pour 1985 une automatisation du Centre qui se fera dans le cadre de l'Institut d'outre-mer (auquel l'Institut de Recherche Ibero-américain et son centre de documentation sont rattachés), et une modification de ses produits documentaires : publication d'une nouvelle revue : *Lateinamerika* (comportant une partie documentaire), et abandon probable du Bulletin de presse.

Une coopération pourra s'effectuer avec le Centre de documentation latino-américain d'Hambourg, à travers des échanges entre l'Institut d'Outre-Mer allemand (lorsque le traitement de sa documentation sera automatisé) et le CDSH (Centre de Documentation Sciences Humaines du CNRS).

Le champ de possibilités de coopération internationale entre pays francophones et entre pays européens dans le domaine de l'information scientifique et technique sur cette aire culturelle qu'est l'Amérique latine est donc vaste et n'a été que très partiellement exploré. D'ores et déjà, des réalisations spectaculaires existent, parfois assez mal connues des chercheurs eux-mêmes. L'extrême dispersion de ces chercheurs en France, la faiblesse des moyens avec lesquels l'Institut des hautes études de l'Amérique latine par exemple a du faire face à des tâ-

ches croissantes ont trouvé grâce à l'existence d'un Réseau documentaire la possibilité de mieux structurer la production, la diffusion et l'information scientifiques émanant des chercheurs latino-américanistes en France. Ne peut-on espérer que ce réseau soit prochainement étendu aux deux grands centres français d'étude de l'Amérique latine, le Centre d'études sur le Mexique et le Centre Amérique (CEMCA) situé à Mexico et l'Institut français d'études andines (IFEA) afin de contribuer à une meilleure connaissance de la recherche francophone et européenne sur l'Amérique latine et de mieux connaître en France la production scientifique des chercheurs latino-américains ?

LES FONDS DE LA B.D.I.C. SUR L'AMÉRIQUE CENTRALE

Geneviève Dreyfus-Armand
et Arturo Taracena*

La Bibliothèque de documentation internationale contemporaine (B.D.I.C.) possède un fonds particulièrement intéressant sur l'Amérique centrale : il « couvre », comme pour les autres aires géographiques, l'histoire politique, économique et sociale du XXe siècle et est donc « contemporain » au sens strict du terme (1).

La B.D.I.C. essaie de rassembler tous les types de documents qui peuvent servir de matériaux bruts à l'historien.

A côté des livres et périodiques, une documentation iconographique, rassemblée maintenant à la section iconographique de la B.D.I.C. installée à l'Hôtel des Invalides, offre aux chercheurs un choix de photographies et d'affiches permettant non seulement

* Respectivement conservateur, chargé du secteur latino-américain de la B.D.I.C., et chercheur.

(1) Bibliothèque de documentation internationale contemporaine (B.D.I.C.), Centre universitaire de Nanterre, 92001 Nanterre Cedex (France).

d'« illustrer », mais de mieux comprendre certains aspects de la vie politique des pays de la région.

La documentation imprimée est de provenance diverse : publications d'organisations internationales, gouvernementales ou non (CEPAL, BID, pour ne citer que quelques exemples), publications de gouvernements et de partis politiques, publications d'exilés, publications clandestines...

Une des spécificités de la B.D.I.C. est d'avoir rassemblé, depuis sa création, en 1914, des documents de tous ordres et de toutes natures. Ainsi, les publications du Sous-Comité sur la sécurité et le terrorisme du Sénat nord-américain qui résument des débats parlementaires et reproduisent des brochures diffusées par des mouvements chrétiens en Amérique centrale, sont collectées tout autant que les bulletins publiés par les organisations de guerillas salvadoriennes ou guatémaltèques... Les collections de périodiques sont souvent incomplètes, comme on peut le penser lorsqu'il s'agit de documents si difficiles à recueillir, mais le travail, long, laborieux et opiniâtre de conservation de la mémoire historique collective de l'Amérique centrale se trouve entrepris.

Les chercheurs seront à même de mesurer l'exacte richesse de ce fond, en prenant connaissance, par exemple de la liste des périodiques disponibles sur le Guatemala, établie par Arturo Taracena et dont la diffusion a été téralisée dans le numéro 12 de la *Lettre de l'Association des amis de la B.D.I.C.* et du musée (juin-juillet 1984).

LE GUATEMALA DE 1974 A 1984 : PÉRIODIQUES DISPONIBLES A LA B.D.I.C.

Sur le Guatemala, et plus précisément sur l'opposition au régime militaire, le service des périodiques de la BDIC propose aux chercheurs, pour la décennie 1974-1984, soixante-quinze titres. Malgré les lacunes, l'ensemble de ce fonds permet au chercheur d'avoir une vision extrêmement étendue

de l'histoire de ce pays d'Amérique centrale pour les dix dernières années. Ce fonds, comprend des revues et les publications périodiques des principaux partis et organisations politiques de l'opposition, des syndicats, des divers groupes sociaux et des organes de presse indépendants. Il est unique en Europe.

1. PARTIS ET ORGANISATIONS POLITICO-MILITAIRES

Ejército Guerrillero de los Pobres - EGP -

- El Camino del Obrero (1980) - Guatemala
- Carta Fraternal (1976-1978) - Guatemala
- Companero (1975-1983) - Guatemala
- Ejército Guerrillero de los Pobres. Parte de Guerra (1981-1984) - Guatemala
- Guerra Popular (1975-1980) - Guatemala
- Informador guerrillero (1981-1984) - Guatemala
- Informador Internacional (1981) - Guatemala

Fuerzas Armadas Rebeldes - FAR
- Causa Proletaria (1980) - Guatemala
- Fuerzas Armadas Rebeldes. Organó de opinion (1981) - Guatemala
- Fuerza Armadas Rebeldes. Organó informativo (1981-1983) - Mexico
- Guatemala en lucha (1981-1983) - Guatemala
- Guatemala in struggle (1983) - s.l.
- Parte de Guerra, Fuerzas Armadas Rebeldes.
- Verdad proletaria (1980) - Guatemala

Organizacion del Pueblo en Armas
- ORPA -
- Erupcion (1979-1983) - Guatemala
- Eruption (1983) - Paris
- Organizacion del Pueblo en Armas. Communiqué de Presse (1982-1983) - Paris
- Organizacion del Pueblo en Armas. Numero especial (1979-1980) - Guatemala
- Organizacion del Pueblo en Armas.

Para el exterior (1980-1982) - Guatemala
- Servicio informativo de ORPA (1980-1981) - Guatemala
Siembra (1979-1983) - Guatemala

Partido Guatemalteco del Trabajo. Nucleo de Direccion - PGT-ND
- Unidad (1982-1983) - Guatemala

Partido Guatemalteco del Trabajo. Comité Central - PGT-CC
- Bolctin internacional. Comision de Relaciones internacionales (1982-1983) - Guatemala
- Bolctin internacional. Partido Guatemalteco del Trabajo (1982) - Guatemala
- Revolucion popular (1981) - Guatemala
- Verdad (1981-1983) - Guatemala

Movimiento Revolucionario del Pueblo Ixim - MRP-IXIM
- Ixim. Edicion internacional (1983) - Mexico

2. PARTIS ET ORGANISATIONS POLITIQUES

Frente Democratico Contra la Represion - FDCR
- Frente (1980-1981) - Guatemala

Frente Popular «31 de Enero» - FP 31
- Boletin internacional (1981-1983) - Mexico
- Comunicado internacional (1982-1983) - Mexico
- Pueblo combatiente (1981) - Guatemala
- Rano (El) chapin (1982) - Guatemala

Marxistas Revolucionarios de Centroamérica (IVème Internacional)
- Revolucion socialista (1976-1977) - Mexico

Partido Socialista Democratico de Guatemala - PSD
- Carta socialista (1982) - San José

3. SYNDICATS ET ASSOCIATIONS DE DÉFENSE

Asociacion de Periodistas Democraticos de Guatemala «Marco Antonio Cacao Munoz» – APGD

– Informador de Guatemala (1981-1982) - San José

Asociacion de Trabajadores de la Cultura de Guatemala «Alaide Foppa» – ATCC

– Hunahpu (1982) - Mexico/Managua

Comité de Unidad Campesina – CUC

– Voz del CUC (1980) - Guatemala

Comité Nacional de Unidad Sindical – CNUS

– CNUS-Press (1981-1982) - Mexico

Confederacion Centroamericana de Trabajadores – CCT

– CCT en accion (1978) - San José

Coordinadora de Pobladores – CDP

– Desde la covacha (1978-1981) - Guatemala

Federacion Autonoma Sindical de Guatemala – FASGUA

– Boletin internacional. Comision de Trabajo exterior (1982) - Mexico

– Voz obrera y campesina (1982-1983) - Mexico.

– Guatemala Sindical (1982-1983) - San José

Federacion de Trabajadores de Guatemala – FTG

– Obrero en lucha (1980-1981) - Guatemala

Grupo Unido de Pobladores – GUP

– Barricada (1979-1980) - Guatemala

4. UNIVERSITÉS ET LYCÉES

Asociacion de Estudiantes Universitarios «Oliverio Castaneda de Leon» – AEU

– Asociacion de Estudiantes Universitarios «Oliverio Castaneda de Leon».

Delegacion Mexico (1983) - Mexico

Frente Estudiantil Revolucionario de Guatemala «Robin Garcia» Secundaria – FERG-S

– Voz combativa (1981) - Guatemala

Frente Estudiantil Revolucionario de Guatemala «Robin Garcia» Universidad – FERG-U

– Universitario (El) en lucha (1980-1982) - Guatemala

5. PRESSE INDÉPENDANTE

– Coyuntura (1982-1983) - San José

– Coyuntura extra (1983) - San José

– De sol a sol (1977-1980) - Guatemala

– Inforpress Centroamericana (1983-1984) - Guatemala

– Noticias de Guatemala (1978-1984)- Guatemala, San José, Mexico

– Pueblo (1977) - Guatemala

– Servicio de Informacion de Guatemala - SIG (1978) - Guatemala

– Servicio de Informacion Y Analisis de Guatemala - SIAG (1983-1984) - Mexico

– SIAG-PRESS. Especiales (1982-1983) - Managua

– SIAG-PRESS. Seleccion y sintesis cablegrafica mensual (1982-1983) - Managua

6. CHRÉTIENS

Anonyme

– Cristo companero (1977) - Guatemala

Anonyme

– Guatemala : cristianismo y revolucion (1981) - Guatemala

Comité pro Justicia y Paz de Guatemala

– Boletin del... (1981-1983) - Guatemala

– Informacion (1981) - Guatemala

– Informacion del... (1981) - Mexico

– Testimonio cristiano (1980-1981) - Mexico

Confederacion de Religiosos de Guatemala – CONFREGUA

– Carta de la CONFREGUA (1978-1979) - Guatemala

Iglesia Guatemalteca en el Exilio – IGE

– Boletín IGE (1980-1983) - San José, Granada, Managua

– Iglesia guatemalteca en el Exilio. Carta fraternal (1980) San José

– Iglesia Guatemalteca en el Exilio. Testimonio (1981) - Granada

7. SOLIDARITÉ

Comité de solidarité avec le peuple d'El Salvador, le Collectif Guatemala et le Comité de solidarité avec le Nicaragua.

– Amérique centrale en lutte (1981-1984) - Paris

Centro de Servicios para la Solidaridad con el pueblo de Guatemala – CENSERSOG

– Guatemala. Hoja informativa del... (1981) - Mexico

Collectif Guatemala
– Guatemala Solidarité (1979-1984) - Paris

Comitado de Solidarieta con il Popolo de Guatemala – CISGUA

– Guatemala (1983-1984) - Rome

Equipo de Solidaridad con Guatemala en Nicaragua – ESG

– Guatemala (1982) - Managua

Fraternité Chapina
– Guatemala Information (1983) - Montréal

Guatemala Working Group
– Guatemala update (1981-1982) - Londres

NOTE : Il va sans dire que la majorité des publications indiquées comme étant publiées au Guatemala sont clandestines, ce qui rend la collection d'autant plus rare et précieuse.

MANIFESTATIONS SCIENTIFIQUES

LA TRENTE-SIXIEME RÉUNION ANNUELLE DE LA SOCIÉTÉ BRÉSILIENNE POUR LE PROGRES DE LA SCIENCE (S.B.P.C.) A SAO PAULO

Marion Aubrée *

Le 50ème anniversaire de l'Université de Sao Paulo (U.S.P.) a été commémoré en 1984. Plusieurs professeurs français avaient participé à l'émergence de cette université parmi lesquels Claude Lévi-Strauss, Roger Bastide et Pierre Monbeig, pour ne citer que quelques noms parmi les plus connus. En raison de cet anniversaire, la Société Brésilienne pour le Progrès de la Science (S.B.P.C.) avait choisi de tenir dans la capitale industrielle du pays sa trente sixième réunion annuelle.

La S.B.P.C. a été fondée en 1948 par un groupe de scientifiques brésiliens. Leur ambition était dynamiser l'approche scientifique de la réalité et, pour ce faire, coordonner les efforts des diverses sociétés scientifiques spécialisées déjà existantes. Cette Société devait permettre aux différents professeurs et chercheurs de ce vaste pays, ainsi qu'aux étrangers qui l'étudient sous l'un ou l'autre aspect, de se rencontrer au moins une fois l'an pour débattre des problèmes soulevés par le développement des recherches menées dans les domaines de connaissance les plus variés. Ainsi la S.B.P.C. tient, depuis sa création, très régulièrement sa réunion annuelle – qui dure une semaine – dans une des villes brésiliennes dont l'université peut offrir des locaux suffisamment vastes pour accueillir les nombreux cours, tables rondes, conférences et communications en tous genres qui assurent une véritable mise au point de haut niveau sur les

* Chercheur, École des Hautes Études en Sciences Sociales (EHESS).

Confederacion de Religiosos de Guatemala – CONFREGUA

– Carta de la CONFREGUA (1978-1979) - Guatemala

Iglesia Guatemalteca en el Exilio – IGE

– Boletín IGE (1980-1983) - San José, Granada, Managua

– Iglesia guatemalteca en el Exilio. Carta fraternal (1980) San José

– Iglesia Guatemalteca en el Exilio. Testimonio (1981) - Granada

7. SOLIDARITÉ

Comité de solidarité avec le peuple d'El Salvador, le Collectif Guatemala et le Comité de solidarité avec le Nicaragua.

– Amérique centrale en lutte (1981-1984) - Paris

Centro de Servicios para la Solidaridad con el pueblo de Guatemala – CENSERSOG

– Guatemala. Hoja informativa del... (1981) - Mexico

Collectif Guatemala
– Guatemala Solidarité (1979-1984) - Paris

Comitado de Solidarieta con il Popolo de Guatemala – CISGUA

– Guatemala (1983-1984) - Rome

Equipo de Solidaridad con Guatemala en Nicaragua – ESG

– Guatemala (1982) - Managua

Fraternité Chapina
– Guatemala Information (1983) - Montréal

Guatemala Working Group
– Guatemala update (1981-1982) - Londres

NOTE : Il va sans dire que la majorité des publications indiquées comme étant publiées au Guatemala sont clandestines, ce qui rend la collection d'autant plus rare et précieuse.

MANIFESTATIONS SCIENTIFIQUES

LA TRENTE-SIXIEME RÉUNION ANNUELLE DE LA SOCIÉTÉ BRÉSILIENNE POUR LE PROGRES DE LA SCIENCE (S.B.P.C.) A SAO PAULO

Marion Aubrée *

Le 50ème anniversaire de l'Université de Sao Paulo (U.S.P.) a été commémoré en 1984. Plusieurs professeurs français avaient participé à l'émergence de cette université parmi lesquels Claude Lévi-Strauss, Roger Bastide et Pierre Monbeig, pour ne citer que quelques noms parmi les plus connus. En raison de cet anniversaire, la Société Brésilienne pour le Progrès de la Science (S.B.P.C.) avait choisi de tenir dans la capitale industrielle du pays sa trente sixième réunion annuelle.

La S.B.P.C. a été fondée en 1948 par un groupe de scientifiques brésiliens. Leur ambition était dynamiser l'approche scientifique de la réalité et, pour ce faire, coordonner les efforts des diverses sociétés scientifiques spécialisées déjà existantes. Cette Société devait permettre aux différents professeurs et chercheurs de ce vaste pays, ainsi qu'aux étrangers qui l'étudient sous l'un ou l'autre aspect, de se rencontrer au moins une fois l'an pour débattre des problèmes soulevés par le développement des recherches menées dans les domaines de connaissance les plus variés. Ainsi la S.B.P.C. tient, depuis sa création, très régulièrement sa réunion annuelle – qui dure une semaine – dans une des villes brésiliennes dont l'université peut offrir des locaux suffisamment vastes pour accueillir les nombreux cours, tables rondes, conférences et communications en tous genres qui assurent une véritable mise au point de haut niveau sur les

* Chercheur, École des Hautes Études en Sciences Sociales (EHESS).

questions scientifiques qui préoccupent les chercheurs.

Les réunions de la S.B.P.C. ont lieu généralement au début du mois de juillet. La 36^{ème} du nom s'est donc tenue du 4 au 11 juillet dernier, dans un périmètre qui englobait, en particulier, les divers bâtiments de l'École Polytechnique, l'Institut de Mathématiques et la Faculté d'Architecture et d'Urbanisme, pour en situer grosso modo l'emplacement sur le vaste campus boisé de l'Université de Sao Paulo.

Il régnait dans cette zone pendant la durée du congrès une animation toute particulière qui contrastait avec la tranquillité du reste du campus, presque vide à cette époque de vacances scolaires. De plus, les universitaires et étudiants venaient de participer à la longue grève entreprise par les universités fédérales, pendant plus de deux mois, afin d'obtenir quelques améliorations à la situation de dégradation lente des moyens d'enseignement et de recherche constatée ces dernières années.

Aussi l'entrée dans l'édifice où se trouvait, entre autres, les structures administratives d'accueil, rappelait à ceux qui l'ont connu le happening commercial des années 1970 à Vincennes.

Significativement le thème principal choisi pour orienter les débats de 1984 était «la crise» ; sujet d'actualité s'il en fût pour le Brésil, dans un moment d'expectative économique et politique que symbolisait clairement l'enfant au corps malingre choisi pour emblème de la 36^{ème} réunion et qui, dans un geste d'offrande, tendait d'une main l'une des quelques roses que, de l'autre, il serrait contre lui.

Une étude récente, réalisée à la demande de l'institution elle-même par un groupe de recherche de la U.S.P. animé par Maria Isaura Pereira de Queiroz, a esquissé une sorte de profil type du participant aux réunions annuelles. Il s'agit, le plus souvent, d'un homme de 30 à 40 ans, Pauliste, ayant un doctorat et travaillant surtout dans le domaine des sciences de la vie (1). Ce profil s'applique parfaitement à

ceux qui viennent exposer les résultats de leurs travaux. Mais il faut aussi tenir compte des autres participants, ceux qui viennent pour écouter, pour apprendre et pour débattre et qui constituent l'autre pôle de la dynamique intellectuelle qui anime ces réunions. De ce côté-là, la moyenne d'âge baisse d'au moins dix ans, la proportion des femmes est beaucoup plus importante et la provenance géographique varie en fonction du lieu où se tient le congrès. En 1983 comme la réunion se tenait à Belem, les auditeurs du Nord et du Nord-Est du pays étaient beaucoup plus présents qu'à Sao Paulo.

Plus de 3 500 communications ont été présentées en 1984. En feuilletant le *Livre des Résumés* on s'aperçoit que certaines sciences telles les mathématiques ne sont pratiquement pas représentées. Mais les autres sciences appelées traditionnellement «exactes» tiennent le haut du pavé. Ainsi, les différentes branches de la chimie, les sciences physiques et la génétique, offrent les nombres les plus élevés de communications, respectivement 548, 346 et 360.

Le nombre des communications dans les autres matières donne une idée assez claire des problèmes que se pose la société brésilienne et sur lesquels travaillent un grand nombre de chercheurs. Ainsi, les recherches sur l'écologie et la pollution de l'environnement sont tout à fait à l'ordre du jour après la catastrophe de Cubatao qui, dans la banlieue industrielle de Sao Paulo, a coûté la vie à plus de 130 personnes au début de l'année ou encore après l'énorme pollution occasionnée par le déversement massif d'un produit défoliant à haute teneur toxique dans la région qui entoure les travaux du barrage de Tucuruí en Amazonie. Il y avait un total de 184 communications dans ces deux disciplines dont quel-

(1) Au Brésil, cette catégorie comprend trois disciplines centrales : biologie, psychologie et psychanalyse ainsi que leurs dérivés, nombreux pour la première (13), réduits pour la seconde (psychobiologie et analyse du comportement) et inexistantes pour la troisième.

ques-unes ont donné lieu à des débats très animés.

Un autre domaine de recherche, représentatif des problématiques sur lesquels travaillent un bon nombre d'universitaires, est celui de l'éducation auquel se rattachaient 120 exposés. On trouvait parmi ceux-ci diverses préoccupations portant sur la pédagogie et les éventuelles déficiences des élèves, mais aussi sur les méthodes et le contenu de l'enseignement lui-même ou sur les structures administratives. Les recherches visent à analyser les besoins à tous les niveaux d'enseignement (du primaire à l'université) et à promouvoir la meilleure répartition des moyens à mettre en œuvre pour que la possibilité soit donnée au plus grand nombre d'avoir accès à un minimum de scolarité lui permettant ensuite de mieux s'intégrer au milieu socio-économique. Le taux d'analphabétisme recensé en 1980 était de 31% pour l'ensemble du pays mais des différences régionales très marquées apparaissent en particulier entre le Sud, plus riche, et le Nord-est où, à la même date, les analphabètes représentaient 48% de l'ensemble de la population.

Le droit à la santé a nourri directement ou indirectement les réflexions des 109 personnes qui, — médecins pour la plupart — avaient choisi de soulever en public des questions sur le mauvais état physique de certains de leurs concitoyens et sur les réponses à mettre en œuvre pour y remédier. Les questions de nutrition, en particulier, ont fait l'objet de plusieurs communications, tant il est vrai que beaucoup de médecins sont préoccupés par les répercussions d'ordre physiologique découlant des états de sous-alimentation.

Cette sous-alimentation sévit dans les banlieues des grandes villes industrielles et, spécialement, de la plus grande de toutes, Sao Paulo. Elle a donné lieu, dans cette Université, à un ensemble de recherches qui soulignent la dimension du phénomène ainsi que ses racines et implications socio-économiques.

Sous-alimentation encore dans le

Nord-est où, comme on a pu le constater ici lors d'une campagne de presse faite il y a un an, le seuil est atteint de ce qu'on appelle la famine, c'est-à-dire l'état dans lequel non seulement on souffre de la faim mais où l'on en meurt aussi. La sécheresse qui sévit maintenant depuis plusieurs années, a d'ailleurs fait l'objet d'une importante table ronde dans une autre discipline, dont l'audience fut grande. Au cours de cette table ronde, des professeurs de l'Université de Pernambuco ont mis en évidence certaines causes naturelles mais aussi socio-historiques du phénomène, en particulier comment l'actuelle structure agraire du Nord-est, loin d'y remédier tend à favoriser le développement de la sécheresse pour des raisons d'intérêt essentiellement économique.

Cette situation de pénurie totale provoque chez les adultes des déficiences immunologiques contre les maladies endémiques et parasitaires liés au climat, mais aussi contre d'éventuelles épidémies. Chez les enfants, la sous-alimentation présente des répercussions individuelles et sociales qui influent sur le long terme puisque les spécialistes ont enregistré depuis vingt ans une augmentation des taux de nanisme et de crétinisme dûs à une sous-alimentation grave durant les deux premières années de vie.

D'autres domaines thérapeutiques moins classiques tels que la pharmacopée indigène, le traitement de maladies spécifiques à l'une ou l'autre région (malaria, mal de Chagas, etc.) ou bien liées à des techniques nouvelles en agriculture (insecticides, pesticides et défoliants) ont aussi été évoqués ainsi que les problèmes inhérents aux accidents du travail qui font de nombreux invalides, avec une majorité absolue (55%) concernant les ouvriers du bâtiment.

La sociologie et l'anthropologie figurent parmi les disciplines qui ont le plus d'audience. Au Brésil les chercheurs de ces deux disciplines sont le plus souvent sollicités par les médias pour donner leurs impressions ou leur avis sur les problèmes du moment. Les

débats organisés dans ce domaine attirent toujours un auditoire très important, généralement proportionnel à l'impact universitaire et extra-universitaire de celui ou de ceux qui exposent.

Ainsi l'une des tables-rondes consacrée à l'anthropologie des sociétés complexes a attiré plus de 500 personnes. Les auditeurs brésiliens, qui vivent dans une société dont la complexité peut leur sembler à certains égards écrasante, ont écouté avec grand intérêt les exposés. La présentation de Gilberto Velho visait à déterminer ce qui caractérise une société complexe et comment les divers segments de celles-ci s'articulent et réussissent à former, malgré leur hétérogénéité, un corps social dans lequel certains thèmes se diffusent plus rapidement que d'autres, permettant ainsi une certaine communication qui est, pour cet anthropologue, la base même d'une culture nationale.

L'exposé d'Eunice Durham portait sur les relations, réelle et symbolique, entre les classes défavorisées et l'État et sur ce que peuvent représenter pour ces gens les idées de «liberté» et de «gouvernement», ceci à partir d'un exemple tiré de la périphérie de Sao Paulo. Peter Fry, anthropologue anglais installé au Brésil, a parlé de la transgression des règles sociales en tant que comportement habituel dans la société brésilienne ainsi que des possibilités et conditions de valorisation sociale offerte par elle. Enfin, J. Guilherme Magnani qui, comme E. Durham, s'appuyant sur des enquêtes réalisées dans les faubourgs de Sao Paulo, a exposé quelles sont les règles de voisinage et ce qu'elles impliquent au niveau des relations quotidiennes pour les habitants d'un quartier donné.

Par ailleurs, plusieurs interventions ont été faites sur le thème du chômage à partir de points de vue aussi divers que ceux, entre autres, d'un psychologue : «les tentatives de suicide provoquées par le chômage augmentent régulièrement depuis 1980, alors qu'en 1979 cette cause n'était alléguée dans aucun cas» (W. Angerami-Canon), et

d'un économiste : «A Sao Paulo la diminution des emplois dans l'industrie a été environ 20% en moins de dix ans» (J. Serra).

Des tables-rondes à l'audience plus modeste et des «communications coordonnées», dont le temps d'exposition est limité, traitaient de thèmes récurrents dans la sociologie brésilienne de ces vingt dernières années, tels le problème agraire et ses diverses implications sociales (une trentaine d'exposés) et son corollaire, le phénomène urbain au sujet duquel les problématiques des sociologues finissent par se confondre avec celles des architectes et urbanistes.

Mais il existe aussi, outre les tables-rondes et communications coordonnées, une autre forme de participation active à la S.B.P.C., le «cours». Dans ce cadre, des chercheurs se succèdent tout au long de la semaine pour intervenir à travers leur approche particulière sur un thème général qui les réunit tous. Ainsi, le cours «Imaginaire et Mythanalyse, dans l'art, le folklore, la religion et l'éducation» a-t-il bénéficié du concours de quatre anthropologues, d'une psychologue, d'un artiste et d'un spécialiste en éducation. Ces cours fréquentés par les gens qu'intéresse un thème particulier trouvent ainsi, à l'intérieur du maelström intellectuel, un point d'appui et une continuité temporelle et spatiale car ils ont lieu tous les jours, à la même heure et dans le même lieu. Les disciplines et les thèmes en sont variés. En 1984, d'un total de trente quatre noms, on pouvait extraire les échantillons suivants :

- Génétique quantitative appliquée aux animaux et aux plantes ;
- Art et Révolution au XXème siècle ;
- Structure nucléaire ;
- Processus d'échanges ioniques ;
- Syndicat, crise et démocratie : comparaison de l'Amérique Latine et de l'Europe.

Telle est la grande variété des sujets abordés.

En conclusion, il convient de remarquer que, si les dénonciations des méfaits de la crise économique et sociale

LE IV^e CONGRES
INTERNATIONAL DU CENTRE
INTERUNIVERSITAIRE
D'ÉTUDES CUBAINES (CIEC)

«CUBA ET LES ANTILLES
POINTE-A-PITRE

Jean Lamore

ont dominé les débats, des chercheurs ont cependant souligné le fait que la crise a engendré des réponses sociales inattendues, en particulier face aux carences de l'État. Des mouvements sociaux se sont ainsi constitués, considérés par E. Durham et F. de Oliveira comme de nouvelles formes de participation à la vie sociale.

Nombre d'interventions ont souligné le caractère «entreguista» du système économique en vigueur et ont plaidé pour une reprise en main par la Nation de ses propres intérêts. Cette préoccupation autour du développement d'une technologie nationale, en particulier, ressortait des propos tenus par le physicien J. Leite Lopes, au cours d'une table ronde intitulée «Science, Technologie et Nationalisme». Il aspirait à faire prendre conscience aux participants des potentialités offertes par un développement des recherches en énergie solaire aux dépens des recherches sur l'énergie nucléaire entraînant des dépenses exorbitantes qui accentuent encore les graves difficultés économiques du pays.

La crise était donc bien le thème central des débats. Les implications politiques de la situation s'inscrivaient en filigrane dans toutes les communications. Et cela, même si, comme l'a fait remarquer C. Pavan, l'actuel président de la S.B.P.C., les réunions de ces dernières années tendaient à se recentrer sur le discours scientifique. Mais le discours scientifique ne s'imbrique-t-il pas aussi dans la situation d'ouverture politique ?

Car tel a bien été, à une certaine époque et tout spécialement entre 1975 et 1979, un des rôles majeurs de la S.B.P.C. devenant un moyen d'expression politique pour des scientifiques qui n'avaient guère d'autres canaux d'expression collective. Ainsi, diverses réunions ont-elles regroupé jusqu'à 30 00 personnes. 13 000 personnes ont assisté à celle de Sao Paulo. Et le président Pavan pouvait espérer que ne revienne jamais la période «qui mobilisait tant de gens sur des thèmes aussi tristes», clôturant les travaux par une immense note d'espoir.

Le IV^e Congrès du CIEC s'est tenu à Pointe-à-Pitre du 3 au 6 décembre 1984. L'organisation en a été assurée par le CERC (Centre d'Études et de Recherches Caraïbéennes), sous la direction d'Alain Yacou, professeur à l'Université des Antilles-Guyane. Les manifestations se sont déroulées dans les locaux de l'Université (campus de Fouillole), au Centre des Arts et de la Culture de la Ville (séance d'ouverture) et à l'École Normale (clôture). (1)

Le 3 décembre, la séance d'ouverture a été présidée par Philippe Saint-Cyr, président de l'Université, Henri Bangou, Maire de Pointe-à-Pitre, Jean Lamore, vice-président du CIEC, Ramon de Armas, de l'Université de La Havane, Leslie Manigat, de l'Université du Venezuela et Alain Yacou, directeur du CERC et coordonnateur du Congrès. Après les allocutions de bienvenue, la conférence inaugurale a été prononcée par Jean Lamore, vice-pré-

(1) Le CERC de l'Université des Antilles-Guyane publie, depuis 1984, une revue d'excellente facture dont l'objectif est de «fournir aux lecteurs une vision plus rigoureuse des principales questions posées dans la Caraïbe, une meilleure connaissance des structures qui nous entourent, la présentation d'analyses méthodiques et personnelles». Dirigée par Alain Yacou, animée par l'économiste Elina Dévoué et Jean-Pierre Guengant, chercheur de l'ORSTOM, *Caracoli. Revue du CERC*, dont le premier numéro compte 144 pages (numéro 1, 1984) et une dizaine de signatures renommées, est composée d'un comité de rédaction dans lequel figure notamment notre ami Bernard Lavalé. Les latino-américanistes, en France, apprécient à leur juste mesure cette initiative et souhaitent longue vie à cette revue. *Cahiers des Amériques Latines* présentera dans un prochain numéro les résultats des travaux entrepris.

sident du CIEC et professeur à l'Université de Bordeaux III, sur le thème «Présence du monde antillais dans la culture cubaine d'aujourd'hui (Essai de bilan et problèmes posés)». La deuxième séance de cette première journée a permis au nombreux auditoire d'entendre plusieurs conférences sur l'œuvre d'Alejo Carpentier, prononcées par Jacques Adélaïde-Merlande (Université des Antilles), Claude Dumas (Université de Lille), Georges Phalante (UAG), J.P. Pante (Université de Dakar). Une exposition sur la vie et l'œuvre de Carpentier a été inaugurée en fin de journée.

Les travaux du 4 décembre se sont tenus à l'Université sous la présidence de Jean Lamore et de Jacques Adélaïde-Merlande. Danielle Bégot, professeur à l'U.A.G., a longuement parlé des «rapports et différences entre la peinture cubaine et la peinture haïtienne». José Millet, de la Casa del Caribe de Santiago de Cuba a évoqué la présence haïtienne à Cuba et un collectif d'enseignants de Guadeloupe a rendu compte d'une enquête sur l'image de Cuba dans la population scolaire de la Guadeloupe.

Plusieurs communications sur des sujets d'histoire et de politique ont mis en lumière de nombreux points mal connus et ont cherché à poser les problèmes des relations entre Cuba et le reste des Antilles dans le passé et le présent. A. Yacou (UAG), J.P. Ramirez (République Dominicaine), R. de Armas (Université de La Havane), L. Manigat (Université du Venezuela), E. Nabajoth (UAG) en furent les principaux auteurs. Le 5 décembre, la Conférence de clôture a permis à Leslie Manigat de faire le bilan d'un congrès très positif qui pose bien des questions nouvelles de recherche, thèmes d'autres rencontres si utiles aux fins de stimuler les confrontations et débats entre chercheurs.

Les travaux de ce colloque seront publiés en 1985 par l'Université des Antilles-Guyane (2).

(2) Un récent numéro de la revue *Politique internationale*, dirigée par Patrick Wajzman

a consacré plusieurs articles à l'analyse de la politique de Cuba. L'entreprise mérite d'être signalée. Outre les témoignages de Jorge Valls sur «vingt ans dans les bagnes cubains» on lira avec attention les études de Guy Hermet («La France et Cuba : entre le cigare et la révolution»), Alberto Miguez («Les Cubains en Afrique : mercenaires ou missionnaires ?»), Jean Lamore («Cuba, la Caraïbe et l'Occident : affrontement ou contestation ?») et Alain Joxe («Le symptôme cubain et la crise du pacte bipolaire»). De plus Pierre Milza s'est attaché à décrire la situation au Nicaragua («Nicaragua : une révolution réversible ?») et Marcel Niedergang a consacré quelques pages au «Salvador : les armes et les urnes». Un exemple qui montre combien l'Amérique latine attire désormais l'attention des spécialistes de relations internationales. Cf. *Politique internationale*, numéro 25, octobre 1984.

UN COLLOQUE SCIENTIFIQUE FRANCO-CUBAIN A ORSAY

Guy Martinière

Du 3 au 5 décembre 1984, s'est tenu à Orsay un colloque scientifique franco-cubain, organisé conjointement par l'Université de Paris-Sud et le C.E. C.E., organisme cubain coordonnant la coopération scientifique, avec la participation de l'Académie des Sciences de Cuba, de différentes universités et instituts cubains dont le Centre national de recherche scientifique (CENIC), ainsi que, du côté français celle du CNRS, de l'INRA, de l'INSERM, de l'ORSTOM et de l'Institut Pasteur. Bénéficiant du haut patronage du Ministère français de l'Éducation nationale, plus particulièrement de sa Direction de la coopération et des relations internationales (DCRI), ce colloque avait pour but de donner un nouvel élan à une coopération scientifique pratiquement inexistante jusqu'au début des années 1970.

En effet, l'essor des activités scientifiques à Cuba tend à présenter depuis quelques années un caractère propre à celui de certains pays semi-développés d'Amérique latine, alors que, sous la dictature de Batista, la recherche scien-

tifique était inexistante. Aussi, le comité français d'organisation du colloque, animé en particulier par Max Costa, Didier Spire et Didier Dacunha-Castelle et présidé par le professeur Coudanne, président de l'Université de Paris-Sud, a fait un effort particulier pour permettre aux participants cubains de présenter les domaines de la recherche scientifique de leur pays où des travaux significatifs sont en cours.

Six tables-rondes ont donné l'occasion à quelques cent trente personnes de faire le point de l'état d'avancement des recherches cubaines dans les disciplines et champs suivants : sciences médicales, sciences « exactes » (en particulier leur apport aux disciplines biologiques), biologie cellulaire et moléculaire et biologie des organismes, milieux naturels (écologie, géologie appliquée, océanographie), agronomie (production végétale et animale), information scientifique. Incontestablement, les trois points forts de ce colloque ont concerné les recherches médicales et sanitaires, notamment dans la perspective d'une médecine tropicale en plein renouveau, les recherches sur le milieu naturel et les recherches agronomiques où la coopération est déjà assez avancée. D'intéressants projets de recherche en coopération ont été proposés dans le cadre de la modélisation mathématique en biologie fondamentale et appliquée (maladies de la canne à sucre, étude de population de crustacés, éco-systèmes liés aux barrages, etc...), en mathématique et informatique, en physique théorique de l'état solide, en chimie (corrosion), permettant de mieux définir les opportunités de l'accord entre le CNRS et l'Académie des Sciences. Une meilleure connaissance des travaux cubains, réalisés en particulier dans des organismes à vocation pluridisciplinaire comme le CENIC, a été très appréciée des chercheurs français. Avec ses huit départements (corrosion, ressources minérales et environnement, chimie et technologie organique, neurologie, biotechnologie des plantes, instrumentation électronique, diagnostic et évaluation des médicaments, microbiologie) et ses

316 chercheurs, le CENIC constitue un des points forts de la recherche appliquée à Cuba, complétée par l'activité d'organismes spécialisés comme le Centre national de santé animale (CENSA) ou le Centre de recherche biologique et de médecine tropicale.

A coup sûr, de tels colloques permettent aux chercheurs d'exercer leurs empreintes sur les programmes de coopération définis par les services ministériels. Toutefois, il est permis de regretter que des ponts ne soient pas encore posés entre les recherches scientifiques de ce type, concernant les chercheurs en sciences de la nature, sciences de la vie et en sciences exactes, et les chercheurs en sciences de l'homme et de la société, en particulier avec les cubanistes français dont le dynamisme est bien connu. Gageons que la prise de conscience des enjeux économiques et sociaux, des enjeux des civilisations que représentent les retombées technologiques de tels programmes de recherches scientifiques permettra d'entreprendre prochainement des croisements fructueux. En tout cas, dans la mesure de leurs moyens, les collaborateurs de cette revue s'y efforceront. (1)

(1) Les documents de travail du colloque sont distribués à la demande par la cellule des relations internationales de l'Université de Paris-Sud. S'adresser à Mme Legendre, Centre Universitaire, Bâtiment 300, 91405 Orsay.

LES MIGRATIONS TEMPORAIRES EN AMÉRIQUE LATINE

Marie-Eugénie Cosio

Le Centro de Investigaciones CIUDAD de Quito (Équateur) a réuni, du 26 au 30 novembre 1984, un séminaire de recherches sur « Les migrations temporaires en Amérique latine ». Le Centro de Estudios de Poblacion — CENEP (Buenos-Aires et El Programa de Investigaciones sobre Poblacion en América Latina — PISPAL, ainsi que la Commission de Population de CLACSO et CIUDAD ont été les maîtres-d'œuvre de l'organisation de ce séminaire.

Près de cinquante spécialistes de nombreux pays latino-américains ont participé à la réunion ainsi que des représentants d'organismes internationaux. Les thèmes les plus importants ont fait l'objet de présentations et de discussions sur la base d'études de cas de divers pays de la région. Des conclusions et des recommandations destinées à promouvoir des politiques traitant spécifiquement des travailleurs migrants temporaires ont été proposées. Les mouvements migratoires temporaires, très fréquents en Amérique latine, tendent à s'intensifier dans le contexte économique actuel de crise.

Les migrations temporaires s'expliquent par les liens étroits qui lient les migrants aux unités familiales paysannes dont ils sont issus. Les mouvements se dirigent souvent vers des zones rurales, en fonction de la demande de travail agricole et des cycles de production et de récolte. Les migrants temporaires qui vont vers les villes trouvent à s'employer dans le secteur du bâtiment, du commerce et le secteur informel urbain. Les itinéraires migratoires varient en fonction des différentes stratégies de survie des familles paysannes, et selon le sexe, l'âge et le cycle de vie familial.

Les principaux axes de recherche ont été les suivants :

1) amélioration de la connaissance et de la mesure des migrations temporaires, notamment au niveau de la collecte de données et des instruments d'analyse du phénomène migratoire : saisonnalité, interrelations entre les divers lieux de vie des migrants temporaires.

2) le poids des facteurs démographiques et les migrations temporaires : fécondité, espérance de vie et cycles familiaux ; analyse longitudinale des temps de coexistence des différentes générations ; marchés du travail et marchés matrimoniaux.

3) analyse du changement de migration temporaire à migration définitive: relations ville à campagne, unités familiales paysannes.

4) politiques en matière de migrations temporaires : amélioration et

protection des conditions de vie et de travail des migrants temporaires en Amérique latine.

**L'EXPLOSION URBAINE,
CHAOS OU MAITRISE ?
THEME DE LA PREMIERE
SEMAINE INTERNATIONALE DE
PROSPECTION SOCIALE**

Françoise Reynaud

La première Semaine internationale de Prospection sociale qui s'est tenue à Genève du 5 au 9 novembre 1984, avait mis à l'ordre du jour un sujet brûlant bien connu des latino-américanistes : «L'explosion urbaine, chaos ou maîtrise ?» Des nombreuses communications présentées par un vaste public de participants, associant aussi bien les chercheurs en Sciences sociales que les praticiens de l'aménagement, des élus locaux, des responsables d'organisations non gouvernementales (O.N.G.), des représentants de différents services ministériels de pays du Tiers-Monde rattachés le plus souvent à des ministères de modèle «affaires sociales», des fonctionnaires internationaux, on peut retenir deux thèmes plus particulièrement intéressants : «la dynamique de l'explosion urbaine (problèmes actuels des grandes villes et perspectives à l'horizon de l'an 2000)» et «l'impact de l'explosion urbaine sur le développement rural».

La plupart des interventions s'attachait à analyser un phénomène perceptible à l'échelle planétaire, tout en présentant des caractéristiques propres à l'évolution des pays du Tiers-Monde. Certaines communications étaient d'un haut niveau théorique et s'efforçaient de préciser ou renouveler les problématiques. Tel fut le cas, en particulier, de l'exposé du professeur Prigogine, prix Nobel, concernant la reconceptualisation de la science, les relations entre les sciences dites exactes et humaines, l'application des concepts des unes aux autres dans le cadre d'une analyse de la ville comme «structure dissipative»

n'existant que par le flux et l'échange, les relations entre flux/activité et structure. Paul Marc Henry, de son côté, s'attachait à préciser en quoi les modèles de simulation en usage n'appréhendaient guère les phénomènes «informels» alors que toutes les études sur l'emploi montraient le dynamisme de ce secteur. On assiste actuellement dans le monde, concluait-il en substance, à la conjugaison de deux phénomènes : l'effondrement du système d'emploi — la ville devient le lieu de rassemblement des sans-emploi alors qu'autrefois urbanisation et croissance des emplois augmentaient parallèlement — et l'effondrement du système d'autonomie alimentaire.

Parmi les communications concernant directement l'Amérique latine, on peut retenir celle de S. Barraclough : «Effects of the urban explosion on rural development in Latin America» où l'auteur a évoqué les interactions urbaines-rurales sous les angles de la démographie, de l'économie, de l'environnement, du socio-politique etc... La communication d'Ana Maria Montenegro analysait, quant à elle, l'échec du système de financement de l'habitat au Brésil.

Il faut regretter toutefois que l'organisation de cette semaine n'ait pas permis aux intervenants de dépasser le stade d'une succession de monologues. Espérons que la publication des travaux permettra de mieux convaincre les chercheurs de la réalité des richesses de ces communications.

SUR VOTRE AGENDA

COMPARAISON DES EFFETS SOCIAUX DES SÉCHERESSES DANS LE NORDESTE BRÉSILIE ET LE SAHEL AFRICAIN

L'Institut des hautes études de l'Amérique Latine, en collaboration avec d'autres organismes, organise un colloque pluridisciplinaire sur le thème : «Comparaison des effets sociaux des sécheresses dans le Nordeste brésilien et le Sahel africain».

Les problèmes abordés seront les suivants :

- le point sur les connaissances et les recherches en cours concernant les accidents climatiques des milieux nordestin et sahélien.

- l'inégale vulnérabilité des groupes humains face aux dernières sécheresses.

- l'efficacité à court et à long terme des adaptations techniques à l'accident climatique.

- les rapports entre les sécheresses et le changement social selon qu'il se produit renforcement de la cohésion ou déchirure du tissu social.

- la géopolitique des sécheresses : les pouvoirs devant l'accident climatique.

- la contribution de la recherche à la solution du problème.

La réunion intéresse en particulier les latino-américanistes qui s'occupent de géographie, d'économie agricole et de sociologie. De nombreuses communications sont annoncées, les participants étant des chercheurs, des représentants d'organismes d'intervention et des praticiens.

date : janvier 1986 (les dates définitives seront arrêtées et diffusées prochainement avec la programmation).

lieu : IHEAL. Paris.

Pour tout renseignement : s'adresser à Carmen Falconnet. IHEAL.

Bernard Bret

BIBLIOGRAPHIE LATINO-AMÉRICAIN D'ARTICLES

Publication semestrielle du service des périodiques de l'IHEAL
28 rue Saint-Guillaume
75007 Paris

Abonnement : 100 F
Chèques à libeller au nom de Monsieur le Régisseur des recettes de l'IHEAL
CCP PARIS 9150 27 A

DIALOGUES

ÉTUDES FRANÇAISES SUR LE GUATEMALA

LA RECHERCHE ET LA GUERRE

Présenter les dernières études en Sciences sociales réalisées en France sur le Guatemala ne peut se faire sans signaler au préalable que, depuis 1980, aucun Français n'y a effectué des études sur le terrain. A partir de cette date, les archéologues, historiens, linguistes, géographes et sociologues (au total une quarantaine de Guatémaltèques et de Français) qui, depuis 1972, participaient à des travaux financés par le Centre national de la recherche scientifique (Recherches coopératives sur programme numéros 294 et 500) et par la Commission des fouilles du Ministère des affaires étrangères, ont suspendu leurs excavations et leurs enquêtes, en raison des impossibilités dues à la guerre, et aussi par solidarité pour les populations avec lesquelles ils travaillaient ou avaient travaillé (1).

Comme des dizaines d'autres villages des hautes terres, les villages d'étude ont été, dans les années 1981-1983 le théâtre de massacres systématiques perpétrés par l'armée.

CONTRIBUTIONS A L'ANALYSE DU FAIT COMMUNAUTAIRE

Il ne s'agit pas ici de présenter l'ensemble des résultats obtenus dans les diverses disciplines impliquées (2). On se bornera à un bref rappel au sujet de l'une des interrogations qui ont servi de fils conducteurs transdisciplinaires à ces recherches : quelles ont été les transformations historiques et quel est le statut socio-anthropologique des communautés indiennes ? C'est aussi l'un des thèmes autour desquels s'organisent diverses contributions à un ouvrage collectif issu de ces travaux et consacré à San Andrés Sajcabaja (3).

Les auteurs s'accordent sur la nécessité d'analyser le fait communautaire dans ses relations avec la société englobante, avec le système de pouvoir et le système social et économique dominant. L'expression la plus tranchée de la thèse qui sous-tend cette démarche est donnée par l'historien : « en tant que micro-société, la communauté indigène existe par et pour l'État et le marché, du moins pendant la période coloniale (...) la communauté indigène de San Andrés Sajcabaja est conditionnée par l'État, l'Église et le marché colonial mercantiliste non seulement quant à sa place globale dans la société guatémaltèque, mais quant à ses mécanismes internes de fonctionnement structurel » (J. Piel, p. 64). La description géographique souligne l'inscription croissante mais imparfaite dans des circuits et des flux extra-communautaires (« hommes du maïs ou hommes du café ? », D. Douzant-Rosenfeld, p. 73 sq). L'ethnologue F. Lartigues propose de montrer que « l'histoire contemporaine des formes d'extraction du travail peut éclairer les transformations internes opérées et les conflits vécus par la communauté » (p. 103), et il applique cette hypothèse à l'une des institutions communautaires les plus apparemment irréductibles à une analyse en termes de classes : l'organisation et la circulation des charges rituelles. Analyse complétée par celle de la modernisation religieuse et sociale dans la période 1954-1975 : le sociologue souligne le rôle des agents extérieurs et met l'accent sur les interprétations socio-économiques du phénomène. D'autres aspects de la vie locale et régionale (évoqués dans la liste des publications mentionnées en bibliographie) ont également fait l'objet d'études détaillées et prudentes. Les auteurs

ne manquent pas, en général, de nuancer leurs hypothèses, d'en signaler les limites, de faire ressortir la complexité de la société locale et l'ambivalence du fait communautaire.

Les textes que nous venons de citer ont été écrits pour la plupart entre 1975 et 1978, contre la tradition culturaliste nord-américaine dont le Guatemala a constitué un terrain de prédilection. La guerre, en mettant à nu les mécanismes de domination et d'exploitation, d'inscription dépendante des communautés dans la société globale, a confirmé nombre de ces analyses. Mais elle a montré aussi — ne serait-ce que par l'acharnement de l'armée à tenter de les détruire — la force des solidarités communautaires et des ancrages territoriaux (les modalités et les fluctuations de ceux-ci dans les 150 dernières années sont décrits avec précision par l'ethnologue A. Breton, tandis que les archéologues s'interrogent sur les formes du peuplement dans les périodes pré-hispaniques).

On a pu présenter cette guerre, où la dimension missionnaire (multiplication des sectes évangéliques) a, cette fois encore, accompagné les opérations militaires, comme la continuation de la Conquête. C'est reconnaître le caractère inachevé de la «réduction» de la société indienne malgré l'emprise du pouvoir «ladino» sur les institutions locales, ainsi que sur les groupes et les personnalités intermédiaires («ladinos» et indigènes). L'actuelle militarisation de la société a rendu l'emprise plus directe et plus pesante. Elle n'en est pas, pour cela, totale. Comme le notait F. Lartigue, «les communautés ont la vie dure et cela dans leurs transformations mêmes» et «c'est encore sous la forme d'une communauté que les Tris (habitants de San Andrés Sajcabaja) pensent leur avenir et luttent dans le présent» (pp. 110-111). Il suffit pour s'en convaincre de lire le témoignage de Rigoberta Menchu (4), relatif à des communautés immédiatement voisines de celles que nous avons étudiées.

Yvon LE BOT

(1) Quelques-uns des membres de ces équipes ont été, depuis, à l'origine de la création d'une association composée de chercheurs, de juristes, etc. et dont l'objectif est d'informer le public français sur l'évolution de la situation au Guatemala : Association Guatemala Information-Recherche, Laboratoire d'ethnologie, Département Amérique, Musée de l'Homme, Palais de Chaillot, 75116 Paris.

(2) Cf. ci-dessous la liste des publications de la Mission Française au Guatemala. On y a ajouté des publications correspondant à des recherches effectuées en dehors de ce cadre dans la même période.

(3) Henri Lehmann (sous la direction de,) *San Andrés Sajcabaja — Peuplement, organisation sociale et encadrement d'une population dans les hautes terres du Guatemala*, Centre d'Études Mexicaines et Centraméricaines / Mexico, Éditions Recherche sur les Civilisations / Paris, 1983. Les citations qui suivent sont empruntées à cet ouvrage (entre parenthèses l'auteur et la page) qui inclut aussi des études archéologiques de H. Lehmann, A. Ichon et M.F. Fauvet dont il n'est pas rendu compte ici.

(4) Elisabeth Burgos, *Moi, Rigoberta Menchu*, éd. Gallimard, Paris, 1983.

PUBLICATIONS DE LA RCP 294

Bataillon (C.) «Conflit agraire et communaux à San Andrés Sajcabaja» *Cahiers des Amériques latines*, vol. 11 (1974).

Bataillon (C.) et Le Bot (Y.) «Migration intérieure et emploi agricole temporaire au Guatemala» *Cahiers des Amériques latines*, vol. 11 (1974) (publié en espagnol dans *Estudios Sociales Centroamericanos* janvier 1976).

Demyk (N.) «Marchés, échanges régionaux et développement des inégalités : Quiché 1973» *Cahiers des Amériques latines*, vol. 11 (1974).

Dollfus (O.) et Douzant (D.) «Les paysages de San Andrés Sajcabaja et leur organisation» *Cahiers des Amériques latines*, vol. 11 (1974).

Douzant (D.) «Finages, propriété : quelques aldeas de San Andrés Sajcabaja» *Cahiers des Amériques latines*, vol. 11 (1974).

Hocquenghem (A.-M.) et Schlupmann (K.) «De l'utilité d'un tremblement de terre» *Hérodote* (avril-juin 1978).

Ichon (A.) «Organisation d'un centre quiché protohistorique : Pueblo Viejo-Chichaj» Guatemala, Serviprensa Centroamericana 1975 (cette édition existe également en espagnol).

- Ichon (A.) «Les sculptures de la Lagutina. El Quiché, Guatemala». Paris, CNRS et Institut d'Ethnologie, 1977.
- Lartigue (F.) «Circulation des charges et organisation sociale à San Andrés Sajcabaja». *Journal de la Société des Américanistes*, t. LXII (1975). Paris.
- Le Bot (Y.) «Tenure et rente foncière dans l'altiplano occidental. Guatemala» *Cahiers des Amériques latines*, vol. 11 (1974) (publié en espagnol dans *Estudios sociales Centroamericanos*, janvier 1976).
- Le Bot (Y.) «Le pouvoir de l'Église en pays quiché» *Cahiers du Monde Hispanique et Luso-Brasiliien, Caravelle*, numéro 28 (1977).
- Le Bot (Y.) «Paysannerie indienne et mouvement social au Guatemala» *Cahiers des Amériques latines*, vol. 19 (1979).
- Lehmann (H.) «Deux saisons de fouilles dans la région de San Andrés Sajcabaja». *Actas del XLI Congreso Internacional de Americanistas*, vol. 1 (1975). Mexico.
- Lehmann (H.) et Ichon (A.) «Les «sarcophages» de pierre de San Andrés Sajcabaja (Guatemala)» *Objets et Mondes*, t. XIII (1973) fasc. 1, Paris.
- Lehmann (H.) (sous la direction de) : «San Andrés Sajcabaja : Peuplement, organisation sociale et encadrement d'une population dans les hautes terres du Guatemala, Centre d'Études Mexicaines et Centroméricaines, Mexico, Éditions Recherche sur les civilisations, Paris, 1983.
- Schumann (O.) «Notas sobre numerales y el plural en el Quiché de Sajcabaja». *Estudios de Cultura Maya*, vol. X (1976-1977) Mexico.

THÈSES DE DOCTORAT DE TROISIÈME CYCLE

- Douzant (D.) «Paysage et société en pays quiché. Contribution à l'étude géographique des hautes terres du Guatemala, à partir des municipios de San Andrés Sajcabaja, Canillà et San Bartolomé Jocotenango, département du Quiché». Paris, Université de Paris VII, 1975.
- Le Bot (Y.) «Les paysans, la terre, le pouvoir. Étude d'une société agraire à dominante indienne dans les hautes terres du Guatemala» Paris, E.H.E.S.S., 1977.

FILM

- Lehmann (H.) et Breton (A.) «San Andrés Sajcabaja. Travaux et fêtes d'une communauté maya-quiché du Guatemala», Paris, CNRS-SERDAV.

PUBLICATIONS DE LA RCP 500

- A. Ichon, P. Usselman, N. Percheron et autres. Cahiers de la RCP 500, numéro 1. Rabinal et la vallée moyenne du Chixoy. 1979.
- M. F. Fauvet-Berthelot, A. Ichon, N. Percheron et autres. Cahiers de la RCP 500, numéro 2. Rabinal et la vallée moyenne du Chixoy. 1980.
- N. Percheron, M. Bertrand, M.F. Fauvet-Berthelot et autres. Cahiers de la RCP 500, numéro 3. Rabinal et la vallée moyenne du Chixoy. 1981.
- A. Ichon, N. Percheron, M. Bertrand, A. Breton. Cahiers de la RCP 500, numéro 4. Rabinal et la vallée moyenne du Chixoy. 1982.
- P. Usselman, D. Douzant-Rosenfeld et A. Ichon. Le peuplement préhispanique de la vallée moyenne du Rio Chixoy (Guatemala). 1984.
- Fauvet-Berthelot (M. F.) «L'habitation des anciens Mayas dans les Hautes Terres du Guatemala à la période protohistorique. Mexico, CEMCA (à paraître).

Ces publications (RCP 294 et 500) ainsi que d'autres études purement archéologiques non mentionnées ici, sont disponibles à l'Institut d'Ethnologie et à la librairie du Musée de l'Homme, Palais de Chaillot, 75116, Paris et au CEMCA, A.P. 41879, 11000 (DF) Mexico.

QUELQUES PUBLICATIONS HORS RCP (1972-1985)

- Arnauld (Ch.) *L'habitat préhispanique en Alta Verapaz occidentale (Guatemala)*. Mexico, CEMCA (à paraître en 1985).
- Demyck (M.) «L'évolution du syndicalisme au Guatemala», *Annales des Pays d'Amérique Centrale et des Caraïbes*, numéro 3 Presses Universitaires d'Aix-Marseille, 1982.
- Demyck (N.) «Aspects de l'économie guatémaltèque», *Problèmes d'Amérique Latine*, numéro 43, février 1977, la Documentation française, Paris.
- Dupuis (S.) «Paysans réfugiés sur la frontière Mexique-Guatemala», *Hérodote* numéro 27, novembre-décembre 1982, Paris.
- Dupuis (S.) «Les Indiens du Guatemala entre l'enfer et le paradis» *Journal de la Société des Américanistes*, Musée de l'Homme, Paris, tome 69, 1983.
- Gilhodès (P.) : «Les États-Unis face au Guatemala, 1944-1951», *Annales des Pays*

- d'Amérique Centrale et des Caraïbes*, numéro 2, Presses Universitaires d'Aix-Marseille, 1981.
- Herbert (J.L.) et Guzman-Bockler (C.) *Indianité et luttes de classes*, collection 10/18, Paris, 1972.
- Le Bot (Y.) «L'enjeu guatémaltèque», *Hérodote*, numéro 27, novembre-décembre 1982, Paris.
- Le Bot (Y.) «Guatemala : luttes sociales sur horizon de guerre (1973-1982)», *Problèmes d'Amérique Latine*, numéro 67, 1er trimestre 1983, La Documentation française, Paris.
- Le Bot (Y.) «Violence sociale : sens ou non-sens», *L'Homme et la Société*, numéros 67-68, janvier-juin 1983, Paris.
- Taracena (A.) «Le mouvement ouvrier guatémaltèque entre 1928 et 1982», *Annales des Pays d'Amérique centrale et des Caraïbes*, numéro 3, Presses Universitaires d'Aix-Marseille, 1982.
- Taracena (A.) «Les Indiens et le processus révolutionnaire guatémaltèque», *Amérique Latine*, numéro 8, octobre-décembre 1981, CETRAL, Paris.
- Vigor (C.) *Paysans du Guatemala. Quelle éducation ?* L'Harmattan, Paris, 1980.

L'AMÉRIQUE CENTRALE VUE PAR LA NOUVELLE GAUCHE AUX ÉTATS-UNIS

Mieux comprendre l'évolution de la situation en Amérique centrale est une nécessité pour l'opinion publique nord-américaine. Les réponses à de telles questions méritent une attention particulière. Aussi, convient-il de noter avec intérêt la publication, coup sur coup, de deux ouvrages d'un jeune éditeur de San Francisco qui ne cache pas sa sympathie pour les peuples d'Amérique centrale (1). Les deux auteurs de ces ouvrages, Marlène Dixon et Suzanne Jonas, spécialistes du Mexique et de l'Amérique latine, n'ont pas hésité à faire appel à la collaboration d'Elizabeth Sutherland Martinez, une des universitaires nord-américaines connaissant le mieux, de l'intérieur, les relations des peuples d'Amérique centrale et des États-Unis puisqu'elle a si bien compris l'aventure des *Chicanos*, pour tracer un éloquent tableau du Guatemala et du Nicaragua en apportant des pièces et documents originaux à l'appui de leurs dossiers.

Guatemala, tyranny ou trial est un ouvrage constitué à partir des cinq jours de session du Tribunal permanent des peuples tenus à Madrid en janvier 1983. Dans la meilleure des traditions des jugements du tribunal Russe consacrés au Vietnam ou à l'Amérique latine, ce tribunal de la conscience occidentale avait tenu cette session sur le Guatemala en raison de l'ampleur de

la tragédie dont était victime ce petit pays. En présence de plusieurs prix Nobel, dont le biologiste George Wald et l'argentin Adolfo Perez Esquivel, sous l'autorité morale de plusieurs universitaires, théologiens et magistrats dont le maire de Madrid, le professeur Tierno-Galvan, le Tribunal permanent des peuples a enregistré de multiples témoignages et entendu plusieurs rapports. Certains de ces témoignages, émanant d'acteurs plus ou moins volontaires de la tragédie, victimes de la répression et des atrocités de la guerre civile, sont particulièrement émouvants. Notamment les récits de paysans, d'Indiens ou d'ouvriers tels ceux de Rigoberta Menchu, Gabriel Ixmata ou Miguel Angel Albizures. Les différents rapports permettent de comprendre le rôle de l'armée, l'importance de la répression, les crimes non seulement contre certains hommes politiques hostiles aux différents régimes civils et militaires qui se sont succédés au Guatemala depuis le renversement du gouvernement Arbenz en 1954, mais aussi contre ces inconnus de la politique, paysans, Indiens, religieux qui sont tragiquement entrés dans l'Histoire. La pénétration nord-américaine, la complicité du gouvernement nord-américain avec les acteurs de la répression et de la violation des droits de l'Homme,

sont aussi remarquablement évoquées. Ce jugement rendu par le Tribunal est un modèle d'information sur la réalité du Guatemala d'aujourd'hui.

Nicaragua under siege constitue un très intéressant dossier, avec pièces à l'appui, sur un autre aspect de cette Amérique centrale qui retient les projecteurs de l'actualité. Analysant en détail les conclusions du rapport de la commission Kissinger sur l'Amérique centrale (juillet-novembre 1983) et évoquant la place tenue par le Nicaragua et l'Amérique centrale pendant la campagne électorale de 1984 aux États-Unis, surtout dans les discours du président Reagan, les auteurs de l'ouvrage présentent les principales caractéristiques de ce qui, à leurs yeux, apparaît comme le signe de la crise de la domination nord-américaine en Amérique latine : le syndrome de Suez. L'invasion de la Grenade semblerait confirmer leur thèse. Ensuite, les auteurs publient tout un ensemble de documents sur le Nicaragua, l'Amérique centrale, la manière dont le régime sandiniste entreprend ses différentes réformes, les effets déstabilisateurs de l'agression économique nord-américaine et les manœuvres de la C.I.A.... Des documents très intéressants sont présentés, notamment sur le Conseil centre-américain de défense (CONDECA), sur le rôle joué par le Honduras dans le conflit avec le régime sandiniste, sur la place

stratégique de Panama dans la crise de l'Amérique centrale et son contexte régional, y compris de la «Méditerranée» des Caraïbes. Ces deux ouvrages de belle facture scientifique contribueront certainement à animer les débats politiques sur l'Amérique centrale aux États-Unis... et en Europe.(2)

Guy Martinière

(1) *Guatemala : Tyranny on trial*. Suzanne Jonas, Ed. Mc Caugham et Elizabeth Sutherland Martinez (introduction Marlene Dixon et Suzanne Jonas). Synthesis Publications, San Francisco, 1984, 336 pages.

Nicaragua under siege. Marlene Dixon et Suzanne Jonas. Synthesis Publication, San Francisco, 1984, 272 pages.

(2) La revue *Problemas internacionales* éditée à Madrid par l'Instituto de estudios políticos para America latina y Africa (IEPACA) a publié deux dossiers sur les relations entre les États-Unis et le Nicaragua : «El principio de la no-intervencion en las relaciones USA-Nicaragua. Aspectos juridicos, economicos y militares», avec le concours du Tribunal international de Justice de la Haye et le Tribunal Permanent des Peuples de Bruxelles, septembre 1984, numéro 9, 70 pages (textes de Joan Pinol Rull, Rosa Pasos et Magda Henriquez) et «Sentencia del Tribunal permanente de los Pueblos... sobre las intervenciones de los EE. UU. en Nicaragua», novembre 1984, numéro 9 bis, 34 pages à la suite de la mission d'enquête effectuée sur le terrain par Victoria Abellan, Léo Matarasso et Gianni Tognoni du 1 au 8 août 1984.

UNE THESE MAGISTRALE SUR UNE ILE AU BOUT DU MONDE : CHILOË

Dans le sous-titre que Philippe Grenier donne à sa grosse étude sur Chiloé et les Chilotes, *Marginalité et Dépendance en Patagonie chilienne*, se trouve clairement dite la perspective retenue d'analyser un espace non pour lui-même, mais dans le contexte de la *société englobante* pour reprendre une expression de l'auteur et, pouvons-nous ajouter, de l'espace englobant (1).

Pourtant, cette terre que les Espagnols appelèrent d'abord «Nouvelle Galice» et dont le paysage bocager, pénétré par la mer, évoque aussi la Bretagne, a une forte identité. Philippe Grenier montre bien comment ce «terrain» aurait pu se prêter à une thèse de géographie régionale dans le sens classique : «Chiloé serait cet objet géographique à peu près unique, où l'on voit une hu-

manité originale, aux prises avec une nature également hors du commun... un des rares espaces qui justifieraient encore pleinement la monographie régionale traditionnelle, qui faisait du face à face homme-nature, médiatisé par l'histoire, le ressort privilégié d'une explication volontairement circonscrite à une portion d'espace» (p. 31-32). Mais c'est pour bien faire valoir que l'objectif n'est pas tel : il s'agit au contraire de «comprendre les raisons d'une pauvreté apparemment consubstantielle à Chilote» (p. 10) par les liens que la région chilote entretient avec le reste du Chili et le reste du monde et qui, précisément, interdisent de conclure à une quelconque fatalité qui pèserait sur ce bout du monde et sur ses habitants.

Bien comprendre les mécanismes appelle d'abord une description précise des faits. C'est l'objet de la première partie de l'ouvrage, particulièrement réussie, où la *réalité humaine* de Chilote est examinée au travers des trois thèmes que sont l'isolement, le travail et la pauvreté. «L'isolement, c'est le leit-motiv de la vie quotidienne» (p. 35). Il se vérifie à toutes les échelles ; c'est l'isolement de ce finistère peu peuplé (moins de 200.000 habitants) par rapport au reste du Chili ; c'est l'isolement lié à l'insularité (65% de la population vivent dans les îles) ; c'est l'isolement sensible dans la répartition de la population puisque celui-ci occupe surtout des maisons rurales dispersées. Dès lors que la construction d'un véritable réseau routier est postérieure au séisme de 1960 et que les transports terrestres demeurent difficiles l'hiver, on comprend pourquoi les hommes ne s'écartent pas des côtes et communiquent entre eux par mer, dans des conditions au demeurant fort précaires.

Mais isolement ne signifie pas claustration. En contraste avec la difficulté qu'il y a à circuler dans la région et qui pourrait faire croire à un repli sur soi, l'espace de travail des Chilotes est ouvert sur tout le Chili et même sur l'Argentine voisine.

C'est qu'il est malaisé de vivre sur le

proprio, souvent trop exigü, presque toujours mal utilisé. Entre ce qui est défriché, le *limpio*, et ce qui reste en forêt, le *bosque*, l'existence du *semi-limpio* révèle dans le paysage une mise en valeur inachevée du potentiel naturel. La petite exploitation donne des pommes de terre et un peu de blé, autorise l'élevage de quelques bêtes, encore que les bovins et surtout les chevaux soient moins répandus que les porcs et les volailles, mais trouve vite ses limites. L'émigration masculine, à des distances et pour des durées très variables, compense l'insuffisance des revenus agricoles, au même titre que maints autres travaux annexes réalisés dans la région même, de l'exploitation de la forêt au ramassage des algues et des coquillages, en passant par des emplois épisodiques dans les conserveries.

Le bilan de tout cela, c'est une grande pauvreté que Philippe Grenier s'efforce de saisir non seulement dans ces manifestations classiques, médiocrité du logement, carences alimentaires, faiblesse du niveau d'éducation, ravage de l'alcoolisme, mais aussi dans les comportements qu'elle suscite et les mentalités qu'elle entretient.

Cette première partie pose excellemment le tableau d'ensemble que la suite de la thèse va chercher à expliquer. Elle donne beaucoup d'informations, mais surtout avance des idées importantes, et d'abord le fait que les stratégies de survie, c'est-à-dire le moyen pour les familles pauvres de subsister en cumulant les gains acquis par plusieurs de leurs membres dans plusieurs types d'activité et dans plusieurs espaces, font se combiner des formes de salariat avec des logiques de vie relevant de l'autosubsistance : on veut vivre du *proprio*, mais, comme c'est impossible, on cherche un revenu complémentaire, et c'est finalement cette négation de la logique de vie paysanne qui permet à cette dernière de ne pas disparaître complètement. On en a conscience quand on distingue dans le langage courant les *vendedores de trabajo* et ceux qui *achètent le travail*. La médiocrité des rémunérations, rendue

supportable justement parce qu'il y a aussi la petite exploitation paysanne qui garantit des moyens de vivre, autorise une certaine accumulation capitaliste au bénéfice d'une minorité ; mais cette accumulation ne permet pas de sortir du sous-développement régional car l'économie de prélèvement persiste dans cette périphérie d'ailleurs sous-utilisée qu'est Chiloé.

Si la description de la vie des hommes fait comprendre la combinaison des logiques sociales, il reste à étudier quel cadre naturel a été transformé en cadre de vie et de production, et selon quelles étapes historiques. Dans la seconde partie de son étude, Philippe Grenier décrit donc avec précision la trilogie mer-pluie-forêt en quoi se résume le milieu chilote. La mer, ici, se marie avec le continent et offre une variété de formes de vie liée à la variété de ses caux : au contact biogéographique qui se fait entre les 40 et 45 degrés de latitude Sud, s'ajoutent des différenciations hydrologiques engendrées par les apports d'eau douce dans la mer intérieure que Subercaseaux appelait la *Méditerranée chilote*. Malheureusement, la mer est mal utilisée, comme l'est aussi la forêt. La forêt ombrophile tempérée, ici appelée *selva de Chiloé*, entre la forêt valdivienne au Nord et la forêt magellanique au Sud, est la formation végétale du climat de ce milieu hyperocéanique qui « ne se comprend pas sans la pluie » (p. 197). Avec ces précipitations d'une abondance équatoriale (la moyenne annuelle de Castro est de 1.978 mm et celle d'Ancud atteint 2.439 mm) et dont le régime océanique à maximum hivernal s'estompe du Nord au Sud, la région chilote est, certes, un milieu difficile. Mais, là encore, on tire mal parti du potentiel physique et, en particulier, des surfaces forestières riches en conifères de haute valeur économique. Les comparaisons esquissées avec des milieux aussi peu accueillants *a priori* et pourtant autrement mis en valeur (Nouvelle-Zélande, Norvège, Ile Feroé, Finlande ou encore, voisine, la région chilienne des Lacs) ne manquent pas de convaincre que l'explication déter-

ministe ne saurait être retenue. Ce qu'il faut comprendre, c'est plutôt pourquoi le milieu naturel est l'objet d'un tel gaspillage alors que les habitants, dans leur majorité, vivent chichement.

La clé se trouve dans les *pesanteurs historiques* analysées dans la troisième partie. L'archaïsme des techniques agricoles comme de certains genres de vie pourrait faire croire à une histoire immobile et désigner un quelconque retard comme responsable de l'état présent des choses. Il n'en est rien. Si, « à toutes les époques, vivre à Chiloé a signifié vivre à l'écart du monde » (p. 295), il n'empêche que, dès le XVI^e siècle, la région chilote a été incorporée à l'Empire colonial espagnol et a participé à une logique spatiale qui lui échappait totalement. Incorporée en effet, mais pour quoi faire ? Dans un empire où le conquérant cherchait d'abord le métal précieux et où l'actuel Chili central lui-même n'avait d'utilité que pour fournir du blé et du bétail aux régions minières, à quoi pouvait bien servir ce bout du monde à 1.000 kilomètres de Santiago ? Tout au plus à servir les points forts de l'Empire, et c'était dès lors faire de Chiloé une périphérie économique à qui faire subir une économie de traite. On ne s'en priva pas ! Les razzias de population appauvrirent d'abord la région de son capital humain, inaugurant dans la violence cette tradition chilote, partagée avec d'autres espaces périphériques dans le monde, de fournir pour d'autres lieux une force de travail gratuite ou bon marché. Les autres formes d'exploitation comme les exportations de bois relevèrent d'une logique minière (se servir dans un gisement) et consistèrent à produire au moindre coût des biens destinés à l'extérieur, interdisant toute capitalisation sur place qui eût donné à la région une certaine autonomie.

L'intégration dans le Chili indépendant ne bouleversa pas l'ordre des choses : Chiloé devait rester une région de faible utilité, d'autant plus que l'occupation du Détroit de Magellan en 1845 lui enlève tout intérêt stratégi-

que, et que, jusqu'aux années 1880, l'insoumission du réduit *araucan* en bloque la route d'accès terrestre, ajoutant l'isolement à la distance. La tradition de l'économie de traite continua à brider la production vivrière locale, à bloquer l'industrialisation et à polariser l'espace régional vers un centre extérieur, fût-il désormais chilien.

C'est néanmoins au XIX^{ème} siècle que se mettent en place les structures socio-économiques qui perdurent encore aujourd'hui. L'exploitation de la forêt fait se concentrer une population en essor, les chiffres demeurent modestes en valeurs absolues, sur les zones de culture. Le résultat est la subdivision des exploitations agricoles et le besoin de l'émigration masculine temporaire comme soupape de sécurité pour pouvoir survivre. De cette durable hémorragie démographique, Chiloé conserve la marque dans sa population présente. Philippe Grenier montre ici fort bien comment la fréquence de l'exploitation familiale ne doit pas faire oublier que le système agraire consiste en fait dans le binôme grand-petit, si commun aux campagnes latino-américaines. Tandis que la loi Freire de 1823 donne une base juridique à la petite propriété apparue dès la fin du XVIII^{ème} siècle en partie grâce au départ des Jésuites, de très grands domaines se constituent aussi à partir de concessions sur le patrimoine public et vont être un facteur de blocage pour l'agriculture. Dans le même temps, les quelques tentatives de colonisation officielle échouent.

Au terme de cette démonstration, il restait à l'auteur à s'interroger, dans une quatrième partie, sur les difficultés de la modernisation au cours de ces dernières décennies. Le bilan inquiète. Les résultats agricoles médiocres provoquent une poussée urbaine qui, bien que modeste, est déjà excessive au regard des capacités d'emploi. A une échelle limitée, apparaît donc le déséquilibre ville-campagne qui est un symptôme géographique du sous-développement. Au début des années 1950, la maladie de la pomme de terre fait parmi les hommes des ravages qui don-

nent en plein XX^{ème} siècle un faciès irlandais à l'agriculture chilote... Il faut attendre les dégâts énormes du séisme de 1960 pour que soient engagés des travaux indispensables d'infrastructure... Quant aux plans de développement qui se succèdent, ils se heurtent aux difficultés administratives, à la petitesse des moyens financiers, au manque de participation des habitants. Plus grave, les catégories sociales qui n'en ont pas le plus besoin sont souvent celles qui en profitent le plus. De toutes les façons, Chiloé reste d'un poids trop faible dans l'État pour défendre ses intérêts avec succès. Et l'auteur de constater finalement avec amertume comment le coup d'État militaire du 11 septembre 1973 a mis un terme aux espoirs que l'on pouvait nourrir pour une façon plus équitable d'agir envers les hommes et envers les lieux.

C'est là un beau livre. Il ne prétend pas être une géographie régionale, et pourtant il constitue une somme impressionnante d'informations précieuses sur une région méconnue. Il ne prétend pas être une géographie générale, et pourtant il donne beaucoup à penser sur la notion d'organisation de l'espace car l'analyse de Chiloé est méthodiquement faite en fonction des différentes échelles dans lesquelles s'inscrit l'espace considéré. Il est juste d'ajouter pour finir que ce livre est bien écrit. Y alternent d'une manière convaincante les études de cas et les généralisations tandis que d'excellents formules viennent résumer l'essentiel et faire le point au terme des explications principales. Oui, quand elle est pratiquée avec talent, la géographie est un savoir passionnant !

Bernard Bret

(1) Philippe Grenier
Chiloé et les Chilotes. Marginalité et Dépendance en Patagonie chilienne.
Préface de J. Chonchol. Édisud 1984. Aix-en-Provence. 593 pages.

LECTURES

NOTES BREVES SUR LES AMÉRIQUES

Ce dossier veut être une chronologie sommaire des principaux événements survenus en Amérique latine pendant l'année 1984. Après avoir présenté dans deux rubriques générales les faits marquant concernant les grandes zones du continent latino-américain, de l'Amérique centrale et des Caraïbes, les auteurs du dossier s'attachent à consacrer quelques pages à chacun des pays. La présentation du cadre chronologique mensuel est suffisamment lâche pour autoriser une certaine mesure d'impact des événements. L'objectif de cette chronologie est donc de présenter des « informations... suffisamment importantes pour pouvoir donner une vision nette de l'évolution politique et économique de ces pays ». Évidemment, on peut toujours discuter le choix des rédacteurs. Ainsi, la désignation de la candidature de José Sarney aux fonctions de vice-président, aux côtés de Tancredo Neves choisi comme candidat à la présidence par le P.M. D.B. en août 1984, n'est-elle pas évoquée. D'autres lacunes pourraient être relevées. Mais telle est la loi du genre. Et ce recueil constitue bien un outil de travail pratique, commode. Tel était bien son objectif.

Guy Martinière

Patrick Faure (sous la direction de) :
Les événements marquants en Amérique latine en 1984, Dossier de l'Action latino-américaine en France (ALAF), Agence de documentation intercontinentale, Paris, 1985.

Ce catalogue signale les revues en Sciences de l'homme et de la société concernant l'Amérique latine, reçues, conservées et disponibles en France, en provenance de tous les pays. Près de 1.500 titres de périodiques se trouvent recensés. Le stock documentaire

mis à la disposition des chercheurs apparaît, grâce à ce recensement, énorme. Le taux de couverture de l'acquisition des revues éditées par exemple en Amérique latine n'est donc pas négligeable. En tout cas, ce recensement doit permettre de combler les lacunes, éviter les double ou triple emplois, provoquer une rationalisation de la politique d'acquisition des périodiques dont la responsabilité incombe aux bibliothécaires et directeurs de centres de documentation comme aux chercheurs.

Ce catalogue établit un classement des revues par pays d'origine éditoriale, définit la langue de la publication et sa périodicité ; il précise son ou ses lieux de détention en France et offre la liste des organismes et institutions dépositaires. Un index des titres de périodiques et un index des éditeurs intellectuels complètent cet instrument de travail unique, réalisé par notre collègue Mona Huerta, en collaboration avec une douzaine de spécialistes en information scientifique et technique sur l'Amérique latine. La conception du projet a été effectuée par deux collaboratrices du Centre de documentation en sciences humaines (C.D.S.H.) du C.N.R.S., Mireille Strohl et Catherine Gréard. Conçu comme une édition automatique issue d'une banque de données susceptible de devenir le sous-ensemble Aire culturelle Amérique latine du Catalogue collectif national (CCN) des périodiques, ce catalogue constitue un produit documentaire de qualité. Tout d'abord, il fera école par sa technicité documentaire, par sa méthodologie ; ensuite, il sera un outil de bibliothéconomie et d'échange entre les bibliothèques détentrices de ces documents ayant ainsi réalisé un état des revues « vivantes » sur l'Amérique latine en France. Enfin, il représentera pour la communauté

scientifique une information d'exception sur les périodiques qui constituent un instrument de travail dont l'utilité n'est plus à démontrer.

Guy Martinière

Réseau documentaire Amérique latine (CRECO 26 - CNRS) : *Catalogue collectif de périodiques sur l'Amérique latine disponibles en France*, Paris, CNRS-CDSH, 1985, 590 p.

Un tel ouvrage sort des sentiers battus. Denis-Clair Lambert, un des rares économistes français qui connaisse, de l'intérieur, l'Amérique latine, n'utilise pas sans réfléchir les statistiques, officielles ou non, qui émanent de ce continent. Il reconstruit, à partir de séries homogènes, des modèles mathématiques reflétant, au mieux, l'extrême diversité de situations nationales, en tenant compte d'une évolution dans le long terme. Indicateurs démographiques, économiques et sociaux donnent alors toute la mesure de ces *19 Amériques latines* — le cas de Cuba, en raison de l'absence de statistiques fiables est évoqué à part — L'analyse comparée permet de modifier bien des idées reçues. Un très précieux guide statistique d'une centaine de pages fournit au lecteur un beau matériau pour sa propre réflexion. Quatre chapitres, denses et parfois provocateurs, autorisent l'auteur à affirmer que, de 1960 à 1980, la disparité des performances économiques a déplacé les centres de dynamisme régional. Les foyers d'expansion ont été transférés de l'Amérique tempérée (Argentine, Chili, Uruguay) vers l'Amérique tropicale (Brésil, Mexique), même si la crise économique et financière contrarie la montée en puissance de ces deux derniers pays. Mais surtout, aux yeux de l'auteur, les progrès sociaux ont été souvent plus rapides que les progrès économiques. Certes, les indicateurs de santé ou de nutrition sont extrêmement défavorables pour les pays les plus pauvres comme la Bolivie ou Haïti. Et même pour les pays à revenus encore intermédiaires comme ces nouveaux pays émergents que sont le Brésil et le Mexique. Mais, d'une façon générale, l'auteur considère que les

écarts entre les pays les plus favorisés et les pays les moins favorisés, *du point de vue social*, ont fortement décliné ces vingt dernières années. Voilà qui relance le débat sur la dialectique «centre-périphérie», provoque un ré-examen de la «dépendance extérieure» et aspire à montrer que les sources de l'instabilité des Amériques latines sont à l'intérieur des nations. Un livre à lire, stimulant, que l'on aime discuter, dont le seul reproche que l'on puisse lui faire — mais est-ce un reproche ? — est d'être un peu trop technique.

Guy Martinière

19 Amériques latines. Déclins et décollages. Denis-Clair Lambert. *Economica*. Paris, 1984, 262 pages.

L'ancien aumônier du Lycée Pasteur de Bogota, bien connu de la colonie française, poursuit aujourd'hui, de retour en France, son combat pour la libération de l'Amérique latine. Il s'adresse désormais au public français après s'être efforcé, pendant près de vingt ans, de «conscientiser et organiser les masses» afin de construire «une société nouvelle» en Colombie, selon les titres de ses deux précédents livres publiés sur le continent latino-américain. Cet ouvrage, de combat et d'espérance, est de facture très classique. Après avoir décrit «les problèmes d'Amérique latine et leurs causes» (richesses et misère du peuple), s'attachant à montrer la nature véritable de l'impérialisme et le rôle des États-Unis, notre franciscain précise quels peuvent être «les jalons pour une action libératrice» et met «les chrétiens face aux problèmes» du continent. Le ton de l'ouvrage est assez vif, moralisateur dans la tradition d'un ordre qui défend les pauvres et les opprimés depuis... la découverte et la colonisation. Le témoignage a valeur de symbole. La théologie de la libération se trouve expliquée de l'intérieur. Cet ouvrage aide aussi à faire le point sur les débats en cours, tout en demeurant facile à lire. A un moment où il devient «up to date» de

sa gausser du tiers-mondisme et des actions caritatives, cet ouvrage tombe à pic pour ne pas faire oublier l'essentiel.

Guy Martinière

Jean-Benoit Lay : *Vers la libération de l'Amérique latine*, Paris, l'Harmattan, 1985, 215 p. (Présentation de Mgr Antonio Frago, évêque de Cratús, préface de Camilo Moncada, président de la Commission évangélique latino-américaine de l'Éducation chrétienne – CELADEC –).

Le numéro 10 de la revue du *Centro de Investigaciones de la Economía mundial* – CIEM – de Cuba présente quatre articles dont trois font référence à la situation et à l'évolution de l'économie et du capitalisme mondial : le quatrième, met en relief l'importance considérable de la production sucrière dans la société cubaine et dans le marché mondial. Le premier article (La crise économique de l'Amérique latine. Dilemme et Options, d'Osavdo Martinez) présente et analyse les symptômes les plus évidents du développement du capitalisme dans les dix dernières années, puis souligne sa conséquence inexorable : l'aggravation des séquelles du sous-développement. L'auteur estime que la seule façon d'en finir avec la pauvreté, l'analphabétisme, la faim et la misère des larges secteurs ouvriers et paysans se trouve dans l'élimination des rapports de production capitaliste du continent latino-américain !

Le second article (L'évolution de l'économie des pays socialistes durant l'année 1983 de José Luis Rodriguez, Norka Clerch et d'Édith Felipe) est consacré à la démonstration suivante : dans les cinq dernières années, une politique économique efficace et planifiée a permis à ces sociétés d'améliorer les acquis socialistes, malgré l'environnement international économique et politique du capitalisme en crise et, en mutation. Par la suite Ane Aguiloche, dans son article (La coopération Sud-Sud dans le domaine commercial) voit dans l'élargissement et dans le renforcement des liens économiques entre les pays du Sud, un moyen approprié

pour ces pays de contrecarrer les effets de l'actuelle division internationale du travail. Le dernier article de Maria Teresa Valdez présente et analyse la production sucrière de Cuba, en faisant ressortir l'importance de ce secteur agro - industriel - exportateur, devenu secteur clé dans le fonctionnement socio-économique de l'actuelle société cubaine.

Gustavo Arce

Centro de Investigaciones de la economía mundial de Cuba, numéro 10, 117 pages.

**BANQUE INTERAMÉRICAINNE
DE DÉVELOPPEMENT : DIALOGUE
SUR LES INVESTISSEMENTS
EUROPÉENS DANS LE SECTEUR
MINIER EN AMÉRIQUE LATINE**

**(DOCUMENTS DE LA RÉUNION
TENUE LES 7 ET 8 FÉVRIER 1984
A BRUXELLES)**

Cette réunion a été organisée par la B.I.D. et le Comité de liaison des industries de métaux non ferreux de la Communauté Économique Européenne. Pays latino-américains représentés : Argentine, Bolivie, Brésil, Chili, Colombie, Mexique, Pérou. Tous, sauf l'Argentine et le Mexique, ont offert un rapport sur la façon dont se pose le problème des investissements miniers dans leur propre pays.

Le point de vue des sociétés minières européennes a été exprimé par l'un des directeurs de Rio Tinto Zinc (Royaume Uni). Georges D. Landau, Représentant spécial adjoint de la B.I.D. en Europe, rapporteur, et Luis Fernando Jaramillo, directeur du département d'analyse des projets à la B.I.D., ont tiré les principales conclusions des débats qui peuvent se résumer ainsi : dans un monde où les cours des produits miniers sont très bas, les institutions financières internationales jouent le rôle de catalyseurs dans le financement des projets d'investissements. Les pays européens ont intérêt

à diversifier leurs sources de matières premières en se tournant vers l'Amérique latine ; les petites et moyennes sociétés minières peuvent jouer un rôle important dans cette diversification. Dès lors, le dialogue de Bruxelles apparaît comme un modèle pour de futures conversations euro-latino-américaines où la C.E.E. trouvera un intérêt croissant. N'était-il pas nécessaire de promouvoir une plus grande compréhension entre investisseurs européens et pays latino-américains pour faciliter les transferts de capital et de technologie?

L'opinion internationale coïncide

aujourd'hui avec l'esprit de cette réunion. On ne prêche plus, en Amérique latine, une industrialisation forcée ; on pense qu'elle peut s'accompagner d'une large exportation de matières premières qui facilitera les investissements. Dans le cas des produits miniers, ces matières premières sortent d'ailleurs transformées — en métaux généralement — de leur pays d'origine. Ainsi à côté de l'industrie substitutive d'importation, on ne méprise plus celle, induite, des exportations.

Frédéric Mauro

... LES CONFINS DE L'AMAZONIE

L'étude de l'anthropologue britannique est le résultat d'une recherche prolongée chez les Barasana, tribu amazonienne du Pira-Parana, aux confins de la Colombie, non loin de la frontière avec le Brésil. Elle s'étend toutefois à un groupe plus étendu suivant les ramifications du système d'inter-mariage.

L'auteur applique une approche structuraliste à l'analyse du cycle de la vie individuelle et collective, des rituels, de la production et de la consommation des aliments et des drogues, du système de parenté patrilinéaire... Se fondant sur les représentations et les mythes produits par les Indiens, elle met en lumière des analogies renvoyant à des systèmes de classification appliqués à tous les domaines de l'activité du groupe. Toutefois l'accent est mis sur l'aspect dynamique des relations, sur le changement et le mouvement, plutôt que sur les relations structurelles statiques entre des séries d'éléments. Bien que les Indiens du Pira-Parana se situent eux-mêmes dans un cosmos ordonné au temps des ancêtres mythiques, C. Hugh-Jones part d'une analyse des phénomènes de croissance et de dispersion des unités familiales patrilocales pour remonter aux catégories spatio-temporelles qui fondent la structure de ce cosmos.

Au-delà de la richesse et de la précision de la description ethnographi-

que (dans une présentation et une édition impeccables), ce qui fait l'importance de ce livre est dans cette tentative de construire un modèle général des systèmes spatio-temporels qui rende compte de la relation entre le monde de l'expérience actuelle de l'Indien et celui de son passé ancestral.

Yvon Le Bot

Christine Hugh-Jones

From the milk river, Spatial and temporal processes in Northwest Amazonia, Cambridge University Press, P.O. Box 110, Cambridge, England, 1980.

Comme le précédent, ce livre a pour origine un séjour de deux ans chez les Barasana et leurs voisins, dans le Vaupès Colombien. L'étude ici porte essentiellement sur la dimension symbolique : activité rituelle et production mythique, relations entre les deux et interprétations.

L'analyse est spécialement centrée sur les rites d'initiation des mâles, les «cultes Yurupary» et les «mythes Yurupary» dont il est fait mention dans l'ethnographie de plusieurs tribus du nord-ouest amazonien. Les Yurupary sont des instruments de musique sacrés dont l'usage et la contemplation sont interdits aux femmes sous peine de mort.

Habituellement, ces phénomènes ont été considérés soit comme des rites phalliques et orgiastiques, soit comme des rites de fertilité, des formes de culte des ancêtres, des cérémonies liées aux récoltes, ou encore des cultes des démons, etc. S'appuyant sur une analyse détaillée et approfondie d'un matériel ethnographique considérable, Stephen Hugh-Jones tient pour superficielle ces interprétations diverses et contradictoires qui privilégient exclusivement l'utilisation des instruments sacrés. Il multiplie, quant à lui, les angles d'observation : l'identité sociale des participants, la succession des séquences, les positions spatiales des personnes et des objets, les conduites des acteurs, la dimension symbolique du sacré, les relations entre les mythes et

les rites en termes de structures internes et d'opposition symbolique.

En cherchant à dévoiler des catégories qui rendent compte de la production symbolique, rituelle et mythique, Stephen Hugh-Jones nous donne une vision, complémentaire de celle de Christophe Hugh-Jones, de la «totalité Barasana». Les deux ouvrages constituent une unité et un apport important à l'ethnologie amazonienne.

Yvon Le Bot

Stephen Hugh-Jones,
The Palm and the Pleiades, Initiation and Cosmology in Northwest Amazonia, Cambridge University Press, P.O. Box 110, Cambridge, England, 1980.

...LES CARAÏBES

Le Service Interrégional «Antilles-Guyane» de l'INSEE vient de publier le numéro 8 de ses *Dossiers Antilles-Guyane* consacré à l'emploi en Guadeloupe en 1980. Des données démographiques et socio-professionnelles introduisent un classement des catégories d'*actifs* et d'*inactifs*, un dénombrement et une typologie de la «population ayant un emploi» par type de travail et durée de l'emploi. La formation de la population âgée de plus de quinze ans est mise en rapport avec ses activités. Les différents types d'activité et de chômage, les «durées travaillées» et la situation de la demande d'emploi font également l'objet de tableaux statistiques.

Les auteurs signalent, à juste titre, la «faible signification» des moyens et des résultats d'enquêtes similaires effectuées dans des pays plus grands, développés, non marqués par la colonisation et les risques d'erreurs que comporterait une «simple transposition des critères classiques d'analyse». Aussi ont-ils échelonné leur enquête sur deux trimestres de l'année — en raison de l'importance des emplois saisonniers — et multiplié les critères de classement des emplois et des situa-

tions de non-emploi et de chômage, recourant, outre à la référence annuelle, à une périodisation hebdomadaire.

Les premiers résultats qui se dégagent de ce recueil de statistiques mettent en évidence les principaux aspects du problème social en Guadeloupe : les taux globaux de chômage atteindraient 30 à 31% des femmes (signalons qu'un tiers des chefs de famille sont féminins) et 16 à 19% des hommes déclarés actifs au moment de l'enquête, l'importance du chômage dit marginal, le caractère «massif» du chômage et du sous-emploi entre 15 et 24 ans (près de 50% de la population est âgée de moins de 20 ans). Autres conclusions : la «déperdition importante» du système scolaire, l'inadaptation des formations proposées aux possibilités d'emploi, la faiblesse numérique des offres d'emploi, le déclin des activités agricoles, le vieillissement des actifs dans ce secteur et la «tertiarisation» des emplois, la «position privilégiée des immigrants originaires de métropole et des autres DOM-TOM» (p. 66), l'élargissement de l'éventail des salaires (compte tenu que le SMIC y est inférieur de 16% au niveau français et que les salaires de la fonction publique

sont majorés de 40% et de nombreuses primes), le « maintien d'une émigration importante vers la métropole compensée par une immigration substantielle de personnes nées en métropole et dans les pays voisins (Dominique et Haïti) et par le développement de la migration retour ».

Cette série de statistiques s'ajoute au stock déjà volumineux de données chiffrées constitué lors des recensements et des travaux préparatoires du IXe Plan. Elle permet mal aux non-initiés, par delà une accumulation de tableaux, de mieux comprendre la situation socio-économique actuelle de la Guadeloupe. Il s'agit d'un recueil de statistiques et non pas d'une *étude*. Le dossier ne se situe pas dans le temps et n'évite ni les erreurs historiques — telle par exemple celle d'une crise sucrière qui n'aurait débuté qu'après la 2e guerre mondiale (p. 17) alors qu'elle a en fait son origine au cours du XIXe siècle — ni la formulation de concepts erronés pour la Guadeloupe et les Caraïbes en général de secteurs d'activité « moderne, traditionnel ou précapitaliste et intermédiaire » (p. 7). Il aurait fallu indiquer, même brièvement, quel est l'état actuel des structures de production — donc d'emploi — en Guadeloupe et comparer les résultats obtenus non seulement à ceux des autres DOM mais surtout à ceux des territoires environnants des Caraïbes

Orientales (Barbade, Antigua, Trinidad ou Puerto Rico).

Sous-emploi, chômage, sous-équipement productif, émigration ne sont pas le seul fait de la Guadeloupe. Ils sont l'héritage d'une longue évolution historique des économies coloniales des Caraïbes que les commentaires qui accompagnent les chapitres de ce recueil n'effleurent pas. Or, ce n'est pas une analyse statistique, de surface, mais par celle de sa genèse que s'explique toute situation de sous-développement. Enfin, peut-on faire état de la situation de l'emploi en Guadeloupe sans évoquer celle des Guadeloupéens, de plus en plus nombreux, vivant dans l'émigration ? Outre la nécessité de poursuivre l'analyse dans le long terme — en la situant de manière comparative dans l'histoire, du passé et du temps présent — il paraît souhaitable, voire urgent, de la mettre en rapport avec les projets de développement économique de l'île. Mais là se situe peut-être une frontière parfois difficilement franchie entre travail et techniciens, organes de décision et recherche en sciences sociales.

Nelly Schmidt

L'emploi en Guadeloupe (1980)

Les dossiers Antilles-Guyane (numéro 8) de l'INSEE, SIRAG, H. Domenach et J.P. Guengant, juil. 1984, 340 p.

...TOUJOURS LE NICARAGUA

Ce livre est la reproduction du rapport d'une mission de deux personnalités espagnoles de la F.I.D.H. effectuée au Nicaragua en Mai-Juin 84. On trouvera dans cet « Informe » un certain nombre de documents ou informations de bases, de vulgarisation (historique du Nicaragua et du Sandinisme, Projet de loi sur les partis politiques et panorama socio-politique du pays, Statut fondamental du Gouvernement, Droits et Garanties des Nicaraguayens, don-

nées socio-économiques et programmes réalisés depuis 1979). La crise en Amérique centrale, conclut le rapport, a son origine dans les structures socio-économiques qui prévalent dans la région, crise attisée par la politique actuelle de l'administration Reagan.

Hormis certains documents de ce type juridique ou législatif (la situation a cependant beaucoup changé en une année avec les élections de Novembre 84), ce livre apporte peu d'informa-

tions ou d'analyses qui ne soient connues. Le lecteur qui aimerait y trouver des éléments nouveaux sur le Nicaragua d'aujourd'hui reste sur sa faim.

Xavier Guyon

La realidad actual de Nicaragua

Paris, Fédération internationale des droits de l'Homme, Presses et publications de l'Université de Paris VIII Vincennes à Saint-Denis édité par le Centre d'information et de recherche sur l'Amérique latine (CIAL), Collection les Droits des Peuples, numéro 13, 1985, 232 p.

De cet ouvrage collectif publié au Brésil, on peut retenir :

— deux textes importants d'abord. Ernesto Cardenal, poète et ministre de la culture évoque (en 1982) la récupération et la mise en valeur d'une culture : livres censurés sous Somoza, fêtes du maïs ou de la purissima, artisanats, ateliers de poésie... «Un développement économique du Nicaragua est inconcevable sans développement culturel» ; culturel de tous en harmonie avec la vie réelle. Fernando Cardenal donne ensuite le sens de la campagne d'alphabétisation qu'il était alors (1980) chargé d'animer : «celui qui ne sait pas lire est aveugle à sa dignité, son histoire, son futur». La campagne est un acte politique auquel le F.S.L.N. s'était engagé. Ses buts : guerre à l'analphabétisme, éducation économique et sanitaire, former une nation par les liens ville-campagne, prévoir le suivi éducatif, forger un tissu social.

— Suivent des discours ou articles plus récents mais guère plus actuels. Dix pages expliquent précisément les structures des Centres d'Éducation Populaire et les relais éducatifs. Les soixante autres reprennent sur un ton plus mystique les thèmes précédents sur l'alphabétisation et «théorisent»

sur l'«éducation populaire» : développer la conscience populaire, élever le défi de la production (E. Vallecido) ; avant tout fortifier les organisations populaires, selon le péruvien O. Jara, qui pare d'un discours marxiste très «classique» et peu éclairant l'expérience nicaraguayenne ; redéfinir la notion de bonheur, un nouveau bonheur pour une nouvelle société sandiniste, rêve le brésilien M. Arruda.

— En commentaire, il convient de souligner que :

1) des discours ne constituent pas un livre d'analyse ;

2) En 1984, il est difficile d'en rester à l'euphorie des premières réalisations. Dans les deux premières pages du livre, à une question essentielle sur la relation entre éducation «populaire» et «traditionnelle», M. Arruda répond par des généralités sur les liens à avoir avec le peuple. Le Nicaragua peut-il donc se passer d'une éducation solide, technologique par exemple, que ne sauraient assurer les structures populaires actuelles ? Rien sur les difficultés de la mise en œuvre, l'absentéisme... liés à la situation de guerre latente que vit le pays... En somme, mis à part deux discours historiques importants mais connus, ce recueil contient beaucoup de verbiage et ne présente aucun effort d'actualisation.

Domage : un tel sujet mérite mieux !

Marie Duflo

Lições da Nicaragua. A experiência da esperança, sous la direction de Carlos Brandão. Campinas, Papyrus, Collection Krisis, 1984, 128 p.

...LE BRÉSIL

Issu d'une recherche sur la planification urbaine, partiellement subventionnée par la Fondation Singer-Polignac, cet ouvrage tend à replacer le

projet de Brasilia dans la vaste conquête vers l'ouest du territoire brésilien. Placé sous la référence permanente de l'œuvre de Roger Bastide, centré sur

les notions fertiles de messianisme, de rationalité et d'utopie, le travail du jeune chercheur brésilien s'attache à montrer comment une mentalité nationale a trouvé, grâce au projet architectural, une voie originale de modernité et de technicité. Les réflexions de l'auteur sur le phénomène urbain, les technologies de la construction, les innovations plastiques s'accompagnent d'une analyse des discours idéologiques qui, du songe missionnaire aux élans positivistes, ont masqué la capture et la possession du territoire indigène, avant d'identifier l'élaboration symbolique d'une capitale aux débats nationalistes et populistes de l'ère de Getulio Vargas. L'influence des écoles architecturales de Gropius, Mies Van der Rohe, Le Corbusier, la place des maîtres du Bauhaus, le charisme de l'ère machine aux accents socialistes, l'anticipation positiviste de l'ingénieur Aarão Reis, auteur du projet de Belo Horizonte (1895), ont diversement imprégné l'entreprise de Lucio Costa : l'art contemporain est identifié par l'urbaniste à un nouvel humanisme scientifique et technique, préoccupé de réconcilier l'individualisme et le socialisme. Pour l'auteur, la preuve d'une continuité entre les constructeurs d'églises baroques et les constructeurs d'un espace liturgique de la démocratie raciale et sociale se trouve dans l'érection de ces cathédrales pour le peuple qui intègrent la dimension architecturale du projet de Brasília à une praxis sociale grosse de la compréhension du Brésil. La richesse de cet ouvrage est à la mesure de l'ambition de son auteur. Parfois confus à force de paradoxes et de correspondances d'idées, son texte laisse apprécier la complexité d'une société brésilienne dont le jeu d'artifices des projets architecturaux traduit, à sa manière, l'affirmation grandissante d'une rationalité conquérante. Ce livre est séduisant d'idées.

Guy Martinière

L. Arturo Espejo : *Rationalité et formes d'occupation de l'espace. Le projet de Brasília*, Paris, Éditions Anthropos, 1984, 332 p.

L'immigration européenne au Brésil a intéressé un nombre appréciable de chercheurs. Après les travaux de Jean Roche sur la colonisation allemande, les Allemands eux-mêmes ont beaucoup écrit sur l'installation de leurs compatriotes dans le sud du pays. Sur l'immigration italienne, Alberto Gallo, Chiara Vangelista, Edgar Carone, Beatriz Pelizzeti, d'autres encore, nous ont apporté des vues intéressantes. Les historiens de Curitiba se sont intéressés aux Slaves. Enfin, pour la Suisse, nous avons déjà l'excellente thèse de M. Nicoulin sur *La genèse de Nova Friburgo* (Fribourg, 1973). Voici maintenant un gros ouvrage sur une expérience suisse de colonisation particulièrement dramatique puisqu'en fait, il s'agissait de remplacer des esclaves noirs devenus rares après l'abolition de la traite en 1850.

L'ouvrage est fondé à la fois sur des sources manuscrites suisses et brésiliennes, sur d'abondantes sources imprimées, et sur une bibliographie qui n'est pas négligeable. Il se divise en quatre parties. La première nous décrit la colonisation de la région de Sao Paulo à l'époque où le café dominant était celui de la région de Rio ; on voit en particulier le rôle joué par le sénateur Vergueiro dans cette colonisation. La seconde partie traite des métayers suisses immigrés (*parceiros*), la façon dont ils ont été recrutés, le rôle joué dans cette immigration par les diplomates suisses au Brésil, la formation technique des immigrants et leur installation.

La troisième partie nous décrit la vie des Suisses dans les plantations, le contact des deux civilisations, la mentalité esclavagiste des planteurs, le « coronelismo », la résistance des colons helvétiques. La quatrième et dernière partie nous montre comment on est arrivé à l'échec de cette colonisation, malgré l'intervention des autorités suisses et le concours de la firme Vergueiro et Cie. Le métayage ayant échoué, les émigrés se sont tournés vers des emplois salariés. D'ailleurs, peu après, la région de Sao Paulo de-

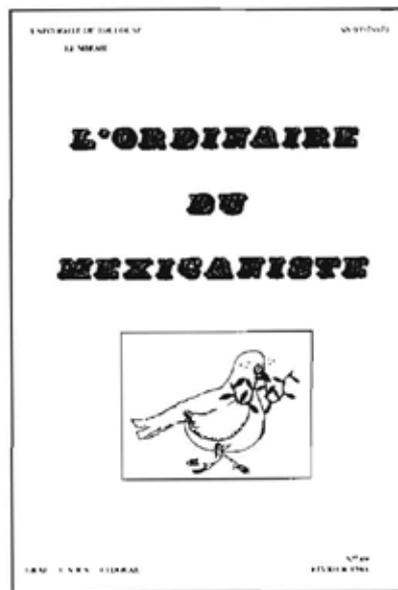
vait être envahie par les immigrants italiens.

Cette histoire, au fond, est celle d'un malentendu. D'un côté, les Suisses pensaient pouvoit être de petits agriculteurs à la manière européenne, tandis que les planteurs brésiliens n'ont pas compris qu'ils n'avaient plus affaire à des esclaves noirs. C'était le heurt de deux civilisations ; bien mieux ou

bien pire : la plus avancée était obligée de se soumettre à l'autre. L'échec était fatal. Un très bon livre.

Frédéric Mauro

Beatrice Ziegler, *Schweizer statt Sklaven*
Schweizerische Auswanderer in den Kaffee-
Plantagen von Sao Paulo (1852-1866),
Stuttgart, Steiner Verlag, 1985, 466 p.



PUBLICATION MENSUELLE
publiée par le Groupe de recherche sur l'Amérique latine
(GRAL) du CNRS

Université de Toulouse - Le Mirail
5 allée Antonio Machado
31058 Toulouse - Cedex

ABONNEMENTS

150 F les 10 numéros annuels
chèques à l'ordre de : Association Française des Mexicanistes